



INFORMATIQUE

# Une télématique conviviale ?

La seule façon de maîtriser le destin d'une société est d'identifier à temps les facteurs qui le déterminent. La télématique est désormais au cœur des choix de société. Le rapport Nora-Minc contribue à ce débat décisif. S'il expose une stratégie industrielle et administrative (« plan banque de données », nécessité d'une normalisation, lancement de satellites, création d'un ministère des télécommunications), il énonce aussi un projet de société (socialisation de l'information, maîtrise informatique, agora informationnelle...) qui reprend des thèmes chers aux écologistes.

La conception du pouvoir politique qui se dégage du rapport, visant à « harmoniser le projet républicain et les aspirations des groupes autonomes », interpelle les écologistes : « la floraison d'expérimentations, l'émergence du mouvement écologiste, l'essor de la vie associative, témoignent d'une nouvelle capacité de la société civile à s'affirmer... Il est illusoire d'écarter la décentralisation du mouvement spontané de la société, mais plus encore d'imaginer que les pouvoirs publics peuvent organiser leur propre dessaisissement à partir d'une volonté unique et centrale. L'Etat ne peut imposer le changement : il lui faut créer les conditions où celui-ci pourra se réaliser ».

par ALAIN MAMOU-MANI et MAURICE RONAI (\*)

Comment ne pas lire dans ce rapport une « programmation » de la contestation écologique ? Elle est non seulement prévue, mais décrite comme nécessaire. En proposant de faciliter l'émergence de contre-pouvoirs, Simon Nora et Alain Minc assignent aux mouvements sociaux des zones de liberté, tout en laissant à l'Etat le contrôle de la globalité et la définition des grands objectifs. Ce partage des tâches octroie aux écologistes et aux associations un rôle dont ils ne sauraient se satisfaire : limiter les dégâts.

Que peut-on attendre de la télématique ? D'abord des gains de productivité appréciables. Dès 1980, dans l'industrie, des « logiciels », c'est-à-dire des programmes pour ordinateurs, rendront possible l'automatisation de toutes les étapes de production. En 1983, par exemple, Toyota inaugurera une usine d'automobiles où l'on ne rencontrera aucun ouvrier de production. Dans les services, les banques, les assurances, la mise en place de réseaux de télé-informatique entraînera, vers 1985, des réductions de postes de l'ordre de 30 %. Ceux-ci seront partiellement compensés par l'augmentation des masses d'information traitées.

Mais le plus grave c'est la possibilité qu'offre l'informatique de reporter les échéances, de repousser les choix. Historiquement, elle a permis la survie d'ensembles administratifs ou professionnels que leur taille, leur poids démesuré ou leur engagement condamneraient à disparaître. Elle rend désormais viable la fonctionnement d'organisations géantes traitant une masse considérable d'informations. Un exemple : on a pu atténuer la saturation automobile des cités par la coordination informatique des flux de circulation et l'optimisation des flux ; on a étudié ainsi des choix majeurs, qu'il s'agisse de voirie, de transports collectifs ou d'implantation des lieux de travail, de loisirs et d'habitation. On a rendu tolérable une situation de crise sans s'attaquer aux causes.

L'expérience récente du débat sur les radios libres montre que les pouvoirs publics légifèrent sur des enjeux de civilisation mais qu'ils polarisent l'attention de l'opinion sur des problèmes conjoncturels qui ne permettent pas de mesurer l'ampleur du débat.

Si l'on ne veut pas « rationaliser l'indéfinissable », c'est-à-dire enfoncer comme projet ce qui se fait déjà, pourquoi ne pas promouvoir l'après par la télématique ? Quel débat national ? Quel débat des grandes options ? Alors que nous n'avons pas eu de véritable débat sur les choix énergétiques, aurons-nous la chance de débattre des choix télématiques sans laisser des « informaticiens » décider pour nous de notre avenir ?

Ce débat ne saurait se limiter au « bon usage » d'une technologie. La miniaturisation, la baisse des coûts, l'extension de la micro-informatique ne sont que des prétextes à la réalisation d'une démocratisation. La multiplication, la décentralisation des réseaux des banques de données ne conduisent pas nécessairement à une société conviviale.

Les écologistes et, au-delà, les citoyens, sont interpellés par le rapport NORA-MINC. Les promesses de la télématique sont limitées par le contexte dans lequel les choix de société sont effectués aujourd'hui. L'informatique a jusqu'à présent permis de faire reculer ces choix. C'est pourquoi il est nécessaire de diversifier les vecteurs de transformation de la société. De la même manière qu'il faut renoncer au tout électrique, au tout automobile, au tout nucléaire, il faut combattre le tout informatique.

# L'ordinateur crée des emplois

par CLAUDE SALZMAN (\*)

Le rapide développement de l'informatique soulève de nombreuses craintes. On accuse notamment l'ordinateur de menacer les libertés individuelles, voire de compromettre l'indépendance nationale et surtout de créer du chômage. Cette dernière crainte, très répandue, suscite des angoscies profondes et mérite que l'on s'y arrête. En cette période de chômage croissant, si un tel phénomène s'avérait exact, ne serait-il pas sage de chercher à freiner la fulgurante croissance de l'industrie informatique ?

Certains experts sont formels. Simon Nora, dans son récent rapport sur l'information de la société, prévoit que : « Les conséquences d'une informatisation massive sur l'emploi (sont) : une course de vitesse entre le dégelage de main-d'œuvre lié aux gains de productivité et l'accroissement des débouchés pouvant résulter d'une compétitivité ainsi améliorée. Des sondages sur quelques secteurs-clés montrent que les services dégageont du personnel et que les grandes entreprises se développeront à effectifs constants. » En automatisant, l'ordinateur supprime des tâches jusque-là dévolues aux hommes et les prive donc de travail. Pour justifier l'achat d'un ordinateur, on calcule fréquemment le nombre de postes qu'il permettrait de gagner. Par exemple, un ordinateur coûtant 4 millions de francs, loué environ 1 million de francs par mois, n'est rentable que s'il permet de faire l'économie des salaires de quinze à vingt personnes.

Un leurre

Plusieurs raisons font que la réduction d'effectifs par l'informatique est un leurre. L'expérience montre, en effet, que les plans informatiques qui ne répondent qu'au seul souci de supprimer quelques emplois sont très difficiles à réaliser et mènent parfois à de graves échecs. En effet, la création d'un système informatique va engendrer, dans un premier temps, de nouveaux emplois : une équipe d'informaticiens doit d'abord travailler pendant de longs mois, voire plusieurs années, à concevoir et à développer le système, ensuite, lors de son lancement, on laisse fonctionner pendant trois à six mois les deux systèmes en parallèle.

Par la suite, on arrive effectivement à dégraisser les effectifs, mais, après quelque temps, on constate qu'ils sont revenus au niveau d'origine et même parfois le dépassent. L'expérience montre que pour qu'une opération informatique soit réussie l'ordinateur doit permettre de :

— Développer de nouvelles opportunités en réalisant des opérations qui seraient impossibles sans lui ; — Effectuer des travaux administratifs, notamment de copie et de tenue de livres, pour lesquels il est de plus en plus difficile de trouver du personnel ; — Améliorer l'efficacité de l'entreprise, par exemple en réduisant les stocks ou les en-cours et en raccourcissant les délais de production ou la durée des cycles administratifs.

L'informatique est pleinement efficace lorsqu'elle est source de profits ou si elle permet de faire disparaître des goulets d'étranglement. Mais les réductions de coûts ou d'effectifs grâce au seul ordinateur sont un mythe. Le fait qu'il existe encore aujourd'hui des entreprises qui poursuivent ce type d'objectif n'est pas en soi une preuve convaincante.

Seule, l'observation des faits permet de décider quel est l'impact réel de l'emploi des ordinateurs. Prenons l'exemple des services comptables et financiers, qui sont la fonction de l'entreprise qui a subi de plein fouet les effets de l'informatisation.

Tout indique que le nombre de salariés de ce secteur aurait dû diminuer. Or il n'en est rien ! Une récente enquête de la CEGOS sur les coûts, les effectifs et les délais des services comptables et financiers des entreprises françaises nous a permis de procéder à une mesure indirecte de l'efficacité de l'informatique. A cet égard, nous aurons fait plusieurs constatations :

— Les services comptables et financiers sont et restent les premiers clients des services informatiques, qui travaillent pour eux à 50 % de leur temps.

— Entre 1971 et 1977, on a constaté, contre toute attente, un fort accroissement du nombre de personnes participant directement ou indirectement à l'activité comptable et financière. Cet effectif est passé de 3,4 % à 4,6 % du total des salariés des entreprises, ce qui représente une augmentation de plus du tiers, soit une croissance annuelle de 5 % en moyenne. A ce rythme, le nombre des comptables doublera tous les quinze ans et demi !

— Cette augmentation des effectifs condamne donc l'idée simpliste que l'ordinateur soit un facteur de chômage. Non seulement il ne supprime pas de postes, mais, au contraire, il en crée tant au sein des services informatiques que dans tous les autres services de l'entreprise ; (\*) Ingénieur-conseil à la CEGOS.

La productivité administrative a augmenté en moyenne au rythme annuel de 3 % par an. Non seulement l'ordinateur n'induit pas une baisse de productivité, mais, au contraire, il participe à l'effort d'efficacité.

On arrive cependant à constater un curieux paradoxe : simultanément, la productivité administrative et les effectifs croissent alors que les volumes globaux d'opérations à traiter restent dans l'ensemble stables. Nous sommes ici au cœur même du phénomène complexe liant l'informatique et l'emploi. En fait, la croissance des effectifs semble due à une croissance insuffisante du rythme de productivité.

En effet, alors que la productivité administrative croît au rythme de 3 % par an, la productivité globale des entreprises s'accroît au rythme moyen de 8 % par an. Tous les ans la productivité administrative prend un retard de 5 %, ce qui se traduit par une croissance d'autant des effectifs administratifs et particulièrement ceux des services comptables et financiers. Ce phénomène de croissance différentielle des productivités est un élément très important. Comme c'est une tendance très profonde elle peut nous permettre de mieux préciser ce que sera l'avenir.

## Un défi majeur

Tant que les rythmes de croissance des productivités resteront à leurs niveaux actuels on est sûr d'assister à une irrésistible augmentation des effectifs administratifs de l'ordre de 4 à 5 % par an. Ce qui représente pour la seule fonction comptable environ trente mille emplois nouveaux par an. En extrapolant cette tendance on s'aperçoit qu'en soixante-dix ans environ, vers 2050, tous les salariés des entreprises françaises participeraient directement ou indirectement à la comptabilité. Cela est bien entendu absurde, mais cela illustre bien l'importance et la profondeur du phénomène.

Si on souhaite enrayer ce mouvement deux tactiques sont possibles. On peut soit chercher à réduire le rythme moyen de la productivité globale, ce qui n'est évidemment pas souhaitable, soit réussir à accroître très fortement le rythme de croissance de la productivité administrative. Cette dernière solution constitue un défi majeur posé aux entreprises françaises. Seul l'ordinateur et un surcroît d'effort d'organisation permettront dans les années à venir de relever ce défi.

\* Kit Gradière et John Bumble : *MATHEMATIQUES ORDINATEURS*, Editions Hommes et Techniques, Paris, 1978.

## Toujours la compétitivité

Cet accroissement important de la productivité doit profiter directement à tous les citoyens. Travailler vingt heures n'est plus utopique. Le temps ainsi libéré serait consacré davantage à la création d'information qu'à la consommation de loisirs qui s'accompagne aujourd'hui d'une destruction d'énergie. Les pouvoirs publics et les industries doivent aborder de façon concrète ce problème, contribuant ainsi à la réduction du chômage.

Or le rapport Nora privilégie la compétitivité de l'industrie française en affectant à cet impératif la totalité des gains de productivité. Les personnes rendues « disponibles » seront employées pour satisfaire des demandes potentielles de services collectifs et autres « aménités ». De ce fait, il exclut délibérément toute réduction du temps de travail.

La télématique peut susciter ensuite une remise en cause du monopole étatique de transmission de l'information. Les satellites de télécommunications rendent désormais les monopoles nationaux. Cette transformation des canaux de circulation de l'information devrait s'accompagner d'une évolution du schéma traditionnel unilatéral (radio monologante, télévision, télétype) vers des réseaux bilatéraux (radios locales ouvertes, télévision câblée, micro-ordinateurs).

Cependant le bureau juridique de l'Union internationale des télécommunications a délimité en 1977 les zones couvertes par les satellites, en préservant les souverainetés nationales. Il a sauvegardé ainsi les monopoles. De même, en matière de radio, le brouillage des radios libres manifeste la capacité de résistance de l'Etat à de nouvelles formes de communication.

La télématique pourrait entraîner enfin une transformation du

modèle de consommation qui prendrait en compte une décentralisation des activités et un foisonnement de la vie associative. L'essor de la micro-informatique et des réseaux de télé-traitement suscitera l'émergence de multiples groupes créatifs inventant de nouvelles applications et de nouveaux produits. Ainsi, aux U.S.A., des milliers de clubs de micro-informatique sont nés. Journaux, bourses d'échange, mini-réseaux de quatuor, témoignent de la vitalité de ce mouvement. N'est-ce pas l'ébauche d'une « informatique verte » ? Mais cette spontanéité résistera-t-elle à l'armée de fonctionnaires des services collectifs prévue par les auteurs du rapport ?

En effet la télématique est aussi porteuse de risques. Depuis quelques années, on dénonce les menaces en matière de libertés individuelles, l'interconnexion des fichiers et la mise en mémoire magnétique des citoyens. On évoque moins souvent la mise en relation de ces informations apparemment anodines, ce traitement par ordinateur permet de cataloguer les citoyens comme le ministère de la santé le fait déjà pour les enfants à risque avec le système GAMIN. Pour échapper à une catégorie « handicapante », les citoyens ne seront-ils pas tentés d'autocensurer leur comportement pour rester dans la norme ? Ils éviteront de déménager, de divorcer, de tomber malade trop souvent, de déclarer les accidents de voiture pour ne pas être classés dans la catégorie « instable ».

Quant à la transparence sociale qu'autorise l'informatique, elle n'est pas instrument seulement pour les fraudeurs : que restera-t-elle de nos zones d'ombres, du droit à l'oubli pour les événements du passé ?

\* Commission « informatique et écologie » des Amis de la Terre.

## "BUSINESS CRASH" L'ANGLAIS DES AFFAIRES.

Nouvelle formule de cours. 5 participants. 75 heures, 4 semaines.

Début des cours : 9 octobre.

Opéra : 742.13.39 - Champs-Élysées : 720.41.60  
Nation : 371.11.34 - Panthéon : 633.98.77  
Saint-Augustin : 522.22.23 - Boulogne : 609.15.10  
La Défense : 773.68.16 - Versailles : 950.08.70  
St-Germain-en-Laye : 973.75.00.

**100 BERLITZ ANS**  
Langues vivantes. Depuis 1878 Organisme privé.  
Service Traductions-Interprétations.

## RÉPLIQUE A...

# André Danzin

M. Christophe Genon, étudiant, de Paris (16<sup>e</sup>), nous écrit :

S'il convient de remercier André Danzin pour son exposé lucide (*Le Monde* du 14 septembre) sur les dangers d'une généralisation de l'informatique, il faut néanmoins demeurer sceptique sur trois points :

— La validité d'une thèse sociale de l'informatique ;

— La notion de liberté envisagée ;

— La recherche d'un type social non hiérarchique.

Ce scepticisme ne se porte pas sur l'objet pensé par les théories de l'information, à savoir si le processus d'essai-sélection serait applicable à la société humaine, mais sur sa façon même de penser. Pourquoi vouloir parler des rapports humains en termes de « modèles », de « processus » ? A quel choix politique mondial correspond cette volonté de techniciser les rapports humains ? Peut-on oublier si facilement la leçon de 2001, *Régence de l'espace* pour croire qu'un cerveau humain est assimilable à un circuit électronique, façonné justement par ce cerveau — pardon, ce « matériel » ? Pourquoi vouloir objectiver des sujets ?

« Les contraintes nouvelles de la pensée scientifique » ne présenteront pas « tôt ou tard des répercussions dans la pensée philosophique » car la philosophie a déjà montré combien il était dangereux de comprendre l'humanité en termes de cybernétique et d'information. La façon de penser des informaticiens n'est rien de nouveau. Elle est la poursuite d'une mathématisation du

monde humain, d'une rationalisation à outrance qui ne se porte plus sur les objets scientifiques mais sur les objets scientifiques eux-mêmes. L'analyse même qui retourne contre lui son propre instrument d'examen. Comprendre logiquement le monde comme un texte indéchiffrable aboutit à comprendre la parole comme « logiciel ». Après s'être rendus « comme maîtres et possesseurs de la nature », les logiciens de l'information voudraient-ils se rendre comme maîtres et possesseurs des sociétés ? A quel prix, le profit d'une telle maîtrise ? Jusqu'où s'établirait-elle sans se duper sur son entreprise ?

Il est permis aux informaticiens de ne pas lire Heidegger (1). D'ignorer le mouvement historique et philosophique de rationalisation mondiale dont ils sont l'ex-

croissance, mais il ne leur est pas permis d'aliéner la liberté humaine.

Grâce à l'information, la liberté « n'est plus seulement réductible à une philosophie des droits de l'homme », apprend-on ! Pour être clair : la division Est-Ouest n'aura plus de sens dans un monde contrôlé par une technologie omnipotente, omnisciente, omniprésente. Depuis quand la liberté se réduit-elle à des droits humains qui n'en sont que la conception juridique, non essentielle ? La liberté répond à plusieurs concepts, dont celui d'initiative, la possibilité d'être « à l'écart autonome d'un enchaînement. La liberté authentique est la plénitude de son actualité dans la nécessité reconnue de son essence, est l'autodétermination depuis la loi propre à son essence.

## Etre un serf et libre de le rester !

L'essence humaine est-elle à ce point mathématique qu'elle en vienne à mathématiser par des « évolutions » la vie d'homme ? La liberté serait « le jeu nécessaire dans les engrenages sociaux pour que certaines finalités s'accomplissent ». La nécessité de la liberté ne peut strictement pas être l'ensemble des déterminations extérieures (2) à l'individu ou au groupe (qu'est-ce qu'un « groupe » ?), parce qu'alors cette liberté soi-disant nouvelle n'est qu'un masquage électronique des vieilles « contraintes sociales », des hétéronomies finalement contingentes : il est nécessaire que le boulanger joue à faire du pain pour que, par « engrenage », la finalité antérieure s'accomplisse ! Belle formule de mécaniciens pour une banalité de concierge ! Mieux ! La liberté serait « l'instrument d'exploitation des structures usées de la naissance des structures pertinentes, elles aussi provisoires ». L'informaticien devient mécanicien, et botaniste, et sage-femme, et structuraliste ! Voilà la nouvelle : la liberté est un « instrument » intérieur aux structures sociales ! Pour être clair : je suis libre de servir mes structures, libre de travailler — bref, je suis moi-même l'instrument, je suis un serf et libre de le rester ! Une structure usée ?

Changeons-les — jusqu'à la prochaine, provisoire elle aussi ! Pourquoi ne pas changer de liberté ? En effet, en tant qu'« instrument », elle fait partie intégrale du jeu d'engrenage dans la structure ! Et même pourquoi ne pas changer d'informaticiens, eux aussi éléments provisoires et déterminés d'une structure complexe ? Cela nous économiserait tous les changements conséquents à venir ! Et même mieux : pourquoi ne pas changer la société qui fait apparaître de tels informaticiens ?

Des études se poursuivent pour trouver un fonctionnement social non hiérarchique ni anarchique : « Il subsiste des contraintes organisationnelles précises, mais à un niveau juste suffisant ». Bref, l'économie du pouvoir permet par ce type d'organisation serait, en fait, une façon de réléguer le pouvoir aux instances « organisationnelles », aux programmateurs. Le principe de décentralisation alors en vigueur conduirait vers l'antagonisme fondé non sur le principe d'égalité des informations, mais sur le principe d'efficacité maximale, où l'ordre serait de fait la hiérarchie des programmes selon une hiérarchie des fins sociales prioritaires. Or une telle structure sociale, fondée sur l'utilité d'une organisation provisoire dont les fins internes sont, par voie de conséquence, provisoires, peut-elle assurer une revendication mutuelle et non violente : être heureux ?

(1) Heidegger : « La fin de la philosophie et la tâche de la pensée. »  
(2) Extérieures dans les cas déterminations non essentielles.

مكتبات الامم المتحدة



# étranger

crée des emplois

## Italie

### Diverses causes expliquent l'inquiétude et la morosité des principales formations de la majorité

De notre correspondant

Rome. — La rentrée politique en Italie est bien agitée. On ne compte plus les « petites phrases » à double sens, les interviews fracassantes, les menaces de toutes sortes qui ne se traduisent par rien de concret. Une crise gouvernementale en perspective ? Nul ne s'y attend dans l'immédiat. On serait presque tenté de dire que c'est la solidité du cadre politique qui autorise tant d'agitation. Le gouvernement démocrate-chrétien de M. Giulio Andreotti — soutenu au Parlement par une écrasante majorité qui comprend les communistes et les socialistes — ne semble pas être arrivé au bout de sa course. Personne, en tout cas, ne propose une formule de renouveau. Les mêmes républicains, qui annoncent comme « probable » leur passage à l'opposition. Un hebdomadaire tire avec ironie : « Andreotti, c'est assez ! Tes stiches sont comptés. »

Malgré leur caractère artificiel, ces manœuvres illustrent la malaise des principales formations de la majorité. C'est un mélange d'inquiétude et de morosité auquel on peut trouver quatre explications. La première est l'affaire Moro. Quatre mois et demi après l'assassinat du président de la démocratie chrétienne, elle n'est pas dégelée ni même terminée. Les mystères qui demeurent et ceux qui surgissent (le Monde du 28 septembre) viennent d'être recensés dans une proposition d'enquête parlementaire : ils seraient au nombre de trente. Au lieu de ce sentiment global de vaine lutte par les terroristes, la majorité d'union nationale réagit en ordre dispersé. Les communistes se posent en principales victimes d'un complot ; les démocrates chrétiens, divisés entre eux, se disent que l'intransigeance du P.C. a faussé les choses dès le départ ; et les socialistes se sentent seuls contre tous. L'affaire Moro évoque, de plus en plus, une bombe à retardement. Elle n'explique pas, mais paralysie la majorité.

Le malaise des partis politiques s'explique aussi par les résultats décevants des scrutins (référendum

et élections partielles) qui ont eu lieu depuis le début de l'été. Les communistes et la légèreté récapitulation des socialistes ne se sont pas toujours vérifiés. Depuis le référendum sur le divorce (mai 1974), les votes ont toujours démenti les prévisions du monde politique. Il devient périlleux de jouer sur des élections anticipées, éternel sujet de discussion à Rome. Le nouveau président de la République, M. Sandro Pertini, laisse d'ailleurs entendre qu'il n'est pas disposé à dissoudre les Chambres sans une raison impérieuse. Les partis vont se mesurer en tout cas, en juin 1979, lors des élections du Parlement européen. Elles seront un test de première importance, moins faussé qu'en France, puisque personne ne s'oppose au Marché commun.

### Les trois coups réglementaires

Autre cause d'agitation, plus grave celle-ci : les problèmes non résolus. Ce sont surtout les dirigeants communistes — harcelés par leur base qui souffrent des révoltes hétérodoxes des chômeurs à Naples, de la stagnation du Midi en général, des lois non appliquées et des incertitudes de l'Etat. Celui-ci fait de grandes proclamations pour défendre la politique d'austérité à la veille du renouvellement des conventions collectives. Parallèlement, il est en train de distribuer sous la table divers avantages aux fonctionnaires pour entretenir ses clientèles politiques. L'économie n'est pas seule en cause. Aucun parti ne peut assister sans crainte aux « retours de vacances » des terroristes et des gangsters. Il y a eu, ce mois-ci, des attentats et des enlèvements en série qui rappellent de bien mauvais souvenirs. Bref, ni l'élimination de Moro ni la démission forcée du président de la République n'ont changé grand-chose aux problèmes italiens et à la manière de les affronter : cette rentrée

politique donne un sentiment de déjà vu. L'agitation s'empêche enfin par les prochains congrès nationaux de la démocratie chrétienne et du parti communiste, prévus l'un et l'autre en mars. A l'heure actuelle, aucune des deux équipes dirigeantes n'est menacée. Elles représentent chacune une ligne largement majoritaire, même si beaucoup de militants, à la D.C. comme au P.C., discutent la manière dont ces lignes sont appliquées.

Le parti communiste reste un monde secret. Ses courants internes sont masqués par une unité de façade. Mais les critiques transparaissent de plus en plus : à la base, où nombre de militants se demandent ce que rapporte la politique de collaboration avec la D.C. ; et même au niveau des secrétaires de fédérations régionales qui se laissent interviewer par des journaux non communistes et soulignent les difficultés du recrutement, la bureaucratie excessive, le manque de démocratie interne. Ce parti qui participe depuis deux ans à la gestion de l'Etat découvre de nouveaux horizons et traverse une crise d'identité. Ses rapports avec la société italienne se compliquent. M. Berlinguer n'a-t-il pas prononcé, dans son récent discours de Gênes, la constitution d'un « nouveau bloc social » comprenant les marginaux ? Le prochain congrès exprimera, d'une manière ou d'une autre, ces évolutions. Les statuts vont être modifiés et plusieurs postes changeront de titulaire.

Après avoir eu très peur de la poussée communiste aux élections de 1975 et de 1976, la démocratie chrétienne a maintenant l'impression que le temps joue pour elle. Elle se renforce en laissant la parole au parti qui veut renvoyer dans le désert les communistes de l'opposition. Par la bouche de M. Amintore Fanfani, elle vient seulement de réclamer à ses dirigeants un peu plus de cohérence et d'énergie. « Il ne suffit pas de parler de « confrontation » avec les communistes : il faut proposer ce que l'on met derrière ce mot », a dit le président du Sénat qui va jusqu'à se réclamer d'Aldo Moro, son concurrent de toujours.

Avant leurs congrès respectifs, les deux grands partis ne peuvent changer de ligne. Les socialistes eux-mêmes viennent à peine de se prononcer (congrès national de mars 1978) pour l'union nationale. Mais, dans ce cadre, chacun peut manœuvrer à sa guise. Le P.S.I. ne s'en prive d'ailleurs pas. Il continue à dénoncer le « régime » du P.C.I. ; il développe ses rapports avec l'extrême gauche comme avec la droite démocrate-chrétienne ; il fait des ouvertures en direction de l'Eglise. Les communistes le soupçonnent de vouloir revenir en force au gouvernement et d'obtenir même la présidence du conseil. Ce ne serait pas le centre-gauche mais le « gauche-centre ». Et le P.C.I. se verrait dire : « Vous avez soutenu un gouvernement démocrate-chrétien ; pourquoi ne soutiendriez-vous pas un gouvernement plus à gauche ? » Agacé par ces insinuations, le secrétaire général du parti socialiste, M. Bettino Craxi, vient de déclarer : « Le jour où nous déciderons de faire tomber le gouvernement, nous trapperons d'abord les trois coups réglementaires. » Mais entendra-t-on les trois coups si ce ultimatum continue ?

ROBERT SOLÉ

## Portugal

### Le parti socialiste pourrait se prêter à un compromis sur la formation du gouvernement

De notre correspondant

Les relations entre M. Soares et le président de la République portugaise, très tendues depuis la chute du gouvernement dirigé par le secrétaire général du P.S. au mois de juillet dernier, semblent s'améliorer. Telle est l'impression donnée par les déclarations du leader socialiste

à l'issue d'une longue entrevue d'une heure et demie qu'il a eue à sa demande avec le général Eanes, mercredi 27 septembre. « Nous avons eu une conversation tournée vers l'avenir », a précisé M. Soares. « A mon avis, il ne faut plus insister sur les polémiques du passé. »

Lisbonne. — Cet assouplissement des positions du P.S. à l'égard du chef de l'Etat a été l'élément nouveau d'une crise qui s'est terminée, mais les contours du prochain gouvernement qui doit remplacer celui de M. Nobre da Costa, dont le programme a été rejeté par le Parlement jeudi 14 septembre, restent toujours à définir.

Les délégations des quatre principaux partis politiques, P.S., P.S.D., C.D.S. et P.C.P., ont été reçues au palais de Belem mardi 26 et mercredi 27 septembre, afin qu'elles choisissent entre les quatre « scénarios » proposés par le général Eanes quelques jours plus tôt : gouvernement majoritaire issu d'un accord entre les partis ; investiture d'un premier ministre chargé de former un cabinet qui, sans être de coalition, engloberait des éléments appartenant à plusieurs formations politiques et disposerait ainsi d'un appui majoritaire de la Chambre ; désignation d'un cabinet intérimaire qui préparerait des élections législatives anticipées ; présentation successive de deux gouvernements de façon à provoquer les trois rejets qui, selon la Constitution, entraînent automatiquement la dissolution de l'Assemblée.

Aucune formation politique n'a publiquement souhaité l'application d'une des deux dernières hypothèses. Pourtant, les partis sont loin de se mettre d'accord sur la procédure à suivre. Les communistes et les socialistes-démocrates paraissent préférer la solution d'un gouvernement de coalition malgré l'opposition des socialistes et des communistes. Pour le C.D.S., le nouvel exécutif devrait obligatoirement exclure les communistes. Le P.S.D. de M. Sá Carneiro pourrait, de son côté, participer à ce gouvernement à trois (P.S., P.S.D. et C.D.S.) à condition qu'il intègre dans son programme un projet de révision de la Constitution qui, selon les socialistes-démocrates, serait « trop à gauche ».

Pour le P.S., il n'est pas question de participer à un gouvernement « en tant que parti » avant les nouvelles élections. Mais les socialistes sont prêts à laisser entrer certains de leurs hommes politiques dans un gouvernement qui ne soit pas de coalition. Ils exigent pour cela que le prochain cabinet, contrairement à ce qui s'est passé avec M. Nobre da Costa, émane d'un accord entre le P.S. et le président de la République.

Enfin, les communistes, qui ont réuni récemment leur comité central, « attirent l'attention sur les dangers » que représenterait une coalition sans eux. Selon le P.C.P., la formule idéale serait un gouvernement fondé sur un accord entre socialistes et communistes — qui disposent ensemble d'une majorité au Parlement — avec l'agrément du président de la République. En cas d'élections anticipées, le P.C.P. propose la constitution immédiate d'un gouvernement de transition, regroupant des membres des quatre principales forces politiques. « Afin de garantir une totale impartialité dans la préparation du scrutin ». En attendant, le gouvernement

démisionnaire dirigé par M. Nobre da Costa a quelques difficultés à déterminer en quoi consiste la « gestion des affaires courantes ». Les négociations en vue de l'entrée du Portugal dans le Marché commun doivent commencer le 18 octobre prochain. Un gouvernement qui a été renversé par l'Assemblée peut-il prendre des décisions en la matière ? Socialistes, centristes et socialistes-démocrates pensent qu'il vaudrait mieux ne pas interrompre le processus d'adhésion entamé en 1977. Les communistes, en revanche, insistent pour que de telles discussions soient ajournées.

JOSÉ REBELO.

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

### Plusieurs membres de l'opposition sont libérés

Le président Anastasio Somoza a annoncé, mercredi 27 septembre, la remise en liberté de ses adversaires politiques arrêtés au cours de l'offensive sandiniste. « À l'exception de ceux qui se sont rendus coupables de crimes contre l'ordre public, d'attaques contre des garnisons de la garde nationale, de terrorisme ou de meurtre ». Six membres du Front élargi d'opposition, parmi lesquels M. Adolfo Calero Portocarrero, dirigeant du parti conservateur, ont été immédiatement libérés mercredi. Le Front élargi d'opposition avait demandé, préalablement à toute négociation avec le gouvernement, la libération des personnes arrêtées depuis un mois et la levée de l'état de siège. Le secrétaire de presse de la présidence a annoncé que celui-ci serait levé le 12 octobre.

L'opposition serait maintenant prête à rencontrer le président Somoza mais s'inquiète des restrictions apportées à l'« amnistie ». Elle estime qu'il y a environ trois cent cinquante prisonniers politiques dans le pays et que les mesures annoncées ne concernent qu'un petit nombre d'entre eux. Les négociations à venir excluent, d'autre part, les sandinistes qui ont pour-

tant constitué le fer de lance de l'insurrection. Pour l'opposition, il ne fait pas de doute que c'est sur la pression des Etats-Unis, représentés par l'envoyé spécial du président Carter, M. William Jordan, que le président Somoza s'est décidé à négocier. Les trois pays latino-américains qui doivent participer aux conversations entre le gouvernement et l'opposition n'ont pas encore été choisis. A Washington, un porte-parole du département d'Etat a déclaré mercredi que les Etats-Unis seraient « probablement » présents à ces conversations.

Le département d'Etat a, d'autre part, affirmé que, selon les renseignements parvenus aux Etats-Unis, Cuba n'avait pas fourni d'aide directe aux sandinistes. Selon une source proche du parti conservateur, M. William Jordan aurait obtenu du président Somoza l'assurance que ce dernier quitterait le pouvoir dans les six mois, donc bien avant l'expiration de son mandat, prévue pour mai 1981. Des juristes étudieraient actuellement les moyens de préparer la création d'un gouvernement de transition dans les formes constitutionnelles. — (A.F.P., U.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Haute-Volta

LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION FRANCO-VOLTAÏQUE. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-François Lévesque, a annoncé, mercredi 27 septembre, que le prochain cabinet, contrairement à ce qui s'est passé avec M. Nobre da Costa, émane d'un accord entre le P.S. et le président de la République.

### Indonésie

MILLE TROIS CENT VINGT-QUATRE PRISONNIERS POLITIQUES ont été libérés mercredi 27 septembre à l'occasion d'un déjeuner de travail à l'Élysée.

À l'issue du déjeuner, le chef de l'Etat a déclaré que qu'il avait demandé à M. Giscard d'Estaing un accroissement de l'aide à son pays, tout en rendant hom-

### Namibie

LE PARTI AKTOR, branche locale du Parti national au pouvoir en Afrique du Sud, participera aux élections organisées en Namibie en décembre, a annoncé le président de cette formation, M. Abraham G. Piessie, mercredi 27 septembre à Windhoek (le Monde du 28 septembre).

Le Parti de l'alliance démocratique (D.T.A.) était jusqu'à présent le seul à avoir annoncé sa participation au scrutin. Les trois autres grandes formations du territoire, dont l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO), refusent toujours d'y participer. — (A.F.P.)

### Suède

M. OLOF PALME a été réélu, jeudi 28 septembre, président du parti social-démocrate suédois au cours du 27<sup>e</sup> congrès national, réuni du 25 septembre au 1<sup>er</sup> octobre (le Monde du 28 septembre). — (A.F.P.)

### Tchad

LE GÉNÉRAL FELIX MALLOUM, chef de l'Etat tchadien, a regagné mercredi 27 septembre N'Djamena au terme d'une visite officielle en Chine. Une série d'accords de coopération ont été signés entre le Tchad et la Chine, prévoyant notamment l'édition à N'Djamena d'un complexe sportif destiné à accueillir, en 1981, les troisièmes Jeux d'Afrique centrale, la construction d'un pont reliant la capitale tchadienne à la ville camerounaise de Kousséri, l'accroissement de la participation chinoise à la mise en valeur de la région rizicole de Bongor. — (Reuter.)

### UN COLLOQUE DE L'INSTITUT FRANCO-ALLEMAND

### Des « élites » pour l'Europe ?

De notre envoyé spécial

Ludwigsburg. — L'Institut franco-allemand (I) a organisé du 21 au 23 septembre, avec le concours de la Fondation Bosch, un colloque consacré au thème : « France-Allemagne, des élites pour l'Europe », qui a rassemblé à Ludwigsburg, près de Stuttgart, un certain nombre de personnalités des deux pays.

Dès le début des travaux se sont manifestées les divergences d'appréciation qui existent de part et d'autre du Rhin sur la question des « élites ». Il s'est d'abord agi d'une controverse sur le sens même du mot (« qu'est-ce que l'élite ? A partir de quel degré de notoriété, de succès ou de renommée en fait-on partie ? »), controverse dans laquelle les Français se sont, en général, montrés plus restrictifs que les Allemands.

Mais c'est surtout lorsqu'on a abordé l'étude des origines sociales et de la fonction des élites que la différence d'appréciation entre les représentants de l'un et de l'autre pays a été la plus nette.

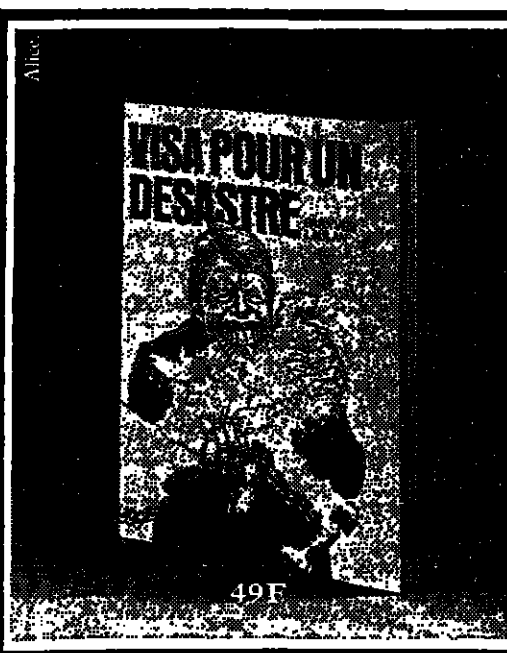
homogènes, et elles ne sont pas, non plus, représentatives de la stratification sociale qu'a connue la génération de leurs parents », a-t-il noté. Il a également rappelé qu'une étude faite en 1972 avait montré que sur quatre cents membres du gouvernement de Bonn ou de ceux des Länder, on comptait douze fils d'ouvriers. Ce chiffre a visiblement laissé rêveurs ses auditeurs français.

Ce sont en revanche les participants allemands au colloque qui ont laissé paraître leur perplexité lorsque M. Jean-Luc Rodighiero, responsable des Frases de la Fondation nationale des sciences politiques, a évoqué — sans le reprendre à son compte, il est vrai — l'argument assez souvent opposé à ceux qui soutiennent que les écoles normales supérieures jouent un rôle important dans la promotion sociale, « et qui consiste à dire qu'en offrant une chance à des familles modestes, ces écoles écriment en réalité la classe ouvrière de ses meilleurs éléments ».

« Démocratiques » ou non, ces élites françaises et allemandes peuvent-elles contribuer à l'édification de l'Europe ? « Oui », ont répondu, avec des degrés divers, dans la conviction, la plupart des participants. « De toute façon, l'Europe unie, comme toute institution, secrète des élites, il faut donc les préparer », a estimé M. Michel Lafon, directeur de l'Institut Auguste-Comte pour l'étude des sciences de l'action. Mais de nombreux obstacles demeurent. La totale équivalence des diplômes français et allemands permettrait déjà d'en surmonter quelques-uns. M. André Tunc, professeur de droit à l'université de Paris-I, a également évoqué à ce sujet les efforts concrets de l'U.E.R. VII de cette université en faveur de l'internationalisation des études juridiques.

Un autre obstacle a été évoqué à Ludwigsburg : celui des langues. « Tant que nous serons obligés d'écouter, dans ce genre de colloque, la traduction simultanée des propos de nos interlocuteurs allemands, alors que je ne vois guère ceux-ci mettre leurs écouteurs lorsque c'est nous qui parlons, a noté un participant français, « nous ne serons pas tout à fait à égalité pour parler de l'Europe. Or de toute autre chose. »

BERNARD BRIGOULEUX.



### VISA POUR UN DÉSASTRE.

Par Yves Laitier.

EN 1944, les légions américaines débarquaient sur les rivages européens pour les libérer. Elles n'en sont jamais reparties. Or, depuis vingt ans, la chrysalide européenne s'efforce, sans succès, de se dégarer de son cocon.

Et, si un sursaut européen n'intervient pas, l'Europe est condamnée à rester ce qu'elle est, c'est-à-dire peu de chose. Ce sursaut, qui autoriserait l'Europe à enlever dans l'âge adulte et l'amènerait enfin à affronter les problèmes de sa sécurité avec la grandeur, et aussi les risques qui y sont attachés.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

(1) Deutsch-Französisches Institut, Asperger Strasse 34-38 7140-Ludwigsburg (R.F.A.).

# le BAROMÈTRE de la REPRISE sera le



## MARCHÉ INTERNATIONAL DE LA SOUS-TRAITANCE le plus important au monde

- 1.100 exposants français et étrangers
- 11.000 m<sup>2</sup> de stands
- 20.000 visiteurs attendus
- Nouveautés 78 :

- Bureaux de contacts de grands donneurs d'ordres.
- Catalogue informatique par le groupe C.I.C.
- Journées techniques dont : Colloque européen des acheteurs industriels. Table ronde : Qualité industrielle, avenir de la sous-traitance.

**HORAIRE :**  
9 - 18 h sauf le 6 octobre, 9 - 17 h

## ASIE

### EN VISITE A PÉKIN

Une délégation de la C.E.E. a reçu l'assurance que les sociétés étrangères pourront bientôt ouvrir des bureaux permanents en Chine

De notre correspondant

Pékin. — Les membres de la délégation des organisations européennes, qui étaient arrivés à Pékin avec un nombre très réduit de membres (le Monde du 27 septembre), ont, en fait, beaucoup travaillé pendant les quatre jours qu'ils viennent de passer dans la capitale chinoise. L'importance politique que la République populaire donne à cette visite a été soulignée, mercredi 27 septembre, par une entrevue avec le président Hua Kuo-feng, qui a exclusivement parlé devant ses hôtes de problèmes de politique internationale, insistant, comme à l'accoutumée, sur les méfaits de l'hégémonie soviétique.

Des conversations d'intérêt économique ont eu lieu, d'une part, avec le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, et le ministre du commerce extérieur, M. Li Chiang, d'autre part, avec les responsables de nombreux ministères ou départements techniques. Le chef de la délégation, M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, se déclare « convaincu que de vastes et durables possibilités s'ouvrent pour la coopération entre la Chine et la C.E.E. La commission mixte, prévue par l'accord signé en avril dernier, se réunira au début de l'année prochaine à Pékin et des experts des deux parties vont être chargés d'approfondir les sujets abordés cette semaine. La délégation a trouvé les dirigeants chinois ouverts à tous les modes de crédits en usage dans le monde, à l'exception des prêts de gouvernements et des investissements étrangers directs en Chine. Toutes les opérations concevables de banque à banque — fussent-elles soutenues par les gouvernements — peuvent, en revanche, être envisagées. La Chine, rapporte M. Haferkamp, se propose de financer des implantations d'équipement et de technologie par des exportations diverses, et parallèlement des métaux non ferreux, titane notamment, dont elle est riche. On apprend, d'autre part, que les ventes de pétrole et de charbon chinois ont été également discutées.

M. Haferkamp ne prévoit pas dans l'immédiat l'ouverture d'une représentation permanente de la C.E.E. à Pékin, mais les dirigeants chinois ont, en revanche, pris la décision de principe d'autoriser les sociétés étrangères à établir des bureaux permanents en Chine. Parallèlement à ces conversations, des contacts multilatéraux ont été pris par les hommes d'affaires qui faisaient partie de la délégation. Entre autres exemples, le président d'une grande compa-

gnie française, qui était arrivé sans ambition déterminée, a été l'objet de propositions précises et importantes.

Les entretiens de la délégation européenne ont, d'autre part, éclairé sur les intentions chinoises en matière de développement. Une conversation particulièrement intéressante à cet égard a eu lieu avec M. Li Hsien-nien, qui a notamment déclaré : « Il nous faut deux ans de préparation avant de lancer notre programme. De plus, il faut des temps pour négocier avec nous. » Ces propos témoignent d'un désir de réflexion qui ne correspond pas au style assez précipité qui a caractérisé récemment certaines décisions dans le domaine de l'économie, par exemple dans le secteur sidérurgique. Les délégués de la Communauté européenne n'ont pas rencontré M. Teng Hsiao-ping, qui avait, au contraire, personnellement conduit l'essentiel des négociations avec le Japon.

ALAIN JACOB.

• M. Raymond Barre a présidé mercredi 27 septembre, à l'hôtel Maitland, une réunion de travail consacrée à l'examen des échanges commerciaux entre la France et la Chine. M. André Girard, ministre de l'Industrie, René Monory, ministre de l'économie, Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat à la recherche, et Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères participaient à cette réunion.

• M. Michel Poniatowski, en visite à Pékin (le Monde du 28 septembre), n'a pas été reçu mercredi 27 septembre par M. Hua Kuo-feng comme cela était prévu. La rencontre aura sans doute lieu à la fin de la semaine, et on précise à Pékin que son report n'a pas de signification politique.

**Le premier établissement de préparation à**  
**SC.P.O.**  
2 centres : Nanilly et St-Basle  
• examen d'entrée en A.P.  
• entrée directe 2<sup>e</sup> année.  
• soutien en cours d'A.P.  
CEPES Groupement des professeurs  
51, rue de la République, 92 Nanilly  
Tél. 72.94.94 ou 74.62.15

### Reçu par M. Giscard d'Estaing

M. Lee Kuan Yew veut « donner un coup d'accélérateur » à la coopération entre la France et Singapour

M. Lee Kuan Yew, premier ministre de Singapour, a été reçu mercredi 27 septembre par M. Giscard d'Estaing. Il avait auparavant été l'hôte à déjeuner de M. Barre. A sa sortie de l'Élysée, il a exprimé l'espoir que sa visite « fera plus que donner un coup d'accélérateur à la coopération économique et aux échanges culturels - franco-singapouriens. Il doit s'entretenir avec plusieurs membres du gouvernement français avant de quitter Paris vendredi pour les États-Unis.

### Un anticommuniste résolu

M. Lee Kuan Yew fêtera bientôt ses vingt ans à la tête de l'île-État. C'est, en effet, en 1959 que ce jeune avocat de trente-six ans, de formation anglophone, remporta largement les élections organisées dans ce qui était encore colonie de la couronne. Il était alors considéré comme un dangereux gauchiste, et d'aucuns disaient que, sous sa direction, Singapour serait bientôt un second Cuba. Il ne mit guère de temps à démentir ces prévisions et, en 1961, l'opération « chambre froide » lui permit de faire mettre en prison les responsables de l'aile gauche de son parti, le PAP (People's Action Party) ; certains y sont encore, sans avoir été jugés, en vertu d'une stricte législation sur l'état d'urgence.

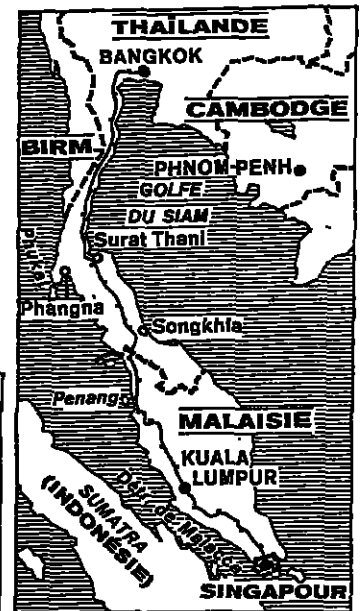
Que de chemin parcouru au cours de ces dix-neuf années ! Singapour a connu la période coloniale, une brève union (de 1963 à 1965) avec la Malaisie voisine, avant de devenir, le 9 août 1965, une République indépendante. M. Lee a fortement ancré, politiquement mais surtout économiquement, son pays à l'Occident et est devenu le plus fervent partisan de la libre entreprise dans la région. En 1978, à son initiative, le PAP a quitté l'Internationale socialiste, qui critiquait les violations des droits de l'homme à Singapour.

Homme de caractère, M. Lee n'a pas l'habitude de mâcher ses mots ni de se montrer magnanime à l'égard d'une opposition, absente du Parlement depuis dix ans. Fort de ses succès — il a consolidé l'indépendance de son pays, développé le rôle économique, financier et

commercial de la place de Singapour — doté d'une personnalité qui se sent à l'étroit sur l'île, il ne dédaigne pas de faire la leçon, y compris aux Occidentaux. C'est ainsi qu'il a dénoncé récemment la décadence des pays occidentaux, ou leur « hypocrisie avec des airs de petits saints » à l'égard des réfugiés indochinois, voire leur faiblesse à l'égard d'un communisme considéré comme le danger principal.

Cet anticommunisme sans concessions a permis à M. Lee Kuan Yew de voir des complots « rouges » dans ce qui n'était que des manifestations d'opposition à un régime de parti unique. Cette hantise explique aussi que Singapour, en dépit de sa population aux trois quarts d'origine chinoise, n'ait toujours pas de relations diplomatiques avec Pékin, et se méfie autant de la politique actuelle de Hanoi, en qui il voit avant tout un plan de Moscou.

P. de B.



Indépendants depuis le 9 août 1965, l'île de Singapour a une population d'environ 2,5 millions d'habitants (sur une superficie de 587,5 km<sup>2</sup>), dont près des trois quarts sont d'origine chinoise ; il existe aussi une importante minorité malaise et une communauté indienne.

Dépourvue de ressources naturelles, obligée d'importer jusqu'à l'eau on la terre utilisée pour gagner de précieux hectares sur la mer, l'île-État a su tirer profit de sa position stratégique. Un des premiers ports du monde, gigantesque entrepôt des produits de la région, Singapour est aussi devenu une importante place bancaire et a considérablement développé les activités industrielles de transformation fondées sur une main-d'œuvre importante, docile, et dont les salaires sont strictement contrôlés par l'État. Le tourisme est aussi important dans ce port franc. Au delà des pays voisins (Malaisie et Indonésie), les principaux partenaires sont le Japon et les États-Unis.

Singapour fait partie de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est), qui comprend aussi l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande.

• La querelle sino-vietnamienne. Pékin a accusé mercredi 27 septembre le Vietnam d'intensifier ses préparatifs de guerre le long de la frontière. Selon l'agence Chine nouvelle, Hanoi se livre à « une escalade dans sa campagne anti-chinoise » et « suscite un climat de guerre ». Mercredi également, le chef de la délégation chinoise aux conversations bilatérales sur le sort des Chinois du Vietnam, le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Chung Hsi-tung, a quitté Hanoi pour rentrer à Pékin. Enfin, Radio-Hanoi a accusé la Chine d'avoir envoyé au Cambodge plusieurs dizaines de milliers de conseillers et de soldats. Ceux-ci construisent officiellement des routes, mais, en fait, ils commandent les forces armées khmères, affirme la radio — (A.F.P., Reuters).

• Des conversations américano-vietnamiennes sur la normalisation des relations entre les deux pays ont eu lieu à New-York les 22 et 27 septembre entre M. Nguyen Co Thach, vice-président des affaires étrangères de Hanoi, et M. Richard Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint. La dernière rencontre officielle avait eu lieu à Paris en décembre dernier. Selon le porte-parole du département d'Etat, aucun de ces entretiens n'a été « une session officielle de négociations et aucun d'eux n'a été fixé ». — (Reuters).

• La Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France (1) organise les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre à Paris, à l'Association Pénance, 32, rue Olivier-Noyer, une série de manifestations à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la fondation du P.C. khmer. Des films seront projetés et un meeting aura lieu le 30 septembre, à 14 heures.

(1) 53, avenue Léonia, 94250 Genilly, tél. 605-85-17.

**EXPOSITION**  
**ART DE CHINE JAPON**  
Collections - Pierres Dures  
Travaillés - Coraux  
Malachites - Turquoises - Jade  
Du 28 septembre  
au 3 octobre inclus  
HOTEL WESTMINSTER  
12, rue de la Paix - PARIS  
Tél. : 261-57-46.  
De 11 h. à 20 h. sans interruption.  
Estimation de collection sur place

**Préparations**  
**SCIENCES PO**  
Octobre à Juin  
• Plein Temps  
• Parallèle  
IPEC  
46, Bd St Michel, 75006 Paris  
033 45 87 - 623 31 33 329 02 24  
enseignement supérieur privé  
documentation sur demande

صكنا من الامل



ASIE

# Les inondations en Inde

(Suite de la première page.)

Les dons de l'étranger en espèces sont jugés préférables à des dons en matériels qui n'ont pas toujours leur utilité. Une campagne de dons sans précédent s'organise d'autre part, à travers le pays, et les grandes sociétés ont été invitées à prendre à leur charge la réinstallation de villages. La plupart de ceux-ci devront toutefois compter « sur leurs propres forces » pour reprendre une vie normale, la période d'assistance étant de courte durée. Que deviendront, en particulier, les petits paysans et les ouvriers agricoles du Bihar ou du Bengale - Occidental qui ont « mangé » leurs réserves lorsqu'ils étaient isolés par les inondations ? Sans doute devront-ils, une fois encore, se tourner vers les propriétaires terriens - usuriers ou parir vers la ville à la recherche d'un hypothétique gain-pain. Si elles n'ont pas été très meurtrières, les inondations ont, en revanche, causé, cette année, des dégâts matériels considérables. Si elles ont souligné des déficiences humaines et techniques, parfois graves : enlèvement des régions rurales qui, en cas de crises, peuvent rester plusieurs jours complètement isolées, elles ont aussi montré l'insuffisance ou même l'absence de moyens de communication ; faiblesse voire effondrement de l'appareil administratif ; manque de coordination entre services régionaux et nationaux. L'Inde ne possède pas l'équivalent d'un plan ORSEC à l'échelon national. L'organisation des secours relevant de la souveraineté des États fédérés. Et cela explique en partie l'espèce de flottement que l'on constate généralement dans des cas semblables au niveau du pouvoir central.

Le district de Midnapore, dans le Bengale-Occidental, a été l'un des plus éprouvés en raison d'une double défaillance : celle d'une administration inexpérimentée qui ne sait pas apprécier le danger et donner l'alerte, et celle de techniciens qui relâchent brusquement les eaux de retenue d'un barrage, alors que les rivières en aval étaient déjà en crue. Ces deux fautes provoquent des dévastations et la mort, pense-t-on, de plusieurs centaines de personnes.

## L'envasement des réservoirs et des canaux

De nombreux ouvrages, qui devraient remplir une fonction de protection de la nature et des populations, se sont dégradés par suite d'un mauvais entretien. Parfois même, ils ne répondent plus à une situation qui a évolué. C'est ainsi que l'érosion de digues en terre, l'ensablement des réservoirs de retenue et des canaux, et même l'irrigation lorsque celle-ci diminue l'efficacité du drainage naturel, rendent les rivières plus menaçantes chaque année. Il est admis que la majorité des réservoirs villageois, créés depuis des siècles pour retenir l'eau des pluies de la mousson, en particulier dans les plaines du Bengale et du sud du pays, se sont envasés.

Plusieurs grands réservoirs de barrage produisant parfois de l'électricité se trouvent dans une situation semblable. C'est le cas du grand lac formé derrière le barrage de Bakra sur la Sutlej, dans l'État d'Himachal-Pradesh ; en outre, indiquent les experts, inauguré en 1976 et prévu pour durer cent cinquante-cinq ans, s'ensable à une vitesse telle qu'il sera hors de service dans quarante-huit ans.

Il en est de même des canaux reliant d'un réservoir à la Kosi, dans l'État du Bihar : le débit y a diminué de 20 % en quelques années. La végétation, d'autre part, envahit le commencement du grand canal du Rajasthan. État voisin du Pakistan) alors qu'il n'est pas encore achevé. Enfin, il va falloir consolider le barrage de Farakka, construit à grands frais pour détourner une partie des eaux du Gange vers une des branches, la Bhagirathi, afin d'améliorer le drainage du nord de Calcutta. Pourquoi ce laisser-aller dans l'entretien de installations coûteuses et jugées

parfois vitales ? Sans doute peut-on trouver une explication dans le fait que le système socio-politique favorise plus la corruption que la conscience professionnelle et attribue généralement au lampiste la responsabilité des fautes. Quoi qu'il en soit, les inondations provoquent parfois de profondes mutations. L'érosion et les changements de cours des rivières peuvent être spectaculaires. Ainsi, en certains points, la distance entre le Gange et la Bhagirathi au Bengale - Occidental a-t-elle considérablement diminué et n'est plus, cette année, que de 2 kilomètres. De même, la Bhagirathi, qui n'est que le bras du Gange et de la Ghaghra (affluent plus puissant que le fleuve), a dû changer quatre fois de lit pendant les temps historiques.

La fréquence des inondations pourrait, d'autre part, conduire à préférer un autre type d'habitat que la hutte de terre bâtie avec toit de chaume, très vulnérable aux crues. C'est ce que suggère le gouvernement communiste du Bengale Occidental.

## Sauvegarder l'Himalaya

Cette année, aucune région du nord de l'Inde n'a, à dire vrai, été épargnée. Mais le système de drainage est beaucoup plus élaboré dans le Nord-Ouest où l'irrigation a permis la « révolution verte » et la constitution d'une classe d'agriculteurs aisés. Ce n'est donc pas un hasard si cette région privilégiée connaît des inondations moins fréquentes et moins graves que les régions où des rapports sociaux iniques fondés sur les castes et des relations agraires féodales s'opposent à tout progrès.

Ces inondations sont généralement considérées par les Indiens comme un phénomène inévitable présentant même des aspects bénéfiques que ne fastidient pas la mousson traditionnelle les récoltes. L'idée dominante est que l'Inde devra « vivre avec les inondations » et, si les grands travaux faits en amont pour contrôler les eaux suscitent parfois de l'admiration, les responsables de New Delhi n'envisagent pas de suivre cet exemple pour mobiliser les masses occupées autrement que dans le cadre réduit de quelques programmes de « nourriture pour du travail ».

Au rythme où vont les choses, il faudra donc quinze à vingt ans pour maîtriser les eaux du Gange et du Brahmapoutre, et encore si toutes les parties concernées collaborent à l'entreprise, rappelle divers experts. Considéré en 1975, la commission des inondations a été invitée à déposer son rapport d'ici à décembre. Mais ce travail ne sera sans doute pas suivi de décisions rapides et cette commission ne semblait pas, jusqu'à maintenant, s'intéresser à tous les facteurs concourant aux inondations. Autre organisme n'est chargé, d'ailleurs, de cette synthèse.

La prise de conscience des dommages causés à l'environnement depuis de nombreuses années est récente et limitée à une élite de scientifiques et de journalistes. « Il faut soigner le mal à la racine et d'abord sauvegarder l'Himalaya », déclare M. B. G. Verghese, directeur de Voluntary Action, mensuel écologique et de développement rural, auteur d'une remarquable plaquette sur un « Développement intégré du bassin du Gange et du Brahmapoutre ». La déforestation, y souligne-t-il, est alarmante dans l'Himalaya d'où proviennent les eaux du Gange et de ses affluents. Des personnalités ont lancé un appel pour sauver le « Toit du monde », apportant leur soutien à un mouvement de protection des populations locales : des entrepreneurs aussi bien népalais qu'indiens, avides de profits, déboisent les pentes en dépit des lois protégeant la forêt himalayenne. Dans le même temps, le surpâturage fait disparaître la végétation.

Ces deux causes conjuguées accroissent l'érosion, les glissements de terrain et contribuent à augmenter les crues liées à la fonte des neiges et à la saison des pluies. Depuis des générations, le bois est le combustible populaire par excellence, ce qui aggrave la situation dans la plaine du Gange. La densité démographique y est si forte que, malgré des campagnes de reboisement et la

reprise vigoureuse de la végétation à l'époque de la mousson, le sol est mis à nu. Enfin, des coupes importantes ont été pratiquées dans la mangrove du delta du Gange pour y installer, contre leur gré, des réfugiés du Bengale-Occidental à l'époque où cette province faisait partie du Pakistan. S'il est vrai que les risques d'inondations pourront difficilement être réduits aussi longtemps que le problème ne sera pas traité dans son ensemble et à l'échelle du bassin du Gange et du Brahmapoutre, il est non moins vrai qu'un tel problème exige des solutions politiques.

Ce bassin couvre tout le nord du sous-continent indien. La population y est de trois cent cinquante millions d'habitants et presque le dixième du potentiel hydro-électrique mondial y est installé. Hydro-électriques, pour ne pas mentionner les inondations et sont tout autant meurtrières que les crues. Pourtant on y envisage les plus belles séries au monde et la nappe souterraine regorge d'eau à quelques mètres seulement sous la surface du sol. Pour le moment, la coopération, pourtant indispensable, entre les trois principaux pays intéressés (Inde, Bangladesh et Népal) n'existe, entre eux, qu'à un niveau... bilatéral. Venant de l'Inde, toute initiative suscite la suspicion de ses voisins. Les responsables des trois pays seraient-ils prêts pour le Népal ce qu'est le pétrole pour le Koweït. C'est son plus grand capital, et il est continuellement renoué par le pétrole du Golfe. Mais il ne peut guère le mettre en valeur sans l'appui technique de l'Inde, principal débouché « naturel » de cette ressource.

## Les difficultés de la coopération internationale

Enfin, toute protection de l'Himalaya implique une étroite collaboration entre New-Delhi et Kathmandu. Celle-ci a été lancée après le départ de Mme Gandhi et les Indiens doivent installer, « chef en main », un barrage sur la Kaveri. Trois autres projets communs sont à l'étude, mais ils ne seront pas réalisés, dans la meilleure hypothèse, avant 1980. Combien de crues y aura-t-il eu ? Les barrages construits depuis vingt ans, tant en Inde qu'au Népal, note encore M. Verghese, n'ont qu'un effet limité sur les crues. De petits ouvrages plus économiques, faciles à construire et à entretenir seraient préférables.

A l'est du sous-continent, l'accord provisoire auquel sont parvenus l'Inde et le Bangladesh, en septembre 1977, ne concerne que les intérêts immédiats des deux pays, en partageant entre eux les eaux du Gange pendant la saison sèche pour une durée de cinq ans. Il reste à établir une coopération plus vaste et à coordonner les politiques de contrôle et d'utilisation des eaux, tant du Gange que du Brahmapoutre. A cet égard, les positions sont diamétralement opposées et rien ne laisse prévoir qu'elles pourront s'harmoniser dans un proche avenir. New-Delhi défend un projet de grand barrage sur le Brahmapoutre, en Assam, et de canal transférant une partie du fleuve dans la Bhagirathi (ce qui tendrait à prouver que le barrage de Farakka remplit insuffisamment son rôle). Le Bangladesh estime qu'un canal de deux cent cinquante mètres de large couvrant le nord de son territoire y représenterait une saignée aux conséquences écologiques, mais aussi socio-économiques, et finalement politiques, qui pourraient être catastrophiques et que ne viendraient pas compenser les bénéfices de l'irrigation. Dacca s'oppose absolument à ce projet et plaide en faveur d'un système de retenues installées sur l'aval du cours d'eau, dans le massif himalayen.

Un autre projet retient l'attention. Il vise à relier le Gange, au niveau de Patna, à la Cauvery, rivière du sud du Deccan, grâce à différents aqueducs et mécanismes de pompes. L'eau serait ainsi répartie à travers plusieurs régions semi-arides du Rajasthan à l'Andhra-Pradesh. Cela permettrait de remédier à certaines inégalités nationales dans la répartition de la mousson. Un projet encore plus gigantesque proposé

par un ingénieur privé prévoyait de recueillir les eaux des rivières himalayennes au pied de la chaîne, depuis l'Assam jusqu'à l'Himachal-Pradesh, et de les amener par tout un système de canaux dans toute la péninsule indienne. Ce projet est jugé utopique et d'un coût trop prohibitif pour séduire les pouvoirs publics, néanmoins divers organismes internationaux (bureau des Nations unies pour le développement, F.A.O., Banque mondiale) ainsi que les États-Unis et la Grande-Bretagne porteraient intérêt à ces divers projets.

M. Desai, premier ministre, a demandé qu'il soit mis fin au gaspillage des ressources hydrauliques. Mais les dirigeants indiens ont jusqu'à maintenant reculé devant les difficultés économiques et politiques que comporte une telle efficace contre les inondations.

GERARD VIRATTELE

## Éditions sociales

La sortie de "L'URSS et nous" est un moment important dans l'histoire du P.C.F. R. Barillon "Le Monde".

... sans complaisance, sans animosité, avec lucidité... Le Bureau Politique du P.C.F. 30 août 1978.

**L'URSS et nous**

Alexandre ADLER, Francis COHEN, Maurice DECAILLOT, Claude FRIOUX, Leon ROBEL

1 vol. 45 F

41<sup>ème</sup> mille!

**alfa romeo**

**NOUVELLE GARANTIE TOTALE**

**GAP** 122 R. VAILLANT COUTURIER 93130 NOISY-le-SEC PANTIN 843-93-39

1 AN PIÈCES ET M.O. ET 2 ANS SUR LA PEINTURE 2 ANS ou 100.000 KM SUR LE MOTEUR

**Rothmans KING SIZE**

**Rothmans KING SIZE**

LEGÈRE

ROTHMANS OF PALL MALL, LONDON, EST. 1873

nicotine 0.70 mg goudrons 10.0 mg

**l'école des secrétaires de direction**

vous fait obtenir le B.T.S.S. et surtout

vous donne un métier que vous pourrez pratiquer dans tous les pays

15 rue Soufflot 75005 Paris. Tél.: 325.44.40

Secrétariat ouvert tous les jours y compris le Samedi.

le nouveau régime **ATKINS**

contre la fatigue l'anxiété et les états dépressifs

la diététique super-énergétique du Dr. Atkins

par l'auteur de la révolution diététique

**BUCHET/CHASTEL** 18, rue de Condé-75006 Paris

**29 boulevard de Port Royal**

UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING

**STUDIOS 2 ET 3 PIÈCES EQUIPES** parkings et boxes

Prix fermes et définitifs. Livraison immédiate.

**Captureurs d'énergie solaire installés.** (Economie d'énergie: charges moins élevées)

Pour tous renseignements:

**immovetry** 50 rue Desnouettes, 75015 PARIS Tél.: 533.68.01

Appartement témoin et bureau de vente sur place. Ouvert: Tous les jours de 14 h à 19 h Sauf mardi et mercredi

Je désire recevoir des informations sur votre immeuble, 29 bd de Port Royal. Je suis intéressé par un ☐ studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Bon à retourner à IMMOVTRY 50 rue Desnouettes 75015 PARIS

# DIPLOMATIE

## L'Assemblée générale

• M. de Guiringaud confirme la prochaine participation de la France aux travaux du comité sur le désarmement

L'Assemblée générale des Nations unies a poursuivi mercredi 27 septembre son débat général et a entendu notamment M. de Guiringaud. Le ministre français des affaires étrangères a défini dans son discours — dont nous donnons ci-dessous les principaux extraits — la politique française. Il a notamment confirmé que la France participerait dorénavant aux travaux du comité des Nations unies sur le désarmement. Au même moment, à Paris, à

l'issue du conseil des ministres, M. Stira, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, annonçait la même nouvelle, précisant qu'après l'abolition de la coprésidence américano-soviétique, la France sera présente à Genève et probablement très active. (voir page 11).

Outre M. de Guiringaud, l'Assemblée générale de l'ONU a entendu mercredi M. Owen, secrétaire au Foreign Office, M. Wojtaszek, ministre polonais des affaires étrangères,

M. Forlani, ministre italien des affaires étrangères, M. Rallis, ministre grec des affaires étrangères, le président soudanais Nimeiry, et M. Puja, ministre hongrois des affaires étrangères.

Alors que M. Puja a condamné en termes modérés les accords de Camp David, le président Nimeiry a affirmé qu'il fallait « mettre en valeur les éléments positifs de cette initiative », il n'en a pas moins salué « la juste lutte

des Palestiniens pour récupérer leur patrie ». M. Owen, en revanche, a approuvé sans réserves les résultats de la conférence de Camp David. Le secrétaire au Foreign Office, qui a longuement traité du dialogue Nord-Sud, a également évoqué le danger d'une intervention étrangère en Afrique australe au cas où la situation en Rhodesie ne serait pas réglée rapidement.

A propos de la Namibie, il a condamné les

## Le discours du ministre français

Voici les principaux extraits du discours prononcé mercredi 27 septembre par M. de Guiringaud devant l'Assemblée générale des Nations unies :

« Il y a un an, de cette même tribune, je constatais que la situation du monde n'était ni bonne ni rassurante. Les événements survenus depuis douze mois n'incitent guère, hélas ! à modifier ce jugement. Les principaux foyers de tension demeurent. D'autres sont apparus. D'autres encore sont réapparues. Les déséquilibres économiques et les inégalités persistent et parfois même s'aggravent. Si les principes dont s'inspire notre Charte ne sont pas contestés, force est bien d'admettre que leur application reste insuffisante. Enfin, les droits de l'homme subissent toujours de nombreuses atteintes.

« Ce constat peut paraître sévère. Il ne se veut pas pessimiste. (...) En se rapprochant toujours plus de l'universalité, notre Organisation prend un poids croissant dans les affaires du monde. Mérite fondateur des Nations unies et intégration pleine dans sa propre philosophie politique leurs objectifs et leurs principes, la France se félicite de cette évolution. Comme elle, elle a montré cette année même, elle est prête à s'associer directement aux efforts de notre Organisation en faveur de la paix. En effet, plus que jamais, elle est convaincue de la valeur de actions collectives et de la nécessité d'une authentique coopération internationale, sans laquelle notre quête de paix et de prospérité serait illusoire.

« Cette politique, la France la met en œuvre, au premier chef, dans son environnement naturel, l'Europe. Avec ses huit partenaires, elle poursuit l'œuvre entreprise depuis plus de vingt années pour construire une communauté prospère et pacifique en mesure d'affirmer sa contribution à la vie internationale. (...)

### La coopération avec l'U.R.S.S.

« Au-delà de cet horizon des Neuf, la France applique en Europe les principes de la détente qu'elle a contribué à développer et auxquels elle demeure profondément attachée. Quelles qu'en soient les vicissitudes ou les accords, cette politique demeure la seule raisonnable. Elle exige donc d'être poursuivie et approfondie dans toutes les dimensions que lui reconnaît l'Acte final d'Helsinki. Elle exige aussi d'être étendue ailleurs dans le monde tant il est vrai que des régions extérieures à l'Europe ne

saussent devenir un objet ou un enjeu de confrontation entre les principales puissances sans que le processus même de la détente en soit atteint.

« Ayant, depuis longtemps, noué sans rancune des liens avec des nations européennes aux régimes sociaux différents du sien, mon pays affirme son attachement à la coopération avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe orientale. De la même manière, il se félicite des relations qu'il développe avec la République populaire de Chine. (...)

« Maintenir la paix et la sécurité internationales, tel est le premier objectif que la Charte assigne à nos Etats.

« Or, plus encore que l'an passé, des tensions persistantes ou des conflits en cours mettent en danger la paix internationale. Nous les avons tous à l'esprit : ils se situent surtout au Moyen-Orient, en Afrique et dans la péninsule indochinoise. Le texte sur le maintien de la paix, dont mon collègue de la République fédérale d'Allemagne, au nom de la Communauté européenne, a exposé le projet, mérite de retenir toute votre attention car il nous invite très opportunément à apporter à l'Organisation notre concours dans ce domaine essentiel de la sécurité collective.

### La crise libanaise

« Les occasions — il faut hélas le reconnaître — ne manquent pas de se présenter pour que l'intervention israélienne au Sud-Liban, mon gouvernement a décidé, en mars dernier, de participer à la force internationale des Nations unies au Liban. En mettant un contingent à la disposition de l'Organisation, il a fourni une manifestation concrète de son attachement, souvent réaffirmé, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de ce pays ami et de son appui aux efforts du président Sarkis pour asseoir l'autorité de l'Etat et réconcilier les communautés libanaises. (...)

« Il était donc légitime que la communauté internationale apportât au Liban, déjà si durement éprouvé, un dévouement direct de soutien, au lendemain de l'occupation du Sud-Liban par les forces armées israéliennes. L'opération engagée par les Nations unies n'a pu cependant se poursuivre, car les objectifs qui lui étaient fixés, si le retrait des forces israéliennes a été obtenu, celles-ci continueraient d'exercer leur appui sur la frontière aux éléments réfractaires qui refusaient de se soumettre à l'autorité

libanaise légitime, entretenaient la tension par de dangereux harcèlements. La sécurité n'a pas encore pu être rétablie sur l'ensemble de la zone en raison, notamment, de l'impossibilité de se trouver les contingents de la Force de se déployer aux abords de la frontière.

« Quant à la restauration de l'autorité du gouvernement de Beyrouth, les obstacles auxquels elle se heurte ne sont pas de ceux que la FIDUCI a vaincus. On les voit, dans le fait que l'armée libanaise ne peut se substituer à lui dans l'exercice de sa souveraineté. (...)

« La FIDUCI serait détournée de son objectif véritable si la protection qu'elle assure permettait au statu quo de se perpétuer et aux parties de camper sur leurs positions. Les obstacles, sources aux épreuves infligées aux populations et aux vies humaines, ne disparaissent pas. Tel a été la signification de la décision du Conseil de sécurité qui, le 18 septembre dernier, renouvèle le mandat de la Force pour quatre mois. La stabilité de la région exige que des mesures soient prises sans tarder pour restaurer l'autorité et la souveraineté libanaise et tous ceux qui le comprennent trouveront un encouragement dans la prolongation de ce mandat. Mais la limitation de celui-ci doit servir d'avertissement à ceux qui entretiendraient l'illusion que la présence de la force constituerait désormais une solution permanente de la situation.

« Je ne quitterai pas ce sujet du Liban sans marquer la préoccupation de mon gouvernement devant la persistance des tensions dans d'autres régions de ce pays et, en particulier, à Beyrouth. Je tiens à rappeler une fois de plus notre position constante selon laquelle il ne peut exister de solution à la crise libanaise qui ne soit fondée sur le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de ce pays. (...)

### Le conflit israélo-arabe

« La situation au Liban ne peut se dissocier de celle du Proche-Orient tout entier. Plus que tout autre dans la région, subit le contre-coup. Après l'initiative historique du président Sadate,

**LE CHEF DE L'ETAT MALGACHE SE DÉCLARE « ASSEZ SATISFAIT » DE SON VOYAGE EN FRANCE**

Reçu par M. Giscard d'Estaing, mercredi 27 septembre, pour la deuxième fois depuis le début de sa visite en France, M. Didier Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, a déclaré à sa sortie de l'Elysée, qu'il était « assez satisfait » de son voyage.

Le président malgache a annoncé qu'il avait rencontré mardi M. Georges Marchais et qu'il avait reçu jeudi M. François Mitterrand.

« Si d'autres leaders politiques m'avaient demandé rendez-vous, je n'aurais pas refusé », a-t-il indiqué à ce propos.

Parlant de ses entretiens avec ses hôtes officiels, M. Ratsiraka a jugé au sujet du problème des biens français nationalisés : « La plupart des cas ont été réglés d'une manière satisfaisante. » Un compromis est toujours très difficile à trouver. Un bon compromis est celui qui ne satisfait personne mais, en fait, les deux parties sont satisfaites », a fait remarquer le président malgache.

Intervenant à propos du départ des Comores de M. Bob Denard, le président Ratsiraka a affirmé : « Nous disons tout simplement qu'au vingtième siècle de telles choses ne devraient pas arriver : qu'un mercenaire puisse être pratiquement le chef d'un Etat d'un pays indépendant. »

**MM. DE LABOULAYE ET TINE ÉLEVÉS À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE**

Sur proposition du ministre des affaires étrangères, le conseil des ministres du 27 septembre a adopté les mesures suivantes :

M. Geoffroy Chodron de Courcel, ambassadeur de France, est admis à la retraite.

M. François Leleuvre de Laboulaye, ambassadeur de France aux Etats-Unis, et M. Jacques Tine, représentant permanent de la France auprès du conseil de l'O.T.A.N., sont élevés à la dignité d'ambassadeur de France.

### Les épreuves de l'Afrique

« L'Afrique a connu cette année de nouvelles épreuves sans qu'elle ait pu échapper à certains problèmes dont notre organisation est depuis trop longtemps saisie. (...)

« En Rhodesie, l'évolution récente accroit les menaces. Le régime illégal de Salisbury continue de défier la communauté internationale. L'accord conclu en mars dernier entre Ian Smith et certains chefs nationalistes, en vue de promouvoir une solution dite interne, a accentué les divisions et averti les tensions. Alors que l'application du plan anglo-américain élaboré l'an dernier, à cette époque, aurait sans doute ouvert la voie à une indépendance acceptée du Zimbabwe, nous constatons aujourd'hui un développement des violences. Seules des négociations directes entre tous les intéressés, sous l'égide de la puissance administrante, permettraient l'avènement pacifique d'un Zimbabwe indépendant. Mais le temps passe, les intransigeances se fortifient et l'orage menace. Il est grand temps d'entendre raison.

« En renonçant à la mise en œuvre du plan de règlement de la question de Namibie qu'elle avait accepté quatre mois auparavant, l'Afrique du Sud a ouvert une crise dont les conséquences pourraient être graves si le gouvernement de Pretoria ne reculait pas la position qu'il a

## AFRIQUE

### LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

**Nouakchott admet avoir eu plusieurs contacts avec le Polisario**

Commentant, mercredi 27 septembre, les informations données par le journal *Afrique-Asie* (le Monde du 25 septembre) par M. Cheikhna Ould Mohamed Laghdaf, ministre mauritanien des affaires étrangères, n'a pas exclu que des entretiens « d'un échelon inférieur » aient eu lieu à plusieurs reprises, au cours des deux derniers mois, entre des représentants de la Mauritanie et du Polisario, annonce une dépêche A.F.P. datée de Nouakchott. En revanche, le ministre a précisé que le gouvernement mauritanien n'avait pas engagé de « négociations directes et sérieuses » du 8 au 16 septembre à Paris, à un échelon ministériel, avec le Polisario. Il a souligné qu'il avait été le seul ministre à séjourner dans la capitale française les 7 et 8 septembre, et qu'il n'avait pas eu de contact avec des émissaires sahraouis.

M. Laghdaf a rappelé que son pays a déclenché une « dynamique de paix » devant aboutir prochainement à la mise en place d'un comité de l'O.U.A. chargé d'examiner « toutes les données du problème », y compris le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, afin de parvenir à un « règlement global du conflit ». Enfin, répondant à la mise en garde formulée par le quatrième

congrès du Polisario, il a souligné que les Sahraouis ne faisaient rien que les « compromettre » le processus engagé.

A ce propos, on laisse entendre dans les milieux proches des dirigeants sahraouis réunis à Oued-Nasr, que le Polisario maintiendrait son cesse-le-feu provisoire et accorderait, sous certaines conditions, un nouveau délai au gouvernement mauritanien afin qu'il réponde, par un « geste réciproque », à ses avances. On note aussi que, contrairement à ce qui s'était produit au précédent congrès, aucun slogan hostile aux gouvernements français et mauritanien n'a été entendu.

Par ailleurs, se référant à des sources marocaines informées, l'agence Reuter précise que le chargé d'affaires marocain à Madrid, remis au ministère espagnol des affaires étrangères une vigoureuse protestation de Rabat, au sujet de la présence d'une délégation de l'Union du centre démocratique, parti gouvernemental, au récent congrès du Polisario, en soulignant les « sérieuses conséquences d'un tel geste ». Du côté espagnol, on justifie cette présence par des raisons humanitaires, le Polisario détenant huit pêcheurs espagnols qui devraient être prochainement libérés.

**Croisière autour de l'Amérique du Sud.**



Voici une croisière où vous découvrirez les civilisations de l'Amérique Latine. Le 4 janvier, vous embarquez à Cannes, sur l'Achille Lauro et pendant 2 mois, sous l'étoile australe, vous visiterez le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Pérou, Panama, la Venezuela... Nous vous rappelons également nos croisières de 14 jours en Méditerranée à bord du prestigieux "Daphné".

**flotta lauro** Après de votre agence de voyages

ou : 5, boulevard des Capucines 75002 Paris Tél: 286.16.50 16, avenue de Verdun 06048 Nice Tél: 87.51.89 9, boulevard de la Croisette 06400 Cannes Tél: 39.47.82 15, place du Général de Gaulle 13001 Marseille Tél: 33.66.00

**MM. DE LABOULAYE ET TINE ÉLEVÉS À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE**

Sur proposition du ministre des affaires étrangères, le conseil des ministres du 27 septembre a adopté les mesures suivantes :

M. Geoffroy Chodron de Courcel, ambassadeur de France, est admis à la retraite.

M. François Leleuvre de Laboulaye, ambassadeur de France aux Etats-Unis, et M. Jacques Tine, représentant permanent de la France auprès du conseil de l'O.T.A.N., sont élevés à la dignité d'ambassadeur de France.

**COURS DE LANGUES**

en enseignement continu méthode audio-visuelle cours intensifs - tous niveaux

**Inscription toute l'année**

Préparation aux B.T.S. : tourisme et secrétariat CAFFA, 169, t. de St-Antoine 15011 PARIS

Tél. 397-25-57, 345-65-48, 346-88-47. Enseignement Technique Privé.

صكيات الامم المتحدة



## DIPLOMATIE

### des Nations unies

• MM. Vance et Gromyko relancent le dialogue américano-soviétique

récentes initiatives de Pretoria qui feraient, si elles entraient en application, « un nouveau Transkei de ce territoire, intensifieraient la lutte armée et la confrontation entre l'Afrique du Sud et le reste du monde ».

Le dialogue américano-soviétique a repris mercredi, en marge de l'Assemblée générale. M. Gromyko, remis de sa défaillance de la veille, a rencontré M. Vance pendant plus de deux heures. La conversation, qui devait se pour-

suivre ce jeudi et à la fin de la semaine à Washington, a porté essentiellement sur la négociation d'un nouvel accord SALT. M. Vance s'est refusé à toute déclaration à l'issue de ce premier entretien.

Pendant que les deux ministres se rencontraient à New-York, M. Brejnev recevait à Moscou deux dirigeants américains du Conseil économique et commercial américano-soviétique et leur rappelait tout le prix qu'il attache au

développement des échanges entre les deux pays. « Pour parvenir à cet objectif, a déclaré le secrétaire général, il ne faut pas compliquer les choses mais au contraire supprimer les obstacles qui existent ». M. Brejnev faisait ainsi allusion à la législation adoptée en 1974 par le Congrès américain et qui lie l'octroi à l'U.R.S.S. de crédits gouvernementaux et du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée à une libéralisation de sa politique d'émigration.

Toujours mercredi, à New-York, M. Vance a eu un entretien avec M. Okumura, le ministre turc des affaires étrangères ; la rencontre aurait porté sur l'éventuelle réouverture des bases américaines en Turquie. M. Gromyko a rencontré de son côté M. Sonoda, le chef de la diplomatie japonaise. L'entretien entre les deux hommes aurait été assez vif, à la suite de la normalisation des relations sino-japonaises.

## des affaires étrangères

afin qu'une solution pacifique puisse enfin être trouvée, avec la concours, le cas échéant, des organisations internationales. En ce qui nous concerne, c'est dans le cadre des Nations unies que nous nous sommes prononcés en faveur de l'autodétermination des populations.

» Pour la deuxième année consécutive, le Zaïre a eu à souffrir, dans sa province du Shaba, d'une incursion sanglante d'éléments venus de l'extérieur. Sans un appui international rapide, tout porte à croire que le coût humain et matériel de cette attaque eût été encore plus lourd. Alors que nos soldats ont depuis longtemps regagné leurs bases sur notre territoire, qui pourrait aujourd'hui mettre en doute les motifs strictement humanitaires qui nous inspiraient ? (...)

» A propos des Comores, j'avais souligné l'an dernier que la France se sentait solidaire des pays auxquels l'histoire avait plus particulièrement liée et quelle était prête à le manifester à l'égard de ce nouvel Etat.

» Je me félicite donc que des relations diplomatiques aient maintenant été établies entre les Comores et la France, et que la voie soit ainsi ouverte à notre coopération. Celle-ci ne peut que faciliter une meilleure compréhension entre les Comoriens et leurs voisins de Mayotte qui ont choisi librement un destin différent, mais qui auront, je le rappelle, la faculté de se prononcer à nouveau sur leur avenir.

» Etait-il donc besoin d'insister à notre ordre du jour la question de l'île de Mayotte ? Vous me permettrez d'exprimer des doutes sur l'utilité d'un tel débat si l'objectif poursuivi doit être, comme chacun devrait le souhaiter et s'y employer, le rétablissement d'un climat de confiance entre les populations intéressées.

» En Asie du Sud-Est, la France ne peut que déplorer les hostilités qui ont repris dans la péninsule indochinoise (...). Elle souhaite que tous les Etats de la région puissent se consacrer aux tâches prioritaires du développement et établir entre eux une coopération véritable dans le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun d'entre eux, à l'abri de toute ingérence indue de puissances extérieures à la zone.

#### Les droits de l'homme

» L'une des conséquences des plus douloureuses des situations d'af-  
frontement que nous déplorons est l'exode d'une partie de la population. La France, terre traditionnelle d'accueil, ne pouvait rester insensible, notamment lous

que les épreuves touchaient des populations qui lui étaient jadis liées. Nous avons ainsi accueilli 150 000 réfugiés, dont près du tiers sont originaires de la péninsule indochinoise, et nous maintenons nos portes ouvertes, dans la limite d'un millier par mois, à d'autres réfugiés de cette région. Puisqu'il s'agit d'une tâche éminemment humanitaire, il est souhaitable que la charge en soit largement partagée entre les membres de la communauté internationale.

» Lorsque le sort et la protection de la personne humaine sont en cause, comment ne pas évoquer un engagement que nos Etats ont contracté en adhérant à la charte, à savoir respecter les droits de l'homme ? (...)

» Constatant les violations dont ces droits continuent d'être l'objet, il nous faut bien admettre que l'écart demeure grand entre les proclamations les plus solennelles et la réalité des comportements.

» La persécution politique, la discrimination raciale, la torture, l'arbitraire des sentences sont aujourd'hui encore une réalité douloureuse. L'actualité nous en offre trop d'exemples trop quotidiens. Entre les droits de l'homme, qu'ils soient individuels ou collectifs, ni hiérarchie ni priorités arbitraires ne doivent s'établir. Tolérer une sélecton, c'est légitimer à l'avance toutes les violations.

» Sans respect pour la primauté de l'individu, nul progrès ne pourra être obtenu en faveur de l'égalité et la dignité des hommes, l'une et l'autre se verraient bafouées, ici au nom des impératifs économiques, là des nécessités de la sécurité (...).

» Je voudrais rappeler notre condamnation résolue de la politique d'apartheid. Nous la dénonçons non seulement comme la manifestation d'un inqualifiable mépris de l'être humain, mais aussi comme un détonateur pouvant conduire à de dangereux affrontements. La France s'est associée aux sanctions prises, en novembre dernier, contre un régime dont l'avènement fait de ce mépris une politique constante. Elle applique donc strictement l'embargo sur les ventes d'armes à Pretoria.

#### Le dialogue Nord-Sud

» Accorder aux hommes et aux peuples toutes les libertés civiles et politiques et les moyens d'en jouir paisiblement, telle était, il y a encore quelques décennies, la finalité de nos Etats. Aujourd'hui, nous admettons tous qu'il nous faut aussi veiller à leur donner les moyens économiques de les exercer. Au surplus, le développement qui doit corriger les

inégalités économiques les plus criantes est lui-même un facteur de paix. N'a-t-on pas dit, à cette même tribune, que le développement est le nouveau nom de la paix ?

» Quand nous parlons de développement, prenons garde cependant à la lassitude des peuples : nous touchons au terme de la deuxième décennie du développement. Qu'a-t-elle apporté aux plus déshérités ? Quel a été son impact réel sur la faim dans le monde ? Avons-nous au moins mis en place les conditions qui permettraient, à partir du décollage d'une économie nationale, un processus d'auto-développement ? Hélas ! cela n'apparaît guère.

» Pour que l'option, celle des pays développés comme celle des bénéficiaires de la coopération pour le développement, ne se dédouble pas en trois décennies, doit répondre plus concrètement aux besoins des peuples et s'exprimer avec cohérence (...).

» A cet égard, on peut se féliciter de l'accord récemment intervenu à Buenos-Aires : il ouvre des perspectives nouvelles à la coopération technique internationale au service du développement.

» Des éléments nouveaux sont également à attendre de la cinquième session de la conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement et de la troisième conférence de l'ONU/DI. Ces éléments devront toutefois être intégrés dans un ensemble cohérent et inspiré d'idées forces propres à éclairer les esprits et à mobiliser les volontés.

» Sans attendre passivement les orientations qui seront données par l'Assemblée générale extraordinaire de 1980, il nous appartient de commencer, d'ores et déjà, à réfléchir individuellement et collectivement sur ce que pourraient être les lignes directrices de cette troisième décennie (...).

» La lutte contre les effets les plus tragiques de la pauvreté est certainement une tâche à la mesure des possibilités de notre organisation, une tâche qui lui permettrait de répondre aux espoirs que les peuples plaçant en elle.

» Une base existe pour un tel projet. Il s'agit du programme d'action, adopté à l'unanimité en 1976 par la Conférence mondiale tripartite sur l'emploi. Mais il doit être traduit en termes de stratégie par un travail de conception, ainsi qu'une large concertation, en vue notamment d'éliminer tout malentendu. C'est la voie qu'a ouverte, en particulier, la Conférence des pays non alignés qui s'est tenue au mois de juillet dernier à Belgrade. La po-

litique définie à Genève, a-t-elle d'abord précisé — et je me rallie à son jugement — l'ampleur de la nécessité de promouvoir un ordre économique international nouveau (...).

» J'ajouterais que cette politique, à juste titre attentive au développement rural et aux problèmes des concentrations urbaines incontrôlées, ne saurait être invoquée pour négliger l'indispensable redéploiement géographique de l'industrie.

» D'autre part, comme les pays en développement eux-mêmes, nous sommes hostiles à toute division internationale du travail ancienne ou nouvelle, qui cantonnerait certains peuples dans certaines tâches. Au prix de réels sacrifices imposés à nos entreprises et à nos travailleurs, nous avons choisi, face à la concurrence, dans certains secteurs, de jeunes industries du tiers monde, de refuser la facilité de mesures protectionnistes. Nous avons laissé s'opérer adaptations et conversions, dans la liberté des échanges et la vérité des prix.

» Nous estimons avoir à cet égard servi honnêtement les intérêts de tous.

» La troisième décennie du développement, a-t-elle dit, a besoin d'idées forces. Elle requiert aussi un esprit de méthode et des instruments pour sa mise en œuvre. A cet égard, la reconstruction en cours de l'appareil de notre organisation dans le domaine économique et social, qui a comporté l'institution d'un poste élevé au sein du secrétariat, confié à M. Kenneth Daudin, renforce notre confiance dans les capacités du système. La mise en œuvre de la résolution de l'assemblée générale doit se poursuivre, notamment en ce qui concerne le renforcement du rôle et de l'efficacité de l'ECOSOC.

» Je relève, toutefois, dans la complexité de notre système, une lacune sérieuse et paradoxale, à savoir l'absence de tout cadre de concertation véritable sur la question fondamentale de l'énergie. Par là, je ne vise pas cette « crise de l'énergie » qui a fait les grands titres de la presse, mais la crise qui est devant nous : celle qui devrait nous contraindre tous à cette politique active d'économie d'énergie dans laquelle mon pays s'est engagé avec détermination et succès : celle qui nous impose un choix certes difficile, mais insévitable entre diverses sources d'énergie, dans le souci du développement équilibré de toute la planète, de la protection de notre environnement naturel et humain et, pour l'énergie nucléaire, en garantissant son usage pacifique. A cet égard, si la France s'est interdite d'exporter des matériels sensibles susceptibles de faciliter l'accès à l'arme nu-

cléaire, elle est également soucieuse de ne priver personne des bénéfices de l'énergie nucléaire pacifique et des avantages des technologies les plus prometteuses. C'est pourquoi nous nous sommes engagés, en attendant le résultat des consultations en cours dans le cadre du programme international d'évaluation, à garantir à nos partenaires éventuels tous les aspects du cycle du combustible (...).

#### Le retour de la France à Genève

» Sans la sécurité à laquelle nos nations ont un droit légitime, il n'est pas en effet de développement possible. Encore faut-il qu'elle ne conduise pas à prélever une part excessive de nos ressources. C'est dire que l'entreprise du désarmement est une nécessité évidente et qui nous concerne tous.

» La dixième session extraordinaire de notre assemblée générale, en marquant précisément quinquante ans de l'adoption du traité de désarmement, doit être l'affaire de la communauté internationale tout entière et non celle de quelques-uns, a enfin placé le débat dans sa véritable perspective. Ce n'est pas son seul mérite. Elle nous a aussi permis de nous doter des moyens de le poursuivre.

» A cet égard, la volonté de la France ne saurait faire de doute. La participation personnelle du président de la République aux travaux de la session extraordinaire en témoigne. La présence de la France, à la place qui lui a été réservée au sein du nouveau comité du désarmement, présence que je tiens à annoncer formellement du haut de cette tribune, confirme que cet élan sera entretenu.

» La reconnaissance du rôle central qui doit revenir à l'Organisation des Nations unies, la forme des mécanismes de négociation et de délibération qui en résulte, avec une plus large participation, un meilleur équilibre régional et un fonctionnement plus démocratique par l'abandon de la co-présidence à Genève, garantissent, à nos yeux, qu'une nouvelle étape peut maintenant s'engager. Il devient donc possible à la France de s'y associer. Il devient nécessaire qu'elle y prenne la part qu'appelle l'importance de l'enjeu pour l'ensemble de nos Etats (...).

» Soutenus par des mécanismes renoués, les travaux esquissés en juin dernier pourraient maintenant s'engager. Des principes et un programme d'action leur fournissent déjà une référence utile, bien que, pour certains aspects, notamment dans le domaine nucléaire, il nous semble qu'un

langage différent aurait mieux répondu aux données réelles de la situation. Ce document, qui s'efforce d'embrasser un ensemble de problèmes particulièrement complexes et sensibles, n'en apporte pas moins le témoignage d'une remarquable unité de vues de la communauté des nations sur quelques points essentiels.

» Je citerai :

» — Le droit de tous les Etats à la sécurité ;

» — La responsabilité particulière qui incombe aux plus grandes puissances en matière de désarmement puisqu'elles reconnaissent elles-mêmes détenir des arsenaux très largement supérieurs aux exigences de l'équilibre stratégique ;

» — L'importance non seulement du désarmement nucléaire mais aussi du désarmement conventionnel, des lors que l'accumulation des armes classiques, notamment en Europe, constitue une menace de plus en plus grave pour la paix ;

» — La nécessité d'un contrôle efficace des mesures de désarmement ;

» — Et enfin l'affectation au développement économique et social des ressources ainsi libérées.

» La France a d'ailleurs présenté quelques suggestions concrètes sur certains de ces points dont l'étude devrait être poursuivie ici même ou dans les enceintes spécialisées. Je pense à un projet d'agence de satellites de contrôle, à celui d'un fonds de désarmement pour le développement, ainsi qu'à l'établissement d'un institut de recherches sur le désarmement, toutes initiatives dont l'utilité a été largement reconnue.

» L'approche réaliste du désarmement qu'il convient de promouvoir nous conduit à recommander l'étude de mesures à caractère régional (...).



TANINO CRISCI

COLLECTION

PRINTEMPS 79

Salle d'exposition

116, Champs-Élysées

D'origine américaine, TIME est mondialement reconnu pour sa vue globale. Chaque semaine, TIME répond aux intérêts de 26 millions de lecteurs dans 145 pays. Avec sa rédaction dans le monde entier—l'équipe la plus grande de tout magazine—TIME sait découvrir ce qui est de plus important et de plus grande valeur dans une semaine d'événements mondiaux. TIME donne à l'information une perspective qu'ont peu d'autres publications nationales.

**TIME Magazine: L'esprit ouvert sur le monde.**

# PROCHE-ORIENT

## Israël

### La Knesset a ratifié les accords de Camp David

(Suite de la première page.)

Mais, en dépit de tous ces doutes, de ces hésitations et de ces contestations spectaculaires, le résultat du vote de la Knesset était, à peu de chose près, connu d'avance. Dès le lendemain des accords de Camp David, la plupart des observateurs prévoyait que ces accords, et même l'évacuation des colonies du saillant de Rafah, seraient approuvés à une large majorité. Ce résultat était tellement assuré que certains députés et commentateurs se sont livrés à un calcul auquel plus d'un dirigeant politique — quelle que soit sa tendance — pensait en secret : fallait-il systématiquement consacrer ceux qui se déclarent résolus à voter « contre » ou le « abstention » ? Ne serait-il pas préférable de l'approbation des accords ne se fasse qu'à quelques voix de majorité, afin de mieux faire comprendre à MM. Carter et Sadate combien difficile était le choix demandé aux Israéliens ?

Est-il vraiment possible pour-

tant d'exagérer l'ampleur du sacrifice que fait Israël ? Certes, l'acceptation d'évacuer tout le Sinaï représente une concession importante. On ne peut oublier cependant que l'Etat d'Israël n'a jamais revendiqué le Sinaï, qu'il a déjà signé avec l'Égypte deux accords de désarmement et que le plan Begin approuvé à la Knesset par une forte majorité dès le mois de décembre 1977 prévoyait « le retrait des forces israéliennes sur la frontière internationale », sans faire la moindre allusion au maintien des colonies dans le Sinaï.

#### Les implantations : une monnaie d'échange

D'autre part, les Israéliens votent maintenant eux-mêmes pour les plus chers : des négociations directes sans passer par Genève, et surtout une paix séparée à laquelle le président Sadate s'était toujours opposé.

Chacun à Jérusalem reconnaît qu'en fin de compte un traité de

paix avec l'Égypte — qui semble garantir pour longtemps la division du monde arabe — vaut bien une concession, si pénible soit-elle. On ne doit pas s'étonner qu'au vu de ces avantages les lamentations des derniers jours aient provoqué de l'irritation dans certains milieux diplomatiques de Tel-Aviv, américains notamment. Car les événements tendent à prouver que la fameuse théorie israélienne de la « sécurité par les implantations » était quelque peu fallacieuse.

La multiplication des implantations en territoires occupés n'avait apparemment d'autre but que de servir de monnaie d'échange pour une négociation. M. Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture et grand promoteur des colonies, l'a d'ailleurs reconnu ouvertement au lendemain des accords de Camp David : « Les efforts faits en matière d'implantations ont permis à M. Begin de faire presser de généralité et de souplesse sans mettre en danger la sécurité d'Israël » (le Monde du 19 septembre). Si la colonisation avait une utilité, c'était au sens le plus politique ou diplomatique du terme. Cet aveu suscite inévitablement des commentaires désabusés chez la plupart des Palestiniens de Cis-Jordanie, et l'un d'eux nous a déclaré à ce sujet : « Les Israéliens ont l'air de faire des cadeaux avec ce qui ne leur appartient pas. Et de surcroît ils ont le front de souligner la valeur de leur geste ».

#### L'avenir d'autres négociations gravement hypothéqué

Bien qu'elles dirigent profondément la coalition gouvernementale, les craintes qui viennent d'être proclamées semblent rendre un signal service à M. Begin. Celui-ci ne serait-il pas aussi intrinsèque, qu'on le pense ? En tout cas une partie importante de l'opinion israélienne paraît aujourd'hui être presque autant que lui. Les réactions exprimées jusque dans les rangs de l'opposition travailliste laissent penser que M. Begin a pris un grand risque et qu'il ne se sent pas sûr de lui. Les réactions exprimées jusque dans les rangs de l'opposition travailliste laissent penser que M. Begin a pris un grand risque et qu'il ne se sent pas sûr de lui.

FRANCIS CORNU.

**Le Monde**  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

## Liban

### Les combats ont repris à Beyrouth entre l'armée syrienne et les milices chrétiennes

De notre correspondant

Beyrouth. — Le canon tonne, intensément, une fois de plus, ce jeudi 28 septembre, dans tous les quartiers du secteur Est (conservateur chrétien) de Beyrouth. Au milieu de la matinée, les rues étaient désertes et les déplacements entre les deux secteurs de la capitale interrompus. La dernière flambée de violence s'était produite samedi dernier 23 septembre : elle avait été beaucoup plus dure que celle-ci.

C'est à 6 h. 15 que les rares habitants d'Achrafieh et de l'ensemble du secteur chrétien :

a jusqu'ici affiché publiquement son intention de se maintenir dans ce pays et d'y affirmer son autorité. Mais, dans les couloirs du sommeil, du Front de la far-syrien, si le mandat de la FAD n'était pas renouvelé dans des conditions satisfaisantes pour Damas, était envisagé.

Ce schéma, comme les deux précédents, mériterait tout droit à la guerre, mais sous une forme différente : l'armée syrienne se retirerait (officiellement), les combats reprendraient entre les milices chrétiennes, disposant alors de l'appui direct d'Israël, et les palestiniens-progrès, soutenus tout aussi directement par la Syrie.

Une hypothèse optimiste est cependant formulée : le maintien de la présence militaire syrienne au Liban ayant les faveurs non dissimulés des États-Unis, Israël serait amené à freiner les milices conservatrices chrétiennes. Auquel cas, après quelques violences, la situation se tasserait.

Quant à la rumeur concernant une initiative américano-franco-égyptienne au Liban, elle a fait l'objet d'un démenti du gouvernement libanais, venant après celui de l'Élysée : « Il n'existe pas de plan sérieux susceptible d'être exécuté, ni d'initiative digne de ce nom nulle part au monde, tout au plus y a-t-il de bonnes intentions », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, M. Fouad Boutros. Il paraît aberrant, à Beyrouth, de penser que la Syrie tolérerait une entrée en scène de l'Égypte au Liban, sous quelque forme que ce soit ; et l'envoi de troupes étrangères, quelles qu'elles soient.

LUCIEN GEORGE.

## Iran

### LE CHAH IMPOSE UN « CODE DE BONNE CONDUITE » À LA FAMILLE IMPÉRIALE

Téhéran (A.F.P.). — Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

Le chah d'Iran a banni sa famille du monde des affaires, celles de l'État comme celles du secteur privé. Un « code de bonne conduite », de vingt pages, ordonnant à la famille impériale d'Iran de « s'abstenir de tout acte contraire à la dignité de la monarchie ».

### 84 députés sur 120 ont apporté leur soutien à M. Begin

19 ont voté contre, 17 se sont abstenus

De notre correspondant

Jérusalem. — Après une séance qui a duré près de dix-sept heures, la Knesset a approuvé, ce jeudi matin par 84 voix sur 120, les accords de Camp David, y compris l'évacuation des implantations du nord du Sinaï. Dix-neuf députés ont voté contre et dix-sept se sont abstenus. Parmi les opposants et les abstentionnistes, les membres de la coalition gouvernementale sont les plus nombreux. Ce résultat n'est pas moins confortable pour M. Begin, mais il ne reflète pas le climat des débats qui ont précédé et qui ont toujours été très passionnés, fréquemment émaillés d'interruptions et d'interpellations. M. Begin lui-même, depuis le banc du gouvernement, est intervenu à plusieurs reprises pour répondre aux différents orateurs qui le mettaient en cause. Même les députés favorables à l'adoption des accords n'ont pas manqué pour la plupart, de faire état de leurs craintes et de leur réserve.

Au sein du Likoud, conformément à l'état d'esprit qui régnait depuis plusieurs jours dans la coalition, certains députés se sont livrés aux plus vives attaques. M. Moshe Shamir, en déclarant que les accords qui venaient d'être signés marquaient la fin du sionisme dans le Grand Israël, a ajouté sur un ton dramatique : « M. le premier ministre, je n'ai pas confiance dans la voie que vous avez choisie, je n'ai pas confiance dans votre politique et je n'ai pas confiance en vous. » M. Moshe Ahrens, président de la commission des affaires étrangères et de la défense, a estimé pour sa part que l'on demandait à Israël de céder à un « ultimatum » et que le retrait des implantations dans le Sinaï mettait en danger la sécurité d'Israël. Toujours en proie à une vive émotion, Mme Geula Cohen (qui, lundi, avait empêché M. Begin de parler en réclamant sa démission et avait dû être expulsée de l'hémicycle), a accusé M. Begin d'avoir trahi à la fois la confiance de ses partisans et celle des colons du Sinaï. « Le sionisme, a-t-elle dit, signifie que l'on a à sacrifier la paix pour le Grand Israël et non le contraire. »

Avec plus de mesure, et tout en affirmant qu'il soutiendrait les décisions du gouvernement (il), les membres de l'opposition travailliste n'ont pas ménagé leurs critiques, comme l'avait déjà fait M. Shimon Peres lundi. M. Yehoshua Sabat, ancien premier ministre, a souligné qu'il restait bien des « incertitudes » et que les difficultés pour parvenir à un accord à propos de la Cisjordanie risquaient de mener à mal même les négociations pour le traité de paix avec l'Égypte. M. Ygal Alon, ancien ministre des affaires étrangères, s'est montré plus sévère à l'égard du gouvernement en affirmant que le président Sadate était, en fait, assuré d'obtenir gain de cause et de récupérer la totalité du Sinaï depuis son voyage à Jérusalem, en novembre 1977. M. Alon s'est abstenu. Comme prévu, le Maarakh (parti travailliste et parti Mapam) a présenté sa propre motion, relativement ambiguë. Dans un premier point, le parti de l'opposition déclare qu'il approuve les accords, mais dans le second il demande que le gouvernement fasse tout son possible, au cours des négociations à venir, pour préserver l'existence des implantations israéliennes du Sinaï.

Dans sa réponse aux différentes interventions, M. Begin, en lançant un appel à l'unité nationale, a redit qu'il avait été aussi loin qu'il pouvait aller pour tenter d'obtenir du président Sadate un compromis sur les implantations du nord du Sinaï. A-t-il ajouté que ses efforts et ceux du président Carter avaient été vains, car le chef de l'État égyptien ne voulait pas renoncer Le Caire sans avoir obtenu la restitution complète du Sinaï.

Tout au long de la journée de mercredi et tard dans la nuit, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés devant la Knesset et ont protesté bruyamment contre l'approbation des accords de Camp David. Sur plusieurs banderoles, on lisait : « Au secours. » — F. C.

(1) Toutefois, trois travaillistes ont voté contre et trois autres se sont abstenus.

روزنامه مستقل سیاسی ایران  
مهرماه آینده (جمعه ها)  
در سطح جهانی منتشر میشود

**IRANSHAHR**  
روزنامه  
ایران

سردبیر: احمد شاملو

Est publié :  
— Pour refléter le plus précisément possible les nouvelles et les problèmes d'Iran ou en rapport avec l'Iran et les Iraniens.  
— Pour présenter des analyses scientifiques et réalistes des problèmes de notre société.  
— Pour passer le mur de censure et propager la culture iranienne.  
— Pour créer une atmosphère saine afin de promouvoir un débat d'idées.  
— Pour lutter contre la dictature et l'abus sur l'Iran et soutenir les revendications démocratiques des masses populaires, et enfin pour établir des liens entre les Iraniens du monde entier.

Les éditions TIRAGE (enregistrées en Angleterre)  
ABONNEMENT : 12 mois - par voie normale 14 livres ; par avion 18 livres.  
6 mois - par voie normale 8 livres ; par avion 10 livres.  
Nous proposons une réduction de 25 % sur les tarifs ci-dessus pour toute souscription reçue avant le 12 octobre.  
Si vous désirez être abonné à notre journal ou recevoir gratuitement ses trois premiers numéros, il vous suffit de compléter le bon ci-dessous et de nous le faire parvenir.

دفتر روزنامه ایران‌شهر : من ماه به شماره ۱۰۰ روزنامه را برایان دریافت کنم /  
استاد از تخفیف محترم روزنامه را برای یکسال / داش ماه مشترک شوم (لطفاً آگهی اصابت را خط بکشید) نام و نشانی (بایرول لاین ورد).  
Iranshahr: P.O. Box 39 London SW19 1LE Tel: 01-543 3466

از کتبهای داوطلبان محترمانه علاقمندان به اخبار و مطالب ویا توزیع روزنامه به گرمی استقبال میکنم

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

**LA FRETTE-SUR-SEINE (95) - PAVILLON - Dépend., 860 m<sup>2</sup>**  
117, quai de Seine - MISE A PRIX : 200.000 FRANCS  
S'adr. à M<sup>e</sup> MALHERBE, avocat à Pontoise (95), T. 464-17-16.

**TROIS LOCAUX A USAGE PROFESSIONNEL OU COMMERCIAL**  
une Cave et deux Parkings sis à  
**PARIS (20<sup>e</sup>) - 10 et 10 bis, rue du Cambodge**  
LOT N° 199 : LOCAL N° 3 situé au rez-de-chaussée droite du hall d'entrée.  
LOT N° 200 : LOCAL N° 4 situé au rez-de-chaussée à droite du local n° 3.  
LOT N° 197 : UNES CAVES portant de n° 17 au 2<sup>e</sup> sous-sol.  
LOT N° 201 : LOCAL N° 5 situé au rez-de-chaussée à droite du local n° 4.  
LOT N° 198 : UN EMPLACEMENT DE PARKING n° 13 situé au rez-de-chaussée.  
MISE A PRIX : 120.000 FRANCS  
Pour tous renseignements s'adresser : M<sup>e</sup> Jacques SCHMIDT, avocat, 17, rue Paraday, 75017 PARIS. Tél. : 924-14-13 ; et sur place pour visiter.

**APPARTEMENT GRAND STANDING A PARIS**  
SUR TROIS NIVEAUX - 500 m<sup>2</sup> ENVIRON

**Dépendent de l'immeuble sis à PARIS (7<sup>e</sup>) 20, AVENUE CHARLES-FLOQUET**  
Comprendant : Au rez-de-chaussée et à l'entresol, un grand salon, petit salon, salle à manger, jardin d'hiver, vestibule de service, cuisine, lavoir, office, salle de bain, deux chambres à coucher de maîtres, deux salles de bains, quatre cabinets de toilette, deux W.C. de maîtres, trois chambres et W.C. domestiques ; au sous-sol, buanderie, caves à bois, à vin et à charbon, salle de billard, salle d'armes, une cave-mais, garage, W.C. pour  
**MISE A PRIX : 1.800.000 FRANCS**  
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A :  
M<sup>e</sup> Jacques SCHMIDT, avocat au Barreau de Paris, 17, rue Paraday, 75017 Paris. Tél. : 924-14-13 ; et sur les lieux pour visiter.

**VENTE SUR LICITATION AU PALAIS DE JUSTICE A VERSAILLES, le MERCREDI 11 OCTOBRE 1978, à 10 heures**  
**D'UN IMMEUBLE SIS A CONFLANS-SAINTE-HONORINE**  
5, rue Jean-Jaures  
Comprendant : au rez-de-chaussée boutique et arrière-boutique et à chacun des trois étages un appartement de deux pièces, W.C., terrain avec remise - 141,25 m<sup>2</sup> - LIGEE - MISE A PRIX : 400.000 FRANCS avec faculté de balmer d'un quart de hectare d'enchères.  
S'adresser à VERSAILLES à M<sup>e</sup> RAVIART, avocat, 18 bis, avenue de Saint-Cloud, tél. 950-03-12 ; M<sup>e</sup> JOHANNET, avocat, 21, rue des Etats-Généraux, tél. 950-02-23 ; et pour visiter à M<sup>e</sup> PROUTIER, huissier à CONFLANS-SAINTE-HONORINE, tél. 919-74-04.

**VENTE sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de Paris, le JEUDI 5 OCTOBRE 1978, à 14 heures - EN UN LOT**  
**UN IMMEUBLE sis à GENTILLY (Val-de-Marne)**  
45 et 47, rue de la Division-Lectre, composé de :  
Un immeuble en façade sur rue élevé en partie sur caves d'un rez-de-chaussée et de 2 étages carrés avec terrasse ; un bâtiment à droite élevé d'un rez-de-chaussée et d'un étage av. grenier au-dessus, le tout sur terre-plein ; autre bâtiment derrière les précédents, élevé d'un rez-de-chaussée et d'un étage.  
Le tout d'une contenance de 301 m<sup>2</sup> - MISE A PRIX : 500.000 FRANCS  
S'adresser à M<sup>e</sup> Jacques SCHMIDT, avocat, 17, rue Paraday, 75017 Paris, tél. 924-14-13 ; et sur les lieux pour visiter.

Etude de M<sup>rs</sup> René Jean et Michel DESHAIES, notaires assoc., 3, rue Guillaume-le-Conquérant, à Caen, 14-06-24 ; A.D.J., à Trouville-sur-Mer, de l'immeuble mis en vente le samedi 10 oct. 1978, à 13 h., d'une  
**MAISON D'HABITATION**  
située à TROUVILLE-SUR-MER 42, rue d'Aguesseau (à l'angle de la rue Léon-Tailleur), compren. : P. pavill. dépend., jard., garage, cadastrée pour  
**MISE A PRIX : 300.000 F**  
S'adr. pr vis. à M<sup>rs</sup> CARRE, E.D.F., 8-10, prom. du Fort Caen, 14-11-11, p. 207, et pr tous renseignements à l'Etude.

صکنا شالو



Le Monde

# politique

## L'U.D.F. et le R.P.R. ne sont d'accord ni sur l'Europe ni sur l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement

Les journées parlementaires de l'U.D.F. et celles du R.P.R. ont mis en évidence que les deux grandes composantes de la majorité ne s'accroissent ni sur les relations qu'elles doivent entretenir avec le gouvernement ni sur l'Europe.

En ce qui concerne les relations avec le gouvernement, le discours prononcé à Biarritz par M. Claude Labbé a fait apparaître que les motifs de « désillusions » des gaulistes sont suffisamment nombreux pour justifier leur crainte d'être progressivement « marginalisés » au sein d'une majorité où ils sont pourtant majoritaires.

La formule employée par M. Labbé : « Nous soutenons un gouvernement auquel nous participons mais nous n'inspirons pas sa politique », pour définir ces relations, exprime plus de sa part un regret qu'une volonté déléguée. Le souhait de M. Labbé est en effet de « normaliser » les rapports avec le gouvernement en permettant au R.P.R. de retrouver une influence « dominante mais non dominante ».

Les critiques du R.P.R. ont permis à M. Jean Lecanuet de mettre en évidence les loyalismes des giscardiens. Aux yeux du président de l'U.D.F., la progression du courant giscardien s'explique par la netteté de son attitude, car il faut « soutenir ou combattre ».

L'U.D.F. ne souhaite pas pour autant se priver du droit d'amender la politique qu'elle soutient. D'une part, M. Lecanuet a précisé qu'il ne sera jamais « le godillot de personne », d'autre part les élus giscardiens ont fait connaître aux ministres qu'ils recevaient (et notamment mercredi à M. Papon) leur désir d'amender les projets de gouvernement, à commencer par le projet de budget. M. Papon a d'ailleurs entendu beaucoup de critiques que les parlementaires U.D.F. n'avaient pas osé adresser directement, lundi dernier, à M. Barre.

Les différences de comportement entre l'U.D.F. et le R.P.R. sont plus nettement affirmées lorsqu'il s'agit des questions européennes. Si l'U.D.F. a une attitude « dominante » pour approuver l'élection du Parlement européen au

suffrage universel et l'élargissement de la Communauté à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal, M. Lecanuet peut, sans risquer d'être démenti, souligner qu'un problème se pose à l'intérieur du R.P.R.

Pierre Charpy souligne, certes, dans « La Lettre de la nation » de ce jeudi 28 septembre, que le document adressé par M. Jacques Chirac aux fédérations du R.P.R. sur ce sujet (« Le Monde » du 27 septembre) ne contient que des « éléments de réflexion », qui ne sont eux-mêmes qu'un « condensé des analyses déjà faites par MM. Chirac, Debré, Couve de Murville et d'autres ». Mais il insiste au R.P.R. un courant européen, qu'incarnent notamment MM. Guichard et Chaban-Delmas, fort éloigné des thèses de M. Michel Debré. M. Chirac pourrait donc éprouver quelque difficulté à mettre sur pied une synthèse d'ici le congrès extraordinaire du mouvement, prévu à la mi-novembre.

En tout cas, M. Michel Debré n'a pas attendu. Il vient de poser une question orale avec débat demandant au premier ministre « un réexamen urgent des termes de l'accord » sur

l'élection du Parlement européen à la suite « tant des graves ambiguïtés qui subsistent sur les pouvoirs de cette Assemblée que des perspectives d'élargissement de la Communauté ». Ces « ambiguïtés » font écrire à Pierre Charpy que le R.P.R. conteste que M. Lecanuet puisse tenir pour acquise la date des élections européennes, au motif qu'il n'est pas établi que, d'ici le mois de juin 1979, le Conseil européen aura approuvé les dispositions indispensables pour éviter que l'Assemblée européenne soit en mesure d'« outrepasser ses droits ».

Ces divergences entre gaulistes et giscardiens n'ont pas l'assurance du premier ministre. A la veille de la rentrée parlementaire, deux mots reviennent invariablement dans la bouche des conseillers de M. Raymond Barre : « sérénité » et « détermination ». Le chef du gouvernement se montre insensible aux « états d'âme » du R.P.R. et confiant dans l'attitude du groupe parlementaire au moment du vote. Il se rendra — dès que possible — devant les députés gaulistes pour leur présenter le projet de budget.

CHRISTIAN COLOMBANI.

### M. Lecanuet : il faut soutenir ou combattre

Ollioules. — Les journées d'étude des parlementaires de l'U.D.F. qui s'étaient ouvertes lundi à Ollioules, prennent fin ce jeudi 28 septembre. Au cours de la journée de clôture, députés et sénateurs ont notamment visité certains bâtiments de la marine nationale en rade de Toulon.

Mardi matin, les élus avaient consacré leurs travaux à la mise en place de leur formation dans les départements et ils avaient discuté de cette question avec le conseil politique de l'U.D.F., que préside M. Jean Lecanuet.

Après, devant la presse, ce dernier devait déclarer : « En mars dernier, par son soutien à l'action du président de la République, par sa doctrine, par son engagement d'ouverture, l'U.D.F. a contribué d'une manière décisive au succès de la majorité. En particulier par l'adhésion d'élus qui, sans elle, auraient choisi le parti socialiste. Plus que jamais, nous avons l'intention d'être une formation démocratique d'ouverture sociale. » Il a poursuivi : « Des symptômes, des évolutions, sont apparus qui montrent au sein de l'opposition

De notre envoyé spécial

l'impossibilité pour le P.C. et le P.S. de définir une action de gouvernement. De même, dans la majorité, des oppositions montrent le dynamisme de l'U.D.F. On voit dès lors que la compétition s'établit entre nous-mêmes et le parti socialiste. Ce sera un affrontement calme, pacifique, entre nous-mêmes, force d'espérance et de progrès, et le P.S. »

A propos de l'Europe, le président de l'U.D.F. a réaffirmé le soutien total de sa formation à la politique du chef de l'Etat. Commentant la lettre adressée par M. Jacques Chirac aux militants du R.P.R., il a indiqué : « Nous comprenons que des problèmes puissent se poser à l'intérieur du R.P.R. pour définir une politique commune sur l'avenir de l'Europe. A l'U.D.F., en revanche, personne ne soulève de questions, ne pose de problèmes dépourvus. Nous sommes unanimes à souhaiter franchir ensemble l'étape de l'année prochaine : les élections au Parlement européen, ainsi que les élections au mois de juin. C'est un futur

précis à inscrire au calendrier. »

M. Lecanuet a ensuite souligné, à propos des rapports entre l'U.D.F. et le gouvernement : « Une des raisons de notre progression est la netteté de notre attitude. Nous soutenons. On ne peut pas participer et ne pas soutenir franchement, loyalement. Là, le jugement populaire rejoint la morale politique. Il faut soutenir ou combattre. » Le président de l'U.D.F. a ajouté : « Cela dit, je n'ai jamais été et ne serai jamais le godillot de personne. »

M. Maurice Papon, ministre du budget, est venu mercredi après-midi au centre culturel d'Ollioules pour s'entretenir avec les élus U.D.F. du budget de 1979. Il a, semble-t-il, entendu beaucoup de critiques que les députés et sénateurs n'avaient pas pu adresser à M. Raymond Barre. Rendant compte de ces travaux à huis clos devant la presse, il a seulement déclaré : « Des critiques pertinentes et constructives ont été formulées. Le miel que j'ai butiné ici, il me faut maintenant le mettre en pot. »

NOEL-JEAN BERGEROUX.

### M. Labbé : nous soutenons mais n'inspirons pas

De nos envoyés spéciaux

Biarritz. — Après les discours d'ouverture prononcés mercredi matin 27 septembre par MM. Bernard Marie, député des Pyrénées-Atlantiques, maire de Biarritz, et Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, les parlementaires gaulistes qui participent aux journées d'études du R.P.R. organisées à Biarritz ont consacré leur après-midi au traditionnel pique-nique à travers les communes dirigées par des maires sympathisants.

C'est ainsi qu'ils ont visité notamment Urrugne, Sare, Bonloc, Urrugne et Bayonne. A Bonloc, l'arrivée des parlementaires a été émaillée d'une grave surprise dans les salons de l'Entreprise Bonloc, producteurs de crème glacée, dont les deux cent cinquante ouvriers ont cessé le travail pour exposer leurs problèmes à leurs visiteurs. Le dialogue qui s'est instauré s'est déroulé sans incident.

Dans son allocution de bienvenue, mercredi matin, M. Bernard Marie, député et maire de Biarritz, rappelle que la discussion budgétaire sera pour son groupe l'occasion « de faire comprendre au gouvernement que le suspens

De nos envoyés spéciaux

drage n'a rien résolu, sinon de mécontenter tout le monde. Avec Jacques Chirac, conviendrait-il, nous serons ceux qui construirons la France de l'an 2000. »

M. Claude Labbé, président du groupe de l'Assemblée nationale, analyse la situation actuelle du R.P.R. : « Nous ne voulons pas être progressivement conduits vers une situation marginale dans une majorité où nous sommes majoritaires. Nous soutenons un gouvernement auquel nous participons, mais nous n'inspirons pas sa politique. Nous pratiquons la concertation, mais pas la participation. On nous soumet en aval des projets que nous n'avons pas examinés en amont. Ceci provoque parfois ce que l'on appelle la « fronde », c'est-à-dire la critique publique d'un projet que nous découvrons en même temps que l'opposition. Nous apportons nos idées, quand elles semblent bonnes, on nous les prend sans le moindre droit d'auteur. »

Selon M. Labbé, le R.P.R. ne met pas en cause la légitimité

du chef de l'Etat, mais s'étonne « que l'on tente constamment de remettre en cause la signification des dernières élections ».

M. Labbé poursuit : « L'impression s'est installée que notre victoire n'était pas complète et que la défaite des autres n'était pas totale. On a vu les chefs de l'opposition passer à l'offensive alors que notre action et surtout l'extraordinaire performance de Jacques Chirac était minuscule et gommée. On ne joue pas au bridge avec des partenaires qui ne connaissent que le poker menteur. »

Revenant sur l'analyse des dernières élections, M. Labbé constate que le vote de mars « était un refus non seulement du parti communiste et du programme commun, mais aussi des socialistes ». Quant aux récentes élections partielles elles démontrent à son avis que l'accord entre communistes et socialistes se porte bien malgré les polémiques. Il précise : « Croire que tout danger est maintenant écarté serait une illusion. Notre première mission est de combattre, non de pactifier. d'attirer à nous un électeur et non des personnalités dont le poids devient nul dès que la ligne de démarcation est franchie. »

M. Labbé conclut : « Nous posons ici le premier jalonnement d'une nouvelle politique parce qu'il est de l'intérêt des Français de faire cesser une situation équivoque qui nous voit paradoxalement occuper soit de socialisme soit de contestation. Il convient de pratiquer une politique de vérité. »

A. P. et P. Fr.

### Le contentieux entre l'Etat et Paris

#### Le premier ministre devra trancher

M. Lucien Lanier, préfet de Paris, préfet de la région de l'Île-de-France, a été reçu, mercredi 27 septembre, alors qu'il était reçu par la presse municipale, que la commission mixte Etat-Ville de Paris, constituée pour tenter de résoudre les relations financières entre l'Etat et la municipalité, a achevé ses travaux. Toutefois le rapport de cette commission se limite à un exposé détaillé des thèses en présence.

Les dix réunions de la commission ont donc permis, selon M. Lanier, « de débarrasser le terrain et de clarifier le problème » sur les chapitres qu'elle avait retenus (fraîs de police, aide sociale, transports en commun, pompiers, culture, taxation des courses de chevaux, retraite des personnels de police et définition de la richesse de la Ville par rapport aux autres grandes métropoles). Le rapport a été remis au premier ministre, à qui il appartient désormais de décider de la suite qu'il souhaite donner à ce dossier. Le fond du problème reste donc tel que le maire de Paris l'avait exposé devant l'Assemblée parisienne le 4 juillet dernier (le Monde du 5 juillet). La proximité d'un débat budgétaire au Parlement et les impératifs de la préparation du budget municipal devraient encourager le gouvernement à se décider rapidement.

M. Lanier a également indiqué que le reliquat des sommes destinées au financement du déficit des transports en commun, que le Conseil de Paris avait refusé

d'inscrire au budget de 1978, sera inscrit d'office à ce budget conformément au droit commun municipal.

« Comment peut-on faire comprendre aux Français qu'on ne peut raisonner comme hier ? »

F. Simon « Le Monde »

RAPPORT SUR L'ADAPTATION DU 7<sup>ME</sup> PLAN

Projet soumis par le Gouvernement à l'avis du Conseil Economique et Social. 108 p.

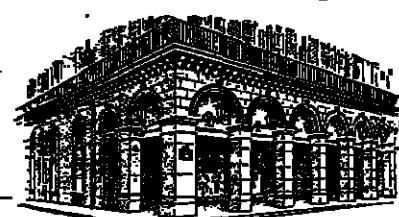
ÉDITIONS LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

25 F

### Une merveilleuse tenue pour les week-ends d'automne

C'est un costume coordonné. La veste, coupée comme une veste de chasse avec de larges encolures, est en velours à grosses côtes 100 % coton. Elle existe en bronze ou beige et son

pantalon coordonné, en cheviotte pure laine, est dans des tons de vert et brun légèrement chinés (1650 F). Un chef-d'œuvre de confort que Lanvin 2 vous suggère de compléter d'un col roulé en cachemire (590 F) et de chaussettes... également en cachemire (51 F).



LANVIN

2, rue Cambon, Paris 1<sup>er</sup> - Tél. 260.38.83

(Publicité)  
**CESP**  
Companhia  
Energética de  
São Paulo  
**BRESIL**

### La Centrale d'Agua Vermelha est entrée en production

La COMPANHIA ENERGETICA DE SAO PAULO — CESP — est la compagnie d'électricité la plus importante du continent sud-américain ; elle est aussi connue sur le plan mondial pour le dynamisme de son développement : elle vient, en quatre ans, de doubler sa production.

En mars 1974, elle signait avec un groupement de sociétés françaises intitulé CONSORTIUM INDUSTRIEL FRANÇAIS le contrat de fourniture des équipements électromécaniques destinés à la Centrale d'AGUA VERMELHA. Située sur le RIO GRANDE, au nord-ouest de l'Etat de SAO PAULO, cette centrale s'appuie sur un barrage de 2.500 mètres de longueur et 63 mètres de hauteur, avec une retenue de 6 000 millions de m3. Elle comporte :

- six turbines hydrauliques de 240 000 kW,
- six alternateurs de 250 000 kVA,
- un poste de départ et d'interconnexion sur le très important réseau CESP à 460 000 V.

Elle sera capable d'une production annuelle voisine de 10 milliards de kilowatts-heures.

Le premier groupe a été couplé par la CESP sur le réseau en août, dans les délais prévus ; il apporte, depuis début septembre, sa contribution aux besoins énergétiques du Brésil et de l'Etat de Sao Paulo. L'accroissement de la consommation dans cet Etat est de l'ordre de 10 % par an.

Le CONSORTIUM INDUSTRIEL FRANÇAIS a été constitué sous l'égide d'ALSTHOM ATLANTIQUE.

Il est piloté industriellement par CGEE ALSTHOM qui assure la coordination d'ensemble en France et sur le site grâce, en particulier, à sa filiale brésilienne CGEE ALSTHOM DO BRASIL.

Il comprend également les sociétés suivantes : ALSTHOM UNELEC, BVS, CREUSOT-LOIRE, DELLE ALSTHOM, JEUMONT SCHNEIDER, MERLIN GERIN, NEYRPEC et SPIE BATIGNOLLES.

La mise en commun de l'expérience de ces différentes sociétés dans le domaine des centrales hydroélectriques à l'exportation est faite à travers la Société ALSTHOM SCHNEIDER, créée récemment, dont AGUA VERMELHA représente déjà l'une des plus belles références.

## POLITIQUE

## LE DÉBAT AU SEIN DU P.S.

## Le parti socialiste fait dépendre son accord sur l'élargissement de la C.E.E. de quatre conditions préalables

Montpellier. — C'est à l'unanimité et dans une ambiance que chacun s'est attaché à défendre au maximum que les parlementaires socialistes, dont M. Michel Rocard, mais non M. Pontillon, président de l'union des P.S. européens, qui n'était pas venu — ont ratifié, mercredi 27 septembre, à Montpellier, la position définie par le bureau exécutif du P.S. sur le problème de l'élargissement de la Communauté européenne. Les socialistes, qui sont en principe d'accord avec ce processus, ne ratifieront le traité d'élargissement que si quatre conditions préalables sont remplies. Ce sont : la Communauté économique européenne, le développement régional et les étapes transitoires.

A ces quatre conditions de fond s'ajoute une revendication de forme. Le P.S. réclame un débat parlementaire avant que ne soient les négociations internationales. Conscients du fait que sans leurs voix le processus d'élargissement est en danger, les socialistes veulent exploiter cet avantage en imposant aux négociateurs français

— donc à M. Valéry Giscard d'Estaing et au gouvernement — un mandat précis et contraignant. Cette position, face à l'élargissement de la C.E.E. est traduite par les parlementaires socialistes, selon l'idée que les uns et les autres se font du processus d'intégration européenne, soit par la formule « Oui, à condition de... », soit par « Non, jusqu'à ce que... ». C'est peut-être ce qui explique que M. Georges Sutra, auteur du rapport sur l'élargissement, ait jugé la position de son parti « difficile », terme que M. Mitterrand a d'ailleurs immédiatement contesté.

De fait, l'attitude du P.S. si elle se veut réaliste et courageuse, laisse subsister un certain flou, dont le P.C. n'a pas manqué de s'emparer pour accuser à nouveau le P.S. de pactiser avec le pouvoir. Il est vrai que, dans le Midi méditerranéen, le dossier européen peut se traduire pour les deux partis de gauche par un déplacement de l'un vers l'autre d'une centaine de milliers de voix. Cet enjeu n'est sous-estimé ni par les dirigeants socialistes ni par les dirigeants communistes.

## De notre envoyé spécial

M. Georges Frêche, ancien député, maire de Montpellier qui préside la séance, attire l'attention sur les problèmes de la région Languedoc-Roussillon. Il explique que la crise agricole se plaque sur une région qui ne peut connaître la révolution industrielle, où, donc, les reconversions sont impossibles. Il souligne que les socialistes du Languedoc-Roussillon comprennent la nécessité de l'élargissement de la Communauté économique européenne, mais il remercie le P.S. d'avoir pris en considération « le cri des habitants ».

Après M. Gaston Defferre, qui présente la position du parti socialiste comme « à la fois constructive et intrinsèque », M. Georges Sutra expose les grandes lignes du rapport qu'il a élaboré sur le problème de l'élargissement de la C.E.E. (voir le Monde des 27 et 28 septembre).

M. François Mitterrand donne alors lecture de la résolution adoptée à l'unanimité par le bureau exécutif du parti socialiste, le 26 septembre. Ce document indique :

« Le parti socialiste a l'intention et la volonté de contribuer à l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Il y va du sort d'une démocratie encore fragile en Europe du Sud. Le traité de Rome, le programme du parti socialiste, le programme commun de gouvernement de la gauche, ne fixaient pas d'autres conditions à l'ouverture de négociations pour l'élargissement que la chute des dictatures qui opprimaient les peuples de ces pays. Ceux-ci sont aujourd'hui apaisés, au regard de la démocratie, à poser leur candidature à l'Europe. »

« Cependant, si la participation de ces trois nouveaux pays aux institutions politiques de la Communauté est souhaitable, l'ampleur des difficultés économiques soulevées par l'élargissement est considérable (...).

« La perspective de l'élargissement suscite, chez les travailleurs et dans les milieux professionnels concernés, des inquiétudes justifiées. Aussi le parti socialiste subordonne-t-il son accord à l'adoption d'un certain nombre de mesures qui lui paraissent indispensables. »

« En l'immédiat, comme l'a écrit François Mitterrand, le premier ministre, un large débat parlementaire doit nécessairement précéder toute négociation. (...) »

« Pour les socialistes, la pre-

mière [des] conditions sera la réforme radicale de la politique agricole commune. Celle-ci devra comporter une véritable organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement (viticulture, fruits et légumes, en particulier), afin de garantir les revenus et d'améliorer les conditions de vie des producteurs. Les spéculations sur la fluctuation des monnaies et les pratiques de dumping pourraient être corrigées par l'application de l'article 44, paragraphe premier, du traité de Rome si l'on applique à l'Europe élargie le système minimum de prix vérifiés aux frontières dans la monnaie officielle des pays d'importation. Des offices par produits mis en place au plus tôt, des mécanismes régulateurs assureraient l'application de cette politique. »

« La deuxième condition concerne l'industrie. Il convient de dénoncer l'accord franco-espagnol de 1970 signé par Jacques Chirac, qui établit que les deux pays ont une inégalité de traitement douanier intolérable. Des dispositions devront intervenir après discussion avec les travailleurs intéressés et les représentants syndicaux afin de permettre aux secteurs en situation difficile (sidérurgie, chantiers navals, textile, chaussures) de maintenir et de développer leur activité. »

« La troisième condition est un plan détaillé de renforcement de la politique régionale. (...) »

## Les « engagements hâtifs » de M. Giscard d'Estaing

« Enfin, les socialistes estiment qu'un élargissement de la C.E.E. suppose des transitions par étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée. S'il apparaît souhaitable que, dès la ratification de l'accord le concernant, chaque pays candidat participe pleinement aux institutions de la Communauté, en revanche, l'intégration économique ne se conçoit que sur une longue période. Les conditions de passage d'une étape à la suivante devront être vérifiées à mesure par le comité des ministres de la C.E.E. statutaire. L'unanimité, afin de protéger les droits légitimes de toutes les parties. »

« M. Valéry Giscard d'Estaing a déjà pris des engagements

hâtifs vis-à-vis des pays candidats, sans procéder à la moindre consultation. Trop souvent dupes par les promesses gouvernementales, les populations intéressées ne sauraient se contenter de promesses, de « garanties » qui survolent le fait accompli de l'élargissement. Le parti socialiste affirme que la définition précise dans l'acte d'adhésion des mesures indiquées ci-dessus ou, en d'autres termes, l'engagement à mettre en œuvre, pris par l'ensemble des États qui composent actuellement la C.E.E. et par ceux qui la composeront, constitue, dans l'intérêt de notre pays et de l'Europe, un préalable à l'élargissement. »

« Le parti socialiste ne peut suivre ni ceux qui affirment avec M. Giscard d'Estaing un quelconque condition à l'élargissement, ni ceux qui, avec le parti communiste, ferment définitivement la porte à l'Europe du Sud, par un refus de la proposition de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. La négociation étant terminée, il sera à même d'en apprécier le résultat au regard des conditions préalables ainsi définies. Le bon sens rejette ici la volonté d'une défense efficace des intérêts de la France. »

M. François Mitterrand commente ce document, à l'archéologie : « Oui, les socialistes sont disposés pour cette négociation sur l'élargissement de la C.E.E. » Il a expliqué ensuite que M. Giscard d'Estaing s'était privé d'un moyen d'imposer les conditions nécessaires à la France en acceptant d'ores et déjà le principe de l'entrée dans la Communauté de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. De même, selon le député de la Nièvre, le P.C. s'est placé hors jeu en refusant l'élargissement et donc en ne pouvant dès lors défendre les intérêts français. M. Mitterrand a d'ailleurs souligné que le P.C.F. est désavoué, sur ce sujet, par les communistes italiens et espagnols.

Le premier secrétaire du P.S. a également relevé que le R.F.P. se montre défavorable à l'ouverture des négociations. Selon lui, les gaullistes ont voulu « se braver » dans une surenchère nationaliste. « Quel Français, a-t-il ajouté, ne comprendra pas que c'est le simple bon sens qui d'aller vers l'Europe et de défendre nos intérêts, les intérêts des travailleurs et des producteurs français ? Notre attitude sera notre force. Nous sommes déterminés. »

THIERRY PFISTER.

## M. Rocard : oui, j'ai dit « archaïsme »

Se référant aux propos que M. Michel Rocard avait tenus le dimanche 17 septembre devant le « Club de la presse » d'Europe 1, M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., y avait vu le jeudi suivant, dans l'hebdomadaire « l'Unité », « une critique, pour ne pas dire plus, de l'action et du comportement du premier secrétaire du parti, représentant celui-ci tout entier ». Il avait fait observer que « der-

rière l'idée d'un changement de langage se dissimule souvent celle d'un changement de ligne ».

Le député de la 3<sup>e</sup> circonscription des Yvelines, membre du comité directeur et du bureau exécutif du P.S., réplique dans « l'Unité » du jeudi 23 septembre. Nous publions ci-dessous le texte de sa réponse.

« Oui, j'ai dit « archaïsme ». Et j'ai dit aussi : « Les élections présidentielles nous confirment que la gauche est potentiellement majoritaire. Mais, les 12 et 19 mars, confrontés aux problèmes de l'État et de la gestion économique, la gauche a rencontré des Français qui ne lui ont pas donné leur confiance. » J'ai ajouté plus tard, après avoir évoqué le manque de confiance de l'opinion à l'égard de l'ensemble de ses dirigeants politiques : « C'est par rapport à ce mouvement d'opinion que les sondages nous donnent une réponse. Et cette réponse, c'est probablement qu'un certain archaïsme politique est condamné, qu'il faut parler plus vrai, plus près des faits. »

« Je maintiens ces deux phrases. D'une crise de confiance à l'égard des militants que notre projet socialiste aura d'autant plus de chances de s'imposer qu'il sera mieux adapté à la réalité d'aujourd'hui, je ne peux dès lors que laisser à Claude Estier la lourde responsabilité d'avoir mêlé le nom de notre premier secrétaire à un débat qui ne saurait concerner le seul des individus, mais bien des forces sociales et des régimes du jeu, en bref la vie politique française tout entière. »

« De quel s'agit-il en effet ? D'une crise de confiance à l'égard de l'ensemble des dirigeants politiques. Cette crise n'est d'ailleurs pas propre à la France : au travers de manifestations diverses (indifférence politique croissante, marginalisation de la jeunesse, montée du terrorisme en Europe occidentale), c'est l'ensemble des systèmes politiques démocratiques qui est aujourd'hui affecté. D'où vient cette crise ? Précisément,

à mon sens, d'une certaine incapacité de l'action et du discours politique traditionnel à prendre en charge les problèmes réels de notre temps. »

« Tous les gens qui se donnent la peine de regarder autour d'eux savent que l'un des grands problèmes actuels de notre pays est plus largement des sociétés industrielles développées, est celui de la démocratie. Si les responsables politiques ne sont pas capables de donner une réponse, ils devront recourir à la répression. »

« Souhaiter l'approfondissement de la démocratie sans regarder en face les obstacles qui se dressent aujourd'hui devant elle, contre elle, sans se pénétrer des problèmes à résoudre, serait, plus qu'une erreur, une lâcheté. (...) »

« A l'inverse, ne pas saisir toutes les opportunités qui s'offrent à nous pour résoudre les problèmes serait le signe que le cœur n'y est pas et qu'un fond des objectifs qu'on s'est fixés ne sont que « paroles vaines ». Les moyens existent pour dépasser contradictions et obstacles, les hommes et les femmes qui composent la gauche ne sont pas démunis : les régions veulent vivre et n'attendent plus le salut des seuls fonctionnaires parisiens ; les travailleurs prennent leurs affaires en main ; l'explosion culturelle et l'enrichissement de la vie associative forment les bases pour une vie collective plus intense, plus riche, mieux informée ; la liberté d'esprit et l'imagination des jeunes ne demandent qu'à s'investir dans des réalisations nouvelles d'où sortiront emplois, services, nouvelles formes d'entreprises. »

« La gauche est au cœur de cette société vivante. Les hommes et les femmes qui la composent

## M. Mitterrand : on est toujours l'« archéo » de quelqu'un

M. François Mitterrand, qui était, jeudi matin 28 septembre, l'hôte du « petit déjeuner » de France-Inter, a commenté les résultats des dernières élections partielles en soulignant les raisons de la progression du P.S. lui-même. Il a toutefois précisé sa pensée en ces termes :

« S'il s'agit d'une considération générale, rien à dire. S'il s'agit de moi, j'ai tellement entendu de gens de choses que je n'y prends pas garde. S'il s'agit de mon style personnel, chacun est juge de ce que je dis et écrit. Je n'ai pas l'impression que l'opinion soit si réticente. S'il s'agit de la ligne politique, elle est celle du P.S. »

« En 1933, une importante personnalité socialiste a dit de Léon Blum qu'elle le trouvait « archéo ». Trois ans plus tard c'était le Front populaire. Je ne veux pas comparer les situations historiques, mais je constate qu'on est toujours l'« archéo » de quelqu'un. »

Quant à savoir si M. Rocard a pris le départ pour la course à la présidence de la République de 1981, M. Mitterrand s'est borné à observer : « C'est tout à fait son droit, comme c'est le mien si j'en décide. Je ne crois pas qu'il soit bon de développer des compétitions personnelles par rapport à une élection qui doit se dérouler dans trois ans. Le P.S. a d'autres tâches. »

« M. Mitterrand se réfère à la question entre les néo-socialistes et les archéo-socialistes, qui divise le S.F.I.O. Les néos, conduits par Marcel Déat, Adrien Marquet, Barthélemy Montagnon, Pierre Renaudel, qui devraient être exécutés en novembre 1930... préconisaient « une socialisation d'action », fondée sur l'ordre et l'autorité, s'opposant à un internationalisme socialiste périmé pour mieux lutter contre le fascisme. Léon Blum avait été personnellement pris à partie et avait lancé : « Je suis épuisé... C'est du fascisme. »

« J'ai trop en mémoire l'époque des dissimulations et des capitulations pour n'avoir pas mis au cœur de mon action politique l'exigence de rigueur et l'attachement aux faits. Cette recherche permanente implique une mise en cause de toutes les facilités, des idées et des expressions toutes faites. C'est à quoi je convie l'ensemble du parti. »

« Je refuse ces procès d'intention qui affaiblissent le parti. Je n'accepte pas l'amalgame qui veut que la fermeté à l'égard du parti communiste et l'approfondissement de l'identité socialiste soient considérés comme une attitude de droite. Quant aux camarades qui croient qu'un langage peut être plus dangereux et masquer une autre stratégie, je leur dirai ceci : avez-vous déjà perdu le souvenir de cet hiver noir du socialisme où la plus stricte orthodoxe marxiste servait de paravent à une politique réactionnaire ? Avez-vous oublié l'époque où les slogans de congrès : rupture, classe ouvrière, révolution, avaient pour écho dans la société civile et le gouvernement : Algérie, torture, troisième force, 13 mai ?

« J'ai trop en mémoire l'époque des dissimulations et des capitulations pour n'avoir pas mis au cœur de mon action politique l'exigence de rigueur et l'attachement aux faits. Cette recherche permanente implique une mise en cause de toutes les facilités, des idées et des expressions toutes faites. C'est à quoi je convie l'ensemble du parti. »

## La motion de censure du P.S.

## condamne une politique « devenue insupportable »

Le groupe parlementaire socialiste coprésidé par MM. Marcel Champetier, président du groupe au Sénat, et Gaston Defferre, président du groupe à l'Assemblée nationale, a adopté, mercredi 27 septembre, à l'unanimité, la proposition qui lui était faite par le comité directeur du P.S. de déposer une motion de censure lors de la rentrée parlementaire. Ce dépôt interviendra dès le lundi 2 octobre, et le débat se déroulera en principe le mardi et jeudi suivants. Les auteurs seront MM. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., et Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche.

Le texte déposé par les députés socialistes est ainsi libellé : « Deputés

les élections législatives, la situation économique et sociale de la France n'a pas cessé de se dégrader malgré les promesses électorales du président de la République, du gouvernement et de leur majorité : récession économique, aggravation du chômage, dégradation de l'inflation qui empêche le pouvoir d'acheter des travailleurs et des familles, reprise du déficit extérieur, déficit des finances publiques (budget, Sécurité sociale). »

« La politique du gouvernement est devenue insupportable pour la majorité de nos compatriotes. Elle met en péril l'avenir du pays et de sa jeunesse. »

## La ligne du parti et le renouvellement de la pratique politique

(Suite de la première page.)

Mais il ne va pas jusqu'à se demander si l'attitude de sa propre formation n'a pas contribué à favoriser la « formidable pression de la droite », qui dévore et étouffe. Il ne songe nullement à

mettre en cause les « orientations, fixées par le comité central d'avril » et reprend, sans y changer un iota, les analyses sur « l'orientation à droite » du P.S., sur sa « responsabilité écrasante » dans l'échec de mars et sur sa « stratégie du double jeu ». Il ne semble pas, dans ces conditions, que l'on puisse envisager la moindre évolution — si évolution il doit y avoir — avant le XXIII<sup>e</sup> congrès, qui siégera au mois de mai.

La situation apparaît à la fois plus complexe et plus évolutive du côté du parti socialiste, où les initiatives de M. Rocard méritent de plus en plus de retenir l'attention. Le député de la troisième circonscription des Yvelines, membre du comité directeur et du bureau exécutif du P.S., interrogé le 17 septembre sur un sondage qui s'était guère favorable à M. Mitterrand, avait avancé l'idée qu'un « certain archaïsme politique est condamné, qu'il faut parler plus vrai, plus près des faits ». Ces appréciations lui avaient valu de vives objections de M. Estier, membre du secrétariat national du P.S., qui l'avait accusé de se livrer à une critique, pour ne pas dire plus, de l'action et du comportement du premier secrétaire du parti représentant celui-ci tout entier — et qui avait ajouté : « Derrière l'idée d'un changement de langage se dissimule souvent celle d'un changement de ligne. »

La réplique de M. Rocard, que nous publions d'autre part, est très faible sur le premier des deux points : l'analyse de la part d'un homme dont le « sérieux » s'édifie de plus en plus de monde, y compris à droite. Cet homme n'a guère de chances de convaincre qui que ce soit lorsqu'il déclare « laisser, à Claude Estier, la lourde responsabilité d'avoir mêlé le nom de notre premier secrétaire à un débat qui ne saurait concerner l'ensemble des individus », mais l'essentiel est ailleurs.

Ne retenant rien à ses propos du 17 septembre, M. Rocard persiste, au contraire, à dénoncer « une certaine incapacité de l'action et du discours politique traditionnel à prendre en charge les problèmes de notre temps » et à réclamer « non seulement un langage neuf, mais une pratique politique renouvelée ». C'est l'annonce d'une autocritique qu'attendent depuis longtemps tous ceux que laisse le verbiage fastidieux de la gauche, et il est habile de chercher à éviter que ceux-ci ne s'en aillent vers d'autres rivages pour y retrouver l'espérance.

On observe, d'autre part, que M. Rocard se garde soigneusement de l'insatisfaction qu'inspirent à certains autres les succès électoraux successifs, dont peut se prévaloir le P.S. Alors que les « mitterrandistes » concluent de ces succès que le moment serait mal choisi

pour changer de cap en quoi que ce soit, « ces résultats », a dit M. Mitterrand lui-même, ce jeudi matin, sont d'abord significatifs du succès d'une ligne politique. Au mois de mars, la gauche a offert, à l'initiative du P.C., le spectacle de sa querelle avec la droite. C'est cette situation qui a été condamnée par l'opinion, ce n'est pas l'union. Depuis, l'opinion sent que le P.S. a tenu, tout seul, à bout de bras, les chances de l'union. Des milliers de gens savent qu'il existe un espoir et que c'est le P.S. »

Le maintien de la ligne du P.S., c'est, a expliqué M. Mitterrand, l'affirmation de sa personnalité de l'union des forces populaires. « Le P.S., a-t-il ajouté, a suffisamment de ressources pour que sa qualité de rassembleur crée un mouvement dont il faudra tenir compte. »

Interrogé sur la désormais célèbre petite phrase de M. Rocard

RAYMOND BARRILLON.





# POLITIQUE

## LE RAPPORT DE M. FITERMAN AU COMITÉ CENTRAL

### Le P.C. maintient ses orientations sans se préoccuper « d'en tirer des avantages électoraux immédiats »

Après avoir entendu le rapport de M. Charles Fiterman, analysé ci-dessous, le comité central du parti communiste, réuni les 27 et 28 septembre, a ouvert un débat conclu par M. Georges Marchais.

M. Fiterman a notamment proposé que le vingt-troisième congrès se tienne à la mi-mai, l'année prochaine.

M. Fiterman explique que « la

politique générale s'inscrit

totalité dans la stratégie

monétaire de l'empire, de

laquelle sont les intérêts

triste multinationaux. Elle se

traduit par l'asservissement

pour les travailleurs, l'accélération

des concentrations et des destruc-

tions, une quasi-croissance

vouloir « le changement pour le

changement ». Il montre que ces élec-

teurs ne sont pas clairement

la nécessité, dans la situation de

crise actuelle, de promouvoir une

politique de réformes profondes

pour changer quelque chose, et de

ce fait ne mesurent pas claire-

ment la responsabilité électorale

prise par le parti communiste lors-

qu'il a tourné le dos à une telle

politique. »

Après avoir évoqué « la formi-

dable pression de la droite au

pouvoir » pour détourner les élec-

teurs du vote communiste, M. Fi-

terman reconnaît que des « élec-

teurs communistes ont cédé à des

pressions au point de méler

leurs voix avec celles de la droite

il ne faut ni se le cacher ni le

leur cacher. »

Le P.C., après s'être défilé des

engagements du programme com-

ture et claire dont le pays a

besoin. »

En ce qui concerne la lutte pour

l'emploi, le P.C. envisage une

nouvelle initiative nationale, le

11 octobre. Ses efforts vont por-

sur la défense des travailleurs

intellectuels et des aspirations des

jeunes (avec une manifestation

à la mi-novembre). Enfin, il va

consacrer une grande partie de

ses efforts à la préparation des

élections européennes. M. Fi-

terman déclare à ce sujet : « Nous

combattions sans ambiguïté la

politique d'intégration européenne

de Giscard d'Estaing et des diri-

gents actuels de la C.E.E., qui

nie la souveraineté française,

ainsi que les projets d'élargisse-

ment de la C.E.E., qui accentue-

raient la répression sociale et im-

porteraient notre patrimoine national. »

À l'Europe « des multination-

ales et de l'asservissement », les

communistes opposeront la

conception « d'une Europe dém-

ocratique indépendante et paci-

fique, une Europe des travail-

leurs », tout en combattant

« toute forme de supranationalité,

en veillant à la stricte applica-

tion de la loi française qui rap-

pelle les compétences limitées de

l'Assemblée européenne et en

maintenant en vigueur de la règle

de l'unanimité qui garantit la

liberté de décision de tout État. »

À cette fin, le P.C.F. souhaite

le développement de la solidarité

et des actions communes des

forces démocratiques au sein des

Neuf et, en premier lieu, des par-

tis communistes.

M. Fiterman conclut : « Notre

effort n'a rien de tactique. Il n'a

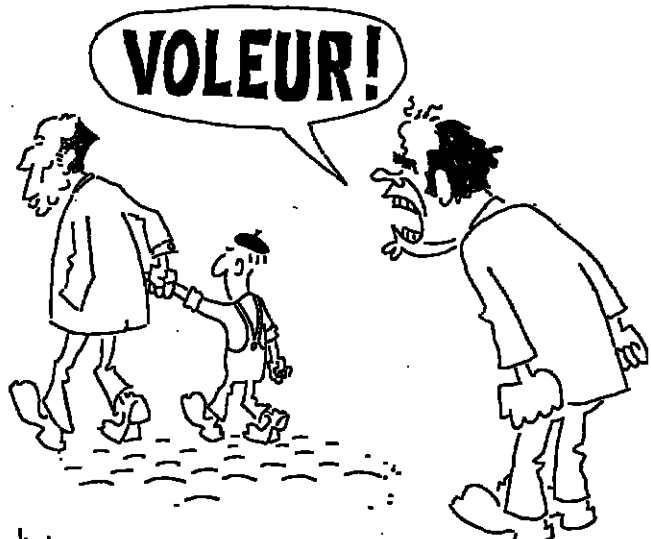
jamais été inspiré par l'idée

courte d'en tirer des avantages

électoraux immédiats. Nous la-

bourrons profondément un sillon qui

trahira. »



(Dessin de KONE.)

zéro et un chômage massif. Le

rapporteur s'attache plus longue-

ment à « une dimension déter-

minante » de cette politique :

l'intégration européenne et Atlan-

tique. Cela le conduit à diminuer

les effets de l'élargissement de

la C.E.E. dans le domaine écono-

mique comme dans le domaine

politique. L'hégémonie de l'Alle-

magne de l'Ouest sur l'Europe

occidentale serait assurée sous la

haute tutelle européenne, et l'ave-

nuir de la France serait gravement

menacé. Il affirme :

« La stratégie du grand capital

et du pouvoir giscardien prépa-

re pour le troisième millénaire une

France dépendante, désarticulée,

sous-traitante, sous-développée

dans certains domaines, une

France devenue province second-

aire d'un empire dont le Char-

lemagne sera allemand. »

« C'est une véritable stratégie

du déclin de la France. »

Selon M. Fiterman, c'est l'orien-

tation à droite du P.S. qui a per-

mis la poursuite de « cette

politique désastreuse » et bien que

« le mécontentement et la vo-

lonté de changement demeurent

profonds dans le pays ». Les

élections partielles l'ont montré,

et M. Fiterman observe à ce

sujet : « Nos candidats n'ont pas

dénudé de ce phénomène et ont

même connu une érosion de leurs

suffrages, importante dans le

Pas-de-Calais en raison de l'er-

reur tactique qui a conduit

communistes, plus limités à Nancy

et plus encore dans le quatorzième

arrondissement de Paris. Dans le

même temps, le parti communiste

progressait. Les constats

l'analyse du scrutin montre que

le recul de nos suffrages est dû

pour la plus grande part au fait

que des électeurs communistes se

sont abstenus. Mais certains ont

vote socialistes dès le premier

tour. »

Le rapporteur ajoute : « Ce

comportement, surtout quand

il s'est exprimé dans le vote so-

cialiste — rejette quant au fond

la mésestimation des conditions

du changement, la tendance à

num, développe, selon le P.C.,

« une sorte de stratégie du double

jeu qui lui permet de devenir ce

que certains appellent un parti

« attrape-tout » regroupant les

momentanément les plus divers

et les plus contradictoires. »

Face aux efforts du pouvoir

pour diviser la gauche — avec

la concours de M. Robert Fabre

— qui, selon le rapporteur, a joué,

une fois de plus dans cette affaire,

comme il y a un an, le rôle d'« a-

vançeur de la division. » Face au

double jeu du P.S., le parti com-

muniste doit préserver et accroi-

re ses forces. « C'est dire que,

bien loin de négliger les résultats

partielles, nous devons qu'elles

doivent retenir l'attention des

communistes et les conduire à

une vigoureuse riposte. Mieux

encore, nous devons que cette

riposte doit être offensive. (...) »

« A cette fin, il s'agit de pour-

suivre avec esprit d'initiative

l'application des résolutions

prises par le comité central d'août.

Elles conservent leur valeur. »

M. Fiterman rappelle ces orien-

tations : obtenir un changement

réel par la mise en œuvre de

réformes s'attaquant à la domi-

nation du capital, assumer les

responsabilités du gouvernement

dans le cadre de l'union de la

gauche, reconstruire cette union

à partir de la base. Le rapporteur

pense, à ce sujet :

« Il est vrai que le développe-

ment de cette union à la base et

dans l'action pose aujourd'hui des

problèmes complexes. On voit,

ici ou là, pris un peu l'habitude

de s'en remettre aux états-majors

en se reposant sur un programme

qui n'a ni un caractère ni une

évidence moelleux. Cette habitude

a eu des conséquences négatives,

on le sait. Il faut aujourd'hui

trouver partout, et surtout des

préoccupations quotidiennes des

travailleurs comme des grands

problèmes du pays, les initiatives

appropriées qui feront grandir le

mouvement populaire, qui lise-

ront le trame de l'union com-

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 27 septembre 1978, au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● LA RETRAITE DES AVOCATS

Le conseil des ministres a adopté

un projet de loi autorisant la Caisse

nationale des barreaux français à

compléter le régime d'assurance

vieillesse des avocats par l'institu-

tion d'un régime complémentaire de

retraite obligatoire. Ce nouveau

régime sera exclusivement financé

par les cotisations des assurés in-

dividuels, dans la limite d'un plafond,

suivant l'importance du revenu. Il

sera géré, comme le régime de base,

par la Caisse nationale des barreaux

français, qui déterminera le taux des

cotisations, la définition des pres-

tations et les principes de son fonc-

tionnement.

● CONVENTION FRANCO-JOR-

DANIENNE

Le conseil des ministres a adopté

une convention entre la France et

la Jordanie sur la protection des

investissements, signée à Paris le

22 février 1978, conclue pour une

durée de dix ans et tendant à rati-

fier et à protéger les investisse-

ments français en Jordanie et

Jordanais en France ; elle assure

également la liberté des transac-

tes et le recours à une procédure d'ar-

bitrage.

● CONVENTIONS AVEC DJI-

BOUTI

Le conseil des ministres a adopté

quatre projets de loi autorisant l'ap-

probation de conventions de coopé-

ration entre la République française

et la République de Djibouti, signées

à Djibouti, pour les trois premières,

le 27 juin 1977 et pour la dernière le

22 avril 1978 :

— Une convention relative au

transfert du privilège de l'émission

monétaire à la République de Djib-

bouti ;

— Un protocole provisoire fixant

les conditions de stationnement des

forces françaises sur le territoire de

la République de Djibouti et les

principes de la coopération militaire ;

— Un accord de coopération en

matière économique et financière ;

— Une convention relative au

concours en personnel apporté par

la France au fonctionnement des

services publics de la République de

Djibouti.

● CONSEIL D'ARCHITECTURE

Le conseil des ministres a adopté

un projet de loi reportant au 1<sup>er</sup> jan-

vier 1980 l'

ÉDUCATION

LES DIFFICULTÉS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Bataille de chiffres en Seine-Saint-Denis

Plusieurs lycées de la Seine-Saint-Denis, notamment ceux de Montreuil et de Noisy-le-Sec, ne sont pas vraiment « rentrés ». Leurs enseignants, appuyés par les parents et les élus locaux, observent depuis le 15 septembre une grève quasi générale pour réclamer de nouveaux postes et de nouvelles classes.

Mercredi 27 septembre, enseignants et lycéens de tout le département se sont ras-

semblés au lycée de Noisy-le-Sec — occupé depuis la veille — pour créer un « centre de coordination des établissements en lutte ». Un nouveau rassemblement est prévu ce jeudi 28 et une manifestation samedi 30 septembre.

Le recteur de Créteil a reçu mercredi une délégation du lycée de Montreuil comprenant les délégués des syndicats d'enseignants et d'élèves, ainsi que M. Louis Orlu, député (communiste) de Seine-Saint-Denis.

Les enseignants autonomes et très motivés — participent activement au mouvement.

« Démagogie »

A Noisy-le-Sec, où le SGEN-C.F.D.T. est majoritaire, certains enseignants communistes se sont désolidarisés des « gauchistes » qui ont occupé le bureau de la direction. D'autres appellent leurs camarades à l'aide. Un élève du lycée Albert-Schweitzer du Raincy explique : « Nous n'avons aucun professeur avec nous. Il faut que nous venions chez nous. » Des élèves du lycée Georges-Clemenceau, de Villemomble, distribuent des tracts dénonçant la situation.

Les enseignants de la « coordination 93 » dénoncent une politique qui viserait à diriger les enfants de Seine-Saint-Denis vers le second cycle court (enseignement technique). A l'inspection académique, on se défend : « Il ne sert à rien de créer des secondes AB qui se vident l'année suivante », dit M. Comillon.

ROGER CANS.

UNE AFFAIRE DE CHROMOSOMES ?

« Fait-il croire que dans les chromosomes des enfants de la Seine-Saint-Denis, il y a quelque chose qui les porte au travail manuel ? », se demandait ironiquement, mercredi, un des porte-parole de la « coordination ». Et de citer les chiffres fournis par l'inspection académique : l'an dernier, il y avait en France 722 169 élèves dans le second cycle long et 588 272 dans le second cycle court. Soit un rapport de 1,29 en faveur de l'enseignement long (préparation du bac).

Pour Paris, ce rapport était de 1,30, soit presque deux élèves préparant le baccalauréat contre un préparant un certificat d'aptitude professionnelle ou un diplôme d'études professionnelles.

Dans l'académie de Versailles, le rapport est encore supérieur à la moyenne (1,47), mais il chute dans l'académie de Créteil (1,16) et « plonge » dans le département de Seine-Saint-Denis (0,95). C'est-à-dire qu'il y a un peu plus d'élèves « du technique » en Seine-Saint-Denis (10 204) que dans le cycle long (10 500).

« Ce n'est pas une question de chromosomes, mais de sociologie », explique M. Comillon. Quand, dans un département, il y a plus de 40 % d'enfants de migrants dans les écoles, il ne faut pas s'étonner qu'ils aient du mal à faire des études classiques. — R. C.

A l'appel du SNES

GRÈVE DES PROFESSEURS DU SECONDAIRE LE 13 OCTOBRE DANS LA RÉGION PARISIENNE

Une grève des enseignants du second degré aura lieu le vendredi 13 octobre dans les trois académies de la région parisienne (Paris, Créteil et Versailles). A l'appel du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES). Le thème de cette grève est la défense et l'amélioration des conditions d'enseignement et d'emploi. Une manifestation aura lieu à Paris.

Les sections académiques du SNES déclarent que cette action, visant la coordination de toutes les batailles syndicales engagées dans de très nombreux établissements, notamment en convergence avec la lutte des enseignants de l'enseignement technique et sportif, doit permettre le déblocage de la situation catastrophique engendrée en particulier dans l'enseignement technique par la poursuite de la politique d'austérité du pouvoir (éducation physique, universités, etc.) et de la réforme.

UN SYNDICAT DE MAÎTRES D'ÉDUCATION PHYSIQUE RENONCE « DANS L'IMMÉDIAT » A DE NOUVELLES GRÈVES

Le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNSEPS), qui groupe les professeurs adjoints et les chargés d'enseignement attachés à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), annonce que, « dans l'immédiat », il n'appelle pas ses adhérents à de nouvelles actions de grève afin de participer aux négociations qui vont s'engager entre la FEN et M. Jean-Pierre Solon, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.



Si la CNT n'existait pas, voilà le téléphone que vous pourriez avoir.

Sans la contribution financière de la CNT, le spectaculaire développement du téléphone auquel nous assistons depuis 10 ans n'aurait pas été possible.

Établissement Public, la Caisse Nationale des Télécommunications a été créée en 1967 pour émettre des emprunts au seul bénéfice des télécommunications françaises.

En 10 ans, la CNT a lancé, aussi bien en France que sur les grandes places financières internationales, 75 emprunts pour un total de 25 milliards de francs.

Depuis 10 ans, les souscripteurs français et étrangers ont appris à faire confiance au sérieux et à la solidité des emprunts CNT.

**CNT**  
CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
1 rue de l'Europe - 75149 PARIS CEDEX 12

La sécurité d'un investissement rentable.

DANS LES UNIVERSITÉS

LES PARTIS DE GAUCHE ET LA FEN PROTESTENT CONTRE LA RÉFORME DES CARRIÈRES

La réforme du recrutement des enseignants titulaires de l'enseignement supérieur instituée par le décret du 29 septembre continue à susciter des réactions (« Le Monde » du 28 septembre).

M. Jacques Chabrier, membre du bureau politique du parti communiste, estime que ce texte « menace gravement l'ensemble des assistants non titulaires, dans leur emploi comme dans leur fonction, au mépris de leur qualification et de leurs travaux ».

Le parti socialiste affirme également que la réforme « sacrifie les risques de licenciement de ceux qui, faute d'une politique de recrutement rigoureuse et adaptée aux besoins, ont pu accéder à leur emploi sans aucune sélection essentielle de l'enseignement supérieur ». Ces deux partis, ainsi que l'UNEF, apportent leur soutien au mouvement de grève décidé pour les 28 et 29 septembre par cinq organisations d'enseignants du supérieur, ainsi qu'à la manifestation du 29 septembre à Paris.

M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Enseignement national, résume, pour sa part, dans une lettre au ministre des universités, des « assurances », apportées par le décret du 29 septembre à l'enseignement du supérieur, les agissements du second degré détachés dans le supérieur ne sont pas victimes d'un alourdissement de leur service et pour qu'aucun licenciement ne soit effectué, il n'est rien lors de la rentrée 1978.

De son côté, l'Union nationale

interuniversitaire (UNI), dont les responsables étudiants ont été reçus par Mme Samier-Séfé, ministre des universités, se « félicite » que le décret permette de dégrader des postes d'assistants pour des étudiants, mais « attire l'attention du ministre sur la nécessité d'assouplir les mesures transitoires pour tenir compte des cas particuliers sociaux ».

M. LOUIS FAVOREU  
président de l'université d'Aix-Marseille-III

M. Louis Favoreu, doyen de la faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, vient d'être élu président de l'université d'Aix-Marseille-III (droit, économie et sciences). Il remplace à ce poste M. Charles Debassch, qui avait été élu en octobre 1973, lors de la création de cette université. M. Favoreu a obtenu 54 voix sur 75 votants.

Né en 1938 dans les Pyrénées-Atlantiques, M. Favoreu est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et agrégé de droit public. Enseignant à Aix-en-Provence depuis 1967, il a été président du centre universitaire de la Réunion en 1971-1972. Depuis 1973, il était doyen de la faculté d'Aix-Marseille et vice-président de l'université. Il a publié des ouvrages sur le Conseil constitutionnel.

MÉDECINE

Le professeur Jean-Charles Sournia est nommé directeur général de la santé

Sur proposition du ministre de la santé et de la famille, le conseil des ministres du mercredi 27 septembre a nommé le professeur Jean-Charles Sournia directeur général de la santé en remplacement du Pr Denoix, qui occupait ces fonctions depuis le 15 mai 1975. Ce dernier doit reprendre la direction de l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif, qu'il

assurait avant ses fonctions au ministère depuis 1959. Le départ de M. Denoix de la direction générale de la santé intervient quelques jours seulement avant l'ouverture du Congrès international de cancérologie, qui doit avoir lieu à Béziers-Alès du 5 au 11 octobre prochain, sous l'égide de l'Union internationale contre le cancer, dont il est le président.

Un homme de fer dans « un Pentagone de carton »

« L'administration, centrale, de la médecine, responsable de la grosse machine, avec ses moyens de moyens, fait figure dans le monde administratif d'un Pentagone de carton. » Cette opinion, sévère et amère, est celle du nouveau directeur général de la santé, le professeur Jean-Charles Sournia, exprimée dans son plus récent ouvrage *Ces malades qu'on fabrique* (1).

Cet ouvrage malicieux qui déclare toujours des vérités un peu sévères, démarche sportive qui rappelle un peu le style « Chaban-Delmas », le professeur Jean-Charles Sournia n'a pas l'ontocritisme et le calme de ses prédécesseurs. C'est un « patron », mais plutôt un chef d'entreprise qu'un grand mandarin de la médecine. Il est le fils de la médecine, l'auteur de huit ouvrages, dont les thèmes vont de la technique chirurgicale à l'histoire de la pensée médicale, c'est-à-dire un homme de chiffres : on ne compte plus les rapports économiques qui furent publiés sous sa signature, pendant les dix ans de son « règne » comme médecin conseil national de la Sécurité sociale.

(1) Le *Monde* (le 12 janvier 1977).

C'est là qu'il apparaît comme un militant d'une difficile banalisation de la médecine, où le moyen serait limité par des contrôles de la qualité, mais où le bureaucratisme de la gestion planifiée serait pointant évité. Très au fait des expériences étrangères, il ne s'est jamais caché d'une certaine admiration pour le système de santé britannique, tout en restant hostile à la nationalisation de la médecine française et, surtout, au monopole de l'hospitalisation publique.

Dr J.-F. LACRONIQUE

Né le 24 novembre 1917 à Bourges (Cher), le professeur Jean-Charles Sournia, après des études médicales à la faculté de médecine de Lyon, est interne des hôpitaux de Lyon, en 1945. Il s'orienta alors vers la chirurgie, et obtint l'agrégation en 1953. Entre 1953 et 1958, il fut expert auprès du gouvernement syrien pour les questions de santé, puis il occupa jusqu'en 1959 un poste de professeur de chirurgie à la faculté de médecine de Beyrouth. Il revint ensuite en France où il remplit pendant dix ans les fonctions de chef de service temps plein à l'hôpital militaire de Rennes où il devint titulaire de la chaire de chirurgie à la faculté de médecine.

En 1960, il est nommé médecin conseil national du régime général de Sécurité sociale, poste qu'il occupa jusqu'à sa nomination à la direction générale de la santé. Il est l'auteur de huit ouvrages de référence : « Les pénalités et la médecine », « Les pénalités et la médecine », « Les pénalités et la médecine », « Les pénalités et la médecine », « Les pénalités et la médecine », « Les pénalités et la médecine », « Les pénalités et la médecine ».

« L'ambassade d'Argentine à Paris a refusé de recevoir une délégation de médecins français », annonce le *Monde*. Le professeur Jean-Charles Sournia, qui était à Paris, lundi 25 septembre, pour défendre la libération de médecins-argentins emprisonnés.

Conduite par le docteur J. Ayres, président du Syndicat des psychiatres des hôpitaux, la délégation « était » composée de docteurs Bessière, Bessière, et de Mme Cochet, médecin-psychoanalyste des psychiatres. Dans un communiqué publié mardi, ces personnalités « s'indignent du refus opposé à leur légitime démarche par l'ambassade (du gouvernement) qui accueille le congrès mondial de cancérologie » (du 5 au 12 octobre prochain) et « attirent l'attention de tous leurs collègues sur le caractère inacceptable de ce refus ». Rappelons que le professeur Schwarzenberg est parti pour Buenos Aires dimanche dernier, à la tête d'une délégation médicale afin de tenter d'obtenir la libération de membres de professions de santé emprisonnés en Argentine.

DÉFENSE

Dans une interview à « La Croix »

M. DEBRÉ : il faut une dizaine de sous-marins

M. Michel Debré déclare dans *La Croix* du 28 septembre : « Si j'avais beaucoup parlé du dixième sous-marin, c'est parce que la décision de renouer ou de retarder sa construction était importante. Une délégation a été reçue par un membre de la rédaction en chef.

« Les loyers » est le thème du dixième numéro de la revue *Les Dossiers de l'Étudiant*, qui consacre quatre-vingt-seize pages à un « inventaire de tous les moyens de mieux vivre ses temps libres ». Les principaux thèmes de ce dossier, en vente dans les kiosques au prix de 10 F, sont la lecture, les jeux, les sports, la musique, la photo et le cinéma.

Le 2<sup>e</sup> REP à Calvi — Donnez conseils municipaux de Calvi (Haute-Corse), élus par les déclarations répétées de leur maire, M. Xavier Colonna (indépendant de gauche), en faveur du 2<sup>e</sup> Régiment étranger de parachutistes stationné sur le territoire de la commune, avaient réclamé par lettre, le 5 septembre dernier, le vote d'un vœu demandant le départ de cette unité. Le conseil a siégé le lundi 25 septembre pour examiner ce projet.

Après un large débat, le maire a déclaré la motion irrecevable, bien que quatre conseillers municipaux sur vingt et un soient favorables à son adoption. M. Colonna a souligné un changement du statut du légionnaire intervenant à la suite de sa démission ayant pour but de régler le problème des déserteurs, en leur donnant des possibilités de rompre leur contrat.

Se perfectionner, ou apprendre le français est possible  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
cours avec explications en français  
Distributeur exclusif :  
EDITIONS DISQUES BBCM  
8, rue de Solf - 75008 Paris

**JEUNES 18 à 26 ans**  
Niveau BAC, 1 ou 2 ans  
— Percevoir une REMUNERATION égale à 75% du SMIC  
— Acquiescence FORMATION COMMERCE et de multiples Entreprises offrant des emplois  
C'EST POSSIBLE  
Présentez-vous au  
**cergic** (Groupe ESSEC)  
3, bis rue Alexis Carrel Paris 15e  
Tél. : 734.70.71 - 732.22.80

**EPPA**  
communiqué  
Il ne reste plus que quelques places en Section Préparatoire (Niveau 1<sup>er</sup>, Seconde et 3<sup>e</sup>)  
**ÉCOLE DE PRÉPARATION À LA PRATIQUE DES AFFAIRES**  
Enseignement privé  
34, bd Gouvion-Saint-Cyr (17<sup>e</sup>)  
en 32 - 734-38-81



## JUSTICE

### CRIME EN ANDORRE

## La justice en Catalan

De notre correspondant régional

Toulouse. — En principauté d'Andorre où les crimes sont rares, un drame vient de se produire aux Escaldes, près d'Andorre-la-Vieille : un footballeur professionnel de l'équipe andorranne, de nationalité algérienne, dont la police n'a pas révélé l'identité, a mortellement blessé un citoyen français, M. Michel Granier, âgé de quarante et un ans, marié et père de deux enfants, charpentier dans la principauté.

C'est au cours d'une querelle devant un bar des Escaldes que le footballeur a porté une prise de judo à M. Granier, le projetant violemment sur la chaussée. La victime a été transportée à l'hôpital où les médecins ont constaté une fracture du crâne avec enfoncement d'une esquille dans le rocher et de multiples fractures de côtes. La victime a succombé quelques heures plus tard.

Ce drame a suscité certains mouvements xénophobes au sein de la population des vallées, qui se plaignent d'autre part, de la faiblesse des effectifs de police urbaine et criminelle. Le chef de la police ne dispose en effet que d'une quarantaine de gardes pour les six paroisses de la principauté.

Conformément à la juridiction de la principauté, l'auteur présumé du meurtre, a été déferé devant le bailli après une garde à vue de vingt-quatre heures. La justice est rendue en Andorre, depuis les réformes intervenues en avril 1976, par les baillis ou baillies représentant les deux co-princes : le président de la République française et l'évêque d'Urgel. Le juge d'appel est nommé pour cinq ans par l'un des co-princes, et le fiscal général, qui soutient l'accusation, par l'autre co-prince pour la même durée. Chacun des procureurs a un substitut. Jusqu'en 1976 la justice était encore rendue dans l'esprit médiéval des parages de 1278. C'était les cours qui jugeaient les crimes très rares d'ailleurs, et les inculpés devaient présenter leur défense par écrit. Depuis deux ans, les accusés ont droit à un avocat qui plaide la cause devant le tribunal. Mais les représentants des conseillers des Vallées, autrement dit le Parlement, ont la possibilité d'intervenir par le truchement des « parladors », véritables contre-procureurs, qui, en langue catalane, peuvent intervenir en faveur de l'accusé pour faire valoir les circonstances atténuantes.

LÉO PALACIO.

● La décision danoise concernant la demande d'extradition de M. Patrick Rouzel vient d'être une fois de plus, renvoyée. Motif officiel de ce nouvel ajournement au 7 novembre : le Bordeaux, dont la France demande depuis des mois l'extradition pour un double meurtre commis à Bordeaux le 5 juillet 1977 (le Monde des 28 juillet et 1<sup>er</sup> août) — extradition acceptée par le ministère danois de la justice, est malade. Les autorités refusent de dire de quoi il souffre. Il ne peut cependant pas comparaître devant le tribunal de première instance de Copenhague. — (Corresp.)

● Après la mort d'une pensionnaire au foyer Kennedy, à Cha-

renton. — Le parquet de Créteil a ouvert une information afin de rechercher les causes de la mort d'une jeune fille âgée de quinze ans, décédée dans la nuit du 19 au 20 septembre au foyer Kennedy à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), après avoir inhalé du trichloréthylène (le Monde daté 24-25 septembre). Quelques jours après la mort de la jeune fille, le maire de Charenton, M. Alain Grimaud (P.R.), avait annoncé qu'il avait déposé une plainte contre X... en déclarant que le décès « était survenu au cours d'une « drogue-party » qui se déroulait dans l'établissement ». Cette affirmation avait été démentie par les enquêteurs et les responsables de l'association Jean-Coxet, qui gère le foyer.

### UN PSYCHIATRE ET UN SOCIOLOGUE POURSUIVIS POUR UNE SÉRIE DE HOLD-UP

## Les « paumés » des assises

Ils sont deux dans le box des accusés de la cour d'assises de Paris. Deux jeunes garçons à l'air bien sage. Costumés, cravatés, le cheveu court, polis, déferents même.

Deux intellectuels égarés sur le chemin de la délinquance. Pas d'importance quelle délinquance, non, le « braquage » de banques. Neuf au total, commis à Paris, entre le 23 janvier 1975 et le 14 octobre 1976, jour de leur arrestation place de la Nation. Sept hold-up accomplis par Emmanuel Loi et deux par Jean-Dominique Leccia. Bilan : 254 000 F environ. Le scénario est toujours le même. « Toujours la même médiocrité », comme dira Leccia. Une banque est choisie, jamais n'importe laquelle, pour Emmanuel Loi. La première parce qu'il y a un signal d'alarme et un policier pas loin. La seconde parce qu'elle est près de chez lui et que les employés le connaissent. La troisième parce que les portes sont grandes ouvertes. « Mon but était de me faire tondre, tuer », avoue-t-il.

Des hold-up commis sans violence, sans coups de feu. Aujourd'hui, Jean-Dominique Leccia s'excuse, auprès des employés de banque, des menaces qu'il a pu exercer, et Emmanuel Loi pense qu'il faut être arrivé bien bas pour menacer avec une arme des gens qui n'ont rien fait. Un désarroi candide proche de la détresse. Quand Loi est dans la banque Leccia l'attend tranquillement sur un banc. Quand Leccia agit, Loi est là, « pour le soutenir ». « Je n'ai fait que toucher un désastre en lui », dira Leccia de son ami. Notre union n'a fait qu'entraîner un désastre commun. On peut persévérer dans le maléfice en cherchant de l'aide quand même.

### « Un héros de pacotille »

Drôle de garçon qu'Emmanuel Loi. Etudiant attiré, doué d'une intelligence supérieure, il n'arrivera jamais à s'adapter véritablement. Etudiant en lettres, puis en psychologie, puis en sociologie, il sera tour à tour infirmier puis vendeur chez Manufrance. Un jour, on retrouvera cet enfant de mai 68 en train de faire la circulation dans les rues d'Aix-en-Provence. C'est un anxieux, un hypersensible.

Pendant les vacances de 1976, il retrouve son camarade de fa-

ils parlent, peu, comme avec réticence, comme si cela les ennuyait de s'expliquer encore. L'un, Jean-Dominique Leccia, est médecin psychiatre, âgé de trente-deux ans. L'autre, Emmanuel Loi, est sociologue. Il a vingt-huit ans.

deuxième Jean-Dominique Leccia, à Aix-en-Provence. Tous deux « montent » à Paris. Leccia, mais au courant des braquages passe lui aussi à l'action. Pourquoi ? « Une absurdité, reconnaît-il. Je l'ai fait pour moi par culte de l'acte héroïque. Parce que, là, on prend ses responsabilités. Je n'ai jamais eu d'argent et l'argent ne m'intéresse pas. C'était le prestige. »

Aujourd'hui, après une détention qu'il qualifie de douloureuse, Jean-Dominique Leccia avoue qu'il ne s'agissait en réalité que d'un « héroïsme de pacotille, d'une fuite en avant dérisoire ». « L'héroïsme, dit-il, c'est vivre quotidiennement d'une manière authentique les rapports avec les gens. »

Des hold-up commis sans violence, sans coups de feu. Aujourd'hui, Jean-Dominique Leccia s'excuse, auprès des employés de banque, des menaces qu'il a pu exercer, et Emmanuel Loi pense qu'il faut être arrivé bien bas pour menacer avec une arme des gens qui n'ont rien fait. Un désarroi candide proche de la détresse. Quand Loi est dans la banque Leccia l'attend tranquillement sur un banc. Quand Leccia agit, Loi est là, « pour le soutenir ». « Je n'ai fait que toucher un désastre en lui », dira Leccia de son ami. Notre union n'a fait qu'entraîner un désastre commun. On peut persévérer dans le maléfice en cherchant de l'aide quand même.

Pourtant Jean-Dominique Leccia, lui, avait réussi. Pupille de la nation, élève brillant, après une tentative en Sorbonne, il deviendra médecin puis psychiatre. En mai 68, il sympathisera avec les trotskistes et les pro-Chine. Compétent, consciencieux et dévoué, ses collègues n'ont qu'à se louer de son travail. Cependant, une personnalité perturbée et des tendances pré-psychotiques le font sans cesse osciller entre la

dépression et l'euphorie. Pendant son incarcération, il sera soigné à l'hôpital psychiatrique de Villejuif. Mais l'ordre des médecins décide, en juillet dernier, qu'il peut continuer à exercer sa profession.

Deux êtres un peu paumés qui distribuent l'argent qu'ils ont volé. Deux intellectuels perturbés qui, le jour de leur arrestation, ont commis deux hold-up à deux heures d'intervalle. Lors du dernier, Jean-Dominique Leccia ferme son sac de sport en disant au caissier : « Ça suffit pour aujourd'hui. » Avant de ranger sa carabine dans le même sac et de partir avec à ses trousses les employés. La police les arrête peu après, au terme d'une course-poursuite. Ils avouent tout, presque sans résistance, comme sou-

### Extradition de James McCann : décision repoussée.

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui examinait, mercredi 27 septembre, la demande d'extradition formulée par le ministère de la justice de R.F.A. à l'encontre du militant politique britannique, M. James Kennedy McCann, a décidé de repousser au 11 octobre son avis, notamment en raison d'éléments contradictoires sur son identité (« le Monde » du 23 septembre).

Ce dernier, incarcéré à Marseille depuis le 18 août, a affirmé, en effet, se nommer Peter Joseph Kennedy, être âgé de trente-trois ans et n'avoir jamais été terroriste ; ses avocats, M<sup>rs</sup> Paul Lombard, Gilbert Collard, Patrick Arnoux, Larrouy et Pont-debail, ont fait valoir en ce sens que James McCann, commandant d'un bataillon de l'IRA, a été tué le 16 avril 1972 à Belfast, au cours d'affrontements avec l'armée britannique ; ils ont également contesté que les empreintes digitales du militant incarcéré soient celles de James McCann, et mis l'accent sur le caractère politique de cette affaire.

## FAITS DIVERS

### Vicime d'une agression à Paris

### UN PRÉPOSÉ DES P.T.T. MEURT DES SUITES DE SES BLESSURES

M. Georges Habert, préposé à la distribution, est mort, mercredi 27 septembre, des suites de blessures qui lui avaient été infligées, la veille, au cours d'une agression dans le vingtième arrondissement. M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., s'est rendu à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour s'incliner devant la dépouille mortelle de la victime. Pour protester contre l'inertie coupable de l'administration et des pouvoirs publics, les agents du centre postal « Paris-XX » ont cessé, mercredi, le travail.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### NOMINATIONS

Le conseil des ministres du mercredi 27 septembre a adopté les mesures suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

M. Robert Hirsch, M. Paul Alba et Mme Claire Gaudernau, sont nommés membres de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

M. Guy Brabant, M. Guy Schmetz et M. Justin Marcel, maîtres des requêtes au Conseil d'Etat, sont nommés conseillers d'Etat.

# Orego de Dunlopillo. S'il vous plait, 132 tissus.

Canapé 3 places convertible

Chaqueuse 2 places

Angle déhoussable

Chaqueuse déhoussable

Fauteuil déhoussable



L'atelier Dunlopillo a créé, pour votre confort, Orego. Dans la plénitude du confort sans ressort. De la mousse de haute résilience, à densités compensées, pour assurer un maintien parfait. Des habillages en tissu et en cuir pour vous permettre de choisir celui qui s'harmonise avec votre intérieur. Il en existe 132. De l'ingéniosité pour offrir deux lits supplémentaires, sans manipulation extravagante.

De la solidité partout, et notamment aux coutures pour tenir ça compte : Dunlopillo oblige ! Des prix moindres pour que votre confort soit vécu sans remords. Des points de vente nombreux dans toute la France, spécialistes d'ameublement et grands magasins. S'il vous plait, Orego peut être, demain, votre confort de fin d'année. Vous l'avez bien mérité.

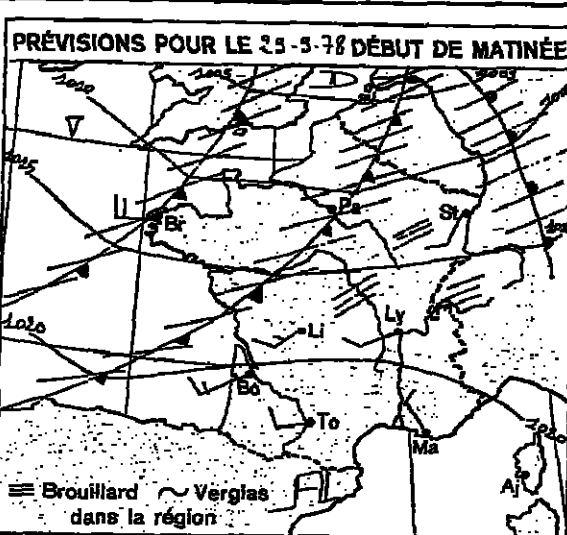
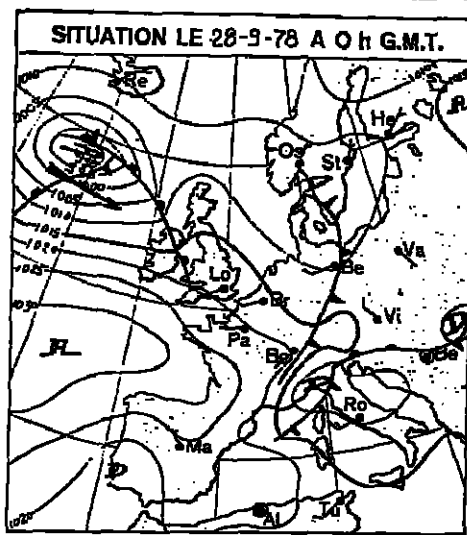
**Atelier Dunlopillo**

Information et documentation  
62, rue Quincampoix PARIS 4<sup>e</sup> Tél. 271.09.50

EPPA

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 28 septembre à 8 heures et le vendredi 29 septembre à 24 heures :

Dirigée par une profonde dépression, dont le centre atteindra l'Espagne, une perturbation océanique traversera la plus grande partie de la France.

Vendredi 29 septembre, le sud des Alpes et de Midi méditerranéen bénéficieront d'un temps assez ensoleillé, malgré des nuages passagers qui deviendront plus nombreux en fin de journée.

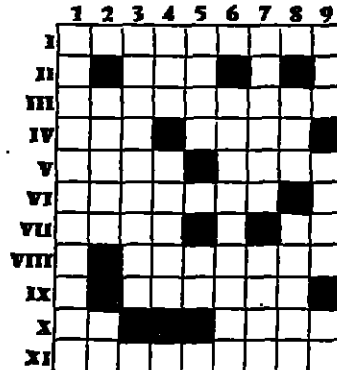
Ailleurs, des pluies ou des averses se produiront, et les vents de secteur ouest se renforceraient. Les pluies, surtout localisées au début de journée sur la moitié nord du pays, gagneront ensuite les autres régions, en prenant parfois un caractère orageux sur le Sud-Ouest et les Pyrénées.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 septembre; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 24 et 13 degrés; Biarritz, 19 et 13; Bordeaux, 20 et 17; Brest, 17 et 9; Caen, 17 et 8; Cherbourg, 15 et 13; Clermont-Ferrand, 17 et 9; Dijon, 16 et 8; Grenoble, 17 et 10; Lille, 16 et 8; Lyon, 16 et 9; Marseille, 21 et 14; Nancy, 15 et 8; Nantes, 20 et 8; Nice, 25 et 16; Paris-Le Bourget, 16 et 8; Pau, 20 et 9; Perpignan, 22 et 11; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : 15 et 8; Buenos Aires, 24 et 19; Berlin, 18 et 8; Bonn, 15 et 8; Bruxelles, 14 et 9; Les Canaries, 20 et 22; Coppenhague, 15 et 3; Genève, 16 et 8; Lisbonne, 30 et 17; Londres, 16 et 9; Madrid, 23 et 10; Moscou, 8 et 3; New-York, 19 et 13; Palma-de-Majorque, 28 et 12; Rome, 24 et 13; Stockholm, 10 et 8.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2190



VERTICALEMENT

1. Qu'on ne trouvera pas à l'intérieur. — 2. A le bras long. Possessif. — 3. Mot dont il peut être utile de se souvenir quand il s'agit de mettre la gomme. — 4. Endroit où il faut frapper. Rime dans les Pyrénées. — 5. On est vite empoisonné quand il s'arrête de travailler. Pas applaudi (épée). — 6. Est tout dévoué à l'armée. — 7. Qui a donc beaucoup servi. Ne règne plus. — 8. Annonce une nouveauté. Crié comme un fauve. — 9. Ont des ailes. Qui n'ont rien passé. Préposition.

Solution du problème n° 2189

Horizontalement  
I. Déchaussé. — II. Aar. T.I. — III. Rasé. — IV. Sentes. — V. Léa. Ecu. — VI. Lis. — VII. Oreiller. — VIII. Né. — IX. Sep. — X. Manil. — XI. Lumen. — XII. Eux.

Verticalement  
1. Durillons. — 2. Etre. M. — 3. Cassate. — 4. Hase. — 5. Sine. — 6. Arene. — 7. Lapin. — 8. Ri. — 9. Siale. — 10. Edile. — 11. Sinecre. — 12. Or. — 13. Esus. — 14. Sens.

GUY BROUZY.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 28 septembre 1978 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 12 octobre 1972 portant application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes (conditions de vente des produits alimentaires et règles d'étiquetage).

● Portant modification du décret n° 69-515 du 19 mai 1989 relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes.

● Portant organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs.

## UN ARRETE

● Portant revalorisation des prestations des régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales.

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMI-NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI-NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	721	tous groupes	200	6	3 736	groupe 5	5 000
	1 831	groupe 4	5 000		6 196	autres groupes	500
	3 341	autres groupes	500		8 016	groupe 1	5 000
	08 851	groupe 1	5 000		8 026	autres groupes	500
		autres groupes	500		9 546	groupe 4	5 000
2	7 682	tous groupes	5 000	7	08 856	autres groupes	5 000
	08 852	tous groupes	5 000			groupe 1	500
	1 072	groupe 3	10 000			autres groupes	500
		autres groupes	1 000			tous groupes	5 000
3	43	tous groupes	100		8	77	tous groupes
	923	tous groupes	200	6 027		groupe 1	5 000
	5 253	groupe 1	5 000	8 507		autres groupes	500
	08 853	autres groupes	500	08 857		groupe 1	5 000
4	434	tous groupes	200	9	018	tous groupes	200
	0 194	groupe 5	5 000		948	tous groupes	200
	2 004	autres groupes	500		1 288	groupe 1	5 000
	5 424	autres groupes	500		08 858	autres groupes	500
	8 404	groupe 2	5 000		tous groupes	5 000	
	9 284	autres groupes	500	0	0 619	groupe 3	5 000
	08 854	groupe 4	5 000		6 639	autres groupes	500
		autres groupes	500		9 659	groupe 1	5 000
		tous groupes	5 000		08 859	autres groupes	500
	5	5	tous groupes	50	28 819	tous groupes	100 000
65		tous groupes	150		groupe 2	10 000	
395		tous groupes	250				
1 645		groupe 4	5 000				
5 895		autres groupes	550		0	tous groupes	50
3 045		groupe 1	5 050	20	tous groupes	250	
02 655		autres groupes	550	2 020	groupe 5	5 250	
40 565		groupe 4	10 050	6 360	autres groupes	750	
79 635		autres groupes	10 050	08 850	groupe 3	5 050	
08 855		groupe 3	100 050	36 450	autres groupes	550	
6	556	tous groupes	200		groupe 2	100 050	
	126	tous groupes	500		autres groupes	10 050	
	796	tous groupes	500				
	3 676	groupe 5	1 500 050				
		autres groupes	15 050				
<div>TRANCHE DE LA MOTO</div> <div>TIRAGE DU 27 SEPTEMBRE 1978</div> <div>PROCHAIN TIRAGE</div> <div>LE 30 SEPTEMBRE 1978</div> <div>à MALAKOFF (Haut-de-Seine)</div>							
LOTO				78 43			
TIRAGE No 39				23 27 34 45 47 48			
				NUMERO COMPLEMENTAIRE. 17			
PROCHAIN TIRAGE LE 4 OCTOBRE 1978 VALIDATION JUSQU'AU 3 OCTOBRE APRES-MIDI							

# LES REMISES DE LA SAMARITAINE

jusqu'au 14 Octobre

# 30%

sur des centaines d'articles d'ameublement signalés par cette étiquette

- Living • Chambres à coucher • Rangement • Meubles de cuisine
- Meubles en bois blanc • Canapés • Literie • Petits meubles
- Tapis • Revêtements de sol • Luminaires • Miroiterie • Voilages
- Quincaillerie et Tissus d'ameublement

Magasin 2, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages

**Samaritaine**  
PONT-NEUF

Parking SAMARITAINE

**CREDIT GRATUIT**  
"Samaritaine de Paris"  
• 3 mois de 100% d'échec  
• sans aucune obligation  
• 40% comptant + 6 mois de crédit gratuit  
• tous frais supportés par la Samaritaine.

صكاك الامل





(Publité)

Collection « Futurama »

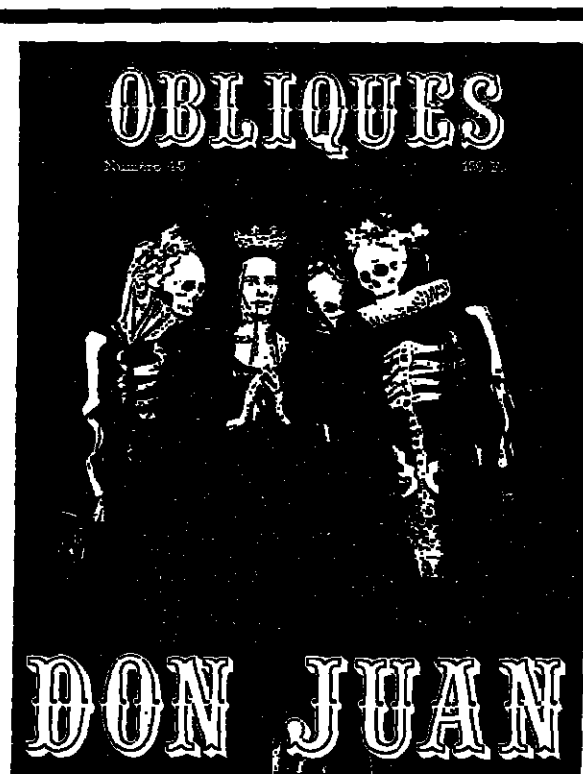
## « CUL DE SAC »

par Richard COWPER

A la surface de la terre, une armée de robots diligents moissonne silencieusement un grain qu'aucun homme ne mangera. Enfoncée dans les profondeurs de la planète, l'humanité survit dans un dédale de galeries depuis deux mille ans et ignore l'existence même de l'extérieur. Jusqu'au jour où un jeune vagabond ose transgresser la Loi qui interdit d'aventurer dans les niveaux perdus. Avec l'aide de trois compagnons et d'un être venu d'ailleurs, il entreprendra de libérer les humains de la tyrannie imposée par de lointains ennemis et proclamera, face aux machines : « Je suis un homme ! Le monde appartient aux hommes ! ».

Presses de la Cité

8,50 F.



Le Don Juan de Molière

Le Don Giovanni de Mozart

Bérard-Cassandre

Les autres Don Juan

Un tombeau pour Don Juan

Bibliographie-Filmographie

## Analyse d'un mythe

Les numéros 4 et 5 de la revue **OBLIQUES**, consacrés au mythe de **DON JUAN**, étaient depuis longtemps introuvables en librairie. Cet ensemble irremplaçable vient de faire l'objet d'une réédition intégrale, en un volume relié.

Avec ses 296 pages grand format (21 x 27), ses 140 illustrations et ses soixante textes anthologiques ou études nouvelles, ce dossier constitue le panorama le plus complet voué au mythe du célèbre séducteur.

Une revue intelligente, bien faite, cossue. Le dernier numéro, sur Don Juan, est passionnant.

Pierre MARCABRU, *France-Soir*.

Obliques ajoute à la connaissance et à l'illustration de Don Juan un dossier considérable. Ajoute et surtout met à jour. C'est le quatrième numéro de cette revue passionnante.

Yves FLORENNE, *Le Monde*.

L'entreprise est considérable, le résultat passionnant.

Jean MONTEAUX, *ELLE*.

**OBLIQUES** — N° 45 **DON JUAN** — Un volume sur Vélins des papeteries de LANA, relié pleine toile grise sous jaquette, fers rouges et tranchefile. Prix 150 F. Envoyé sous emballage de sécurité contre toute commande accompagnée de son règlement. **OBLIQUES** B.P. 1 — LES FILLES — 26110 NYONS — FRANCE.

NOM :

ADRESSE :

► Désire recevoir le volume **DON JUAN**.

► Vous prie de trouver ci-joint la somme de 150 F (chèque bancaire ou C.C.P. à l'ordre de Roger Borderie).

DATE :

SIGNATURE :

## la vie littéraire

## Cami dans la guerre

En 1914-1918, la littérature aussi était « mobilisée », et notamment les humoristes. Cami, que Charlie Chaplin tenait pour « le plus grand humoriste du monde », fit paraître en 1917 un roman de guerre, *Les Mystères de la Forêt noire*, où le lecteur assistait à l'admiration des performances du capitaine Robert d'Artix. Michel Léclos, qui présente la réédition des *Mystères* (1), soupçonne ce personnage d'être un « avatar » d'Arsène Lupin. L'anarchiste-cambrioleur passait donc « au service de la France ». Du moins, sa réplique. Les lecteurs contemporains jugeront et l'humour — en temps de guerre — est aussi meurtrier qu'on le prétend.

(1) Chez Jean-Jacques Pauvert.

## Un lieu d'accueil pour les autres

Une maison qui se veut différente, un « lieu d'accueil » pour les auteurs, ainsi se présentent les Editions des Autres (46, rue de Richelieu, 75001 Paris ; tél. : 261-86-32 ; diffusion : Interforum). Avec une équipe littéraire animée par Laurent Kiesel, ancien directeur de collection chez Belfond, Maurice Partouche, qui collabora à *Libération*, et Sylvie Péju, qui vient du service de presse du Saül, cette nouvelle maison ne manque pas d'ambition puisqu'elle se propose de publier vingt-quatre livres dès sa première année. D'ores et déjà, elle annonce trois ouvrages pour octobre : une « romance » policière, *Marsanne ne m'aime*, de Nicole-Lise Bernheim et Mireille Cardot ; un roman traduit du hongrois, *Les Chiens de caoutchouc*, de Georges Moldova, un écrivain contestataire « toléré » qui a écrit une satire de l'économie centralisée des pays de l'Est où se meut un génial inventeur à la recherche d'une usine... voit ; un recueil d'articles de Gaston Leroux qui couvrit pour *le Matin* la

« répétition » de 1905, intitulé *Agonie de la Russie blanche*.

En novembre, les Editions des Autres publieront un roman d'espionnage « défilant » du cinéaste Claude Chabrol, un témoignage de François Joffa sur les adolescents, un reportage d'Alain Leblang sur la Coupe du monde de football insérée dans la réalité argentine et, enfin, un album de Pascal Bruckner relatant un voyage dans le Transsibérien illustré de photographies. En somme, les Editions des Autres publient pour tous.

B. A.

## L'Encyclopédie africaine : rêve ou cauchemar ?

Après bien des vicissitudes, le *Dictionnaire of African Biography* (dictionnaire de biographie africaine), qui comprendra vingt volumes, a commencé de paraître (1). Cet ensemble sera édité par les éditeurs américains, MM. Keith Irvine et John Somers, et selon son directeur ghanéen, le professeur L. H. Osofo-Appiah (2), être achevé avant cinq ans. Le premier tome, consacré à l'Éthiopie et au Ghana, est déjà paru, et le second, qui sera consacré à la Sierra-Léone et au Zaïre, est sous presse.

Solamente dix spécialistes appartenant aux disciplines les plus diverses ont apporté leur collaboration à la rédaction du premier tome, qui comporte les biographies de cent cinquante-cinq Éthiopiens et de cent quarante Ghanéens. Il s'agit d'un document qui devrait être le premier de la fameuse *Encyclopédie Africana*, conçue au début de ce siècle par le grand leader noir américain W. B. DuBois, qui fut l'un des pères spirituels du panafricanisme et l'initiateur d'un projet auquel il commença à travailler en 1902.

Successeur de W. B. DuBois, depuis le décès de ce dernier à Accra en août 1903, le professeur L. H. Osofo-Appiah, qui dirige le secrétariat de l'*Encyclopédie Africana* doit

faire face à d'importantes difficultés financières, dues au coût élevé du projet. C'est ainsi que la rédaction d'une édition française reste à l'étude, faute de crédits suffisants. Cependant le pire des obstacles demeure l'indifférence des Africains eux-mêmes : lors d'un récent entretien, le professeur Osofo-Appiah nous confiait n'avoir recueilli pour l'*Encyclopédie* que onze souscriptions au Nigeria, pays anglophone de plus de quatre-vingts millions d'habitants. — Ph. D.

(1) 351 Fifth Avenue, New-York 10017, U.S.A. 39,95 dollars.  
(2) P.O.B. 2797 Accra, Ghana.

## Les succès de la V.P.C.

La V.P.C. : un nom de code de moins en moins mystérieux chaque jour. Il s'agit de la Vente par correspondance : on sait le rôle qu'elle joue aujourd'hui et c'est à la diffusion du livre par cette forme de prospection commerciale qu'est réservée l'exposition ouverte à la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou jusqu'au 9 octobre prochain.

Des panneaux bien documentés et illustrés présentent les différents aspects de la V.P.C. : les types de livres proposés, les avantages économiques et pratiques, le « profil » du public, etc. Organisé par le syndicat de la V.P.C. et celui de l'édition, cet ensemble informatif a été réalisé avec le concours de sociétés importantes en ce domaine : France Loisirs, la Librairie de Paris, la Sélection du Reader's Digest, la Librairie Jules Tallandier.

Certes, bien que des préjugés et des reproches sont encore réservés à cette méthode commerciale quand elle concerne le livre, qui n'est pas un produit comme les autres. On en oublie aussi les mérites. Un chiffre en tout cas est éloquent : en 1977, le chiffre d'affaires de la V.P.C. livre a été de 1,4 milliard de francs, soit 20,5 % du chiffre de l'édition française. — P. K.

## vient de paraître

## Romans

CHRISTIAN DEDET : *Le Soleil pour la soif*. — L'Algérie, quinze ans après l'indépendance, à travers les tribulations et les fureurs d'Occidentaux. (Julliard, 302 p., 55 F.)

JOSE-ANDRÉS LACOUR : *Opéra criminel*. — L'inspiration du couple à l'heure où l'autre n'est plus supportable et les autres peu supportables. En arabe, plan, le chœur chanté par la famille et les amis. (La Table ronde, 258 p., 43 F.)

## Nouvelles

PATRICK GRAINVILLE : *Images de délin*. — Cinq nouvelles et textes de l'auteur des *Fleuves*, prix Goncourt 1976. (Éditions Filipacchi, 153 p., 36 F.)

## Roman policier

PIERRE MAGNAN : *Le Commissaire dans la nuit*. — Une enquête du commissaire Leveillé dans un village à l'ombre d'un château de la fin du XVIIIe siècle, par le lauréat du Prix duquel des œuvres 1978. (Fayard, 302 p., 39 F.)

## Critique littéraire

MICHEL LEMAIRE : *Le Dandyisme de Baudelaire à Mallarmé*. — Une étude du dandyisme à travers des écrivains (des *Revenances* de l'Université de Montréal. (Éditions Klincksieck, 331 p., 80 F.)

JEAN DUCROCQ, SUZY HALIMI, MAURICE LEVY : *Roman et société en Angleterre au dix-huitième siècle*. — Une approche sociologique et esthétique du roman anglais. (P.U.F., 256 p., 66 F.)

## Littérature étrangère

PETER SCHNEIDER : *Levi*. — Le deuxième récit publié en France d'un jeune écrivain allemand contemporain, né en 1940. Traduit par Nicole Casanova. (Fleuve, 194 pages, 26 F.)

ERNST AUGUSTIN : *Épaves sur le Voyage autour du monde*. — Ce quatrième roman raconte une série de thérapies qui se soldent par la guérison de la passion. Une schizophrénie. Par un écrivain et médecin allemand né en 1927, en Silésie. Traduit de l'allemand par Luc de Gosson. (Gallimard, 224 pages, 45 F.)

## Société

FRANZ-ANDRÉ BURGERT : *Attention compagne !*. — Le roman, auteur, nouement, de *Venezia*, dénonce le mythe du sexe à la terre. (Éditions Ramsay, 227 p., 45 F.)

GUY AZNAR : *Non aux loirs*, sous le titre. — Fiancé en Europe du « développement de la créativité », l'auteur propose de passer de la société de consommation des objets à celle du temps « investi affectivement ». (Éditions Gallimard, 133 p., 29 F.)

PETER L. BERGER : *Les Mystifications de progrès*. — Du Brésil à la Chine, les planificateurs et les intellectuels contre les peuples, traduits de l'anglais par Hélène de Chavagnac et Sylvie Berjesty. (Presses universitaires de France, 282 p., 72 F.)

## PIERRE JAKEZ HELIAS : Lettres de Bretagne.

— La défense de la langue, de la culture et de la civilisation bretonnes illustrées par des textes de l'auteur du *Chenal d'Orgueil*. (Gallimard, 245 p., 49 F.)

ALFRED MAX : *Californie*, la somme. — Nouvelles Mondes. — La formidable victoire de l'Ébur le plus riche et le plus peuplé des États-Unis. (Gallimard, 186 p., 39 F.)

Satire

JEAN BOURDIER : *Les Marchands de Légendes*. — Le décalage en chef de *Mimosa* dénonce les manipulations des médias et de la politique. (Presses de la Cité, 182 p., 35 F.)

## Essais

LUCIEN KEEZ : *Fleuve et le Poète*. — Une critique de la « théologie » politique, des parus aux gournes. (P.U.F., 490 p., 56 F.)

## en bref

● **POÉSIE POLITIQUE ET HUMOUR** sera le sujet d'une manifestation qui aura lieu à la FNAC, rue de Rennes, le mardi 3 octobre à 18 heures, avec la participation de Pierre Belletrou, auteur de « Camébroute » et de « Adieu Fanfan » (Gallimard), de « Camébroute », Z. Milstein, « le Rite du chat », Marc Flacard, « le Fils du cygne ».

● **UNE ÉDITION DE LA CORRESPONDANCE GÉNÉRALE DE CLAUDE ADRIEN HELVETIUS (1715-1771)** et de son épouse, née Anne - Catherine de Lagraville (1722-1800) est en cours de préparation par une équipe de chercheurs à l'université de Toronto. Les éditeurs souhaitent connaître à cette fin, toute lettre originale qui aurait pour destinataire ou expéditeur Helvétius ou sa femme ainsi que les renseignements sur des manuscrits inédits concernant Helvétius, son épouse ou leur œuvre. (Boite à D.W. 5 m 1 b, French Department, 7 King's College Circle, University of Toronto, M5S 1A1, Canada.)

● **LA REVUE TRIMESTRIELLE « CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE »** étudie dans trois numéros les aspects de la France de 1978 afin d'éclairer la situation concrète à laquelle sont confrontées, et sur laquelle agissent, les classes sociales. (Éditions Maspéro.)

● **L'ÉCRIVAIN PAUL-JACQUES BONZON**, auteur de livres pour les jeunes, vient de mourir à Valence (Drôme), à l'âge de soixante et onze ans. Il avait écrit de nombreux ouvrages, très souvent traduits à l'étranger, ainsi que les classes sociales.

● **LA SEMAINE BOUSSEAU DE MONTMORENCY** (28 septembre - 1<sup>er</sup> octobre) offre trois cycles de conférences publiques sur « Rousseau musicien », avec un concert (le 28), « Rousseau et la femme » (le 29), et la sensibilité de Rousseau (le 30), la représentation intégrale, dans le théâtre de verdure, de *Pyrrhus* de Rousseau, et le Devin du village » (le 29 et le 30, 21 heures) et un rallye pédestre « Sur les pas de Jean-Jacques » (le 1<sup>er</sup> octobre, après-midi). Renseignements et inscriptions : mairie de Montmorency, téléphone 984-44-31.

## Philosophie

RAYMOND RUYER : *L'Art d'être toujours content*. — Une initiation à la sagesse néo-gnoscique par l'auteur de *Le Geste de Princeton*. (Ed. Fayard, 370 p., 55 F.)

## Psychanalyse

CARL et SYLVIA GROSSMAN : *L'Analyse sauvage*. — Georges Groddeck. — Une biographie d'un psychanalyste qui aimait dire. Trad. de l'allemand par A. Philippe. (P.U.F., coll. « Perspectives critiques », 219 p., 54 F.)

PIERRE FÉDIDA : *Fabulose*. — Une méditation sur l'« écriture » et l'« entendement » du psychanalyste, ainsi que sur la dépression et la mélancolie, le jeu et la métaphore. (Ed. Gallimard, coll. « Connaissance de l'inconscient », 332 p., 75 F.)

KARL R. POPPER : *La Connaissance objective*. — Comment mener à l'épreuve nos hypothèses scientifiques. Traduit de l'anglais

par Catherine Bastany. (Éditions Complexe, 175 p., 65 F.)

## Religion

MARCEL LÉGAUT, FRANÇOIS VAILLON : *Deux chrétiens en chemin*. — Un père et un jeune dialoguent sur le thème : « Comment aider l'Église de demain à naître de l'Église d'aujourd'hui ? » (Ambert-Montagne, 190 p., 29 F.)

## Histoire

JACQUES DEROGNY et HENRI CARREL : *Histoire sociale d'Israël (1917-1977)*. — De la déclaration Balfour à la visite de Sadat. (Olivier Orban, 395 p., 49 F.)

ROGER MASSIP et JEAN DESCOLA : *Il y a une guerre au Maroc*. — Un récit, une interprétation. (Flon, 265 p., 45 F.)

CHARLES-ROBERT AGERON : *France coloniale ou parti colonial*. — Pourquoi l'Empire ? (Presses universitaires de France, 302 p., 88 F.)

## Une lettre de M. Jean Demélier

Invoquant le droit de réponse, M. Jean Demélier nous adresse la lettre suivante :

Bertrand Poirot-Delpech a cru devoir consacrer à mon dernier livre, *Le Jugement de Poirot*, quarante-quatre lignes de son feuilleton hebdomadaire dans le numéro du *Monde* daté du 15 septembre 1978.

Je n'ai ni le goût ni l'envie, comme vous le pensez, de polémiquer avec le signataire de cet article. D'une manière générale, j'attache peu d'importance à la critique littéraire de salon, pratique très parisienne, et spécialement à celle de M. Poirot-Delpech, le plus souvent composée de formules prétentieuses ou creuses, destinées principalement à montrer sa vaste culture.

Je remarque que dans le quatrième alinéa de la partie de sa critique relative à mon ouvrage, M. Poirot-Delpech a soigneusement sélectionné des brèves citations, dans le seul but de ridiculiser et de dénigrer mon livre, et de décourager le public de sa lecture.

Cependant, s'il n'y avait que cela, je n'aurais pas fait usage de mon droit de réponse, laissant à cet éminent critique les responsabilités qui sont les siennes. Mais ce qui n'est pas tolérable, c'est que ce monsieur écrive que je dois ranger mon style et prendre à sa place un revolver de type 6,35 (je le remercie de me conseiller même sur le modèle) pour me suicider, afin de ne plus encombrer les maisons d'éditions et les vitrines des librairies.

Que, dans le cadre d'une chronique littéraire, un journaliste de profession se permette des propos de cet ordre montre le mépris qu'il a des œuvres qu'il critique, des auteurs... et aussi du public.

Si l'on en croit M. Poirot-Delpech, la qualité des œuvres se jugerait au seul chiffre de ventes, tandis que l'écrivain devrait se préoccuper au premier chef des goûts du public contemporain. Une pensée aussi désinvolte et cynique me paraît affligeante et tout à fait étrangère à ce qu'on pourrait attendre d'une critique littéraire sérieuse.

Je ne pense pas que dans les annales de la critique littéraire puisse être découverte une prose aussi plate et aussi convenue que le dernier alinéa de l'article de M. Poirot-Delpech, « que les lois du marché vont bientôt réduire au silence », de prendre en échange de leur style un 6,35 pour « viser leur face de pur génie mariale ».

Faute de place, la critique littéraire se limite de plus en plus à l'éloge et laisse perdre sa vieille tradition de sagacité. Il faut être libéré, il est plus intelligent que l'initiative viennoise de brillants humoristes, salués comme tels et préfacés, c'était dit, aux fabricants à gros tirages.

En manifestant probablement la logique suicidaire du manque de liberté, il s'agissait bien sûr de dissuader. Le pinquet des lecteurs l'ont compris, sans chercher à mourir. — B. P.-D.

صلى الله عليه وسلم



romans

# UNE POCHADE FREUDIENNE



\* Dessin de JULEM.

**E**VIDEMMENT, le livre de Catherine Clément n'est pas à mettre entre toutes les mains. Le titre déjà : *Bildung* — version « zafifiée » et sophistiquée du terme allemand : « Bildung » (apprentissage, formation, culture...) — est là pour vous en dissuader. Non, pour ne pas se sentir désarçonné par ce roman (légère) sur un mythe (grave) — la vie de Freud, — il est recommandé d'avoir bien potassé l'agiotage d'Ernest Jones et d'avoir au moins parcouru les témoignages de Max Schur, de Joseph Winternitz, de Hans Sachs. L'idéal étant, bien entendu, d'appartenir au « petit clan » de ces freudiens érudits et passionnés avec lesquels seuls les proustiens peuvent rivaliser dans la ferveur obsessionnelle. Il faut donc s'être promené au « Prater » en compagnie du petit Sigmund ; avoir en mémoire la mort terrible d'Ernest von Fleisch-Marxow et la rupture avec Freud ; avoir imaginé Freud en « Lederhosen » en train de cueillir des champignons ; savoir qu'il détestait le poulet, mais avait un faible pour le Rindfleisch (le bœuf bouilli) et les artichauts italiens ; avoir rêvé sur ses balades dans les parcs viennois avec Lou ; l'avoir suivi dans son exil lon-

donien ; bref, il faut être « eehr gebildet » (très cultivé), en même temps que formé à la démarche psychanalytique selon laquelle rien dans une vie n'est jamais insignifiant. Toutes ces conditions remplies, il en reste une pour entrer dans le livre : s'intéresser aux finesses que nourrit Catherine Clément au sujet de Freud. Condition facile à remplir, car son écriture est d'une telle allégresse que très vite elle nous entraîne dans une valse endiablée où resuscitent les ombres du passé. Avec ce roman (7), Catherine Clément, visiblement, a d'abord voulu se faire plaisir ; et son plaisir est contagieux. Les courtes saynètes au cours desquelles elle met en scène avec beaucoup de tendresse et d'ironie son « grand homme », nous séduisent, et ce n'est pas uniquement parce qu'elles jouent avec notre complicité et notre nostalgie ; c'est bien plutôt parce qu'elles participent d'une mythologie dont le pouvoir de fascination va sans cesse progressant : celle d'un homme, Freud, et celle d'une ville, Vienne.

RÖLAND JACCARD.

\* « BILDUNG », de Catherine Clément, Ed. Christian Bourgois, 155 p., 30 F.

# Une âme « déplacée » dans la grisaille de Bruxelles

● Pierre Mertens fait le portrait d'un révolutionnaire chilien en exil.

**P**AR profession, Pierre Mertens s'occupe des personnes déplacées : ces exilés politiques et ces errants sans patrie dont la seule conscience des Nations unies voudrait faire des êtres normaux, et qu'elle ne réussit sans doute qu'à exaspérer. Déjà, dans *Les Bons Offices* (Le Seuil, 1974), il analysait tous les aspects de cette situation et mettait en scène un fonctionnaire international qui s'en trouvait de plus en plus affecté. *Terre d'asile* approfondit cette psychologie des laissés-pour-compte : cette fois, Pierre Mertens nous trace le portrait d'un militant de gauche chilien que la dictature de Pinochet, après l'avoir torturé, laisse partir en exil : en l'occurrence sur une terre réputée d'accueil et de compassion, la Belgique.

Du temps de Victor Serge, de Charles Pissier — en particulier celui de *Faux passeports* — ou d'André Malraux, on aurait dramatisé ces données. Aujourd'hui, depuis la guerre est finie, de Jorge Semprun, nous savons qu'il arrive aux révolutionnaires de se tasser, de s'écarter, de perdre leur âme ; pour eux, l'exil est aussi une démission, moins involontaire à la longue qu'on ne pense. Jaime Morales, dès l'instant où on le déracine, devient l'ombre de lui-même ; gris et silencieux, il se fonde dans la grisaille de Bruxelles, où on l'enlure de bonnes paroles vides et une action dont les diétètes nous laissent intentions sans lendemain.

## Anti-héros

Jaime Morales dépeint sans théâtralité. Son état de santé est précaire, mais le médecin qui le soigne ne lui trouve aucun traumatisme manifeste. Sa mémoire non plus ne lui est d'aucun secours : ce qu'elle a retenu ne dépasse pas les images banales d'un passé que peuplent des camarades désormais presque sans profil, des amours qui ne blessent ni n'entraînent, des paysages à demi effacés par le brouillard, des lectures politiques

sans cesse contestées, dont la leçon se perd. Il ne se morfond pas : il prend ses distances, sans se dominer vraiment.

Les amis et compagnons bruxellois, autour de lui, il ne s'en rapproche pas davantage, comme s'il se tolérât pas de partager son expérience ou son chagrin : ce sont des personnages épisodiques. Les femmes sont là par hasard, avec une occasionnelle pitié qui n'ose pas se déclarer. Les journées de l'anti-héros sont faites de velléités, de gestes quelconques, de promenades sans but, de vérifications d'identité et de servitudes qui ne pèsent pas trop lourd.

Jaime Morales se remet-il en cause ? Il préfère ressasser un passé dont nous ne sommes pas certains qu'il fut glorieux, et une action dont les diétètes nous échappent. Qu'on imagine Mour-

sault sans l'éclat d'un soleil tyrannique. Jaime Morales rencontre une Françoise Lalonde : ce pourrait être l'amour, en silence, une chaleur salutaire, une complétude. Mais non : les êtres, pour lui, deviennent peu à peu interchangeables, et seule son indifférence a encore quelque subtilité.

Tout au plus s'émotionne-t-il de la mort d'un ancien camarade de lutte, au Japon. Il pourrait partir pour cette capitale lointaine, car tous les lieux sont les mêmes aux yeux d'un exilé. Il lui suffirait, pour bien montrer que rien ne le retient, de prendre un emploi sans intérêt à Liège : toute la planète a la couleur de l'absence.

Qui est coupable ? Morales lui-même, que sa défaite a mutilé irrémédiablement ? Les idées qu'il détestait, et qu'il n'a pas su plier à son tempérament ? L'histoire en marche, qui n'a

pas le temps de se retourner sur ses victimes ? La bonne conscience occidentale, qui ne partage les drames extérieurs que du bout des lèvres, pour défendre son confort ? Personne et tout le monde, peut-être.

Cette parabole d'une âme dis-soute, sans cri ni accusation, Pierre Mertens met beaucoup de mimétisme à l'écriture : langage étouffé, parfois monocorde et sans fioritures. Il met un point d'honneur à ne pas exiger pour Morales une sympathie immédiate, comme s'il nous laissait le soin de déterminer s'il est admirable ou sans intérêt. Ce révolutionnaire nous est présenté comme un « étranger » qui ne s'acclime ni émerveillement ni répugnance.

ALAIN BOSQUET.

\* « TERRE D'ASILE », de Pierre Mertens, Grasset, 230 p., 42 F.

# Le bouquet d'un peintre flamand

● Les débuts étonnants d'un écrivain de soixante-trois ans.

**A** soixante-trois ans, Marcel Dumortier se lance dans un seul livre, mais de quelle densité ! Le matériau de dix romans incrustés dans la pâte tragique de notre avant-guerre et des années qui suivent immédiatement le chaos. Un livre qui ne ressemble à aucun autre, difficile, envoûtant.

Des solitudes le tissent, qui se croisent un moment, s'embrassent et se séparent à jamais, heurts dérisoires, dérisoires accords dans le vacarme d'un monde qu'il faut renouer à comprendre. Ce qu'on peut comprendre, ce sont des fragments de destinées individuelles et le relatif dans lequel tout ce qui est humain s'inscrit. Une même tendresse s'applique à tous les personnages. Antoinette, morte en déportation, et « Balsemain », exécuté par erreur à la libération, Ernst von Neuenbach, le naïf sceptique, un

naïf vite réveillé du songe guerrier de sa jeunesse, et le vivant le plus proche de lui, son ami, petit professeur d'un lycée de banlieue, Français et socialiste ; nul manichisme, on le voit.

Composé comme il l'est, le roman fait penser à ces immenses bouquets dont les peintres flamands ont fixé la fugitive splendeur : une gerbe, où chaque élément a une forme, une couleur, une intensité propres, où chacun d'eux, pourtant, est dépendant des autres, exalté ou étouffé par celui qui le joint. Comme le regard reçoit, d'une telle luxuriance florissante, une impression charmerie et chatoyante. Plus tard, au bord du lac, provoque une espèce d'éblouissement. Aux deux sens du terme, vertige, émerveillement.

Vertige. Oui, on s'égare un peu parmi tant d'hommes et de femmes saisis, sans souci de chronologie, à des instants divers de leur existence et dont on détecte mal, tout d'abord, le rapport qui les unit — et parfois ils n'en ont

pas d'autre, en effet, que l'affection d'un tiers où ils sont, sans le savoir, confondus. Il faut l'accepter, accepter cette plongée dans le chuchotement de destins dont ne s'élève qu'une face, dont d'autres faces seront par la suite mises en pleine lumière ou, au contraire, comme cela se passe dans la réalité quotidienne, resteront voilées d'ombre.

Alors survient l'émerveillement. On découvre, refermé le roman, comment intelligemment, dans notre esprit, il s'articule et se recompose, quelle vigueur charmerie et ténace anime ce qu'on avait pris pour des silhouettes. Il a fallu beaucoup d'art pour éviter l'artifice, mais cet art-là pèse d'une main légère, on ne le sent jamais. Au lieu du papillonnement qu'on aurait pu craindre, la maîtrise de ce débutant septuagénaire nous offre la palpitation même de la vie, fragile et incoercible.

GINETTE GUITARD-AUVISSE.

\* PLUS TARD AU BORD DU LAC, de Marcel Dumortier, Editions Ramsay, 271 pages, 52 F.

# L'autobiographie d'Alain Jouffroy

(Lire la suite page 15.)

Notre vie devient un roman, dans la mesure où, à partir d'innombrables éléments biographiques (parmi lesquels nous faisons un choix, même lorsque nous essayons de tout dire), nous édifions une œuvre entière beaucoup d'autres possible, ni plus ni moins exacte qu'une autre, cohérente jusqu'à des contradictions d'où elle est née. Et tous les romans qui ne sont pas de pure divagation, sont plus ou moins autobiographiques, il n'est d'autobiographie que romanesque (mais non certes romancée).

Le roman, comme l'amour, est à réinventer. Alain Jouffroy les réinvente l'un et l'autre. Alléluia à la vie, et de joie au milieu des orages, l'orgueil de ne ressembler à personne, des pages, des chapitres superbes, un beau et grand livre, oui, que j'ai lu avec passion, en attendant et en recevant parfois des illuminations.

Et Alain Jouffroy, que nous observons de loin, avec sympathie, mais non sans méfiance, (agacé par ses provocations et ce qu'il nous arrivait de prendre pour de l'ostentation), Alain Jouffroy, que nous connaissons maintenant plus que les êtres qui nous sont le plus proches. Vois que dans ses contradictions assumées, nous le comprenons, enfin, et nous l'aimons.

« Les plus grands provocateurs ne sont que des enfants par rapport à ce qui va se passer au jour sur la terre, qui changera toute limite en ouverture, toute espérance en magie. » Surréaliste hérétique, « individualiste révolutionnaire », dédaigneux de l'argent et des ambitions décadentes, Alain Jouffroy a payé d'une misère qui ne fut pas toujours dorée, d'une solitude qui ne fut pas toujours choisie, cette volonté de changer la vie, dès aujourd'hui, en lui et hors de lui.

Avant par quelques femmes (une surtout), souffert de la jalousie autant que quiconque. Il en est presque venu à bout et l'a étonnée comme il en a à peu près fini avec cette intui-

bie culpabilité, cette vieille, cette impardonnable honte. A ceux qui, comme Alain Jouffroy, tentent de ne jamais dévier d'une orientation essentielle, une fois pour toutes choisie, tout est pur, sauf l'obsédante pureté chrétienne d'autrefois, peut-être.

Chacun marquera ses désaccords. Je ne préfère pas Martin à Charlotte Corday. Et tout en sachant que ceux qui en appellent si volontiers aux droits de l'homme devraient un peu regarder ce qui se passe chez eux, je n'écarterai pas avec cette désinvolture : « On préfère aujourd'hui parler du Goulag... »

Laetitia, Adriana, Mamina,

Nina (qui s'appelaient Romana, Mona, dans *Un rêve plus long que la nuit*, roman de 1964 qui vient d'être réédité (Gollub)... Ces héroïnes nous font rêver. Histoire d'A... « Coïncidences ? Désirs d'interprétation, cette omniprésence de la lettre A dans ma vie ? » Non : recherche d'une de ces symétries cachées qui donnent à notre évanescence existence un ordre. Éléments de l'œuvre qu'à partir d'elles nous composons.

CLAUDE MAURIAU.

\* « LE ROMAN VECU », d'Alain Jouffroy, Robert Laffont, 355 p., 55 F.

# CAVANNA LES RITALS



2 OUVRAGES D'ACTUALITÉ PERMANENTE

« LE COMMERCE DES ARMES AVEC LE TIERS-MONDE ET SES CONSÉQUENCES », un volume, 256 pages, 36 F (franco 40 F)  
« HALTE AUX CAMBRIOLAGES », comment protéger ses biens sa maison, sa personne, un volume, 224 pages, avec cartes, tableaux, etc. 39 F (franco 45 F).

EN LIBRAIRIE ET AUX ÉDITIONS GUY LE PRAT, 5, rue des Grands-Augustins - 75006 PARIS.

## CARRIERES COMPTABLES Examen probatoire du D.E.C.S.

(Date prévue : Avril 1979)  
Cet examen est la première étape de la filière des examens menant à l'Expertise Comptable. Outre la possibilité de présenter simultanément les examens du D.E.C.S., elle vous offre des premières débouchées dans les services comptables et commerciaux.

► Conditions d'admission :  
• Aucune limite d'âge  
• Aucune connaissance comptable préalable n'est nécessaire  
• Aucun diplôme n'est requis  
niveau d'études conseillé : Baccalauréat ou 1<sup>re</sup> (Après l'Apprentissage)

► Méthode pédagogique  
Grâce à notre méthode pédagogique personnalisée, votre préparation à distance sera répartie sur une durée de 5 à 8 mois (selon vos disponibilités personnelles) et couvrira l'ensemble du programme officiel : Comptabilité - Économie - Droit.

Le C.E.C. vous fera bénéficier d'un enseignement individualisé, dispensé par des professeurs qualifiés, et organisé par un établissement spécialisé dans les préparations aux examens comptables.

► Le D.E.C.S. sera à votre portée  
Vous aurez alors obtenu la formation nécessaire pour vous diriger vers le D.E.C.S., très prisé par les employeurs, puis vers l'Expertise Comptable. À ce niveau, les débouchés qui s'offrent à vous seront particulièrement intéressants : Services Comptables, Gestion Comptable, Prestations Libérales.

► Le C.E.C. prépare aux épreuves suivantes :  
☐ Aptitude ☐ Probatoire ☐ D.E.C.S. ☐ B.P. de Comptable  
Possibilité de Cours Séparés dans chacune de ces préparations.

► Demandez rapidement votre documentation gratuite "D.E.C.S." au C.E.C.  
51, rue du Bois de Boulogne 92200 NEUILLY - 747.00.50  
Établissement d'enseignement privé à distance

Centre Supérieur d'Études Commerciales

AUBIER MONTAIGNE  
13, Quai Conti - Paris 6<sup>e</sup>  
NOUVEAUTÉS DE SEPTEMBRE

Deux chrétiens en chemin :  
**MARCEL LEGAUT**  
**FRANÇOIS VARILLON**  
29 F

LOPE DE VEGA  
Les fortunes de Diane  
nouvelles traduction et présentation de Jeanne Agnès et Pierre Guenoum  
66 F

OLIVIER LUTAUD  
Cromwell, les Nivelleurs et la République  
38 F

JEAN-THIERRY MAERTENS  
Ritologiques 4  
Dans la peau des autres  
42 F

## DES FILS EN OR

(Suite de la page 15.)

En revanche, l'effort du fils pour changer ces travers ordinaires en mérites époustouflants force l'admiration et l'attendrissement. Si le *Nain jaune* s'est montré caustique et parfois odieux, c'est que la grippe espagnole l'a rendu à peu près bossu — d'où son surnom. Il a compensé par le charme et la violence la beauté et la force que la nature avait refusées à son intense besoin d'être aimé. Pour mieux nous en convaincre, l'auteur de *Toupi la rage* prête au défunt son propre goût absolu de l'amour-perdition. Il tourne la manivelle du Pathé-baby familial, où sautillent fiancées et vacances heureuses. Sur la lancée, il enjôle. Son nain se change en géant, saute par les fenêtres, provoque les duchesses, sidère les chirurgiens. Pour l'enfant que nous redeviendrons devant la tombe, il n'y a de papas que prodigieux ; et même si on le perd à quarante ans, c'est la terre entière, bien sûr, qui s'écroule !

Le vrai héros du *Nain jaune* n'est pas un homme à la séduction décidément modérée, mais... l'amour filial et ses effets miracles sur le cœur et le talent, lesquels, chez Jardin, battent d'une même fièvre.

FRANÇOIS SONKIN, lui aussi, se montre un fils en or. Son *Amour de père* mériterait de s'intituler : un amour d'enfant.

Autant qu'on sache, le papa que vient de perdre le narrateur ne prétendait pas diriger la France du haut d'un hôtel de Vichy, ni la juger du fond d'une villa suisse. Dans un univers de mâchefer et de pavillon en meulière, il se contente de transformer en perles des tiges de verre, d'envier les animaux hermaphrodites, d'aimer les insectes, les objets en cuivre, les engins de précision et, d'un même amour technique, les mots rares du dictionnaire.

par Bertrand Poirot-Delpech

Mais on n'est sûr de rien. Le sentiment, ici, fait plus qu'arranger la réalité. Il la transfigure sans cesse, de façon à à peine moins délaissant que chez Delarue, dont Pierre Kyria évoque ci-contre le *Fils éternel*. Seul le style demeure impossible. Entre les lignes de brefs récits sages, se dessine une passion bien plus déraisonnable que celle de Jardin.

Père et fils se révèlent proprement amoureux l'un de l'autre. Aucune femme ne trouve place dans leur intimité, d'une intensité féérique. Celles qui s'y risquent sont bientôt épinglées comme des papillons sur leur bouchon. A peine le fils tente-t-il d'apprivoiser une mère possible, le père le « trompe » avec un jeune homme. Sédult-il une jeune fille, il y renonce aussitôt faute de lui faire partager sa passion filiale. Le jour, enfin, où son père meurt d'hémiplegie et lui apprend à l'instar le « froid », passé et présent s'émeuvent comme les perles d'autrefois.

PARMI ces perles, il faut citer plusieurs portraits de femmes, dont quelques détails de vêtement ou d'ameublement suffisent à suggérer toute la destinée, ainsi que divers objets comme seule l'enfance sait les rendre mystérieux et sacrés : un pantographe, source d'atroce malentendu, un certain chiffon de feutre violet enfoui dans une boîte à violon... La justesse et l'économie littéraire de ces passages en font des modèles de prose intimiste, dignes d'anthologie. Ajoutez-y une colère paternelle et une réconciliation sur fond d'orage. Avec la descente du Rhône racontée dans le *Nain jaune*, et quelques autres souvenirs d'herbes hautes ou de joutes rêches, voilà de quoi désespérer de jalousie les orphelins de naissance ou presque, dont je suis.

★ LE NAIN JAUNE, de Pascal Jardin, Julliard, 218 p., 36 F.  
★ UN AMOUR DE PÈRE, de François Sonkin, Gallimard, 176 p., 35 F.

## romans

● Un superbe lâcher de ballons au ciel de l'imagination en folie.

APRÈS douze ans d'absence, un fils prodigue revient au foyer paternel. Il a fui le Venezuela, où il a dilapidé son héritage, vécu dans la débauche et connu la prison pour avoir aidé matériellement des révolutionnaires. Il retrouve un paysage calme, verdoyant, et s'enfoncé dans une « campagne pleurale et mythologique », qui ne peut être que la Suisse natale de l'auteur.

Thème convenu, dira-t-on, et l'on aura tort, car rien n'est moins convenu que le troisième roman de Claude Delarue, écrivain de nationalité suisse et météore averti, qui avait obtenu le prix Renaudot 1974 pour *Le Lézard* et le prix de la Fondation Schiller 1977 pour *L'Opéra de brousse*. Le lecteur n'a qu'à bien se tenir, il n'en croira pas ses yeux.

Un autocar dénommé « l'Univers »

A vrai dire, les noms mêmes des personnages devraient l'avertir que ce retour au pays n'est pas un banal cérémonial du souvenir : Pisse-Dru, l'adolescent, fils d'un méseigneur du père, Messer Veto, le père, industriel riche, énigmatique figure qui hante parc et château ; Major-Domus, le frère aîné du narrateur, froide silhouette baptisée aussi Prince-sans-rire ; et puis, tout à coup, comme le fils errant arrive chez lui, toute une troupe de travestis comédiens qui surgit sous la folle houlette d'un directeur, M. Immaculé, dans un autocar dénommé « l'Univers », pour donner une fête au château, car le père va se remarier.

Dès lors, place à l'imagination, à la comédie, à la farce, à une réalité transmuée en une suite de saynètes cocasses, tragiques, dérisoires, et toujours singulièrement insolites. Un superbe lâcher de ballons au ciel de l'imagination en folie. Les faits, les situations, les actes des personnages, vont être pris dans un enchevêtrement qui n'est pas celui de la logique ordinaire, mais bien plutôt celui des passions ren-

## LA MAISON DU PÈRE

trées, des aspirations ténébreuses, des vertiges hypnotiques. La parole initiatrice, lente, chaotique, sourde et enivrée du fils narrateur, semble être la baguette magique d'un orchestre qui joue la vie en une symphonie fantastique jusqu'à la discordance.

De ce concert, les thèmes, les lignes mélodiques, se dégagent, reviennent, lancinants, obsessionnels. Et tout d'abord le rapport du père et du fils dans ses équivoques nuances : crise des relations amour-haine ; équilibres sado-masochistes ; entente qui incarne l'autorité, la loi, la contrainte, et qui l'exécute, la fuit et la recherche en même temps ; alternance virilité-féminité qui s'exprime en des scènes fondroyantes.

Ainsi lorsque le fils, revêtu des vêtements de sa mère morte, maguilla et empenné, apparaît devant le père, pour le délier, mais un fusil à la main avec lequel il l'a longuement visé, ou encore cette scène où l'on voit l'un des oncles-ama-teurs d'art, homme d'argent et de méthode, se faire sodomiser par ses bouddhas par un travesti.

Le père, il faudrait le toucher, mais c'est impossible ; l'idéal, pour le fils, serait de manger du père.

Les autres thèmes déconcertent de celui-là. C'est, par exemple, le procès d'une société qui vit et meurt pour l'argent : les figures mâles de la famille (où les femmes sont d'ailleurs absentes) se livrent au trafic d'armes, entassées dans le parc. L'acier des coffres-forts et des armes à feu répond à la fausse tranquillité d'une nature qui n'est qu'un décor. De ce fait, le rachat du fils est impossible puisqu'il est pauvre.

L'innocence de la jungle originelle

Le père, détenteur du pouvoir, lui explique cyniquement : « Il n'y a pas une seule absolue aujourd'hui qui vaille tri-pette... ou plutôt, le pardon, comme n'importe quoi, ne devient valable que lorsqu'il est monnayable. » Pour accorder son pardon, le père fera un transfert de fonds sur le compte de son fils afin que celui-ci le rembourse. Au climat passionnel correspond la logique de l'absurde.

Ainsi, la réalité n'est-elle qu'un cauchemar, la vie n'est-elle qu'un labyrinthe. Le crime, la barbarie, la folie, sont là, présents, partout, à peine déguisés. Re-

nir à la terre, ce serait se confondre avec elle, comme pour s'endormir à nouveau dans le giron maternel. Et, imitant son grand-père astrologue fou, le narrateur se mettra à quatre pattes, barrant comme pour appeler l'innocence d'une jungle originelle. Le « fils éternel » ne sera jamais véritablement un adulte.

Œuvre forte, ambitieuse, le *Fils éternel*, si riche de symboles et de résonances féliniennes, déconcerte, fascine, subjugué. Sans doute l'auteur s'est-il dans sa colère et sa désespérance, un peu trop systématiquement, peut-être perdra-t-on parfois un peu pied dans ce pays à fondrières où la réalité se dérobe à chaque fois qu'on croit la ramener à d'immédiates dimensions logiques ; peut-être aussi d'approcher de fenêtres qui ne sont que des miroirs déformants. Carnaval est roi, chez Claude Delarue, au milieu de nos chères habitudes de pensée. Il n'en reste pas moins que le *Fils éternel* est l'une des œuvres les plus singulières et les plus puissantes de cette rentrée romanesque.

PIERRE KYRIA.

★ LE FILS ÉTERNEL, de Claude Delarue, 706 p., 65 F.

## L'exploit monstrueux de Georges Perec

(Suite de la page 15.)

Finie sa campagne de peinture. Bartlebooth revient au bercail et pendant vingt autres années, il va reconstruire, à partir des papiers, ses squelettes qu'un autre artisan de la rue Simon-Crullier détachera de leur support de bois. Ayant retrouvé son état initial l'aquarelle est alors renvoyée sur le lieu où elle a été peinte pour y être détruite ; travail de Titan ramené au néant. Bartlebooth meurt d'ailleurs sans l'achever comme mourra Valère, à côté de sa toile blanche. Pour en dire d'une façon plus bouffonne la vanité de la vie ?

L'ironie de Perec s'attaque donc à tout : à l'œuvre qu'il construit, à l'esthétique réaliste qu'il adopte ; à la condition humaine enfin, en effet, que reste-t-il de ces gens qui ont vécu là entourés, définis par tant de choses, par leurs œuvres d'art ou leurs objets de pacotille, par leur désordre ou

leur ordre, par leur décor triste ou somptueux, leur réussite ou leur banalité ? Des monceaux de débris dans les caves, qui les retiennent encore. Des traces fugitives dans la mémoire des autres ou du lecteur. Et tout d'un coup un livre gonflé, bourré, drôle, ténébreux, ardu, saugrenu, devient poignant.

Sous l'ironie, la tendresse

C'est sa grandeur. Perec ne se contente pas d'ironiser, ou plutôt l'ironie, qui est chez lui moyen de dévoiler le réel, s'accompagne d'une tendresse à la Queneau — l'ouvrage lui est d'ailleurs dédié — pour tous ces êtres, pour toutes ces choses.

Cette tendresse est d'ailleurs affirmée au détour d'une page. Valère, qui est, avec Gaspard Winckler et Bartlebooth, une des

trois figures de l'auteur, rêvant de se mettre dans son tableau, fait ce portrait de lui : « Peut-être alors se rendrait-on compte de ce qu'il y avait toujours eu d'un peu particulier dans ce petit personnage (...), quelque chose qui ressemblerait à de la compréhension, à une certaine douceur, à une joie peut-être tentée de nostalgie. » Que Perec se rassure : on ne laisse pas échapper l'humanité profonde de ce livre-somme, si ingénieux et si diabolique, qui renouvelle magistralement le roman picaresque.

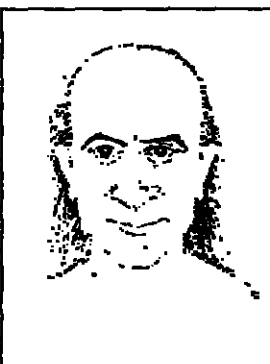
Comme toute grande œuvre originale, celle-ci ne se livre pas d'emblée. C'est pourquoi nous avons voulu entendre l'auteur sur quelques-unes des difficultés qu'elle présente. L'exceptionnelle qualité de la Vie mode d'emploi mérite qu'on soit attentif à ses réponses.

JACQUELINE PIATIER.

★ LA VIE MODE D'EMPLOI, de Georges Perec, Hachette, 706 p., 65 F.

## EXPOSITION

Jusqu'au 14 octobre 1978  
LIBRAIRIE GALERIE OBLIQUES  
58, rue de l'Hôtel-de-Ville 75004 Paris



Le peintre et graveur américain Gregory Masurovsky est un des élus de Michel Butor. Leur collaboration remonte à une quinzaine d'années et, l'un inspirant l'autre à tour de rôle, de beaux livres sont nés, des ouvrages de luxe, inaccessibles, publiés aux États-Unis ou en France à des tirages très limités : *Litanie d'eau*, *Comme Shirley*, *Western Duo*, *Œil des Sargasses*, dont illustrations portent trace. Les deux complices se livrent aussi à d'autres jeux : des « estampes-manuscrites » où texte et dessin se mêlent étroitement, le graveur aménageant l'espace que le poète doit couvrir de son écriture.

Tout ce travail en commun vient d'être reproduit en fac-similé, réduit ou non, par un merveilleux numéro de la revue *Obliques* qui, ainsi, les met à la portée d'un vaste public. C'est bien autre chose de lire les illustrations de Butor en ayant sous les yeux les supports de sa rêverie ! Entre les innombrables hachures, fines et vivantes, grâce auxquelles le graveur rend le jaillissement d'une vague, le mouvement de l'eau, le poudrolement du ciel sur le sable ou la mer et les litanies de mots qu'égrène le poète pour évoquer tel « génie » d'un lieu ou telle fascination devant un régime, on perçoit l'intime correspondance.

D'utiles commentaires (entretiens ou articles) éclairent le commerce entre les deux artistes. Le numéro d'*Obliques* devrait, par sa qualité et la modicité de son prix, servir de modèle pour l'édition de tous les textes de poètes écrits en relation avec des peintres.

I.P., Le Monde, 5 mars 1976

Complétez votre collection d'*OBLIQUES* : décomposer (ou recopier) le bon à découper et adresser-le à :

OBLIQUES S.P., n° 1 Les Piles, 26110 MYONS (France).

JE SOUSSIGNE :

ADRESSE :

■ Désire recevoir le n° BUTOR-MASUROVSKY  
■ Ci-joint la somme de 48 F + 2 F de port = 50 F  
(Remarque : 55 F - États-Unis : 12 \$)  
Mandat, chèque bancaire ou postal  
C.C.P. N° 80906 7966 04 PARIS

DATE :

SIGNATURE :



## «Un livre pour jouer avec»

« Vous mettez votre lecteur à l'épreuve. Pourquoi un livre si gros ?

— Il se trouve que jusqu'ici mes livres ont toujours été courts. Non, par principe. C'était leur dimension. Mais en même temps j'étais fasciné par une certaine tradition romanesque qui n'existe pratiquement plus dans la littérature contemporaine.

— Elle commence avec Rabelais, se continue avec Sterne, s'épanouit avec Jules Verne, Roussel. J'avais envie de me mesurer avec un grand projet où je rassemblais tout ce que j'appelle roman.

— C'est-à-dire ?

— Des péripéties, des meurtres, des sagas familiales, des voyages, des aventures intérieures... Tout ce qui fait la Vie mode d'emploi.

— Un tel projet est aussi une épreuve pour l'auteur. Ça prend du temps. J'ai mis dix ans à écrire ce livre. Et puis il faut trouver le moyen d'agencer ces histoires, construire le système.

— Quel système ?

— J'ai simplement repris celui de Lesage dans le *Diabolo bol-tout*. J'ai transformé mon immeuble en maison de poupée et j'ai raconté la vie des gens, des objets en introduisant à peu près tout ce que j'ai trouvé dans les dictionnaires et les romans des autres.

— Vous parlez de votre livre comme s'il ne contenait que des histoires. Mais celles-ci sont concurrencées par un amoncellement de descriptions, d'inventaires. C'est la seconde épreuve que vous imposez. Qu'entendez-vous de ces énumérations ?

— Pour moi un plaisir enfantine, celui que j'éprouve aux énumérations-jeux de Rabelais, ou

encore à celle des poissons dans *Vingt Mille Lieues sous les mers*, qui dure quatre pages. Qui ose encore faire cela ? Butor peut-être, en peinture Steinberg, avec ses tables encombrées d'objets...

— Ces énumérations sont un plaisir pour vous, mais le lecteur, quel effet en reçoit-il ?

— Je pense un effet proche de l'asphyxie, une sorte d'inverse qui déforme l'image de la vie. Entre un roman et ce n'est pas raconter quelque chose en relation directe avec le monde réel. C'est établir un jeu entre l'auteur et le lecteur. Ça relève de la séduction.

— Et vous pensez le séduire avec le catalogue d'une manufacture d'outils de bricolage ?

— J'ai peut-être fait là un peu de provocation, mais nous vivons avec des catalogues. Sur tous les murs en ce moment s'étale la publicité pour « la presque mille feuilles ». Ça fait partie de notre vie.

— Ce catalogue, je l'ai composé comme un poème. Il a ses strophes, ses retours de mots : verset, refrain, couplet, sonnet, refrain : « Garantie totale un an, garantie totale un an... »

— Vous n'en tirez aucun effet comique. Ce n'est même pas le catalogue des objets introuvables de Carlsberg.

— Non, c'est autre chose. Il y a par exemple une perousse. Généralement elle est décrite avec deux ou trois accessoires. Je les ai tous rassemblés et cela donne un objet monstrueux.

— Je m'inspire de ce qu'on appelle en peinture l'hyperbelle. C'est en principe une description neutre, objective, mais l'accumulation des détails la rend démentielle et nous sommes ainsi tirés hors du réel.

— Il y a une telle prolifération de descriptions et d'histoires qu'on ne peut pas embrasser votre livre dans son ensemble.

— Non, mais on peut jouer avec. C'est pour ça qu'il est fait. C'est vrai, vous nous donnez un index.

— Oh ! j'adore l'index. Dans l'*Encyclopédie de la Pléiade* c'est ce qui me plaît le plus. Je rêve d'un roman où les mots repartiraient engendrerait d'autres histoires. Au fond la Vie mode d'emploi, est déjà un peu cela.

— Alors comment le lire ?

— D'abord d'affiliés puisqu'il y a cette histoire de Bartlebooth qui court d'un bout à l'autre. Ensuite en se servant de l'index pour reconstituer la trajectoire des personnages.

— Pourquoi pas ? Au début, j'ai cru que le système que l'imagination allait faire éclater le roman. Je m'aperçois maintenant que c'est une machine à produire du roman, à le faire proliférer.

— Ce mode d'emploi que vous proposez tranquillement de la vie, en fait une chose plutôt noire : on part de rien, pour arriver à rien, après avoir fait beaucoup de choses inutiles.

— Oui, mais avec passion. Ce qui lie tous mes personnages entre eux, c'est la formidable passion qu'ils mettent à aller au bout du monde, à trafiquer des coquillages, à devenir acteurs, à concevoir comme Valère cet immense tableau de l'immeuble.

— A quoi s'ajoute votre passion à vous pour écrire ce livre... C'est pourquoi je crois qu'il y a en lui quelque chose qui relève du bonheur.

Propos recueillis par J. P.





## Une nouvelle inédite de Borgès

Voici un texte important à deux titres : d'une part, il est l'un des plus récents qu'ait écrits — ou plutôt dictés — Borgès. Il appartient à un court recueil publié en langue originale, à Madrid, l'an dernier. D'autre part, ce recueil, sous le titre *Rosa e' bleu*, inaugure brillamment une nouvelle collection de littérature étrangère, ce dont, sur la place de Paris, on ne saurait trop se féliciter.

La jeune maison d'édition la Différence — qui a lancé récemment la revue du même nom — sait choisir : il n'est que de consi-

dérer le futur catalogue de « Cantos », cette collection consacrée à des essais, romans, nouvelles, de langues espagnole et portugaise. Retenons, par exemple, le célèbre *Tirano Bandera*, de Valle Inclán, l'ancêtre des grands romans centrés sur des portraits de dictateurs que nous ont donnés ces dernières années plusieurs grands écrivains espagnols et latino-américains.

Cette nouvelle de Borgès conjugue, dans la meilleure veine de l'auteur, son inspiration ésotérique, son art de la ciselure. Voyez

comment l'alchimiste Paracelse, abstrait de quintessence un peu oublié aujourd'hui, ressuscite sous la plume de Borgès, comme ressuscite la rose qu'un disciple trop, ou trop peu crédule, demande au maître de faire renaître de ses cendres... Voyez comment, dans sa transparence, le récit nous entraîne insidieusement dans la spirale de cette réflexion complexe sur le savoir et la foi, que Borgès poursuit, infatigablement, depuis toujours.

\* ROSA ET BLEU, collection « Cantos », la Différence, 112 pages, 20 F, 22, rue Saint-Paul, 75004 Paris. Tél. : 285-22-82.

## La rose de Paracelse

DANS son atelier, qui comprenait les deux pièces du sous-sol, Paracelse demanda à son Dieu, à son Dieu vague, à n'importe quel Dieu, de lui envoyer un disciple. Dans la cheminée, un maître feu projetait des ombres irrégulières. Se lever pour allumer la lampe de fer eût exigé un effort trop grand. Paracelse, distrait par la fatigue, oublia sa prière. La nuit avait effacé l'athanor et les poussiéreux alambics lorsqu'on frappa à la porte. A demi-sommeil, il se leva, gravit le court escalier en colimaçon et entra dans la chambre. Un inconnu entra. Il semblait aussi très fatigué. Paracelse lui montra un banc : l'autre s'assit et attendit. D'abord ils n'échangèrent aucun mot, puis le maître fut le premier à parler.

— Je me souviens des visages de l'Occident et des visages de l'Orient, dit-il, non sans une certaine emphase. Je ne me souviens pas du tien, qui es-tu et que me veux-tu ?

— Mon nom n'a pas d'importance, répondit l'autre. J'ai marché trois jours et trois nuits pour venir jusqu'ici. Je veux être ton disciple. Je t'ai apporté tous mes biens.

Il sortit un sac et, de sa main droite, le renversa sur la table : en glissa un flot de pièces d'or. Paracelse, pour allumer la lampe, avait dû lui tourner le dos. Quand il se retourna, il remarqua dans sa main gauche, une rose. La rose l'inquiéta. Il se pencha, oignit l'extrémité de ses doigts et dit :

— Tu me crois capable d'élaborer la pierre qui transmute les éléments en or. Mais ce n'est pas l'or que je cherche, et si c'est l'or qui t'intéresse, tu ne seras jamais mon disciple.

— L'or ne m'intéresse pas, répondit l'autre. Ces pièces de monnaie ne sont rien d'autre qu'une preuve de mon envie d'apprendre. Je veux que tu m'enseignes le Grand Œuvre. Je veux l'accompagner sur le chemin qui mène à la Pierre.

Paracelse dit avec lenteur :  
— Le chemin, c'est la Pierre. La Pierre, c'est le point de départ. Si tu ne comprends pas cela, tu n'as pas encore commencé à comprendre. Car le but est dans chacun de tes pas.

L'autre le regarda d'un air méfiant. Il dit d'une voix distincte :

— Mais, il y a un but ?

Paracelse se mit à rire.

— Mes destructeurs, qui ne sont pas moins nombreux que stupides, soutiennent le contraire et m'accusent d'être un imposteur. Je ne leur donne pas raison, mais il n'est pas impossible que ce soit une illusion. Ce que je sais, c'est que le chemin « existe ».

Il y eut un silence, et l'autre dit :

— Je suis prêt à le parcourir avec toi, même si nous devons voyager longtemps. Laisse-moi traverser le désert. Laisse-moi, ne serais-tu qu'apercevoir de loin, la terre promise, même si les astres m'en interdisent l'accès. Mais avant d'entreprendre ce voyage, je veux une preuve.

— Quand ? dit Paracelse, avec inquiétude.

— Tout de suite, répondit le disciple, montrant soudain une brusque détermination.

Ils avaient commencé à converser en latin, maintenant ils parlaient en allemand.

Le jeune garçon leva la rose en l'air.

— On affirme, dit-il, que tu peux brûler une rose et la faire renaître de ses cendres, grâce à ton art et à l'industrie. Laisse-moi donc être le témoin de ce prodige. Voilà ce que je te demande, après je te donnerai ma vie.

— Tu es très crédule, dit le maître. Je n'ai que faire de la crédulité : ce que j'exige, c'est la foi.

L'autre insista.

— C'est précisément parce que je ne suis pas crédule que je veux voir de mes propres yeux l'annihilation et la résurrection de la rose.

Paracelse l'avait prise et, tout en parlant, jouait avec elle.

— Tu es crédule, dit-il. Tu dis que je suis capable de la détruire ?

— Personne n'est capable de la détruire, dit le disciple.

— Tu te trompes. Crois-tu qu'on puisse, par hasard, renvoyer quelque chose au néant ? Crois-tu que le premier Adam a pu, dans le paradis, détruire une seule fleur, un seul brin d'herbe ?

— Nous ne sommes pas au paradis, dit obstinément le jeune garçon : ici, sous la lune, tout est mortel.

Paracelse s'était levé.

— Et en quel autre lieu sommes-nous donc ? Crois-tu que la divinité puisse créer un lieu qui ne soit pas le paradis ? Crois-tu que la chute soit autre chose que d'ignorer, précisément, que nous sommes au paradis ?

— Une rose peut brûler, dit avec défi le disciple.

— Il reste encore du feu dans la cheminée, répondit Paracelse. Si tu jetais cette rose dans les braises, tu croirais que les flammes l'ont consumée, et que c'est la cendre qui est réelle. Je te dis que la rose est éternelle et que seul peut changer son apparence. Il me suffirait d'un mot pour que, de nouveau, tu puisses la voir.

— Un mot ? dit avec étonnement le disciple. L'athanor est éteint, les alambics sont couverts de poussière. Que feras-tu pour qu'elle renaisse ? Paracelse le regarda avec tristesse.

— L'athanor est éteint, répéta-t-il, et les alambics sont couverts de poussière. Sur la trame de la longue journée, j'emploie d'autres instruments.

— Je n'ose demander lesquels, dit l'autre avec malice et humilité.

— Je parle de celui qu'employa la divinité pour



\* Dessin de CAGNAT.

créer le ciel et la terre, et que nous cache le péché originel. Je parle de la parole enseignée dans la Kabbale.

Le disciple dit avec froideur :

— Je te demande humblement de bien vouloir me montrer la disparition et l'apparition de la rose. Peu m'importe que tu opères avec le Verbe ou des alambics.

Paracelse réfléchit. A la fin, il dit :

— Si je le faisais, tu dirais qu'il s'agit d'une apparence imposée par la magie de tes yeux. Le prodige ne te donnera pas la foi que tu cherches. Donc, laisse la rose.

Toujours soupçonneux, méfiant, le jeune homme le regarda. Le maître éleva la voix et lui dit :

— En outre, qui es-tu, pour t'introduire ainsi dans la demeure d'un maître et exiger de lui un prodige ? Qu'as-tu fait pour mériter un pareil cadeau ?

L'autre répliqua, tremblant :

— Je sais bien que je n'ai rien fait. Je te demande au nom de toutes les années où j'étudierai dans ton ombre de me laisser voir la cendre puis la rose, je ne te demanderai rien d'autre. Je croirai au témoignage de mes yeux.

Avec brusquerie, il prit la rose incarnant que Paracelse avait laissée sur le pupitre et la jeta dans les flammes. La rose changea de couleur et il n'en resta bientôt plus qu'un peu de cendre. Durant un temps infini, il attendit les paroles et le miracle.

Paracelse était resté de glace. Il dit avec une curieuse simplicité :

— Tous les médecins et tous les apothicaires de Bâle affirment que je suis un faussaire. Peut-être sont-ils dans le vrai. C'est là que repose la cendre qui fut rose et ne le sera plus.

Le jeune garçon se sentit honteux. Paracelse était un charlatan ou un simple visionnaire et lui, un intrus, avait ouvert sa porte et maintenant l'obligeait à avouer que ses fameux pouvoirs magiques n'étaient que formules creuses.

Il s'agenouilla, et il dit :

— Je suis impardonnable. Il m'a manqué la foi que le Seigneur exigeait des croyants. Laisse-moi encore regarder la cendre. Je reviendrai quand je serai plus fort, alors je serai ton disciple et au bout du chemin je verrai la rose.

Il parlait avec une authentique passion, mais qui n'était que de la pitié pour le vieux maître, si vénéré, si agacé, si remarquable et pourtant si creux. Qu'était-il lui, Johannes Grisebach, pour découvrir avec une main sacrilège que derrière le masque personne ne se cachait ?

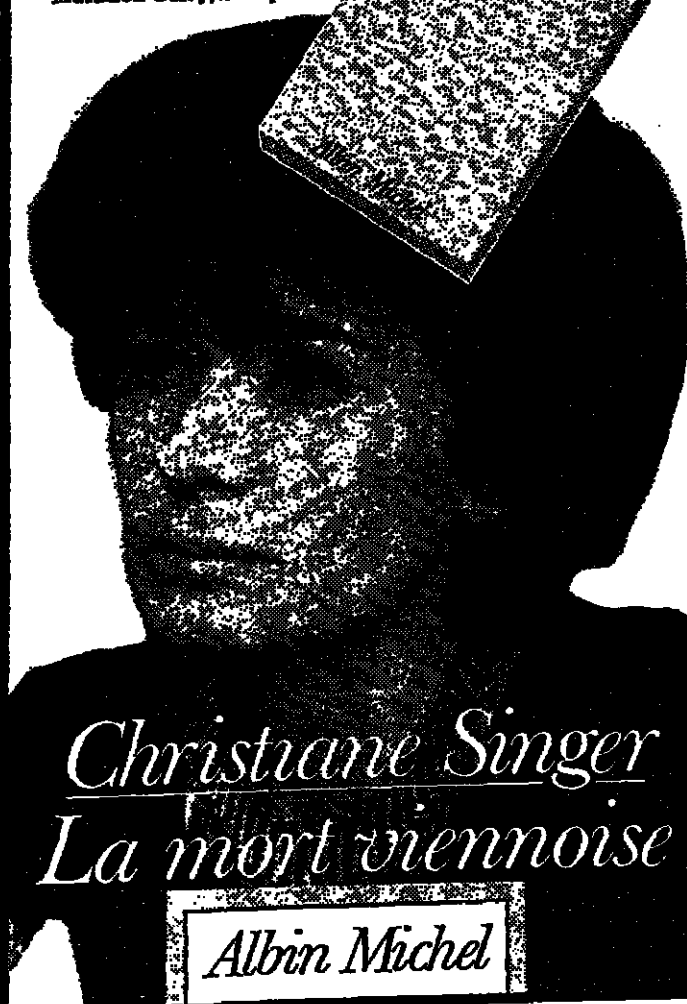
Laisser les pièces d'or eût été faire une amende. Il les reprit donc en sortant. Paracelse l'accompagna jusqu'au pied de l'escalier et lui dit qu'il serait toujours le bienvenu. Tous deux savaient qu'ils ne se reverraient jamais.

Paracelse resta seul. Avant d'éteindre la lampe et de s'asseoir dans le fauteuil usé, il renversa la petite poignée de cendre dans sa main concave et dit un mot à voix basse. La rose resurgit.

(Traduit par Gérard de Cortanze.)

"Superbe.  
Le diamant noir  
de cette  
rentrée..."

Mathieu Galey/L'Express



Christiane Singer  
La mort viennoise  
Albin Michel

ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DE LA  
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

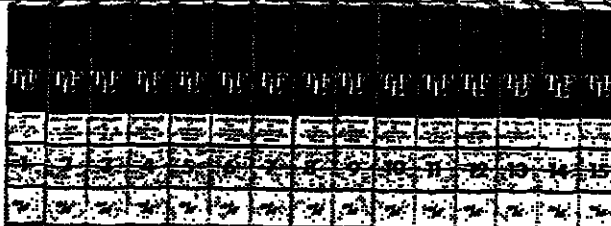
ABONNEMENT 1978 4 NUMÉROS 50 F

Pour être informé sur : Expositions - Collections - Activités.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

M'abonne à la revue de la BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
Réglement : chèque bancaire ou virement postal CCP Paris 9064-92 Y à l'ordre du  
Régimeur Ventes Catalogues de la BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
Adresse : 58, rue Richelieu, 75004 Paris Cedex 02. Abonnement de soutien : 80 F.



Le Tome 6 du :

TRÉSOR  
DE LA  
LANGUE FRANÇAISE

vient de  
paraître

DICTIONNAIRE DE LA LANGUE DU 19<sup>e</sup> ET DU  
20<sup>e</sup> SIÈCLE, élaboré par l'INSTITUT DE LA LANGUE FRAN-  
ÇAISE (C.N.R.S., Nancy) sous la direction de B. QUEMADA,  
et rédigé sous la responsabilité scientifique de P. IMBS de  
l'Institut.

pour l'homme cultivé et le professionnel  
de la langue française.

■ Prix de lancement (inchangé depuis la parution) pour les 5  
premiers tomes parus ..... 1 270 F  
■ Le tome 6, 1 324 pages, relié reluskin ..... 350 F  
■ La collection sera complète en 15 volumes.

Pour recevoir une documentation gratuite et sans enga-  
gement sur le TRÉSOR DE LA LANGUE FRANÇAISE  
découpez ce bon et adressez-le à votre libraire ou au  
diffuseur exclusif :

K  
Kinkiseck  
NOM \_\_\_\_\_  
PROFESSION \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
DATE \_\_\_\_\_ SIGNATURE \_\_\_\_\_

11, RUE DE LILLE/75007 PARIS

LA  
VITA  
NOVA

Chronique  
de l'Age de viande  
ROMAN



Jean Olivier HÉRON

voici venir des jours où l'on vous  
suspendra aux crocs du boucher...

CERF

288 pages, 49 F





## FERDINAND RAMUZ

### A la Bibliothèque nationale : un peintre du langage

PARIS, où il a vécu plus de deux ans, a eu trop d'importance dans sa formation d'écrivain, pour que le centième anniversaire de C.-F. Ramuz n'y soit pas célébré, pour que la Bibliothèque nationale n'évoque pas l'homme et l'œuvre. Voici donc l'homme, ses origines, son épanouissement, ses dernières années et leur déroulement en terre vaudoise, l'œuvre qui a chanté ce pays en le haussant à l'universel. Cette exposition nous en vient. Présentée par la Fondation C.-F. Ramuz, elle a été conseillée par Mme Doris Jacob et préparée par Mlle Bri-

qui avait : « Mon éducation a été chez les peintres. » Et il a peint lui-même avec des mots. On trouve les bulles des artistes qu'il a connus, dont il a rendu compte : Maurice Denis, Vuillard, Roussel, Hodier, A. Perrier, Félix Vallotton, Albert Marret, Alexandre Blanchet... et naturellement Alexandre Cingria et René Aubert, plus tard, une œuvre de Louis Soutter. On est soulagé aussi de voir, qu'il mettait très haut.

Par bonheur, les photos, les gravures d'une perfection toute helvétique, abondent. Qui montre d'abord le petit Charles-Ferdinand, né le 24 septembre 1878, place de la Riponne, et ses parents. Qui situent son enfance dans un décor sans doute aboli.

Il y a aussi un portrait, un très beau pastel de Caroline Cingria (mère d'Alexandre et de Charles-Albert), mais alors Ramuz a vingt-cinq ans. Licencié en lettres, il est à Paris. Préface : une thèse sur Maurice de Guérin dont il n'écrit pas une ligne. Il fréquente le Louvre, les expositions, reçoit deux chocs : celui de la Pietà d'Avignon et celui de Cézanne. Il travaille héroïquement dans des conditions matérielles difficiles, tendu, en proie à des accès de découragement. A la recherche d'une authenticité et d'une simplicité totales. Il collabore à la *Voile latine* de ses amis de Genève, où il publie le *Petit Village*.

dit un pathétique *Adieu* à beaucoup de personnages, à ceux de sa période dite réaliste. C'est la grande muse qui coïncide avec la création, par Paul Budry et Edmond Gillard, des fameux *Cahiers vaudois*. *Raison d'être*, de Ramuz, en est le manifeste. Tout rebâtir à partir de la reconquête du pays. Puis le quatrième Cahier contient ce morceau capital, *l'Exemple de Cézanne*, qui fait table rase de l'anecdote, du pittoresque, pour aller à l'essentiel. En 1915, c'est la rencontre providentielle d'Igor Stravinski, point de départ d'une association fructueuse qui culmine avec *Histoire du soldat*. On voit l'affiche annonçant la première représentation au théâtre de Lausanne le 28 septembre 1918 avec les décors d'Auberjonois, dont il ne reste que les projets : quatre aqu-

cler Bernard Grasset à reprendre plusieurs titres, à éditer la *Grande Peur* dans la montagne, la *Beauté sur la terre*. De son côté, Tion fait paraître *l'Amour du monde*. Presque en même temps, un mécène lausannois devenu éditeur pour la circonstance, Henry-Louis Mermod, assure une existence moins précaire à l'écrivain, qui, grâce au prix Romand, s'installe à Lausanne, à Pully, en 1930.

De nouveaux chefs-d'œuvre y naîtront : *Une main* (à peine dans ses « murs », il s'est fracturé l'humérus), *Adam et Eve*, *Derbornance*, et cette étonnante trilogie : *Feuille de l'homme*, *Questions*, *Beauté de grandeur*, intense réflexion sur les grands problèmes. D'autres admirations se manifestent. André Gide lui rend visite ; Jean Paulhan, Aragon, lui écrivent. Gaston Gallimard le sollicite : « Je voudrais vraiment être votre éditeur. » Pierre Brisson lui ouvre les colonnes du *Figaro*. Les assauts de la maladie se multiplient. Sa vieillesse est pourtant éclairée par « monsieur Paul », son petit-fils, auquel il voue un amour excessif. Il meurt le 13 mai 1947 à la suite d'une intervention chirurgicale.

JEAN-MARIE DUNOYER.  
\* Bibliothèque nationale, salon d'honneur, 38, rue de Richelieu, jusqu'en 15 octobre.

#### BIBLIOGRAPHIE

##### Les titres disponibles

- Œuvres complètes, cinq volumes en coffret, aux éditions Seghers.
- *La Beauté sur la terre* ; *Derbornance* ; *Parlons de la fausse monnaie* ; le *Grand Peur* dans la montagne ; *Jole dans le ciel* ; *Beauté de grandeur*, tous ces ouvrages chez Grasset.
- *La Vie de Samuel Belet*, collection « Imaginaire », Gallimard.
- *La Grande Peur* dans la montagne ; *Derbornance*, dans la *Voile latine*.

##### Dernières parutions

- Des saints, des sages, « *Ideas et Calendes* », Neuchâtel.
- Textes, inédits et inédits, sur Goethe, Jules César, Romain Rolland, Cézanne, Claudel.
- C.-F. Ramuz - Alexandre Cingria : *Lettres 1908-1914*, deux volumes. Lausanne, la Bibliothèque des arts.
- A. Cingria, frère de Charles-Albert, peintre et verrier (1878-1945).

##### Ouvrages critiques

- C.-F. Ramuz, peintre vaudois, par Jean-Marie Dunoyer. Cet ouvrage, qui avait paru en 1959 et qui était épuisé, est réédité à l'occasion du centenaire. (A la Fondation du Grand Châlet de Vevey, Neuchâtel ; à Paris, 15, rue Saint-Sulpice, 75006).
- Signale aussi l'ouvrage de Gilbert Gulan dans la collection « Poètes d'aujourd'hui », chez Seghers.

gitte Waridel (auteur du catalogue). Le Centre de recherches sur les lettres romandes et la bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne y ont collaboré.

Tout une vie est ainsi rassemblée, au moins dans ses temps forts, par des documents originaux : manuscrits, éditions princeps, choix de correspondance. C'était une gageure, vu l'espace restreint octroyé aux organisateurs, qui n'ont pu, à regret, que reconstituer avec parcimonie le « musée imaginaire » de l'auteur.

#### « Votre impitoyable syntaxe »

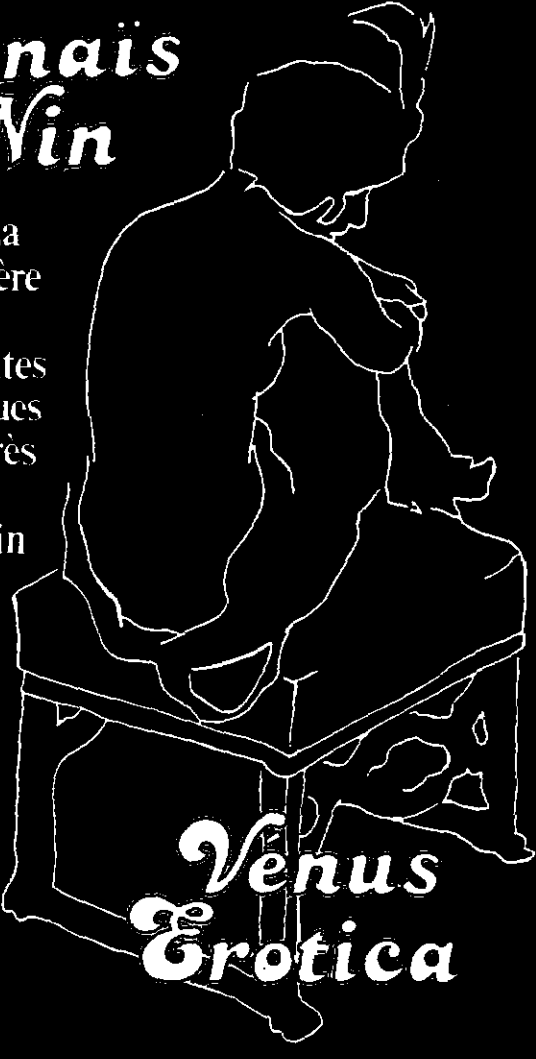
Il mène une existence errante de gamin en hôtel, avant de se fixer, en 1906, au 24 de la rue Boissonnade. Il a publié les *Circonstances de la vie*, candidat malheureux au prix Goncourt 1907, comme en fait foi un petit dossier. Lucien Descaves et Octave Mirbeau semblent avoir voté « pour ». Mais Jules Renard ? Il adoucit ses critiques (« Si vous consentiez à servir de plus près votre impitoyable syntaxe... ») de compliments plus positifs.

Puis paraissent *Aimé Pache*, peintre vaudois, autobiographie à peine transposée qui emporte l'adhésion de Romain Rolland (juillet du 5 juillet 1911) ; la *Vie de Samuel Belet*, qui provoque les lettres élogieuses des frères Tharaud. En 1913, Ramuz épouse Cécile Cellier, peintre au réel talent. Du mariage, Auberjonois a fait un amusant croquis rehaussé de couleurs.

A la veille de la première guerre mondiale s'accomplit le retour aux lieux aimés. Ramuz

Anais Nin

Pour la première fois les textes érotiques d'un très grand écrivain



#### VIENT DE PARAITRE

PIERRE NAUDIN

### LES LIONS DIFFAMÉS

roman

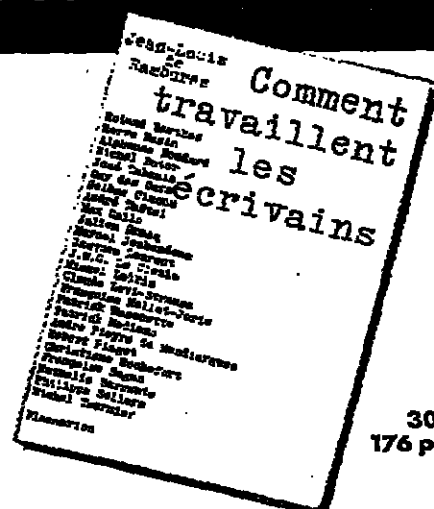
TRÉVISE

une épopée de fer et de feu, d'amour et de sang.

En vente chez votre libraire

Trévise

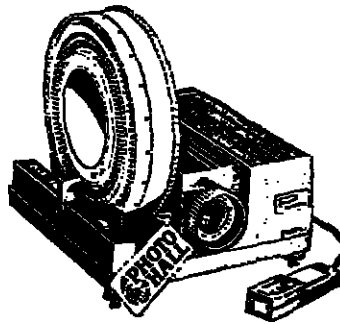
### Les muses s'amuse. Les écrivains travaillent.



30 F  
176 pages

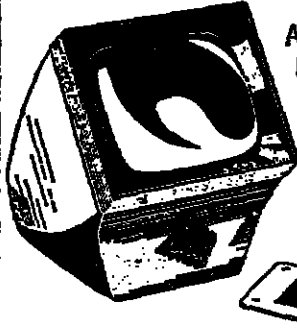
FLAMMARION

### SI VOTRE PROJECTEUR PORTE LE LABEL PHOTO HALL IL EST GARANTI 6 MOIS DE PLUS



Le Label Photo Hall prolonge gratuitement et de 6 mois la garantie proposée par le fabricant.

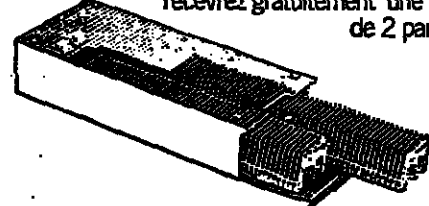
### SI VOTRE PROJECTEUR PORTE LE LABEL PHOTO HALL 20 % DE REDUCTION SUR L'ACCESSOIRE DE VOTRE CHOIX



A l'achat de votre projecteur, vous bénéficiez d'une réduction de 20 % sur l'achat complémentaire d'un écran Photo Hall ou d'une visionneuse ou d'un classeur pour vos diapositives. \* (offre valable jusqu'au 31/12/78).

### SI VOTRE PROJECTEUR PORTE LE LABEL PHOTO HALL UN CLASSEUR DE 2 PANIERS 50 VUES VOUS EST OFFERT

En plus d'une garantie prolongée de 6 mois, de 20 % de réduction sur un accessoire, vous recevrez gratuitement une boîte classeur de 2 paniers 50 vues.



### 23 MAGASINS VOUS PROPOSENT DEJA LE LABEL PHOTO HALL



Photo Hall-Canon  
63, Champs-Élysées - Paris 8e - 225.05.24  
Centres Commerciaux : Paris 2 - 954.29.92  
Villiers 2 - 946.29.64 - Les Ulis 2 - 907.44.76  
Russy 2 - 854.62.08 - Parnay - 951.36.45  
Belle-Epine (Rungis) (ouverture Octobre 1978)  
Paris 8e - Photo Hall-Darty - Pl. de la Madeleine - 073.29.47  
Paris 14e - Photo Hall-Odioux - 124, av. du Gal. Leclerc - 542.08.17  
Paris 17e - Photo Hall-Odioux - 8, av. des Ternes - 380.62.14  
Paris 20e - Photo Hall-Darty - Porte de Montreuil - 373.80.88  
78. St-Germain-Laye - 41, rue de Paris - 963.11.35  
78. Orgueil - Photo Hall-Darty - Centre Art de Vire - 975.76.27  
92. Asnières - Photo Hall-Darty - Carrefour des 4 routes - 791.12.66  
92. Châtillon - Photo Hall-Darty - 151, av. Marcel Cachin - 253.00.13  
93. Bagnelet - Photo Hall-Darty - Centre Gallieni - 858.91.16  
93. Bondy - Photo Hall-Darty - 123, av. Gallieni - 848.20.99  
93. Pierrefitte - Photo Hall-Darty - 102, av. Léonie - 828-21-28  
Aéroports Orly Sud - 687.12.34 poste 5275 - Orly Ouest - 853.12.34 poste 43.22  
En Province : Brest - Dijon - Le Mans - Lorient - Fort de France.

PHOTO HALL : DE SÉRIEUX AVANTAGES

### PAYOT nouveautés septembre

#### MIRCEA ELIADE Histoire des croyances et des idées religieuses

TOME 2 :  
de Gautama Bouddha au triomphe du christianisme  
DEJA PARU TOME 1 :  
de l'âge de la pierre aux mystères d'Éleusis

LOUIS-JEAN CALVET  
Les jeux de la société  
BRONISLAW BACZKO  
Lumières de l'utopie  
DR FRANK FAURE  
La doctrine de Michael Balint  
FRANÇOIS LARUELLE  
Au-delà du principe de pouvoir  
OTTO MUCK  
Cheops et la grande pyramide  
HEINRICH ZIMMER  
Les philosophes de l'Inde

PIERRE ERNY  
L'enfant et son milieu en Afrique Noire  
PBP 342  
LOUIS-VINCENT THOMAS  
Mort et pouvoir  
PBP 343

### LA PENSÉE UNIVERSELLE

#### Important Editeur Parisien

recherche pour création et lancement de nouvelles collections

manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrits et C.V.  
3 bis Quai aux Fleurs  
75004 PARIS

Tél. 325.85.44  
Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

LE RO

## Le Monde

## culture

LE JOUR  
DU THÉÂTRE

## Amiens international

Allemagne, Amérique, Pologne, gay culture et, bien entendu, Molière : les quatre Molières de Vitez sont en avril à la Maison de la culture d'Amiens, dont le directeur, Dominique Quehen, entend, pour la saison 1978-1979, donner la priorité à la création théâtrale. Lui-même met en scène les Larmes amères de Peter von Kant, de Fassbinder, et Introspection, de Peter Handke, deux pièces inédites en France. Il invite en novembre le Living Theatre, toujours animé par Julian Beck et Judith Malina, avec trois spectacles, échos mélancoliques du mouvement contestataire d'avant 68, qui annoncent un forum, sa réalité, ses mythes. Un deuxième forum, en mai, traitera de l'homosexualité, avec des débats publics, des manifestations artistiques. Le Stu de Carcovie viendra, à une date non encore déterminée, présenter Opérette, de Gombrich.

La création musicale tiendra aussi une grande place, notamment en mai, et comme chaque année, la maison de la culture présentera plusieurs grandes expositions, dont une consacrée aux chemins de fer. — (Corresp.)

## Le retour des bagnards

Les Charlots partent sur les routes, et si a-t-ils pas pour leur carrière cinématographique, c'est pour expérimenter le théâtre. Ils jouent en tournée, du 23 septembre au 3 décembre, La Cuisine des anges, histoire drôlatique de trois bagnards évadés, qui, depuis sa création en 1952, s'est donnée aux alentours de sept mille fois dans le monde entier, y compris au Japon, y compris à New-York. Hollywood s'était également porté acquiescent : en 1955, Michael Curtiz en tira un film avec une forte distribution : Humphrey Bogart, Peter Lorre, Peter Ustinov. Un pactole pour l'auteur Albert Husson.

## Corneille chrétien et innu

C'était le temps où la décence imposait de cacher son corps et de le mortifier, de taire jusqu'aux mouvements de l'âme... Pierre Corneille écrivait une « tragédie chrétienne », Théodore, et se voyait contraint d'asseoir le public. « Certes, il y a de quoi congratuler à la pureté de notre théâtre, de voir qu'une histoire qui fait le plus bel ornement du second livre des Vierges se trouve trop licencieuse pour y être supportée. » Sous le patronage du conseil général de la Seine-Maritime, le Cercle Pierre et Thomas Corneille présente pour le Festival national 1978 cette pièce peu connue, dans la mise en scène de Jean Serge, le 29 septembre, salle Sainte-Croix-des-Pelletiers à Rouen.

## Les gâtés de Molière

Jean-Louis Thamin fait son entrée à Nice, où il a été nommé directeur du centre dramatique, avec prudence. Son premier spectacle — du 13 au 26 octobre — est l'Étourdi, de Molière, qu'il avait monté à Strasbourg, puis présenté au TEP, dans un mouvement tourbillonnant de carquois et de barbaques. La pièce se situe d'ailleurs à la charnière de la commedia dell'arte et on sait — voir le film d'Ariane Mnouchkine — la fascination de Molière pour Sarraute, pour la tradition des jongleurs, des batteurs, ces fantaisistes improvisateurs. La mise en scène de Jean-Louis Thamin est nouvelle, sa distribution aussi, mais il n'a pas renoncé aux flonflons de la fête et s'est adjoint des clowns : la compagnie du Puits aux images.

■ Un jury composé de André Assol, José Artur, Pierre Bouteiller, Yannick Fiot, Gilles Jacob et de notre collaborateur Jean de Baroncelli, sélectionne, pour la France, les films à gâter par la suite. Les films français bénéficieront du soutien de la station de radio française, à travers les ondes ou au moyen d'avant-premières en province. Par la suite, les auditeurs seront associés à la sélection de ces films. Le premier film sélectionné est « L'Argent des autres », de Christian de Chalonge.

## Théâtre

## «NADIA», DE BERNARD CUAU

## Ausculter l'histoire

Un long hanger peu éclairé. Vide. Ce pourrait être l'atelier d'une usine, dont on a ôté les machines. Ce pourrait être le gymnase désaffecté d'une école, un entrepôt. Le sol de ciment a quelque chose d'inhabituel. Il n'est pas seulement noir, un y distingue les traces confuses de passés récents, disparates. Traces qui ne mènent pas ailleurs, comme si plusieurs pistes, plusieurs destinations, étaient venues s'arrêter là. Au fond, très loin, une petite porte est ouverte sur une nuit blanche aveuglante. Pas le soleil. Un éblouissement faux, d'agression. Qui fait mal aux yeux, mais qui en même temps attire. Trois bancs sur le sol, une armoire derrière, une petite planche par terre. Bancs de grosses des écoles ou bancs des accusés. Paire à bécoter un champ, ou pelle à creuser une tombe, la sauteuse, de nuit, là où normalement personne n'est inhumé. L'armoire peut renfermer les draps de la maison, les nappes, mais aussi les dossiers que des flatteurs et des mouchardages ont gonflés. C'est tout. Le vide. La pénombre. Dehors on entend le vent et des chiens.

## « Mon père avait raison », de Sacha Guitry

Le théâtre de Sacha Guitry est-il, comme le veut la légende, le modèle du divertissement spirituel, brillant ? Un lexique de certitudes légères ? Un miroir sans offrande aux spectateurs d'élegant relief ? Ce n'est pas certain, il est trop abstrait. Son monde est celui de la divagation rêvée, sans le moindre lien avec la réalité. Même celle du roman. Sacha Guitry ignorait superbement toute contingence.

Le premier acte de Mon père avait raison se passe, le programme le précise, en 1890, les autres en 1910. Pendant ces vingt ans, les personnages ont vieilli, le père est mort mais se retrouve exactement dans le fils, puis un seul comédien, Paul Meurisse, interprète les deux. Rien n'a changé et il n'y a pas eu de guerre. Les domestiques sont toujours là, fidèles et respectueusement familiers. Et ils pensent que leur maître est devenu fou parce qu'il change de mobilier. Le médecin — ami de la famille — diagnostique un « syndrome de fugacité », signe de bonne santé. D'ailleurs, les personnages n'ont ni cœur ni corps. Ils se gardent bien d'aimer, de désirer, de dominer. Ce qu'ils sont leur convient. Ils dissimulent sur l'amour, le plaisir, la souffrance, sans faire semblant d'éprouver quoi que ce soit. Sur « les femmes » aussi. Mais les femmes de Sacha Guitry paraissent évidentes. Des souvenirs d'abandon, d'une absence, sa mère, Lucien Guitry, en la quittant, avait enlevé son fils. Dans la pièce, c'est elle qui trompe, s'en revient vingt ans plus tard. Juste une scène pour permettre au mari de vérifier sa liberté, de comprendre qu'il n'a plus à se méfier de l'amour. Il peut alors transmettre à son fils sa confiance dans la vie. Happy end fragile qui laisse une bizarre impression d'hypocrisie morbide.

## Variétés

## HARLEM ANNÉES TRENTE

Babbling Brown Sugar (Harlem, années 30) est en forme d'images composées, de séquences chantées et dansées, un regard sur l'âge d'or de Harlem dans les années 20 et 30 après que les Noirs des autres quartiers de New-York et ceux venus avec les grandes migrations du Sud eurent afflués vers ce quartier soudé par les Blancs, qui assuraient la vie des immigrants noirs. Les Noirs de Harlem comme dans les autres ghettos du Nord qui deviennent d'immenses réservoirs de main-d'œuvre.

Quand vire saupré, déshérité, indigne, transformé en nudis, Harlem devient aussi le centre d'une renaissance noire. La musique, parce qu'elle est une des rares portes de sortie pour qu'un, d'une manière ou d'une autre le ghetto, jallie de paroxysme d'abord des « house-train parties » où des dizaines de gens s'écroulent pour danser, chanter et jouer de la musique moyennant un droit d'entrée pour aider les hôtes à payer leur loyer. C'est le temps de Fats Waller, Louis Russell, Claude Hopkins, Duke Ellington, Chick Webb, Cab Calloway, Bessie Smith.

John C. Smith et Vernon Andrade jouent dans des scènes de « social-clubs ». Au Savoy, les danses s'affolent d'un tempo modérément vif.

d'Arthur London, l'apez, et le film qui en fut tiré, ont un peu familiarisé le public français. Le « procès Sianki », ainsi appelé parce que l'accusé le plus en vue, Rudolf Sianki, était le secrétaire général du parti communiste de Tchécoslovaquie. La pièce de Bernard Cuaa, Nadia, est moins circonscrite que le livre de London, parce qu'elle entremêle les documents sur le procès avec un fait qui n'est pas le procès : l'enlèvement, à Moscou, en 1943, de la fille de Rudolf Sianki, la petite Nadia, alors âgée de trois mois. Enlèvement au sujet duquel les enquêteurs de la police de Moscou n'aboutirent à rien, et qui fut peut-être un vol, l'acte d'une femme sans enfant, ou « folle ».

## Une aventure immense

Revenons dans le hanger. Il y a là Rudolf Sianki (François Michaux), sa femme Josefa Sianka (Martine Pascal) et la petite Nadia qu'ils n'ont pas retrouvée et qu'il leur suppose vivante, devenue grande (Rebecca Fauly).

On remarque dans l'attitude de ces trois êtres, dans leurs pas, une raideur et une fatigue, comme un courage dépassé et un abaissement dépassé, qui sont propres à certaines personnes particulièrement éprouvées des pays satellites. Car il existe une différence de

comme un pieux mensonge à un malade.

Lorsque Sacha Guitry jouait lui-même, l'insolence ironique de son cabotage entraînait sans doute vers une fantaisie totale. L'absence de sa mère, sa malice, son sourire aigu, transmettent une sorte de lassitude mélancolique. Physiquement, il a pris du volume. Il se déplace lentement et semble hésiter à se laisser aller au délire des mots. Il n'est pas le quinquagénaire prêt à bien profiter de chaque minute sans se soucier des conséquences, mais un homme entravé par le temps perdu et qui joue sans grand espoir sa dernière chance. Seulement, ni le personnage ni la pièce ne supportent ce type d'interprétation, d'autant plus que la mise en scène — elle n'est pas signée (1) — est centrée uniquement sur lui. Les autres ne sont que des ombres en fait, valant, plutôt en punching-ball pour boxer fatigué.

Le spectacle dérive les répétitions sur un rythme « plan-plan ». Les personnages sont des marionnettes. Une soirée tranquille, un peu ennuyeuse mais douce, une de ces soirées familiales où personne n'a plus rien à apprendre mais où tout le monde s'aime bien.

COLETTE GOPARD.

\* Hébertot, 20 h. 30.

(1) Mme Simone Rossa, président du tribunal de grande instance de Paris, a été saisie d'une audience révisée par M. Jean-Laurent Cochet, qui reproche au Théâtre Hébertot d'avoir le ton d'un débat et abusivement son contrat de mettre en scène en le congelant le 4 septembre.

M. Cochet a demandé, en référé, que la direction du théâtre supprime sans délai les affiches et les programmes et qu'elle ne puisse utiliser les éléments originaux de la mise en scène. Mme Rossa doit rendre prochainement son ordonnance.

avec des accoutrements « à rebonds » : un Lafayette, Ethel Waters et Billie Holiday pour les danses ; à l'Appelle, Ella Fitzgerald pour le ton d'émotion hebdomadaire : au Cotton-Club, Josephine Baker, puis Lena Horne ferait l'affiche. C'est une époque bouillonnante où les Noirs créent leur propre mode, leur propre signal. Les grandes comédies musicales noires connaissent leurs heures de gloire et le « tap dancing » se répand à travers le cap dancing.

Babbling Brown Sugar est une revue qui célèbre une période de Harlem, ce qu'on l'appelle et la famille, comme que quelques-uns de ses aïeux avec Alvin Karpis, Honeydew Rose, Sophisticated Lady, Sweet Georgia Brown, Stompin' at the Savoy, Solidarity, Zim, Zam, Zompéline. C'est à Broadway il y a trois ans, Babbling Brown Sugar se présente à Paris avec une grande partie de la coupe d'origine. C'est une occasion rare de rencontrer des comédiens qui chantent et dansent et qui dans le même la plus dévoué, ont le sens de la parole, de l'ironie.

CLAUDE FLEUTER.

\* Théâtre du Parc, 20 h. 30.

couleur, de climat, entre Moscou et Prague par exemple. Est-ce l'accoutumance des décennies, est-ce la solidité du peuple, ou ne serait-ce pas plutôt quelque chose comme un bon droit acquis, la vitesse acquise d'une aventure immense qui a pris naissance là, sur place : les Soviétiques, dans l'épreuve, gardent des épaules carrées et quelquefois une ironie que l'on ne retrouve pas dans les foyers des pays où l'essai du socialisme a été importé plus tard.

## L'oreille au sol

Autour de la famille Sianki, trois acteurs (Jean-Claude Fall, Jean-Gabriel Nordmann, Louis Méral) tiennent successivement plusieurs rôles : professeur, canonnier, laveur de carreaux, policier, médecin, magistrat, chauffeur.

Dans ces pays, la mobilité sociale est constante. Un paysan devient directeur de théâtre, un gargon bouvier devient ministre en scène de cinéma, un ouvrier métallurgiste devient ingénieur de l'atome. Mais les exactions du dirigeant politique deviennent familières, qu'un professeur de faculté devient pulsatier, qu'un écrivain devient manouvrier.

De même, les lieux changent d'emploi : l'hôtel particulier d'un ancien agioteur devient un jardin d'enfants, mais aussi une clinique devenant un lieu de dévotion. L'intérêt de cette œuvre, magnifiquement servie par la conscience et la haute tenue des acteurs, repose sur une tentative d'« ausculter » l'histoire, d'ausculter la vie, par touches attentives et hasardeuses, presque par « transmission de pensée », sans cette consultation d'une réalité difficile, confuse, sans cesse interrompue par des trous de mémoire, de gènes, qui ne gêne pas, tant nous éprouvons ces scrupules de cette approche.

Le décor décrit au début de ce compte rendu est fait par Gérard Didier. C'est un décor juste, sans, pas de surcharge, sans le moindre effet de surprise. Le décor Didier arrive tout droit du théâtre. Sans doute ces deux choses ne sont-elles pas sans lien.

MICHEL COURNOT.

\* Cartoucherie de Vincennes, 20 h. 30.

## Notes

## Danse

## Les Tentés Noires d'Arabie

Voilà un spectacle vrai, plein de brio, de mouvement, que l'on regarde avec plaisir. Son responsable, Abdel Halim Cassablanca, libanais d'origine, a eu l'excellente idée de présenter les danses traditionnelles des nomades libanais « en attention ». Elles s'intègrent tout naturellement à une époque tragiquement que relatent le mariage imposé à deux jeunes gens pour sceller la réconciliation de deux tribus. Le chorégraphe a travaillé au second degré : les costumes, les caractéristiques de l'habillement des parents d'une certaine tendresse pour les gens du désert. Si la gestuelle s'inspire profondément du folklore arabe avec les fibres exhibitions des guerriers et des trépassés d'épauls se faisant ressembler les femmes à des bateaux démantés, elle emprunte aux techniques de la danse moderne une stimulation qui donne son unité à l'ensemble.

A quel point la musique — enregistrée — garde-t-elle son authenticité ? Sent un habillé pourrait le dire. Son mélange avec des bruits naturels qui la fait ressembler plutôt à une bande sonore de film, est un des éléments dynamiques du ballet. La troupe, très entraînée, se prête fort bien à un « play back » minuté à la seconde près.

MARCELLE MICHEL.

\* Théâtre des Champs-Élysées, 29 septembre, 20 h. 30.

■ Une annexe du musée Grévin occupe 1100 mètres carrés au niveau du futur forum des Halles, dont l'ouverture est prévue pour septembre 1979. Cette annexe Grévin-Halles sera consacrée à la « Belle Époque ». Un spectacle audiovisuel de quinze-cinq minutes, animé par les personnages et quelques animaux, ainsi que différents spectacles de variété, y seront présentés, les uns et les autres ayant pour thème les dernières années du dix-neuvième siècle.

## Cinéma

## «LA TORTUE SUR LE DOS», de Luc Béraud

Un écrivain en mal d'inspiration, qui noircit fébrilement du papier, déchire tout, se prend la tête à deux mains, et vit ses conflits intimes dans une mansarde ou un appartement dernier cri, c'est, au cinéma, généralement assommant. Le premier long métrage de Luc Béraud (trente-deux ans, auteur de plusieurs courts métrages, scénariste des films de Claude Miller, qui a participé au scénario et à l'interprétation de La Tortue sur le dos), refuse cette mythologie, ces poncifs, pour montrer — enfin — une réalité prosaïque et juste.

Paul n'a rien pu écrire depuis six ans, depuis un premier livre, estimé des intellectuels. On le voit traîner à sa table, raturer sans cesse des phrases qui viennent mal, flâner et draguer, remettre toujours à demain le véritable travail d'écriture, se punir en acceptant une besogne de « rewrite » et se délester avec sa compagne, Camille, qui a renoncé à ses études pour l'aider à créer en assurant leur vie matérielle.

Paul n'a rien d'exceptionnel et pas du tout le physique de « l'homme de lettres » pour cinéma romanesque. C'est Jean-François Thérin, petit, vif, roublard, sournoisement sadique avec Camille (parce qu'elle parce toujours ses rêves, ses fausses raisons, et piquant les rages de la mauvaise conscience. Un acteur pas ordinaire, en lequel s'incarne le malaise du labeur que représente l'écriture.

Camille, c'est Bernadette Lafont dans un rôle qu'elle porte merveilleusement, de femme qui a les pieds sur terre, beaucoup d'exigence lit-

rière, d'amoureuse déçue et blessée d'être rendue responsable d'une double impuissance littéraire et sexuelle. Voir ce couple aux prises est un spectacle étonnant.

Un spectacle minutieusement réglé, par la mise en scène de Luc Béraud, sur de continues ruptures de ton (humour, ironie, tension, replatage et dégradation des rapports de Camille et Paul) qui donnent la vérité d'une vie quotidienne engluée, immobilisée dans une obsession. Du beau travail de cinéaste.

A bout de forces, Camille flaque Paul à la porte et le laisse livrer à lui-même, ce qui est peut-être le meilleur moyen de remettre la tortue sur ses pattes. Le film s'engage alors dans une réalité décalée, fantasmagorique, où Paul déambule sur une semi-clocharde, vit — est-ce en rêve ? — une aventure qui le conduit à écrire son deuxième livre.

Bien qu'un superbe mouvement d'appareil sur la façade d'un cinéma à double programme nous introduise dans cet autre univers, l'absence de Bernadette Lafont se fait sentir comme si son personnage — qui ne reparait qu'à la scène finale — avait été injustement sacrifié. Pourtant, c'est dans la logique du propos. Mais il semble que Luc Béraud ait, quelque part, manqué deux ou trois mailles dans ce tricotage de la psychanalyse d'une création. Cela n'empêche pas le film d'être original et passionnant. Le prix de la Fondation Philip Morris du cinéma lui a justement récompensé.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

## Musique

## «Mazeppa», de Tchaïkovski à Radio-France

Tchaïkovski a composé une dizaine d'opéras ; deux seulement sont représentés régulièrement : Eugène Onéguine et La Dame de pique, tandis que les autres opéras restent seulement de loin en loin hors de leur pays d'origine. Il y a deux ans, la saison lyrique de Radio-France avait permis de découvrir sa réussite d'orchestre (le Monde date 15-16 février 1976) ; cette fois, c'est Mazeppa qui vient d'être donné pour la première fois en France, au grand Auditorium, et retransmis en direct par France-Musique.

Dans un cas comme dans l'autre, l'intérêt de la découverte l'a emporté sur le plaisir purement musical. On conçoit le fait qu'il ne soit pas à cette complaisance sentimentale qui tue presque toujours la musique romantique, mais à ce point de vue, ses gestes deviennent inutiles : il maintient l'orchestre et les voix dans le juste milieu sans oser se montrer plus exigeant que nécessaire. Les vrais chefs de théâtre sont trop rares pour qu'on puisse faire grief à ceux qui sont seulement honnêtes de rester un peu « à côté ». Le programme de la saison lyrique, en revanche, est tout à l'honneur de Jean-Pierre Marty.

GÉRARD CONDE.

CHANGEMENTS À LA TÊTE  
DU GROUPE VOCAL  
DE FRANCE

Marcel Couraud quittera la direction du Groupe vocal de France qu'il avait fondé, à la fin de son mandat en avril prochain. Il considérera que les conditions de travail et de financement du Groupe étaient insuffisantes (le Monde du 20 avril) et a préféré accepter des propositions intéressantes aux États-Unis. La direction de la musique du ministère de la culture lui confiera cependant en France des missions particulières. Cependant, comme cela se produit souvent, des revendications de Marcel Couraud ont été prises en considération. L'effectif du groupe sera porté à douze solistes permanents et quatre à temps partiel. Les rémunérations seront équivalentes à celles des solistes de l'Opéra et de Radio-France et le budget augmenté de moitié (1 500 000 francs), grâce à une aide importante de la Ville de Paris.

Le ministère de la culture et de la communication a choisi comme successeur de Couraud John Aldis, chef d'un célèbre chœur anglais, ce qui accentue l'influence des artistes britanniques dans la vie musicale française. Dans un premier temps, précise le ministère, John Aldis sera chargé d'une mission d'information. Il aura également pour tâche de former un assistant français. Il commentera par faire passer des auditions pour le renouvellement du Groupe vocal de France, dont le délégué artistique et financier sera M. François Pigaud, qui s'occupait précédemment de l'ensemble intercontinental.

théâtres

SAINT SEVERIN  
MARAIABERIEZ  
LES BEBES  
UN FILM DE  
JEAN-PIERRE MARTYSABRES ET CLASSES  
CINÉMAS D'ART  
et d'ESSAI

ST-ANDRÉ-DES-ARTS

L'EMPIRE DES SENS

LES CONTES  
DE LA LUNE VAGUE

ST-ANDRÉ-DES-ARTS

PIERROT LE FOU

LA TORTUE SUR LE D





MAC-MAHON - STUDIO SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS  
OLYMPIC ENTREPOT - 14-JUILLET PARNASSE  
14-JUILLET BASTILLE

## UN FILM DE KENJI MIZOGUCHI

# LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRÈS LA PLUIE

BIARRITZ - COLISEES - GAUMONT RICHELIEU  
U.G.C. OPÉRA - CLICHY PATHÉ - MONT-PARNASSE-83  
GAUMONT GAMBETTA - LUXEMBOURG  
STUDIO DE LA HARPE - SAINT-LAZARE PASQUIER  
GAUMONT CONVENTION - U.G.C. Gobelins  
C2L Versailles - ULYS Orsay - MARLY Enghien  
TRICYCLE Asnières - MULTICINÉ Champigny  
BELLE-ÉPINE Thiais - GAUMONT Evry - PARINOR Aulnay

JACQUES DOREMANN PRÉSENTE

## PHILIPPE NOIRET ALBERTO SORDI

DANS UN FILM DE

### JEAN PIERRE MOCKY



# Le témoin

ROLAND DUBILLARD / PAUL CRAUCHET / GISELE PREVILE

## DROUOT

Rive Gauche

### Cie des Commissaires Preseurs de Paris

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE  
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

**LUNDI 2 OCTOBRE**  
S. 15. - Gravures, Tableaux, meubles et Objets d'art. M<sup>me</sup> Chayette.

**MARDI 3 OCTOBRE** (Exposition lundi 2)  
S. 3. - Bons meubles, M<sup>me</sup> Lancia, Gouloux, Buffet, Tailleur.  
S. 12. - Table, Buffet, Meubles.  
S. 18. - Slog, et mod. de style.  
S. 23. - Table, Porc. Bl. M<sup>me</sup> Le beyre, Millon.

**MERCREDI 4 OCTOBRE** (Exposition mardi 3)  
S. 1. - Objets d'art et d'ameubl. de cabinet, de trav. Rég. Argenteuil, M<sup>me</sup> Pescheteau, Pescheteau-Badin.  
S. 19. - Ameublement, M<sup>me</sup> Boisgirard, de Heckeren.

**MERCREDI 4 SEPTEMBRE**  
S. 15. - Meubles, M<sup>me</sup> Chambelland.

**JEUDI 5 OCTOBRE** (Exposition mercredi 4)  
S. 4. - Tableaux, Bâteliers, Céramiques, Meubles anc. et styl. M<sup>me</sup> Godeau, Solanet, Audap.

**JEUDI 5, VENDREDI 6** (Exposition le mercredi 4)  
S. 8-9. - Succès de M. Henri de Montfort, Tableaux anc. tabl. modernes, estampes, arm. et souvenirs historiques. Objets d'art et de bel ameublement. Tapis, tapisseries, M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan.  
S. 14. - Meubles de style et rustique, M<sup>me</sup> Morelle.  
S. 19. - Meubles, M<sup>me</sup> Chambelland.  
S. 20. - Table, meubles et Obj. d'art anc. et de style, M<sup>me</sup> Couturier, de Heckeren.

**VENDREDI 6 OCTOBRE** (Exposition jeudi 5)  
S. 2. - Monnaies antiques, françaises, étrangères, M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan, M. R. Fage.  
S. 11. Ameublit Extrême-Orient. M<sup>me</sup> Boisgirard, de Heckeren.

Etudes annonçant les ventes de la semaine  
- ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 742-85-77.  
- LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 266-24-48.  
- BOISGIRARD, DE HECKEREN, 2, r. de Provence (75009), 770-81-38.  
- CHAMBELLAND, J., rue Rossini (75009), 770-18-18.  
- CHAMPETIER DE RIBES, RIBETRE, MILLON, 14, rue Drouot (75009), 770-09-45.  
- CHAYETTE, 10, rue Rossini (75009), 770-38-89.  
- COUTURIER, NICOLAS, 31, rue de Bellechasse (75009), 553-85-44.  
- GODEAU, SOLANET, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-33, 770-67-68, 523-17-32.  
- LAURIN, GULLOUX, BUFFETAUD (anciennement REKIMS, LAURIN), 1, rue de Lille (75007), 260-34-11.  
- MORELLE, 50, rue Saint-Anne (75002), 749-52-12.  
- PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, 18, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-38-38.

A PARTIR DU 5 OCTOBRE

# SYLVIE JOLY

Alain Mallet présente  
mise en scène d'Andreas Voutsinas

## LOCATION: 208.18.50.

### THEATRE DE LA RENAISSANCE

LOCATION OUVERTE

## SPECTACLES

MON PREMIER AMOUR (Fr.) : Richelieu, 2<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

### Les films nouveaux

L'ARRE AUX SABOTS, film italien de Ermanno Olmi (v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LES NOUVEAUX MONSTRES (It. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LE SOUTIEN AUX LARMES (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LE TEMOIN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (222-55-70) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LE RECIDIVISTE, film américain de Michael Winner (v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LA TORTURE SUR LE DOS, film français de Luc Béraud : 14-Juillet-Parnasse, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LE GRAND PRISONNIER, film américain de Mel Brooks (v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LES RINGARDS, film français de Robert Poussu : 14-Juillet-Parnasse, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70) ; Bilibon, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14<sup>e</sup> (222-55-70) ; Concorde, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

### Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr.) : Gili-Cœur, 2<sup>e</sup> (222-55-70).

L'ARNAQUE (A. v.o.) : Maféville, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRASSE (A. v.o.) : Calé-Roches, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

APRÈS LA PLUIE (Jap. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol. v.o.) : Pantheon, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

LES DERNIERS (It. v.o.) : Cham-pollion, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

ODYSSEE DE L'ESPACE (A. v.o.) : Dancart, 14<sup>e</sup> (222-55-70).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

LE RECIDIVISTE (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

LE RECIDIVISTE (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

LE RECIDIVISTE (A. v.o.) : Quinquette, 5<sup>e</sup> (222-55-70).

GEORGE V VO - GLUNY ECOLES VO - GAUMONT RICHELIEU VF  
MONT-PARNASSE 83 VF - CLICHY PATHÉ VF - MADELINE VF  
CONVENTION SAINT CHARLES VF  
GAUMONT Evry - ALPHA Argenteuil - AVIATIC Le Bourget  
BELLE EPINE Thiais - PATHE Champigny - STUDIO Parly 2

... une liberté trop "surveillée" !



## DUSTIN HOFFMAN

### LE RECIDIVISTE

(STRAIGHT TIME)

DUSTIN HOFFMAN  
HARRY DEAN STANTON  
GARY BUSEY  
THERESA RUSSELL

## SPORTS

### FOOTBALL

## EN COUPE D'EUROPE DES CHAMPIONNATS Des amateurs plus forts que les «pro»

Strasbourg et Nancy ont passé le premier tour des coupes européennes de l'U.E.F.A. et des vainqueurs de coupe en battant respectivement en match retour Elfsborg (Suède) 4-1 et Frem Copenhague 4-0, alors que les deux clubs français avaient chacun deux buts de retard après les matchs aller. En coupe de l'U.E.F.A., Nantes a, de son côté, arraché le nul (0-0) face à Benfica à Lisbonne, mais ce résultat était insuffisant pour combler le handicap (0-2) du premier match. En coupe des champions, Monaco s'est incliné sur son terrain devant les amateurs suédois de Malmö (0-1) et se trouve ainsi éliminé de la compétition avec les deux clubs finalistes la semaine dernière : Liverpool, le tenant du titre, n'a pas refait son retard contre Nottingham Forest (0-0 après 0-2), et Bruges a été battu par les Polonais de Cracovie (3-1 après 1-2).

### De notre envoyé spécial

Monaco. — Lors de la traditionnelle visite qu'ils font aux joueurs après les matches, les journalistes s'attendaient à trouver les footballeurs monégasques abattus et muets. Or, si certains restaient prostrés sur leur banc, mercredi soir, c'était plutôt du désarroi qui apparaissait sur les visages et dans les propos. Au-delà de la défaite (1 à 0) et de leur élimination au premier tour de la Coupe européenne des clubs champions, les footballeurs de la Principauté avaient, en effet, l'impression d'être tombés dans un piège remarquablement tendu par les amateurs de Malmö.

Le score nul du match aller et trois victoires consécutives à Nice (6 à 1), Marseille (2 à 1) et Bastia (6 à 0) en championnat avaient fait oublier aux Monégasques l'avertissement donné aux footballeurs français par les Suédois, le 1<sup>er</sup> septembre, au Parc des Princes, en championnat d'Europe des nations, tout comme la grande expérience des joueurs de Malmö dans une épreuve aussi spéciale que la Coupe d'Europe, qu'ils disputent pour la huitième année consécutive.

A l'inverse des Nancéiens et des Strasbourgeois, battus lors de leur première confrontation avec le Frem de Copenhague et Elfsborg (Suède), les Monégasques ont d'abord pécuni par excès de confiance pour ces retrouvailles avec leurs adversaires. Un minimum de concentration et de motivation supplémentaires leur aurait peut-être permis de profiter, dès la première minute de jeu, d'un invraisemblable catouillage devant le but suédois, où pas moins de quatre Monégasques furent touchés à tour de rôle.

Cette faute psychologique n'aurait pas eu de conséquences irréparables si les Suédois ne s'étaient pas rapidement organisés pour enrayer toutes les attaques adverses, en disposant sur le terrain d'un véritable bloc de quatre arrières opérant en ligne à proximité des quatre demis et des deux attaquants.

### Empêcher l'adversaire de poser le jeu

Pour avoir observé l'équipe monégasque au tour préliminaire contre le Steaua de Bucarest, Bob Houghton, l'entraîneur anglais de Malmö, l'a jugé « très technique et très efficace quand elle peut développer son jeu de passes, mais vulnérable si on l'empêche de s'organiser ». Dès lors, l'ambition des Suédois était de ne laisser aucun répit à leurs adversaires, afin de ne pas leur permettre de poser le jeu.

En optant pour la défense en ligne, les Suédois avaient déjà choisi de surprendre les attaquants monégasques le plus souvent possible en position de hors jeu, et, surtout, de resserrer leurs propres rangs. Comme ils pouvaient, grâce à leur condition physique, exercer une pression constante à trois et parfois quatre joueurs sur le possesseur du ballon, celui-ci n'avait d'autre ressource que de s'en débarrasser, trop rapidement pour pouvoir le donner dans de bonnes conditions à un partenaire.

Faute de disposer de véritables ailiers de débordement, les Monégasques n'ont jamais pu transpercer ou contourner le bloc défensif adverse. Ce sont, au contraire, les Suédois qui ont tiré profit d'un coup franc prolongé de la tête sur la barre transversale par Bo Larsson et repris par Kinnvall pour inscrire le seul but du match à la trentième minute.

Comme lors de leur dernière

### LES RÉSULTATS

#### PREMIER TOUR DES COUPES D'EUROPE (matchs « retour »)

#### COUPE DES CLUBS CHAMPIONS NATIONAUX

(Des résultats des matches « aller » (figurent entre parenthèses))

Malmö (Suède) 1-0 (0-0) bat Monaco (Mon.)

Schalke (Allemagne) 1-0 (1-2) bat Nicolas (Chypre)

W. Cracovie (Pologne) 3-1 (1-2) bat F.C. Bruges (Belg.)

Grasshoppers (Suisse) 3-1 (3-0) bat La Vallette (Malte)

Brno (Tchécoslovaquie) 2-0 (1-1) bat Uljast (Hongrie)

Lok. Sofia (Bulgarie) 2-1 (2-2) bat Odessa (Ukraine)

Dyn. Dresde (R.D.A.) 2-0 (0-2) bat Part. Belgrade (Youg.)

Austria Vienne (Autriche) 4-1 (0-2) bat Vindobona (Autriche)

Dynamo Kiev (U.R.S.S.) 3-1 (0-0) bat Valveskovik (Finl.)

Albanie (Yougoslavie) 1-1 (1-4) bat Cologne (R.F.A.)

SV Eintracht (Holl.) 6-1 (2-2) bat Paderborn (Tur.)

Liverpool (Angleterre) 0-0 (0-2) bat Real Madrid (Esp.)

Progr. Neuchâtel (Lux.) 7-0 (5-0) bat Lillestrøm (Norvège)

Bay. L. Berlin (R.F.G.) 1-0 (0-0) bat Glasgow Rangers (Ecos.)

Porto (Portugal) 2-0 (0-1) bat Juventus (Italie)

ASE Athènes (Grèce) 4-1 (1-4) bat Benfica (Port.)

SV Eintracht (Holl.) 6-1 (2-2) bat Paderborn (Tur.)

Liverpool (Angleterre) 0-0 (0-2) bat Real Madrid (Esp.)

Progr. Neuchâtel (Lux.) 7-0 (5-0) bat Lillestrøm (Norvège)

Bay. L. Berlin (R.F.G.) 1-0 (0-0) bat Glasgow Rangers (Ecos.)

Porto (Portugal) 2-0 (0-1) bat Juventus (Italie)

ASE Athènes (Grèce) 4-1 (1-4) bat Benfica (Port.)

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75007 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS  
7 mois 6 mois 3 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
115 F 210 F 365 F 400 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
265 F 390 F 575 F 760 F

ÉTRANGER  
(par mandats)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
143 F 265 F 385 F 510 F

2. - TUNISIE  
180 F 340 F 500 F 660 F

Par voie aérienne  
Tariif sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse :  
indiquer ou préciser (deux  
semaines ou plus) : nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de  
réviser les noms propres en  
cassant d'impression.

### LISEZ

#### « Le Monde des philatélistes »

En vente dans les kiosques

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Favet.

Imprimerie  
de « le Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tout  
texte, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 5471.

صلى الله عليه وسلم



VU

## Laurence à la barre !

Vivement la relève ! Avez-vous vu, mercredi soir sur Antenne 2, le gouvernement futuriste formé par Patrice Lafont (« Mi-fuge-mi-réson ») : cinq ministres de moins de seize ans, dont l'un, chargé de l'éducation nationale et des universités — il y avait trois filles pour deux garçons, — prônait l'égalité des chances dès l'entrée à la maternelle ? Elle voulait respecter le droit de l'enfant de se développer à son propre rythme, à sa façon, de se sentir bien dans sa peau au lieu de rester à la traîne d'un enseignement privilégié : moins de maths, plus de sport et plus de travaux manuels — à croire qu'elle avait lu le professeur Dubreuil-Rizzen. A la fin de l'émission — en direct, attention, — c'est à elle, Laurence, que sont allés, par le truchement de S.V.P., nos surtrages. Elle était sensationnelle. Les autres aussi, soyons justes. Il fallait les entendre, géné-

reux, spontanés, pleins d'idées, de convictions, chateaux, déterminés. Roland, ministre de l'intérieur et garde des Sceaux, est allé plus vite encore et des permissions pour les prisonniers (le pourcentage des bavures se situe autour de 6,03 %) et suppression immédiate de la peine de mort. Là, le public a un peu tiqué : que dirait-il s'il s'agissait du meurtre délibéré d'un enfant ou, tiens ! de son propre père ? Il ne dirait pas autre chose : la guillotine, on est pour ou contre. Il est contre totalement.

Laurence à la barre ! Elle était contre la censure en quelque circonstance que ce soit ; pour une loi véritablement démocratique, au service de la société et non pas à la botte de la majorité ; contre la télé dimanche pour permettre aux gens de s'arrêter, de se cultiver. C'était presque trop beau pour

être vrai. On s'est demandé si ce n'était pas truqué. Si ces grands sentiments ne leur avaient pas été soufflés. Ils se sont récriés, mi-amusés, mi-indignés : non, la production a eu la main heureuse, tout simplement. La qualité, la spontanéité de leurs réactions à une enquête en duplex depuis Copalville ne trompaient pas.

Cela changeait agréablement des pompesuses déclarations qui sont tombées en guise de prières de la barre supérieure de M. Raymond Barre. Il conseillait aux jeunes d'apprendre les langues étrangères et de se préparer à tenir un rôle sur la scène internationale. A l'exemple des Italiens : eux ne craignent pas d'émigrer. Pourquoi les Français n'en feraient-ils pas autant ? Pas pour la vie, pour quelques années seulement. Ce permettrait d'améliorer la situation de l'emploi.

CLAUDE SARRAUTE.

JEUDI 28 SEPTEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Musique en direct du Palais des congrès : Symphonie n° 5, de G. Mahler, par l'Orch. de Paris, dir. D. Barenboim.

**ligneroset**  
aux Galeries Lafayette  
Haussmann, Belle Épine, Lyon la Part-Dieu

21 h. 45. Euro 9 (Les tribulations d'Euro-gawatt), 22 h. 50. Ciné première, avec F. Chatelet, philosophe.

## CHAÎNE II : A 2

20 h. 35. Le grand échiquier, de J. Chancel ; Pierre Seehers.

**A L'OLYMPIA A MINUIT LE 29 SEPT.**  
Nuit brésilienne avec  
V. De Moraes - A. C. Jobim - Toquinho  
Musique  
Enregistrement du spectacle :  
DISQUE TELEVISION 697 - CASSETTE 30 177  
Distribution MUSIDISC-EUROPE

23 h. 15. Spécial buts : Coupe d'Europe.

## CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : **TERREUR SUR LE BRITANNIC**, de R. Lester (1974), avec R. Harris, O. Sharif, D. Hemmings, A. Hopkins, S. Knight.

22 h. 15. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. 30. « Le Linceul de Prosper », de J. Kresmar. Réalisation R. Borovits. Avec M. Vitold, R. Mureau, R. Dechartre, P. Traubert, etc. ; 22 h. 30. Nuit magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

21 h. 5. En direct de Munich : « Requiem allemand », de Brahms, par les chœurs et l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise. Direction R. Kubelik. Avec R. Maiba, soprano ; W. Brandel, baryton ; 22 h. 40. Nuit sans voix ; 23 h. 5. Actualité des musiques traditionnelles ; 0 h. 5. Café de Paris.

VENDREDI 29 SEPTEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 15. Journal ; 13 h. 50. La source de vie ; 18 h. 15. A la barre ; 19 h. 15. Pour les petits ; 19 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Feuilleton : Christine (n° 15) ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Au théâtre ce soir : La Plume, de Barillet et Gredy, mise en scène M. Roux, réal. P. Sabatier, avec M. Roux, M. Barbaud, A. Feydeau, C. Simon.

Une satire de la littérature et de ses jeunes jolies. Le petit monde parisien vu au « Boulevard ».

22 h. 5. A bout portant : Miroille.

## CHAÎNE II : A 2

13 h. 50. Feuilleton : La provocateur ; 14 h. Aujourd'hui madame ; 15 h. Série : La chasse aux hommes ; 16 h. Delta ; 17 h. 25. Fenêtre sur... Graham Green ; 17 h. 55. Récit A. 2 ; 18 h. 35. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club (Julian Clerc) ; 20 h. 30. Journal.

20 h. 30. Feuilleton : Médecine de nuit (2. — Anne).

21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes (Les méconnus de l'histoire).

Avec Mme G. Dubouché (Dys bye Geneviève), MM. J.-P. Kahn (Journal de guerre d'un juif parisien, 1914-1918), P. Riguet (Les Collines de l'histoire), H. Troyat (Le Prisonnier), J. Tulard (Mémoires du sergent Bourgoigne).

22 h. 40. Journal.

22 h. 45. Ciné-club : FILM : LA NUIT DES FORAINS, d'I. Berkman (1953), avec H. Anderson, A. Gronberg, H. Ekman, A. Ek, G. Brost, A. Tretow, G. Bjornstrand (v.o. sous-titrée, N.).

En 1900, dans une petite ville de Suède, le directeur d'un minuscule cirque ambulant et sa jeune épouse, l'écopée, subissent affronts, humiliations et échecs. La condition de

humaine dans un univers de solitude et de désespoir. Quatre notes et berceuse, avec une extraordinaire séquence onirique.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : les Guides de France ; 19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Journal animé ; 20 h. 30. L'homme à 20 h. 30.

20 h. 30. Le nouveau vendredi : la Pologne a vingt ans.

Confronts de la télévision suisse romande. Christine Oelz présente une enquête sur les femmes polonaises : la génération qui n'a pas connu le régime soviétique — elle en dehors du système ? Comment ces étudiants d'une université libre renouent-ils avec l'enseignement officiel.

21 h. 30. Téléfilm : Nous n'avons plus aux champs. Scénario et dial. R. Le Capitaine, réal. P. Cavallias, avec V. Gravier, J. Clève, S. Herbert, etc.

Confronts à l'écrit vers le ville et l'usine, un paysan et un ouvrier s'adaptent.

## FRANCE-CULTURE

14 h. 5. Un livre, des voix : « Les Amours impossibles », de G. Boulet ; 14 h. 47. Les Français d'aujourd'hui : les pédagogues parisiens ; 18 h. 30. Feuilleton : le grand livre des aventures de Bretagne... le devoir d'une reine ; 19 h. 35. Les grandes avenues de la science moderne ; les journaux ;

20 h. 30. Relecture : Colette, par R. Juhn ; 21 h. 30. Musique de chambre : Debussy, Martelli, Downey.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Grands crus ; 21 h. 30. Cycle d'échanges franco-allemands, en direct de Stuttgart : « Remembrance Cellini, ouverture » (Berlioz) ; « Concerto pour piano n° 1 » (Prokofiev) ; « Deux parties d'arrabousta » (R. Strauss), par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart. Direction G. Bertini ; 22 h. 15. France-Musique la nuit : « grande croix » ; 0 h. 5. Nuit sans voix.

## TRIBUNES ET DEBATS

— M. Métr Rosen, conseiller juridique au ministère des Affaires étrangères israélien, est interrogé en direct de Jérusalem au cours du magazine « Le téléphone

Fourcade, vice-président de l'U.D.F., et Mme Françoise Giroud, ancien secrétaire d'Etat, vice-présidente de l'U.D.F., participent à l'émission réservée aux partis politiques, sur TF 1, à 19 h. 40.

## Naissances

— Joseph STAS et Hélène (née Sobol) ont eu pour fille, Deborah, le 28 septembre 1978, 23, rue Desaix, 75015 Paris.

— La tribu Steghens, André Steghens, arrière-grand-père, à Nice.

— Paul Steghens, grand-père, à Valence.

— Catherine et Marius Steghens, tantes, à Vienne et à Fribourg.

— Alain Steghens, oncle, à Reims, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, Richard STEGHENS, le samedi 16 septembre 1978.

— Sa maman, née Rolande Kozal, est heureuse et va très bien.

## Décès

— Le président et les membres de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille.

— Le président et les membres de la chambre régionale de commerce et d'industrie Provence-Alpes-Côte d'Azur.

— Le profond regret de faire part du décès de leur président honoraire, M. Léon RITOUX, le 27 septembre.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Gilbert BRON, survenu le 27 septembre 1978.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 28 septembre, en l'église Saint-Pierre de Chailly.

De la part de : M. Gilbert Bron, Christian et Eric.

M. et Mme de Marchéville, leurs enfants et petits-enfants.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil de surveillance, Le directeur de Carnaud S.A., ont le profond regret de faire part du décès, survenu le 21 septembre 1978, de M. Gilbert BRON.

Les obsèques ont eu lieu le 28 septembre 1978 en l'église Saint-Pierre de Chailly à Paris (92), 19, rue Saint-Vincent-de-Paul, 92 Boulevard-sur-Seine.

— M. André Galtz, survenu le 27 septembre 1978, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale en l'église réformée de Caestre (Paris), le 28 septembre 1978, et l'inhumation à la tombe (Vancluse), 40 boulevard Albert-Lévy, 93100 Massy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis GUIRAUDON, dit Louis Guiral, homme de lettres.

Le mariage a eu lieu le 28 septembre 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 septembre, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame de Bonlieu (92).

De la part de Geneviève Rigobert, 24, rue Vanneau, 75007 Paris, et de Madeleine Guiraudon, 83, rue de la République, 93200 Saint-Denis.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

## On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis LE GUILLOU, commandeur de la Légion d'honneur, colonel en retraite (promotion de Saint-Cyr La Fayette 1917-1918),

breveté d'état-major, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, docteur

de l'université de Strasbourg, survenu le 8 septembre 1978.

Ses obsèques ont été célébrées à Strasbourg, dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mlle Louise LORET, codirectrice-fondatrice

du cours Louis de Marillac-Magenta, la cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en la paroisse de Saint-Sulpice, et l'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Servan-sur-Mer (35).

De la part de ses parents et amis et de Mlle Violette.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Eugène MAHE, née Madeleine Gauthier,

rappeuse à Dien dans sa quarante-deuxième année, native des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu à Vaucluse vendredi 29 septembre 1978, à 10 h. 30, en l'église Saint-Maurille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 29, rue Chausse, 06000 Vaucluse, 18, avenue Raphaël, 75016 Paris.

— Lyon.

Mme Cyrille Piot, Mlle Madeleine Piot, M. et Mme Michel Barret.

Les familles Barret, Berlioz, Pipard, Piot, Genton, Delouch, Charnetant, Jeannin, Pellat, Marconnet, Jannone, Perrot, parents et amis,

ont le regret de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Cyrille PIOT, ancien combattant 1914-1918, médaille militaire, croix de guerre.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 27 septembre 1978, à Lyon.

Cet avis tient lieu de faire-part. 35, avenue Tony-Garnier, 69007 Lyon.

— Les obsèques de M. Joseph VIAL, décédé à Boulogne, le 7 août 1978, ayant été célébrées dans l'intimité familiale, Mme Vial et ses enfants

font célébrer une messe à sa mémoire le 3 octobre 1978 en l'église Saint-Philippe du Roule à Paris, à 17 h. 45, chapelle de la Sainte-Vierge.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui

Annie VILLARD, née Hollinghaus, décédée le mercredi 27 septembre 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de M. Claude Villard, son époux, Monique et Thierry Lefebvre, Anne, Philippe et Alexandre, Christiane et Alain Desprez, Laurence et Armand, Chantal Villard, ses enfants, Mme Anna Freytag, Et de toute sa famille.

On se réunira en l'église Notre-Dame d'Antony, Paris (92), où la cérémonie sera célébrée le lundi 2 octobre 1978, à 10 h. 30.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3 bis, square Henri-Paul, 75016 Paris.

— Cannes, Toulouse, Paris, Mme Jean YON, M. et Mme Guy Stein-Yon et leurs enfants.

Mlle Françoise Yon, ont le regret de faire part du décès de

M. Jean YON, survenu à Cannes, le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

## Anniversaires

— Il y a un an, le 29 septembre, Pascal BENICHOY nous a quittés brutalement, à l'âge de vingt-trois ans.

Pour lui, une pensée affectueuse est adressée à tous ceux qui l'ont approché, apprécié et aimé.

Suzanne, Gaëlle-Suzanne, 64300 Orthez.

## Messes anniversaires

— La chancellerie de l'Ordre de la Libération, l'Association des Français libres, les médaillés de la Résistance et l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle célèbrent le huitième anniversaire de la mort du

général de GAULLE, le jeudi 5 novembre. Deux messes à 10 h. 30 et 11 h. 30 seront célébrées à Colombey-les-Deux-Églises, et une messe sera dite à 18 heures dans la chapelle Saint-Louis des Invalides.

Les personnes qui souhaitent se rendre à Colombey, au départ de Paris, pourront utiliser un train spécial. S'inscrire à la chancellerie de l'Ordre de la Libération (téléphone : 705-55-51), avant le 1<sup>er</sup> novembre.

De plus, des cars seront prévus au départ de Paris et d'un certain nombre de villes de province ; s'adresser aux responsables locaux de l'Association des Français libres.

Naturels, sains, savoureux, désaltérants, SCHWEPPE Lémon et « Indian Tonic » les deux SCHWEPPE.

## PRESSE

## LA SAISIE DE « PARIS-MATCH » : une injure faite au public.

L'hebdomadaire Paris-Match, qui avait été saisi la semaine dernière à la suite d'une action judiciaire engagée par Jacques Brel, commente cette mesure sous le titre « Paris-Match dérange ».

« Saisi », le journal est une affaire doublement grave. C'est d'abord exercer un blocus sur des informations qui n'avaient rien à voir avec la photo incriminée. (...) C'est enfin, et surtout, une injure faite au public, à nos quatre millions de lecteurs, traités non pas comme des adultes mais, comme des mineurs irresponsables.

Car l'on s'arroge le droit de leur indiquer ce qu'ils peuvent lire ou non. C'est en somme les priver d'une démarche d'hommes et de femmes libres. (...) »

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui

Annie VILLARD, née Hollinghaus, décédée le mercredi 27 septembre 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de M. Claude Villard, son époux, Monique et Thierry Lefebvre, Anne, Philippe et Alexandre, Christiane et Alain Desprez, Laurence et Armand, Chantal Villard, ses enfants, Mme Anna Freytag, Et de toute sa famille.

On se réunira en l'église Notre-Dame d'Antony, Paris (92), où la cérémonie sera célébrée le lundi 2 octobre 1978, à 10 h. 30.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3 bis, square Henri-Paul, 75016 Paris.

— Cannes, Toulouse, Paris, Mme Jean YON, M. et Mme Guy Stein-Yon et leurs enfants.

Mlle Françoise Yon, ont le regret de faire part du décès de

M. Jean YON, survenu à Cannes, le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 29 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue des Balais, 93400 Clichy, 21830 Saint-Ouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean YON, survenu le 25 septembre 1978.

Les obsèques auront lieu dans

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,88
OFFRES D'EMPLOIS	6,00	6,86
DEMANDES D'EMPLOIS	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**Importante Société de Distribution d'Équipements Électroniques**  
recherche

**LE CHEF DE SON SERVICE COMPTABLE**

Rattaché directement au Directeur Financier, le poste exige un D.E.C.S. complet ou une formation équivalente ainsi que 3 années d'expérience au moins.

Des connaissances en informatique seraient très appréciées.

L'expansion de l'entreprise offre une évolution de carrière intéressante à un candidat dynamique.

Le poste est situé en banlieue parisienne Ouest.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée à M. BOGNIER - SGP - B.P. 88 - Paris 17ème, qui traitera les dossiers confidentiellement.

**emplois régionaux**

**STE DES AUTOMOBILES PARIS-REIN-RHONE**  
recherche, urgent, pour région BOURGOGNE

**EMPLOYÉ ADMINISTRATIF RESPONSABLE DE LA FONCTION PERSONNEL**

Travaillant en étroite relation avec le Service Central des Relations Humaines, il sera chargé de l'application à la région (300 personnes), de la politique du personnel de la société (administration courante, recrutement, formation, sécurité et conditions de travail, relations avec les partenaires sociaux...).

Le candidat retenu (H. ou F.) aura une formation supérieure (droit, psychologie du travail...), le sens des contacts humains. Une première expérience de la fonction sera appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : BEAUNE (COTE-D'OR).  
REMUNERATION ANNUELLE : 40.000 F.

Adresser curriculum vitae à S.A.P.R.H., Service des Relations Humaines, 36, rue du Docteur-Schmitt, 21000 DIJON SAINT-APOLLINAIRE.

Organisme national de FORMATION D'ADULTES rech.  
**ANIMATEUR DE FORMATION**  
Formation supérieure exigée : sciences humaines, psychologie, sciences de l'éducation.  
Expér. réelle format. d'adultes. Connaiss. milieu scolaire supérieur. Lieu de travail : VIENNE.  
Envoyer C.V. et photo à : A.F.O.P.A.R., 4, bd Rich-Lenoir, 75011 Paris.

CLINIQUE D'ARONAY 74300 (Haute-Savoie) recherche  
**INFIRMIERES D.E.**  
Envoy. C.V. au tél. (50) 57-82-41.

**SUR AVIGNON (84000)**  
POSTE à rédacteur d'actes de sociétés ayant connaissances juridiques confirmées.  
Ecrire HAVAS AVIGNON, n° 133, qui transmettra, avec C.V. et prétentions.

**emploi international**

**ENTREPRISE GENERALE DE CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES DE TAILLE MOYENNE**  
recherche, dans le cadre du développement de ses activités EXPORTATION

**1 DIRECTEUR COMMERCIAL**

De formation ingénieur, le candidat devra avoir une vaste expérience de la vente à haut niveau à l'étranger de bâtiments de maîtres à usage industriel, commercial ou socio-éducatif. Il devra par ailleurs avoir déjà dirigé un service commercial exportation et bien connaître les pays d'AFRIQUE et d'ORIENT-SEPTENTRIONAL.

Ce poste implique des déplacements et une parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrite et parlée).

Adresser C.V., photo, n° 2374 PA SVP, 37, rue du Général-Poy - 75008 Paris.

**POUR CONNAITRE TOUTES LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS OUTRE-MER, ÉTRANGER**

Amérique du Nord et du Sud, Australie, Afrique, Europe, avoir des offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens, demandez une documentation sur notre revue spécialisée : **EMIGRATIONS** (T. 40) 3, rue de Montyon - 75429 PARIS CEDEX 08.

Cherch. pr travail en Allemagne Société IVOIRIENNE recherche

**INGÉNIEUR RADIO-CHIMIE**  
ou format. équiv., spécialisé en

Adress. candidat à EURATOM, 7500 KARLSRUHE (R.F.A.), Postfach 226.

**emplois internationaux**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

## offres d'emploi

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE FILIALE GROUPE SUISSE**  
Leader mondial dans sa branche (Sécurité Vol et Incendie) Banlieue Ouest PARIS

recherche

**PROGRAMMEUR - ANALYSTE**  
2 à 3 années d'expérience

Formation DUT Informatique ou équivalent. Il devra être capable de maîtriser rapidement l'existant pour développer de nouvelles applications orientées « bases de données » et télétraitement (DB2, JCL, COBOL).

Large possibilité d'évolution pour candidat dynamique. Connaissance de la langue allemande appréciée. Le poste impose des déplacements ponctuels à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à CHERBON GUINARD, 81, rue Corot - 92410 VILLE-D'AVRAY.

**POUR SAINT-DENIS**

**INGÉNIEUR E.S.E., I.E.G., E.N.S.T.A. ou I.S.E.P.**

Possédant environ 3 années d'expérience dans les domaines de :

- mini et micro informatique ;
- téléinformatique et réseaux ;
- terminaux d'ordinateurs ;
- et, si possible, en logiciel.

pour étude de systèmes et suivi d'affaires et projets.

Anglais indispensable.

Adr. lettre manuscrite, et C.V. dét. sous réf. 78-08-52 à P. LANSSE, B.P. 111, ST-DENIS Cedex 93202.

**E. A. I.**  
Filiale française de E.A.I. U.S.A.

recherche

**DEUX A.T.P. ÉLECTRONICIENS**

pour installations et S.A.V. de ses calculateurs numériques et analogiques.

Possédant :

- Expérience S.A.V.
- Connaissances sérieuses des systèmes mini-ordinateurs et périphériques associés.
- Techniques des circuits analogiques.
- Anglaise technique.

- Formation complémentaire assurée par nos soins.
- Remboursement frais réels et voitures.
- Travail diversifié.

Envoyer C.V. et prétentions ou téléphoner pour Renseignements à : E.A.I. Service du Personnel, 25-27, rue Ghinon - 75731 PARIS - Cedex 15. Tél. : 577-08-12.

**POUR SAINT-DENIS**

**INGÉNIEUR II ou CADRE II**

Bonne expérience industrielle, études développement, connaissance schémas logiques et analogiques et ayant la pratique de la technologie industrielle.

Pour standardisation et qualification de composants dans le cadre de l'assurance qualité de la division.

Le candidat doit être attentif aux problèmes de fiabilité, de production, d'organisation et posséder une excellente formation de base associée à une pratique récente.

Adr. lettre man. et C.V. dét. sous réf. 78-08-52 à P. LANSSE, B.P. 111, ST-DENIS - CEDEX 93202.

**LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS**  
recherche

**INGÉNIEUR**  
Responsable d'Applications Informatiques (définition cahier des charges, relations utilisateurs - service informatique, coordination avec autres applications etc...)

Adresser C.V. et prétentions sous réf 6462 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02

**FILIALE GRAND GROUPE**  
recherche

**PROGRAMMEURS P.A.C.**

Disponibles rapidement.

Pour renseignements complémentaires et rendez-vous. Téléphoner à :

Mlle DE BOURNET, 256-03-08

**MATRA**  
développe sa politique industrielle et crée un poste

**INGÉNIEUR METHODES-PRODUCTION**

Il est chargé d'assister les responsables des différentes branches d'activités du groupe en vue de promouvoir les méthodes série.

Ce poste nécessite une polyvalence technique (mécanique, électronique, plastique), acquise au cours d'une expérience série de 8 à 10 ans.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 379

**MATRA** R. KORFAN  
B.P. N° 1-78140 VELIZY

**SOCIÉTÉ INGÉNIERIE CHIMIQUE ET PÉTROCHIMIQUE RÉGION PARISIENNE**  
travaillant principalement à l'exportation recherche

**INGÉNIEUR HAUT NIVEAU**

pour poste à responsabilités importantes tant en négociation qu'en exécution de contrat.

Le poste suppose une bonne connaissance de l'ingénierie et conviendrait à l'ingénieur ayant dirigé projets importants.

LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE.

Adr. C.V. détaillé et prêt, sous le numéro 1121, à SEPAR, 12, rue Jean-Jaures - 92897 PUTEAUX.

**RENAULT INDUSTRIES EQUIPEMENTS ET TECHNIQUES (R.I.E.T.)**  
recherche

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

130 000+ appelé à devenir INGENIEUR DE PROJETS (branche agro-alimentaire)

Formation : AGRO, ENSIA - âgé de 35ans minimum.

Expérience : réalisation et exploitation dans le domaine agro-industriel et possible élevage.

Anglais indispensable, Espagnol souhaitable. Déplacements fréquents.

Adresser C.V. manuscrite à Direction du Personnel 325 Bureaux de la Colline 92213 ST CLOUD.

**CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE**  
recherche

pour son service financier

**jeune cadre**

ou maîtrise pour recouvrements créances clients et gestion de trésorerie. Diplômé de l'enseignement supérieur ou possédant une expérience de 3 à 5 ans en trésorerie et recouvrements.

Adresser C.V. et prétentions à CISI, 35, boulevard Brune, 75014 PARIS.

**REDACTEUR-ADMINISTRATIF**  
Sérieuses références exigées. Saitre Lef. C.V. au n° 943 CONTEXTE Publique, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>.

Organisme d'enseignement travailleurs étrangers recrute pour l'étranger région parisienne

**DIRECTEUR (TRICE)**  
Enr. C.V. détaillé et prêt, avant le 5 octobre 1978 à : Prédire des d'écrits, 4, avenue Georges-Clemenceau, 92391 Sceaux.

**COLLABORATEURS**

Ayant le sens des responsabilités, goût des contacts humains, esprit de gestion, sens social.

Age min. 35 ans. Sal. annuel 42.000 F. Logt. assuré. Formation complémentaire. Expérience antérieure appréciée.

Ecrire avec C.V. et photo, s/réf. 4562, à ICA, qui transmettra.

**ICA PETITES ANNONCES**  
5, rue Chateaubault, PARIS 7<sup>e</sup>

**Q.I.E.R.A.**  
rech. pour son développement de CHATELAIN-SOUS-BAGNEUX 92220, 22, avenue Division-Lecterc

**UN INGÉNIEUR PHYSICIEN**  
Pour recherches appliquées. Spécialisations souhaitées : Microprocesseurs ; Optique.

Adress. cand. avec C.V. et photo, URGENT. Pour envoi seul, complétez P.A.L.E. Société d'électronique recherche

**COMPTABLE**  
(Homme de préférence) B.T.S. ou équivalent 2 a. expér. minimum. Libre de suite. Conditions et poste intéressants. Lieu de travail ORSAY. Ecr. à St A.T.N.E., av. de l'Atlantique, zone de Courcouronnes, 91400 ORSAY. Tél. 628-76-72.

**C.E. banlieue Sud de Paris**, recherche à mi-temps, 20 h. par semaine, pour son Centre de loisirs, les mercredis et samedis vsc. Ecr. à : UN DIRECTEUR (TRICE) diplômé ayant expérience. Ecr. à T. 08.39 M. Régis-Pressa, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

**Centre d'action culturelle**

**DIRECTEUR (TRICE)**  
Enr. C.V. détaillé et prêt, avant le 5 octobre 1978 à : 4, avenue Georges-Clemenceau, 92391 Sceaux.

**SP. 2 M**  
- Conseil en recrutement.  
- Recr. pr différents clients.  
- De premier plan.

**ANALYSTE-PROGRAM.**  
COBOL-Assembleur  
Connaissance C.I.C.S./JCL. 1 D.O.S. ou O.S. très appréciés.

**PROGRAMMEURS**  
ou **ANALYSTE-PROGRAM.**  
P.D.P. 11. Assembleur ou BASIC - R.S.T.S.

**PROGRAMMEURS P.L. 1**  
Tél. pour rendez-vous 292-06-77.

**Niveau PUBLIC RELATION**  
pour situation grand standing.  
Ecr. réf. 376 M. M. Mennier, 140, rue St-Henri, 75001 Paris.

**EMPLOIS de Parisienne**, de plein air, des loisirs et du tourisme FRANCE. Demandez une documentation gratuite sur le revue **FRANCE ANIMATION** (8 30, B. 2, 402-05, PARIS

**Centre socio-culturel et sportif**  
M.J.C. recherche ANIMATEUR-ANIMATEUR exp. animation ex. URGENT. C.V. à Club de Créteil (93000), r. Charpy, qu. Croix-des-Marchés.

Usine de récupération cherche

**UNE PERSONNE**  
à temps réel pour organisation et maintenance de dépt. Envoyer référence à C.D.I., 8, rue Babouin, 92000 PUTEAUX poste 24. Ecrire pr. ou téléph. à : UN DIRECTEUR (TRICE) diplômé ayant expérience. Ecr. à T. 08.39 M. Régis-Pressa, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

**Centre d'action culturelle**

**DIRECTEUR (TRICE)**  
Enr. C.V. détaillé et prêt, avant le 5 octobre 1978 à : 4, avenue Georges-Clemenceau, 92391 Sceaux.

**SP. 2 M**  
- Conseil en recrutement.  
- Recr. pr différents clients.  
- De premier plan.

**ANALYSTE-PROGRAM.**  
COBOL-Assembleur  
Connaissance C.I.C.S./JCL. 1 D.O.S. ou O.S. très appréciés.

**PROGRAMMEURS**  
ou **ANALYSTE-PROGRAM.**  
P.D.P. 11. Assembleur ou BASIC - R.S.T.S.

**PROGRAMMEURS P.L. 1**  
Tél. pour rendez-vous 292-06-77.

## secrétaires

**SECRÉTAIRE STENO ALLEMANDE**  
Appelée  
O. K. Conseils, 223 - 63 - 84.

**TELESEC-AIRTRONIC**  
recherche

**SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS STENO ANGLAIS INDISPENSABLE**

13 mois - Cantine Avantages sociaux.  
Téléphoner pour rendez-vous : 534-75-35, poste 2216.

## gérances

**J. Fme expér. ch. gérance de laveries automat. et lavages à sec.**  
Excell. référ. S'adr. à Mlle Glaciane, 25, rue de VERNEUIL, 75007 PARIS.

**occasions**

**EN SOLDE MOQUETTE ET REVESTEMENTS MURAUX** 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> choix, 50.000 m<sup>2</sup> sur stock.  
Téléph. 587-86-75.

**cours et leçons**

Techniq. d'expression, littérature française, critique littéraire, par enseignante, femme de lettres. Méthode nouvelle. Cycles courts. Horaires souples. Tél. à partir de octobre (le mail) 684-11-51.

**ETUDIANTS CYCLE ET AGREGATION** donnent leçons matins tous nivx. Tél. 651-33-82.

## capitaux ou proposition comm.

Quelle maison spécialisée veut diffuser en France le jeu de

**PROLO POLY**  
Ecr. à : N° 943 CONTEXTE Publique, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>.

Pour tout problème financier contactez : P.I.C., 308-41-05, 15, rue La Sœur, 75016 Paris.

Recherche pour la SUISSE REPRESENTATION DE PRET-A-PORTER LUXE ou autre articles féminins. Gds locaux à disposition. Ecr. sa chiffré P. 55.588 à Publicis, 100, rue LAUSANNE, case postale (VD), Suisse.

## formation professionnelle

**BRASSEUR D'AFFAIRES BLUEJEANS**  
DE RECUPERATION

Pour marchés aux perles, bagues à prix réduits, universités, exportation jeans, vestes, jeans. Approvisionnement cantons. NATIONAL DIVERSIFIED INDUSTRIES INC. 35-45, N.E. 73rd St. Miami, Florida, U.S.A.

TELEX 24321 LUCKY-UR.

Directeur Société de relations publiques à NEW-YORK, 6000 entrepreneurs promotion de produits et Sociétés françaises aux Etats-Unis. Pour l'avis appeler Fabian, 587-32-46 à part. 18 h.

## stages de reconversion chômeurs

(rémunérés)

**1) ASSISTANTS EXPORT**

- Niveau Bac + 2.
- Notions d'anglais + 1 autre langue.

**2) SECRÉTAIRES TRILINGUES**

- Niveau Bac.
- Notions d'anglais.

Durée des stages : 8 mois environ.  
Renseignements : tél. au 379-97-58, poste 30.

## demandes d'emploi

## DIRECTEUR FINANCIER

Grande expérience de l'Afrique. Excellentes références sociétés internationales. Français - Anglais - Allemand - Néerlandais. Redressement et création service comptable. Formation cadres africains. Cherche situation Afrique francophone.

Ecr. au n° 511237 à Rosal Régis Publicitaires, 112, rue Royale, 1000 BRUXELLES (BELGIQUE).

## DIRECTEUR FINANCIER

Grande expérience de l'Afrique. Excellentes références sociétés internationales. Français - Anglais - Allemand - Néerlandais. Redressement et création service comptable. Formation cadres africains. Cherche situation Afrique francophone.

Ecr. au n° 511237 à Rosal Régis Publicitaires, 112, rue Royale, 1000 BRUXELLES (BELGIQUE).

## NÉGOCIATEUR PROJETS

Proche d'Algérie, franc. ingénieur INSEAD, franc. anglais, arabe. Spécialités : Proj. arabes.

Ecr. n° 1 0866 M. Régis-Pressa, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

Ecr. n° 8027, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

Ecr. n° 4972, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

**OPERATEUR C.I.C.S./JCL. 1**  
4 ans d'expér., esprit vif et dynamique. Libre de suite. Ecr. n° 4972, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

**PROJETEUR COLLABORATEUR D'ARCHITECTE**  
23 ans, 4 ans d'expér., recherche place stable, libre de suite. Projets, permis de construire, décoration intérieure. HONNET, 75, r. des Moutons, 92000 ASNIERES. Tél. 700-99-71.

**DIRECTEUR CENTRES DE VACANCES** ch. centre en gestion directe. Néés, évier, Piques, zones A, B, C. 80 enfants maximum 7-12 ans. Alpes, Pyrénées. Ecr. n° 2149, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

**J.P. 27 a.** ch. emploi complémentaire. 10 a. expér. clients, fournisseurs, payés, trésorerie. Ecr. n° 6791, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

**COMPTABLE** 12 a. cabinet expert DECS complet, stage expert terminé. Recherche situation de respons. dans import. société. Cabinet d'est. Tél. : 537-28-31.

**CHEF COMPTABLE 33 ANS**  
Ecole de commerce + D.E.C.S. comptable. Plusieurs années d'expér. en Afrique noire, recherche poste à responsabilités services administratifs et comptable.

A DAKAR, Sénégal.  
Ecr. à 8308, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

**J.P. 18 ans** dépt. O.M. cherche emploi de bureau. Ecr. à CHAUVIERE. Tél. : 645-42-66.

## SECRÉTAIRE DIRECTION

Connaiss. parfaite ALLEMANDE, rédacteur et traducteur les deux langues. Incluse au contrat. S'adr. réf. Libre de suite. Téléph. : 678-21-46.

**SECRÉTAIRE DIRECTION**  
Connaiss. parfaite ALLEMANDE, rédacteur et traducteur les deux langues. Incluse au contrat. S'adr. réf. Libre de suite. Téléph. : 678-21-46.

## SECRÉTAIRE DIRECTION

Connaiss. parfaite ALLEMANDE, rédacteur et traducteur les deux langues. Incluse au contrat. S'adr. réf. Libre de suite. Téléph. : 678-21-46.

**SECRÉTAIRE DIRECTION**  
Connaiss. parfaite ALLEMANDE, rédacteur et traducteur les deux langues. Incluse au contrat. S'adr. réf. Libre de suite. Téléph. : 678-21-46.

## SECRÉTAIRE DIRECTION

Connaiss. parfaite ALLEMANDE, rédacteur et traducteur les deux langues. Incluse au contrat. S'adr. réf. Libre de suite. Téléph. : 678-21-46.

**SECRÉTAIRE DIRECTION**  
Connaiss. parfaite ALLEMANDE, rédacteur et traducteur les deux langues. Incluse au contrat. S'adr. réf. Libre de suite. Téléph. : 678-21-46.

صكنا من الاصل





Le Monde

## équipement

A PROPOS DE...

La mise en place des conseils départementaux

## L'architecture du pauvre

La consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ne sera pas obligatoire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1984, et le Parlement vote le projet de loi adopté par le conseil des ministres du mercredi 27 septembre.

Ce retard sans gravité si, d'autre part, le gouvernement avait dégagé des crédits suffisants pour la mise en place rapide de ces organismes chargés par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 de développer « l'information, la sensibilisation et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement ».

La loi avait réservé une période de deux ans pour la mise en place des conseils dans chaque département et le Parlement avait décidé que, dès le 3 janvier 1979, les personnes qui désirent construire sans architecte seraient obligées de consulter le conseil pour recueillir un avis sur leur projet, sans pour autant être tenus de suivre cet avis.

Les conseils devaient aussi développer par d'autres moyens pédagogiques la culture architecturale des élus, des techniciens, des artisans et du public. Créés sous la forme d'associations réunissant des fonctionnaires, des praticiens et des usagers, les C.A.U.E. prennent la suite des divers organismes d'assistance architecturale qui existaient depuis quelques années dans certains départements.

Depuis le vote de la loi, les lenteurs administratives et les complications politiques, les querelles d'interprétation entre l'ancien ministre de l'équipement et celui de la culture, le manque de crédits, enfin, ont ralenti la mise en place des C.A.U.E. Six départements seulement ont déjà créé leur association : Pyrénées-Atlantiques, Dordogne, Lozère, Cantal, Hautes-Pyrénées, Aube.

On estime à la direction de l'architecture que cinquante autres associations pourraient être créées d'ici à la fin de l'année, et les dernières avant

mars prochain. Ce qui ne veut pas dire qu'elles seront en état de fonctionner.

Cinq millions de francs ont été consacrés aux conseils, en 1978, et le ministère de l'équipement a, de son côté, mis à leur disposition beaucoup de ses architectes-conseillers. Mais, dans le projet de budget pour 1979, les crédits n'augmentent pas de manière notable. Et le gouvernement a l'intention de proposer au Parlement l'institution d'une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement qui permettrait de financer les conseils et dont le taux serait décidé par les conseils généraux.

L'attitude du gouvernement est apparemment logique. Le report de l'obligation de consulter les conseils est justifié dans l'exposé des motifs du projet de loi par le souci que de répondre à « une demande effective du milieu local. Si l'on veut que cette institution décentralisée et originale prenne un bon départ, il ne faut pas qu'une opération prématurée de consultation obligatoire du conseil vienne transformer une aide souhaitée par les habitants en une démarche administrative qui soit ressentie comme une nouvelle procédure de contrôle ». Ces arguments avaient déjà été employés lors du débat, puisque l'obligation de consulter les conseils résulte d'un amendement parlementaire.

Il est souhaitable que le public aille de lui-même à la rencontre des architectes. Les conseils doivent, comme le précise le projet de loi, organiser un dialogue, faire partager le goût et la recherche de la qualité architecturale. Un échange libre de toute contrainte, une pédagogie souple sont préférables à la peur du gendarme. Sans doute. Mais comment les conseils d'architecture pourront-ils faire la preuve de leur utilité, si, d'autre part, l'Etat, initiateur de cette politique, ne leur donne pas les moyens d'agir. Le report de l'obligation n'est pas grave en soi. La manque de crédits budgétaires est, en revanche, l'indice plus inquiétant d'un relâchement de la politique en faveur d'une meilleure qualité architecturale.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

## M. JEAN-EUDE ROULLIER DIRECTEUR DE L'URBANISME

Sur proposition du ministre de l'environnement et du cadre de vie, M. Jean-Eudes Roullier, inspecteur des finances, a été nommé directeur de l'urbanisme et des paysages.

[Né le 20 février 1931, à Paris, M. Jean-Eudes Roullier est inspecteur des finances.]

● L'Agence pour la récupération des déchets à Angers. — Dirigée par M. Michel Affholder, l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets est désormais définitivement installée à Angers, où son conseil d'administration s'est, pour la première fois, réuni mercredi 27 septembre. L'établissement public à caractère industriel et commercial, l'A.N.R.E.D., qui em-

ploiera dès cette année une cinquantaine d'ingénieurs et de cadres, a pour triple mission de conseiller les collectivités locales et les entreprises dans le choix des modes de traitement des déchets, de favoriser la mise en œuvre de procédés d'élimination efficaces et protecteurs de l'environnement, de promouvoir la récupération et la valorisation des déchets.

**Bonne Année**

**Venez faire un tour de VISA à l'héliport de Paris.**

Allez essayer la VISA au Centre d'essai Citroën, à l'héliport de Paris, porte de Versailles, tous les jours, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre de 10 heures à 19 heures.

CITROËN-TOTAL

## TOURISME

Un centre national d'information sur les vacances sera créé à la fin de l'année

Quelque vingt-huit millions de Français — soit 52,5 % de la population — ont pris des vacances au cours de l'été qui vient de s'achever, ce qui représente environ sept cent dix millions de journées-vacances. Commentant ces chiffres devant la presse, mercredi 27 septembre, M. Jean-Pierre Solson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, s'est montré satisfait d'un succès qui, « après le tassement enregistré en 1977, marque la reprise de l'économie des loisirs ». En 1974, on avait estimé à 42,30 % la fraction de ceux de nos compatriotes ayant pris des congés d'été.

Après avoir indiqué que l'aide à la personne restait au nombre des grandes préoccupations de son ministère, mais que « cette œuvre de longue haleine nécessite un délai d'un mois à deux mois », temps nécessaire tant au montage technique et financier du système qu'à la première campagne d'épargne préalable des salariés, M. Solson a annoncé que le centre d'information touristique, dont le principe avait été retenu par le gouvernement le 30 novembre 1977, sera créé d'ici à la fin de cette année. Son objet sera de mieux informer les Français sur les possibilités de vacances — en France — en travaillant en étroite liaison avec les régions, les départements, les communes, les offices de tourisme, les syndicats d'initiative, et les professionnels.

M. J.-P. Solson a rappelé que le budget du tourisme (le 20<sup>ème</sup> du 15 septembre) progressera de plus de 15 % en 1979 et traduira « des choix politiques », dégagant deux priorités : présence touristique de la France à l'étranger renforcée ; accroissement des efforts en faveur du tourisme social, à caractère familial, en particulier par la mise en valeur touristique de l'espace rural.

Enfin, M. Solson a annoncé la création, approuvée par le dernier conseil des ministres, d'une direction unique du tourisme, confiée à M. Alain Serre. Elle comprendra trois sous-directions : des professions et du tourisme social ; de la promotion touristique en France et à l'étranger ; des études et recherches.

« S'il appartient », a précisé M. J.-P. Solson, à la nouvelle direction de donner une impulsion unique, les conseils d'orientation autorisés sur les trois services d'études et d'aménagement touristique de l'espace rural, du littoral et de la montagne, à l'initiative de la nouvelle direction de l'urbanisme et des paysages, ces trois services restent en effet à la disposition du directeur du tourisme.

[Né le 27 décembre 1934, M. Alain Serre, ancien élève de l'école nationale d'administration, était directeur du plan, des études et des finances d'Aéroport de Paris depuis 1975, et avait fait auparavant partie de plusieurs cabinets ministériels, notamment auprès de M. Chirac lorsque celui-ci était ministre chargé des relations avec le Parlement (1971-1972), de M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat aux affaires régionales (1972-1973), de M. Achille Fould, secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées (1973-1974), de M. P. Leleu, secrétaire d'Etat aux T.T.T. (1974-1975).]

## TRANSPORTS

LES PILOTES DE SOIXANTE-SIX PAYS ONT RECLAMÉ UN RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LA PIRATERIE

La protection des passagers et des équipages contre la piraterie démarine a été le thème central d'une réunion de trois jours organisée par la Fédération internationale des pilotes de ligne (F.I.P.L.) à Paris, du 25 au 27 septembre. M. Tony Ashwood, président du groupe de sécurité de l'I.F.A.L.P. et M. Max Vernet, président de la commission de sécurité des vols au sein du même organisme, ont rendu compte, mercredi 27 septembre, au cours d'une conférence de presse.

Les pilotes ont à Versailles fait le point sur les dernières techniques, aussi bien préventives que de détection des armes et des pirates — que « réactives » en cas d'échec de celles-ci. Ils ont rejeté l'argument du coût de ces mesures de sécurité, estimant qu'il est « dérisoire » de ne pas garantir la sécurité des transports aériens, au même titre que le carburant ou les taxes d'aéroport.

Le F.I.P.L. a réaffirmé leurs positions en cas de détournement : les autorités locales doivent établir les contacts les plus directs possibles avec le commandant de bord. L'opération de force ne doit être que l'ultime recours et, surtout, elle ne doit être menée qu'avec des unités spécialement entraînées pour la sécurité.

Les pilotes ont également insisté sur le standard minimum de sécurité contre le terrorisme était la fondée de toutes les revendications. « M.F. 77 », réplique sans exception « Malheureux », dans de nombreux pays, dont la France, cette norme est loin d'être respectée », a déclaré M. Max Vernet.

## UN CONCORDE DOIT ÊTRE RETIRÉ DU SERVICE

Un des quatre Concorde d'Air France, le dernier qui lui ait été livré, a été retiré du service le 27 septembre, après qu'une avarie eût été constatée sur l'un des moteurs.

Les services techniques constatent la détérioration d'une des entrées d'air chaud qui avait entraîné une avarie de l'ordinateur au moment où celui-ci s'appropriait à décoller pour un nouveau vol. Il s'agit, précise-t-on à la compagnie, d'une avarie sans gravité, qui a amené momentanément à la sécurité des passagers.

## LA R.A.T.P. MET EN SERVICE DE NOUVEAUX TRAINS SUR LA LIGNE SAINT-DENIS-CHATILLON-MONTROUGE

De nouveaux trains circulent à partir de ce mercredi 27 septembre, sur la ligne n° 13 (Saint-Denis-Bastille-Chatillon-Montrouge).

Le nouveau matériel blanc et bleu mis en service par la R.A.T.P. est baptisé « MF 77 » (pour les multiples objectifs : il est adapté à l'évolution du réseau du métro qui s'étend en banlieue, puisque sa vitesse peut atteindre 100 km-h. (78 km-h. avec l'ancien matériel). Il offre d'autre part un réel confort aux usagers : léger, puisque construit en aluminium, il est plus large que le train traditionnel (2,46 mètres au lieu de 2,40 mètres), ce qui permet aux voyageurs debout d'être plus à l'aise. En outre, les banquettes ont été remplacées par des sièges individuels (cinquante-deux places assises par voiture, soit quatre sièges de plus, mais six strapontins de moins), les strapontins par des sièges à dossier. Des coins-salons sont aménagés dans les voitures. La ventilation et l'éclairage ont fait l'objet de recherches particulières et un système d'alarme permet aux voyageurs d'appeler en cas de nécessité le chef de train. Le nombre de portes est ramené de quatre sur l'ancien matériel à trois, mais les ouvertures du « MF 77 » sont plus larges (1,57 mètre au lieu de 1,38 mètre).

Mille voitures de ce type ont été commandées par la Régie ; elles seront livrées d'ici à 1981 et équipées à trois, mais les ouvertures du « MF 77 » sont plus larges (1,57 mètre au lieu de 1,38 mètre). La modernisation du matériel ancien (il existe encore huit cent cinquante voitures sur les trois mille cinq cents en service, qui datent d'avant la dernière guerre) se poursuivra à la R.A.T.P. Elle sera achevée en 1982.

M. C. R.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Au Salon de la création d'entreprises

Une société en progrès se mobilise auprès de ses membres les plus dynamiques

déclare M. Jacques Barrot

De notre correspondant

Le Puy. — En sensible progrès sur celui de l'an dernier, le deuxième Salon national de la création d'entreprises a réuni au Puy plus de mille deux cents participants. Organisée par la DATAR, la région Auvergne, le ministère de l'Industrie et celui du commerce et de l'artisanat, cette manifestation a suscité un vif engouement chez les créateurs d'entreprises qui seront encouragés par de nombreux prix. Sur neuf cents candidatures, trois cents se concrétiseront par un dépôt de dossier, deux cent cinquante-quatre l'ont été précédemment, pour aboutir à la sélection finale de cinquante et un projets.

Dans son discours, M. André Chadeau, député à l'aménagement du territoire, soulignant que la création d'entreprises est à la fois une priorité de l'action gouvernementale et un levier pour l'aménagement du territoire, a précisé : « Les cinquante et une entreprises représentées ici venant de trente-neuf départements et de dix-sept régions économiques, dont, au terme de trois ans, créer mille cent emplois, soit 637 millions de francs, soit environ 47 000 emplois par an ». M. Chadeau a énuméré, bien sûr, toutes les formes d'incitation et d'aide à la création d'emplois accordées par l'Etat et a défini les orientations qu'il entendait donner à la DATAR, pour qu'elles assurent leur pleine efficacité en liaison avec tous les concours techniques apportés par divers organismes économiques.

Le président du conseil régional d'Auvergne, M. Maurice Pourchon (P.S.), a affirmé l'intérêt de cette assemblée pour les créations d'emplois, tout en déclarant ne pouvoir publier que l'Auvergne, et la région du Puy en particulier, était frappée par des licenciements collectifs et qu'il convenait d'abord de sauvegarder les entreprises pratiquement viables.

Pour M. Jacques Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, « une société en progrès se mobilise autour des plus dynamiques de ses membres, ceux qui

trouvent des idées nouvelles, ceux qui créent et développent d'entreprises. Elle connaît trop bien les réalités et du risque pour les négliger ou les maltraiter. La société française se trouve aujourd'hui à un tournant. Elle possède les moyens de se placer du côté des forts. Elle peut faire. Les créations d'entreprises exigent un changement profond de mentalité au niveau du système éducatif, de l'administration, des banques et des organismes professionnels ».

M. Barrot a ensuite annoncé un renforcement de l'action de chambres de commerce et d'industries par la mise en place de « guichets uniques » pour l'enregistrement des formalités relatives à la création d'une entreprise commerciale ou artisanale. En outre la masse totale des crédits de tranches par les banques populaires aux artisans s'accroîtra de 40 %.

A propos plus spécifiquement d'Auvergne, les primes d'investissement artisanal distribuées en 1977 et dans les quatre premiers mois de 1978 devraient permettre de créer près de sept cents emplois.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. qui ont protesté contre l'organisation de ce « Salon-illusion » pour la création d'emplois, ont de leur côté réalisés des stands d'une nature particulière pour informer le public sur les licenciements en Haute-Loire et ont organisé en fin de journée, mercredi, une manifestation qui s'est déroulée sans incident.

FRANÇOIS MORISON.

## CIRCULATION

Aucun texte ne limite la cylindrée des motos autorisées à rouler au Japon

Au terme de l'enquête qu'elle a menée à la suite des déclarations de M. Christian Gerondeau, secrétaire général du comité interministériel pour la sécurité routière, portant sur la réglementation japonaise en matière de circulation des motos (le Monde du 19 septembre), l'Association Pratique Sécurité-Moto (P.S.M.) indique que « si l'infrastructure du réseau japonais ne favorise pas la conduite des motos supérieures à 750 cm<sup>3</sup>, par ailleurs il n'existe aucun texte législatif interdisant à ces mêmes motos de circuler, contrairement à ce qui a été dit ou écrit ».

Le bureau parisien de la JAMA (Japan Automobiles Manufacturers Association) nous a précisé pour sa part que si les constructeurs japonais ne mettaient pas en vente sur le marché nippon les modèles d'une cylindrée excédant 750 cm<sup>3</sup>, c'est en vertu d'un accord entre l'industrie et les autorités japonaises.

A cet égard on notera que la firme allemande B.M.W.-a.g. a exporté vers le Japon, durant son dernier exercice, pas moins de 254 motocyclettes de 1 000 cm<sup>3</sup>, dont 170 modèles 100 RS, machines livrées avec un carénage aérodynamique et vitesses très élevées.

## POINT DE VUE

Motophobie et gérontocratie

par RAYMOND DOHET (\*)

La liberté fait peur, le plaisir suscite l'attaque injustifiée de « Monsieur Sécurité », qui tente, au moyen de chiffres discutables, de créer un mouvement d'opinion contre les grosses motos, va peut-être réussir. Elle se fonde sur des sentiments nouveaux, mais les cache soigneusement derrière l'inattaquable impérialisme de la sécurité.

Qui oserait admettre la mort brutale d'un garçon ou d'une fille de vingt ans ? Lorsque c'est un avion, un bateau ou une voiture, qui cause cette sorte de drame, il ne vient à l'esprit de personne de condamner l'objet. Pourquoi en va-t-il autrement quand c'est de moto qu'il s'agit ? Parce que, même si elle est, avant tout, pour ceux qui l'utilisent un moyen de transport, la moto est également source d'un plaisir et d'une liberté évidents, dénués qui tendent à devenir rares de nos jours. Il en résulte chez beaucoup une jalousie que les amène à juger intolérable le spectacle de ceux qui, généralement jeunes, se rient des embouteillages, ramontent, cognardent ou superbes, les files à l'arrêt et enchaînent avec volupté les courbes en montagne, quand tous ceux qui roulent en voi-

ture sont aux prises avec la nausée, derrière un diaphragme qu'il va falloir essayer de doubler...

Bien entendu, ce n'est pas pour leur faire plaisir, les venger en quelque sorte, que « Monsieur Sécurité » se propose de faire interdire les « gros cubes ». C'est vraisemblablement pour des raisons objectives, économiquement chiffrables, peut-être aussi au nom d'un protectionnisme que M. Raymond Barre a déclaré périmé, mais que certains, en France, trouveraient fort commode.

Il n'empêche que l'on compte bien sur tous ceux qui n'admettent pas la différence, quelle soit de style, de race ou de comportement. Et ils sont légion, car comme la dit Brassens : « Non, les braves gens n'ont rien de la jeunesse ». Sommes-nous mûrs pour la gérontocratie ?

(\*) Conseiller de Paris, maître adjoint chargé de la jeunesse et des sports (R.P.B.).

صكنا في الامم



AFFAIRES

PRIX

UNE NOUVELLE FORME DE COMMERCE

Les « bébés-requins » apparaissent dans la région parisienne

Les « bébés-requins » sortent du ventre expérimental où ils se développaient depuis trois ans, grâce aux soins de « pisciculteurs » spécialisés. Les « bébés-requins », ce sont des magasins de moyenne surface (de 300 à 600 mètres carrés) vendant à prix « cassés » un assortiment réduit (cinq cents articles, au lieu de trois mille dans un supermarché), limités à l'épicerie, les boissons, les produits d'entretien, l'hygiène, la parfumerie. Situés au cœur des villes, dans les rues commerçantes, à proximité de commerces de produits frais (viande, crèmerie, fruits et légumes), ils pratiquent des prix comparables à ceux des hypermarchés, ces usines à vendre installées en rase campagne, c'est-à-dire légèrement inférieurs à ceux des supermarchés.

L'enseigne de ces magasins d'un nouveau type — il y en a sept et bientôt huit à Paris et dans la région parisienne — est « E.D., épicerie discount », de couleur corail sur fond bleu clair. Carrefour, qui invente il y a quinze ans l'hypermarché à la française, possède 45 % du capital de la société E.D., qui les exploite, aux côtés de groupe Radar (45 %) et de M. Simon Barthe (10 %). Initiateur de la formule. Agé de trente-huit ans, il ouvrit, après dix ans de gérance, de succursales dans l'est de la France, avec l'appui de Radar (Ereco était alors filiale 50/50), six magasins de ce type à l'époque. Archibac, qui réalisait, en 1976, un chiffre d'affaires d'environ 40 millions de francs. En s'y intéressant (le capital d'Ereco s'est élevé de 400 000 F à 2 millions), Carrefour donne un dynamisme nouveau à l'entreprise : on passe du prototype à la grande série.

Car c'est bien d'un mode nouveau de distribution en France qu'il s'agit. Les premiers « bébés-requins » sont nés en Allemagne, il y a une dizaine d'années (Aldi exploitait mille deux cents magasins et s'est installé en 1977 aux Etats-Unis, et ont pénétré en Suisse, avec

Donner (1), et en Grande-Bretagne, avec Kwik Save et Shopper's Paradise. Ces nouveaux magasins, qui ont pour principal handicap d'avoir à trouver des emplacements toujours très convoités dans les rues commerçantes, sont principalement concurrents aux supermarchés et aux petits commerces spécialisés, les uns et les autres conservant l'atout de la multiplicité des marques offertes aux consommateurs. Au demeurant, la confédération générale des P.M.E. et le Cidunat protestent, dans des communiqués, contre la menace que constitue l'envahissement éventuel du territoire des « petits » — les centres villes — par les « grands » du commerce.

L'intérêt porté par deux des géants de la distribution (2) à cette formule tient évidemment à la difficulté d'obtenir des permis d'ouverture pour des magasins de grande surface, mais il est aussi significatif d'un dynamisme commercial. Pour Carrefour, c'est le moyen de pénétrer dans le cœur des villes, à l'heure où les hypermarchés s'essouffent. Pour Radar, qui semble se créer à lui-même une concurrence dommageable, c'est le moyen d'être présent dans une nouvelle forme de distribution qui aurait tôt ou tard fait son apparition, et d'en recueillir les bénéfices, au lieu d'en subir uniquement le contre-coup. De plus les magasins E.D. commercialisent, à côté des produits de marques nationales, les « produits libres » de Carrefour, et les produits Radar : les « bébés-requins » ont de l'appétit.

JOSÉE DOYER.

(1) Le Monde du 29 août 1972.  
(2) Carrefour : une soixantaine d'hypermarchés en France et à l'étranger et 8,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1977. Radar : groupe de 1971 magasins, exploitant douze sociétés d'hypermarchés et 167 supermarchés, soit un chiffre d'affaires de 5,8 milliards de francs.

I.B.M. va annoncer de nouvelles et importantes baisses de prix

Les projets de scission du groupe restent à l'ordre du jour

International Business Machine (I.B.M.) devrait annoncer, dans les prochains jours, d'importantes baisses de prix sur ses produits. Ces baisses s'appliquent à la série 303 X, à moins 20 % pour les matériels périphériques. Cette nouvelle offensive sur les prix du quatuor mondial de l'informatique servira de prétexte à une vaste réforme de ses structures et à la sortie, en 1979, de nouveaux matériels compatibles, aux ambieux groupes japonais, aux constructeurs traditionnels, I.B.M. passe à la contre-offensive (Le Monde du 25 mai).

Après les baisses de prix, la seconde opération d'envergure vise à la réforme des structures d'I.B.M., dont l'étude a été reprise. Envisagée il y a quatre ans, l'idée d'une scission des activités du groupe en deux entités avait été abandonnée en raison de son coût. Cette fois, il semble que le principe soit acquis, les modalités pratiques devant encore à définir. Actuellement, la holding I.B.M. Corp., cotée en Bourse, contrôle trois grands ensembles géographiques : l'Amérique du Nord (Europe, Moyen Orient, Afrique), l'Amérique du Sud (Amérique, Asie du Sud-Est). Aux Etats-Unis, qui représentent la moitié du chiffre d'affaires d'I.B.M., il existe de multiples divisions opérationnelles, notamment une division « ordinateurs », qui a la charge de la production et de la vente des machines et des grandes machines, et une division pour les systèmes de grande diffusion (matériels de bureau, petits ordinateurs). On retrouve dans les filiales étrangères — chez I.B.M. France par exemple — ces mêmes divisions. Il y a à chaque fois une division « ordinateurs » et une division « systèmes de grande diffusion ». Les filiales étrangères d'I.B.M. (quinze dépendant de E.M.E.A. et six d'A.R.E.) ont été regroupées, non pas juridiquement, mais sur un plan opérationnel, au sein de ce qu'on a baptisé « General

Business Group International » (G.B.G.I.). Le projet actuellement étudié, et qui à toutes les chances d'être adopté, vise à « dilapider » ce groupe, ainsi, dans les vingt et un pays concernés, il y aurait deux sociétés I.B.M. l'une regroupant toutes les activités présentes, notamment la division « ordinateurs », l'autre, qui devra se doter de ses propres services administratifs et de ses locaux, regrouperait les systèmes de grande diffusion (matériels de bureau, petits ordinateurs, etc.). Une inconnue subsiste, le groupe procédera-t-il à la même séparation juridique aux Etats-Unis ?

Pourquoi une telle opération ? L'argument selon lequel une scission des activités d'I.B.M. lui permettrait d'éliminer le monopole ne tient pas. I.B.M. Corp. conserve toute sa puissance, et plus que jamais, les centres de décision se trouveront aux Etats-Unis. En fait, il s'agit de voir dans la scission le moyen pour le groupe de gagner à terme plus d'argent. On espère qu'une « saine émulation » s'instaurera dans les vingt et un pays concernés (voir aux Etats-Unis, si la même séparation y est effectuée), entre I.B.M. 2.

Pour le moment, les produits des divisions ordinateurs et systèmes de grande diffusion ne se recoupent pas. Pour la petite histoire, dans un pays comme la France, la concurrence sera plus intense, la mise en place des nouvelles structures d'I.B.M. s'accompagnera de l'annonce de nouvelles baisses de prix sur les matériels, aux performances similaires dans les deux branches. La filiale systèmes de grande diffusion aura à son catalogue de nouveaux matériels de bureau, mini-ordinateurs. La division ordinateurs, elle, se verra dotée de nouvelles séries. La sortie de la série 303 X, matériel de bureau, sera finalement annoncée au début de 1979. Le plus petit des trois modèles aura les mêmes performances que l'actuel ordinateur 303 X, mais à un prix trois fois moins cher. La série II constituerait le haut de gamme, et l'annonce de sa sortie interviendrait à la fin de 1979. Compatible avec les modèles précédents, elle aurait une puissance nettement supérieure à celle du plus grand modèle I.B.M. actuel (3033).

Les nouvelles technologies de micro-ordinateurs, portant une partie de logiciel à l'intérieur même des circuits imprimés de l'ordinateur. Enfin, les 138 ordinateurs à microprocesseur terminal lourd baptisés Oriole. I.B.M. a, semble-t-il, décidé d'accélérer le rythme de ses innovations techniques. Ses nouvelles gammes de matériels sortiront désormais tous les deux ou trois ans, au lieu de tous les quatre ou cinq ans. Le but de cet effort est bien évidemment d'obtenir les commandes de l'industrie, une grande vitesse de rotation des matériels.

J.-M. QUATREPOINT.

TROIS CENTS FIRMES ASSURENT LES TROIS QUARTS DES EXPORTATIONS FRANÇAISES

Plus de deux mille entreprises françaises — deux mille, réalisées à l'exportation un chiffre d'affaires d'environ 18 milliards de francs. Ces données, publiées par le M.O.C.I. (Ministère de l'Organisation du Commerce International) ont représenté l'essentiel des ventes françaises à l'étranger : 75 % pour un montant global de 18 milliards de francs. En moyenne, sur l'ensemble des entreprises, l'exportation représente 21 % du chiffre d'affaires hors taxes. Le secteur des matériels de transport est le plus exportateur, mais le plus diversifié, suivi par les produits agro-alimentaires (11 %) et la construction de machines (10 %). Trente-neuf groupes industriels exportent pour au moins un million de francs. Les cinq premiers étant P.S.A. Peugeot-Citroën (16,7 milliards de francs), Renault (14,5 milliards), C.G.R. (9,5), Rhône-Poulenc (7,1), et Rhône-Alpes (6,1). Malgré le nombre croissant de petites et moyennes entreprises, les trois quarts des exportations sont assurés par les entreprises à plus de 250 salariés. En 1977, les ventes françaises de biens et services, la moitié est à l'export, ce sont cinquante premières « leaders » citées par le M.O.C.I.

ÉTRANGER

SENSIBLE DIMINUTION DU DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN EN AOÛT

Washington (A.F.P.). — Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis a sensiblement diminué en août, s'établissant à 1,2 milliard de dollars contre 2,98 en juillet et 3,42 en août 1977. Les exportations ont progressé de 5,7 % en août, atteignant un record de 15,47 milliards de dollars. Les importations ont, en revanche, diminué de 4,7 %, pour se situer à 14,09 milliards de dollars. Les achats de pétrole ont toutefois augmenté de 6,7 %, pour s'élever à 3,35 milliards de dollars, alors qu'ils avaient diminué en juillet. En dépit du résultat d'août, le meilleur après celui de juin (— 1,5 milliard de dollars), le déficit commercial américain, pour 1978, devrait être encore supérieur au chiffre record de 2,6 milliards de dollars enregistré en 1977. Pour les huit premiers mois de l'année, il s'élève déjà à 20,98 milliards de dollars contre 18,02 de janvier à août 1977. Ce déficit d'août a été le vingt-septième déficit mensuel consécutif aux Etats-Unis. Sur la base CAF (assurances et fret compris), il s'élèverait à 2,36 milliards de dollars.

Faits et chiffres

ALLEMAGNE FEDERALE

Le taux de croissance quasi-stagnant s'est établi à 2,9 % au cours des six premiers mois de 1978 par rapport à la période correspondante de 1977. Le ministre fédéral de l'économie, dans son dernier rapport mensuel, note une légère reprise de la conjoncture, précédant en particulier que les commandes et la production dans l'industrie ont sensiblement augmenté. De son côté, le ministre d'Etat au ministère de l'économie, M. Otto Schleich, a estimé que la croissance en R.F.A. devrait atteindre l'indicateur de 2 % à cette année. Toutefois, l'institut de recherche économique « DIW » se montre moins optimiste, estimant que la croissance ne dépassera pas 2,5 % cette année. — (A.F.P.)

BANQUE

L'encadrement du crédit dans les petites banques est en cours d'étude et n'a fait l'objet d'aucune décision, précise-t-on au ministère de l'économie. Des déclarations d'agences, reprises par la presse, avaient prêté à M. Monory, secrétaire d'Etat à l'économie, le projet d'encadrement du crédit pour l'ensemble des banques, des propositions selon lesquelles « un assouplissement total des crédits serait autorisé pour les deux cents petites banques dans les prochains jours ».

BELGIQUE

L'indice officiel des prix a augmenté de 0,58 % en septembre. Ainsi les mesures gouvernementales portant leurs effets : le taux d'inflation pour les douze premiers mois est descendu en dessous de 4 %, se situant exactement à 3,95 %. La faible augmentation de l'indice aura des répercussions sur les salaires qui sont automatiquement rattachés : en 1978 il n'y aura que deux adaptations contre deux précédemment en 1977, quatre en 1978, cinq en 1979 et huit en 1974. — (Corresp.)

La hausse a été de 0,6 % en août

L'indice des prix de détail calculé par l'INSEE a augmenté de 0,6 % en août par rapport à juillet, passant de 201,3 à 202,5 (base 100 en 1970). Il faut remonter au tout début de l'année pour trouver une hausse comparable (0,5 % en janvier, 0,7 % en février, car tous les secteurs législatifs, le rythme des hausses s'était nettement accéléré : 0,9 % en mars, 1,1 % en avril, 0,8 % en mai, 0,7 % en juin, 0,6 % en juillet). En un an (août 1978 comparé à août 1977), la montée des prix a été de 8,4 %. Ce sont les prix de l'alimentation qui ont le plus augmenté en août avec 0,9 % (7,3 % en un an). La hausse a été de 0,4 % pour les produits manufacturés (0,9 % par rapport à août) et de 0,5 % pour les services (10,7 %).

Le résultat d'août ne doit pas faire illusion. Durant ce mois, le nombre de boutiques et magasins sont fermés à cause des vacances d'été. Les enquêteurs de l'INSEE ne les trouvent donc pas (leurs relevés de prix sont effectués sur les mêmes produits et dans les mêmes magasins), n'inscrivent rien sur leurs tablettes.

ce qui, statistiquement, équivaut à une stabilité des prix, évidemment problématique. En septembre, quand les mêmes enquêteurs repasseront dans les magasins et boutiques qui viennent de rouvrir, ils relèveront des prix qui traduiront, en fait, une hausse de deux mois (juillet à septembre). Ainsi presque tous les ans les résultats d'août sous-estiment la réalité, alors que ceux de septembre la surestiment. En 1977, par exemple, juin et juillet, septembre et octobre étaient sur une pente de 0,8 à 0,9 % par mois, alors que, pour l'indice, l'août avait augmenté de 0,5 %.

Il y a donc tout lieu de penser que le résultat de septembre — s'appliquant d'ailleurs en août — sera mauvais. Peut-être même très mauvais, dans la mesure où la libération des prix industriels, complètement achevée en août, a dû jouer à plein pour la première fois en septembre. Dans la mesure aussi où, selon une rapide enquête que nous avons effectuée dans le commerce, différents prix semblent avoir été sensiblement relevés, notamment sur l'alimentation et l'habillement.

FISCALITÉ

Les ministres sont-ils des privilégiés ?

M. Barre et les membres du gouvernement sont-ils des privilégiés ? Le privilège fiscal comme l'assurance du Canard enchaîné ? Les revenus d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ont une composition mixte. Ils sont constitués par leur traitement, auquel s'ajoutent une indemnité de résidence et, éventuellement, un supplément familial. Cette partie de leur revenu est soumise au droit commun fiscal ; comme tous les salariés, les ministres et les secrétaires d'Etat (10 %). Pour tout, elle est totalement exonérée d'impôts.

Cette indemnité représentative que brocardait le Canard enchaîné a été supprimée par décret en 1974. Mais, comme l'annonce le Canard enchaîné, elle n'est pas supprimée, mais elle est devenue une indemnité de résidence, ce qui est choquant. L'un en date de 1944, l'autre de 1968, c'est-à-dire chaque fois sous l'autorité du général de Gaulle. Ces textes qui relèvent de la fonction publique, n'ont aucun contenu fiscal. L'exonération d'impôts qui leur est attachée n'est pas le « fait du prince », comme l'annonce le Canard enchaîné, mais de l'article 81 du code général des impôts, qui précise que sont « affranchies de l'impôt les allocations spéciales

destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi effectivement utilisés conformément à leur objet ». Cet article, qui date du 22 décembre 1946, ne s'applique d'ailleurs pas aux dirigeants d'entreprise. La question se pose de savoir, d'une part, si cette « indemnité représentative » est justifiée, et d'autre part, si elle ne fait pas — partiellement au moins — double emploi avec l'indemnité de résidence ou l'abattement de 10 % pour frais professionnels. A l'origine, c'est-à-dire à la libération, l'indemnité représentative a été créée pour couvrir un certain nombre de frais que le salaire d'un ministre — alors sur le traitement des hauts fonctionnaires — ne permettait pas de couvrir. Cette indemnité est forfaitaire. Il est juste de souligner que le traitement d'un directeur général d'entreprise privée est la plupart du temps beaucoup plus élevé que celui d'un ministre. Il en est de même pour les hauts fonctionnaires, bien que de France ne dépassent la bonne réponse : au 1<sup>er</sup> juin dernier, le traitement d'un secrétaire d'Etat était de 19 700 francs, celui d'un ministre de 21 548 francs, indemnités comprises. Côté secteur privé — ou secteur public concurrentiel — les salaires mensuels dépassent largement 35 000 francs par mois.

Les charges inhérentes à la fonction

M. Fourcade, par exemple, quand il était passé du C.I.C. (Crédit Industriel et Commercial) à la Banque de France, en mai 1974, en avait fait l'expérience. Il avait raconté avec humour à quelques journalistes qu'il avait choisi le paiement de l'impôt, celui-ci qui était calculé sur les rémunérations touchées deux années auparavant (alors qu'il était directeur général du C.I.C.) avait été acquitté avec son traitement de ministre, ce qui n'allait pas sans lui causer quelques problèmes de trésorerie. L'indemnité représentative faite double emploi avec l'indemnité de résidence ? Non, car à l'origine, c'est-à-dire en 1946, il s'agissait de tenir compte du fait que le coût de la vie n'était pas le même dans toute la France, le pays étant d'ailleurs divisé en dix zones. Ce quadrillage a maintenant presque disparu (1) et, avec lui, ce qui justifiait l'indemnité. Les fonctionnaires et les ministres en réclament la suppression — ou plutôt l'intégration pure et simple à leur traitement — avec d'autant plus d'insistance que le calcul de leur retraite ne tient pas compte de cette indemnité. Quant à savoir si l'abattement de 10 % pour frais professionnels fait double emploi avec l'exonération fiscale attachée à l'indemnité représentative, on peut répondre qu'à l'origine l'intention du législateur avait bien été de décharger les salariés (avec les 10 % d'abattement des frais qui leur incombent tous par leur statut (transport, documentation, vêtements, nourriture, etc.)). L'indemnité, quant à elle, tient compte des charges inhérentes à la fonction de ministre qui est, par définition, « de représentation ».

AL V.

INDUSTRIE

La société Titan vient de signer un accord avec l'Angola. La firme française a cédé à ce pays une licence de certains de ses produits. Elle a proposé un programme d'industrialisation sur trois ans au ministère de l'Industrie angolaise qui l'a acceptée et financée. L'Angola s'engage à financer le montage à Luanda de trois usines destinées à fabriquer des remorques et des citernes.

LE MONDE  
meilleur jeu de la disponibilité  
des lecteurs des journaux  
d'Amérique, d'Asie, d'Afrique  
Vous y trouvez aussi  
LA MAISON  
que vous recherchez.

Une lettre de M. André Giraud, ministre de l'Industrie sur la restructuration de la sidérurgie

M. André Giraud, ministre de l'Industrie nous écrit :

Il n'est pas surprenant que le problème de la sidérurgie paraisse difficile à résoudre. L'objet d'un débat national, les commentaires publiés récemment dans votre journal me donnent l'occasion d'y contribuer en clarifiant quelques points.

M. Mathieu m'a trouvé « embarrassé » (1) pour expliquer aux journalistes du Club de la presse « la signification de la restructuration de la sidérurgie française que vient de décider le gouvernement ». L'affaire mérite que j'y revienne. Je rappellerai donc que dès qu'il a été évoqué le dossier, sous la présidence de M. Giraud, le ministre et naturellement avec l'accord du président de la République, le gouvernement a refusé des solutions extrêmes. L'une consistait à mettre en place une nouvelle aide financière à des structures inchangées ; l'autre à nationaliser ; c'est-à-dire — en tendons-nous sur le terme — à mettre en place une structure spécifique, émanation directe de l'Etat, du genre Charbonnages de France, et reprenant les activités de la sidérurgie.

Le choix du gouvernement a consisté à proposer au Parlement une opération analogue à celle qu'effectue un tribunal de commerce lorsqu'il s'agit de redresser la situation d'une entreprise en difficulté financière, en demandant des sacrifices aux créanciers et aux actionnaires. Si je rappelle avec insistance ce point important, c'est parce que, joint au souci de ménager les porteurs d'obligations, il explique de façon cohérente l'ensemble du dispositif auquel est parvenu le ministère de l'économie. La participation de l'Etat, directe ou indirecte, dans les sociétés ainsi renouvelées en résulte. Elle est ce qu'elle est. On peut certes observer, sur la base d'une consolidation arithmétique, qu'elle traduit une prépondérance des actionnaires publics ; mais on peut aussi souligner que la structure de sociétés pleinement responsables a été ainsi reconstruite. Ce qui compte c'est de savoir que les commanditaires : le choix du gouvernement est clair. Il faut que ce soient les responsables des sociétés et non pas les fonctionnaires de tutelle ou de contrôle.

Le changement de responsables

suscite beaucoup de commentaires. L'Etat ne se grandirait pas à s'associer, fût-ce par son silence, à ceux qui perdent la mesure. Les grands responsables industriels, surtout ceux qui ont été les premiers à la critique publique. Encore faut-il respecter la dignité des hommes. Celle des dirigeants comme celle des autres. La République n'aime pas l'injustice et le procès n'a pas été instruit. Si l'on plonge dans le passé, la confusion des responsabilités est sans doute la première à blâmer. Sections en retenant la leçon.

L'obstination avec laquelle j'accomplis la « mission impossible » d'explication ne m'empêche pas d'accepter pleinement la dernière observation de M. Gilbert Mathieu : « Il est mieux valoir, pour le ministre, énoncer tout simplement les faits : à savoir que la prise en compte du dossier de l'acier par les pouvoirs publics est la seule façon pour l'Etat, ses institutions financières et ses banques nationalisées d'entraîner l'aggravation chronique du déficit sidérurgique en Lorraine et dans le Nord, aggravation qui dégrade l'emploi tout en ruinant les créances des institutions publiques ».

Je ne l'avais sans doute pas assez dit. Il est bon qu'un observateur compétent l'ait relevé. Je salue à ceux de Lorraine et du Nord que ternisse l'inquiétude. L'ampleur même du surcoût demandé par le gouvernement à la collectivité nationale ne mériterait-elle pas leur adhésion pour gagner cette bataille du renouveau ?

(1) Le Monde du 26 septembre.

Il n'est pas nécessaire de disposer d'un capital important pour devenir UN PROPRIÉTAIRE "BRILLANT" EURAMEX - DIAMANT 31-33, avenue des Champs-Élysées PARIS 8<sup>e</sup> TEL : 339.91-71











## LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
27 SEPTEMBRE

## La hausse reprend

Et c'est reparti ! Après une séance de consolidation des gains, succédant à trois séances consécutives de hausse, le « boom » a repris à la Bourse de Paris, indice instantané des valeurs françaises progressant de près de 5 %, soit une avance de 57 % depuis le début du nouveau mois journalier.

La cotation de plusieurs titres a été retardée en raison de l'abondance des demandes et de l'insuffisance des offres : Europe 1 (+ 12 %), Babcock - Fives (+ 7 %), Prenatal (+ 11,5 %). On a noté des gains de 9 % sur Perrier, Penarroya, de 7 % sur Sagem, C.S.F., sans oublier Matra, dont l'extension vertigineuse reprend (+ 7,5 %). Visiblement, laulsion a hwa-

«... la situation » est trop forte pour que les événements extérieurs soient susceptibles de la tenir : chômage, grèves, conflits sociaux, déflation, élections de la majorité, tout cela est balayé tant la pression des schaks demeure forte. Phénomène caractéristique des périodes de « bouvier », les opérateurs font la chasse aux « vaches égarées », celles qui ont encore monté du fait que les résultats sont médiocres (B.S.N. 3.3.D. + 6.5 %) ou, même, que leur contribution soit corrélativement mauvaise (comme Nobel-Bozel (+ 6 %)). Sans doute tablent-ils sur une amélioration ultérieure de la situation... »

Sur le marché de l'or, le lingot, qui avait battu mardi son record historique à 20 180 F, ressort à 19 905 F, ce qui correspond à une baisse de 213,3 dollars cotés le même jour à Londres. Les opérateurs français seraient plutôt vendeurs, comme l'indique d'ailleurs l'économie du napoléon, qui, malgré son gain de 170 F à 262 F, a vu sa « prime » sur le lingot fléchir vigoureusement : 48 % à 51 % actuellement contre 68 % au début mai 1978 et 125 % en septembre.

LONDRES

## Indice

thé de Londres se cantonne j  
l'indécision. Hausses, n  
us, du pétrole et des mines

VALEURS	CLOTURE	CO
	27,9	28

Petroleum .....	722 1/2	728
.....	894 ...	896
.....	119 ...	119
.....	414	418
Chemical .....	398 1/2	394
ate Zinc Corp..	246 1/2	246
.....	668 1/2	672
.....	193 1/2	194
Loan 3 1/2 %	31 5/8	31
nd Brokerage ..	33 1/8	33
tern Holdings	28 3/8	28
dollars U.S.		
investissement		

**NOUVELLES DES SOCIÉTÉS**

**RETAIL.** — Chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 1977 : 2 54 milliards de francs contre 2 355 milliards de francs. Résultats consolidés : perte de 129 millions de francs contre un bénéfice de 68 millions de francs pour le premier semestre 1977.

**NARROYA.** — Le chiffre d'affaires net revenu de 799 millions de francs au 30 juin 1977 : 738,5 millions de francs au 30 juin 1976. Le chiffre d'affaires des cours de la bourse a été de 1 000 millions de francs, notamment le résultat d'exploitation de 44,9 millions de francs. Les amortissements et reprises s'élèvent à 1 000 millions de francs sur les 1 500 millions de francs de la provision pour dépréciation des immobilisations.

**B. J. MURPHY**

**Longde paschute**

Une lourde rechute a été en-  
registrée à Wall Street, où l'indice  
Dow Jones a perdu 7,97 points à la  
nouvelle racheuse constituée  
nouveau relèvement de leur  
base par plusieurs grandes  
a contrebalancé les nou-  
velles qu'on était la forte

VALEURS	COURS	C
	26/8	

.....	45	1/2	4
.....	61	1	4
.....	54	1/4	4
.....	52	1/2	4
.....	128	3/8	12
.....	62	1/2	5
.....	51	5/8	5
.....	45	3/8	4
.....	53	1/8	5
.....	33	1/8	3
.....	62	3/4	4
.....	17	1/4	1
.....	261		27
.....	31	3/8	3
.....	26	3/4	2
.....	76	3	7
.....	38	1/4	3
.....	38	1/8	3
.....	34	1/8	3
.....	38	5/8	3
.....	38	7/8	3

Inde .....	28 5/8	28 1/2
Indonésie .....	21 3/4	21 1/2
Israël .....	55 ...	54 ...

### INDICES QUOTIDIENS

NSEE. Base 100 : 30 déc. 1971

Indice général .....	28 sept. 27
Indice des actions .....	159,9
Indice des obligations .....	107,8

### DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général .....	89
----------------------	----

### COURS DU DOLLAR A TONKIN

Indice .....	28/8	27
--------------	------	----

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**IMETAL.** — Chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 1978 : 2.54 milliards de francs contre 2.73 milliards de francs. Résultats consolidés : perte de 129 millions de francs contre un bénéfice de 68 millions de francs pour la première semestre 1977.

**FENARROYA.** — Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 1978 : 1.12 milliard de francs contre 1.05 milliard de francs pour la première semestre 1977. Résultats consolidés : bénéfice de 10 millions de francs contre un bénéfice de 10 millions de francs pour la première semestre 1977.

est revenu de 799 millions de francs au 30 juin 1977 à 738,5 millions de francs au 30 juin 1978 en raison de la faiblesse des cours des métaux, notamment le zinc. Après dotation de 44,5 millions de francs aux amortissements et reprise de 50,2 millions de francs sur les provisions constituées antérieurement pour fluctuation des cours des métaux et dépréciations des stocks, une perte de 40,6 millions de francs a été enregistrée au premier semestre 1978 contre un profit de 71 millions

**COPPERWELD CORP.** — Chiffre d'affaires au 30 juin 1978 : 212,8 millions de dollars contre 171,2 millions de dollars. Bénéfice avant impôt et provision : 19,5 millions de dollars contre 10,2 millions de dollars.

**COMPAGNIE INDUSTRIELLE RABCOCK-FIVES.** — Bénéfice net comptable, en 1977, pour la part du groupe : 63,9 millions de francs contre 49,1 millions de francs.

Taux du marché monétaire  
Effets privés ..... 7 ... %

**S - 27 Septembr**

Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.
------------------	------------------	---------	------------------

PROJECT			COSTS			TOTALS			PERCENT		
Costs	Est.	Act.	Est.	Act.	Est.	Act.	Est.	Act.	Est.	Act.	Est.

Card	620	628	Little-Ban...	163
A.I.R.	255	258 ..	Lucas:1) Jamah.	316
.....	185 ..	188 ..	Luc-Expansion..	112

.....	45 1/2	44 5/8
.....	61 1/2	61 1/2

Manhattan Bank..	38 1/2	33 7/8
Port de Rouen ..	122 3/8	125 5/8

Kodak	82 1/2	50 7/8
	51 5.8	51 2/3
	55 3.8	55 1/2

Electric .....	53 1/8	52 1/4
Foods .....	33 1/8	32 7/8

4 Motors .....	62 3/4	62 3/4
car .....	17 1/4	17 1/4
	79 1	79 1

.....	281 ...	278 ...
.....	31 3/8	31 1/4
cont ..... 25 3 4	25 3 4	25 3/4

DE	70	70 1/2
	25 1/8	35 3/4
	22 1/4	27

Inc.	26 7/8	26 6/8
Inc.	39 5 8	39 5 8

Carbide .....	39 7/8	39 3/4
Steel .....	28 5/8	26 3/4
Aluminum .....	21 3/4	21 3/4

## BOURSE DE PARIS 27.6.1914 COMPTANT

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
%	du num.	du coupon	Cours	Dernier cours	Cours	précéd.	Dernier cours	Cours	précéd.	Dernier cours	
35	18	2 875	620	620	183	183	183	94	10	10	
52	75	3 274	255	255	181	310	310	113	110	110	
10	10	1 000	155	155	180	310	310	113	110	110	
5	5	2 000	155	155	180	310	310	113	110	110	
1/4 % 1863	71	4 711	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % 1863	100	7 000	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	100	7 000	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/4 % E. & G. 1867	104	7 256	545	545	180	310	310	113	110	110	
1/2 % E. & G. 1867	104										

## MARQUÉ À TERME

Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs											Comptes des Valeurs										
---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

12. Centro científico e técnico e otros organismos de ciencias, con el objeto de

[illegible]

VALEURS INDICANT LIEU A DES OPERATIONS FERMEES SEULEMENT  
o : offert; C : coupon détaché; d : dépendant; \* : droit détaché

[illegible]

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — INFORMATIQUE : « Une télématique conviviale ? », par Alain Mammou-Mani et Maurice Ronai ; « L'ordinateur crée des emplois », par Claude Salzman ; Réplique à André Danzin.
3. ÉTRANGER — ITALIE : les causes de l'iniquité et de la morosité des principales formations de la majorité.
- 4-5. ASIE — SINGAPOUR : la visite du premier ministre à Paris.
- CHINE : les sociétés étrangères pourrissent des bureaux permanents.
- 6-7. DIPLOMATIE — PROCHE-ORIENT
- 9 à 11. POLITIQUE — Les journées parlementaires de l'U.D.F. et du R.P.R.
12. SOCIÉTÉ
13. JUSTICE

**LE MONDE DES LIVRES**  
 PAGES 15 A 21

— Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Le Nain jaune », de Pascal Varda ; « Un amour de père », de François Soukhaï.

— Roman : « L'exploit monstrueux », de Georges Perec.

— La centenaire de Charles-Ferdinand Ramuz.

— Une nouvelle inédite de Borges : « La Rose de Paracelse ».

- 22 à 24. CULTURE — CINÉMA : la Tortue sur le dos, de Luc Béraud.
24. SPORTS — Monaco est éliminé de la Coupe d'Europe des champions par Malin.
28. ÉQUIPEMENT
- 29 à 32. ÉCONOMIE — SOCIAL : le procès de la semaine de travail en quatre jours à Saint-Dié.

**LIRE ÉGALEMENT**  
 RADIO-TELEVISION (25)  
 Annonces classées (26 et 27) ; Aujourd'hui (14) ; Carnet (24) ; « Journal officiel » (14) ; L'école nationale et internationale (14) ; Méthodologie (14) ; Mots croisés (14) ; Bourse (33).

Le numéro du « Monde » daté 28 septembre 1978 a été tiré à 557 564 exemplaires.

**STARK and SONS**  
 TAILORS  
 Nouvelle collection  
 COSTUME 1300F  
 et la garantie STARK  
 16, RUE DE LA PAIX  
 1<sup>er</sup> Etage

**ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS**  
 Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état :  
 • D.E.S.  
 • B.T.S. de distribution  
 • MAÎTRISE DE GESTION  
 Une large ouverture sur la vie des entreprises (séminaires, stages, jeux d'entreprises).  
 Documentation gratuite sur demande :  
 130, rue de Clignancourt  
 75018 PARIS - 252.27.27  
 Établissement privé d'enseignement technique supérieur

A B C D E F G

## UN SUCCÈS POUR LE PRÉSIDENT CARTER

### Le Sénat américain adopte le « compromis » sur le gaz naturel

Le Sénat des États-Unis a adopté, le 27 septembre, par 57 voix contre 43, le compromis sur le gaz naturel laborieusement mis au point entre les commissions parlementaires et le président Carter. La Chambre des représentants doit se prononcer à son tour vers le 12 octobre.

Ce vote et la forte diminution du déficit commercial américain en août n'ont cependant pas eu les effets positifs escomptés sur le cours du dollar.

De notre correspondant

Washington. — Tout va désormais mieux pour M. Carter depuis Camp David. L'adoption par une assez forte majorité du Sénat (57 voix contre 43), mercredi 27 septembre, du compromis sur le gaz naturel, représente le premier grand succès du programme présidentiel sur l'énergie depuis que ce dernier, il y a un an maintenant, s'était engagé dans d'interminables discussions entre les deux Chambres.

Depuis l'adoption, sans espoir de retour, de parties importantes du programme énergétique du président Carter, notamment la taxe sur le pétrole brut, le compromis sur le gaz avait pris valeur symbolique : face aux plaintes de l'étranger sur la chute du dollar, il était devenu le test de la capacité des États-Unis à agir, et accessoirement, de celle du président de s'imposer à un Congrès ingouvernable.

Si l'on ajoute que le prix du gaz, divisé périodiquement par la législation depuis quelque trente ans, est bien une page importante qui a été tournée mercredi. Certes, il reste à la Chambre des représentants à confirmer le vote du Sénat dans quelques jours ; mais l'on prévoit que, sous la direction habile de son président, M. O'Neill — qui avait déjà fait approuver par les représentants en août 1977, l'essentiel du programme de M. Carter — les choses pour l'administration de traverser plutôt mieux qu'en Sénat.

Ce succès était inespéré il y a un mois encore, lorsque, à la suite de fausses manœuvres de M. Carter, le projet, laborieusement mis au point à la conférence des deux Chambres, avait paru compromis (le Monde du 30 août). Il est possible et même probable que le succès de Camp David a créé une dynamique favorable ; mais les chances du projet s'étaient, en fait, améliorées avant la conclusion des accords. Begin-Sadat.

M. Carter, qui commence à mieux savoir s'y prendre avec le Congrès, avait déclenché une vaste offensive de « lobbyisme » appuyée sur une méthode stratégique et des interlocuteurs convaincants. En dehors de ses appels personnels aux sénateurs, certains ont été lancés depuis Camp David. — le président avait fait donner M. William Miller, le nouveau président de la Banque fédérale, bien placé pour expliquer aux législateurs l'importance que le projet de loi sur le gaz avait prise aux yeux de l'étranger pour la santé du dollar.

Parallèlement, M. Robert Strauss, celui que l'on appelle le « tiers » de la lutte anti-inflation et qui est en fait le bras droit de M. Carter pour les questions économiques, avait fait valoir auprès des industriels des arguments plus frappants encore. Même si on se garde de le confirmer officiellement, il semble que des promesses de libéralités fiscales ou de limitation des importations de produits concurrents aient décidé certaines grandes compagnies à passer d'une attitude hostile à une approche favorable ou, au moins, neutre à l'égard du compromis du gaz. Les industriels de l'acier, les grandes compagnies automobiles comme General Motors, avaient même changé de camp. Du coup, le « lobbyisme » déployé en sens contraire par les intérêts directement concernés a été partiellement neutralisé.

La confusion dans laquelle se

trouve l'industrie du gaz elle-même, jouée aussi, en faveur du gouvernement. Le projet de loi est en effet tellement complexe que les intéressés ont en bien du mal à faire leur opinion. En gros, les petits producteurs et les compagnies disposant de grandes réserves de « vieux gaz » s'y sont opposés.

Ce gaz sera partiellement gelé à un prix inférieur, puisque celui le gaz nouvellement découvert est promis à une augmentation rapide. En revanche, les grandes compagnies, ayant des intérêts dans les nouvelles nappes, notamment en Alaska, ont finalement consenti que les dispositions avantageuses de la loi équilibraient les mauvaises : c'est le cas d'Exxon, qui a pris récemment une attitude neutre à l'égard du projet. De même, un certain nombre de producteurs locaux, qui ne vendent leur production qu'à l'intérieur de leur État, ont préféré voir leurs prix alignés sur le gaz « panaméricain » (« interstate »), puisque ce dernier est promis à une augmentation rapide, limitant par là même leurs débouchés sur place.

Il reste que le projet risque de souffrir de cette confusion. On est toujours aussi peu fixé aujourd'hui qu'il y a six mois sur le coût de ces mesures pour le consommateur. L'administration a ramené ses estimations de 70 milliards de dollars (au moment où M. Carter se disait radicalement opposé à toute libération des prix) à 9 milliards, puis à 4, pour la période allant d'aujourd'hui à 1985. Les critiques du projet ont avancé des chiffres allant de 28 à 41 milliards de dollars. Aussi, bien, personne ne se dissimule que la complexité du texte rendra son application problématique. Au point où l'on en était, le choix était, comme l'a indiqué le Washington Post, entre « faire quelque chose et ne rien faire ».

Le sénateur Jackson, qui avait au premier rang des adversaires de la loi, a déclaré, avant de se faire le négociateur et l'avocat du compromis, mercredi, n'a pas caché que ce vote était dû à la résignation plus qu'à toute autre chose.

MICHEL TATU.

## En Italie

### PREMIER ATTENTAT DES BRIGADES ROUGES DEPUIS TROIS MOIS

#### Un mort à Turin

Rome. — Les Brigades rouges ont commis, ce jeudi matin 28 septembre à Turin, leur premier attentat mortel depuis le début de l'été. La victime est un chef d'atelier des usines Lanzi, M. Piero Coggiola, âgé de quarante-six ans. Il se trouvait dans la rue en compagnie de son épouse quand une Fiat 124 s'est approchée de lui. Les passagers — au nombre de quatre, semble-t-il — ont vidé leurs armes dans sa direction avant de s'enfuir à toute allure.

Les terroristes n'avaient apparemment pas l'intention de tuer. C'est dans les jambes, selon la méthode d'intimidation habituelle, que M. Coggiola devait recevoir une dizaine de balles. Mais il n'a pas survécu à ses blessures. Les Brigades rouges ont revendiqué l'attentat.

## Old England a choisi pour vous

### Au masculin

Veston sport Harris Tweed, nombreux coloris.....	620 F
Gabardine Talbot, 100 % laine, beige ou marine.....	1210 F
Pardessus ville Granville, raglan, uni ou fantaisie.....	1225 F
Pardessus sport Falmouth, raglan, col chevalière, en tweed ou saxon.....	1235 F
Manteau réversible, dessins sport.....	1220 F

## Old England

12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
 9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

## LE GROUPE FRANÇAIS FERODO-SEV L'EMPORTE SUR LE BRITANNIQUE LUCAS POUR LE CONTRÔLE DE DUCELLIER.

Un communiqué de la société Ducellier-Bendix-Air Equipment (D.B.A.), contrôlée à 92,30 % par le puissant groupe américain Bendix, a annoncé, jeudi 28 septembre en fin de matinée, que ladite société avait cédé au groupe français Ferodo une « part importante » de ses intérêts dans la société en non collectif Ducellier, premier fabricant français de démarreurs et de dispositifs d'allumage pour l'automobile.

Alors prend fin, à l'avantage de Ferodo et de sa filiale S.E.V., la bataille pour le contrôle de Ducellier, qui durait depuis des mois. Au début de 1978, le groupe américain Bendix, qui désirait mobiliser des capitaux pour financer ses investissements aux États-Unis, avait décidé de mettre en vente sa majorité de 51 % dans Ducellier. Le groupe britannique Lucas (7,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, maître du marché anglais de l'équipement automobile à hauteur de 80 %), détenait déjà 49 % de Ducellier et disposait d'un droit de préemption de 44,8 %. Il s'était donc porté officiellement candidat au rachat des 51 % de Bendix pour un peu plus de 120 millions de francs. Mais les pouvoirs publics français ne l'entendaient pas de cette oreille ; d'autant que le groupe Ferodo, premier fabricant français d'équipement électrique pour l'automobile, était également porté candidat. L'enjeu était de taille.

Soucieux de renforcer ses positions en Europe continentale, pour faire face à l'offensive de l'allemand Bosch, Lucas n'attendait que la prise de contrôle de Ducellier pour assurer la suprématie en Europe dans le domaine du démarreur et du dispositif d'allumage.

Ferodo, qui, sous la houlette de sa filiale S.E.V., avait regroupé en 1977 Châtel, Marchal et Paris-Rhône (phares, alternateurs, petits moteurs, bobines, bougies, etc.), nourrissait la même ambition. Pendant de longs mois, le gouvernement français avait refusé de donner son accord à la cession de Ducellier à Lucas, dont le droit de préemption était pourtant juridiquement inattaquable.

Le dossier était devenu plus brûlant en août dernier, à l'occasion du rachat des filiales européennes de Chrysler par Peugeot-Citroën : de ce fait, Lucas n'attendait que le rachat de Ducellier par Peugeot-Citroën pour être amené à retirer sa candidature. Selon toute vraisemblance, l'attitude du gouvernement français, qui, faute de pouvoir interdire la cession, a refusé de l'autoriser, a pu laisser la société britannique, qui devra désormais soit rester « très gros » à minoritaire à 49 %, soit se retirer totalement, soit céder une partie de sa participation. Quant au groupe Ferodo-SEV, il devient, directement ou indirectement, le premier fabricant européen d'équipement électrique pour l'automobile juste derrière Bosch.

## La France et la Grande-Bretagne sont parvenues à un compromis sur l'Airbus

- British Airways ne devrait pas acheter d'avion concurrent
- Londres financera 25 % du projet B-10
- La Belgique souhaite participer au programme

Si le premier ministre britannique, M. James Callaghan, approuve les termes du compromis qui lui est soumis, ce jeudi 28 septembre à Londres, et auquel sont parvenus, mercredi 27 septembre à Paris, son ministre de l'Industrie, M. Eric Varley et le ministre français des transports, M. Joël Le Theule, sur la coopération européenne en matière aéronautique, la compagnie aérienne British Airways devra s'engager à ne pas acheter d'avions de deux cents places directement concurrents de l'Airbus B-10, et le Royaume-Uni participera, à raison de 25 % du coût total, au développement de cette version.

D'autre part, M. Le Theule a reçu, mercredi 27 septembre, M. Guy Mahot, ministre belge des affaires wallonnes et des travaux publics, qui a indiqué au ministre français des transports que la Belgique souhaitait, comme partenaire industriel, être associée au développement du B-10 et que la compagnie aérienne Sabena, comme client, était intéressée par l'acquisition de plusieurs exemplaires du bi-réacteur moyen-courrier Airbus.

## TRANSFERT ILLÉGAL DES CAPITAUX EN SUISSE

### M. Larédo avait été dénoncé

C'est par la voie anonyme que l'administration des douanes a été avisée au printemps dernier des évocations de capitaux commises depuis quatre ans par M. Edouard Larédo, le gérant de la société BETEX (bureau d'études d'exécution), au moment même où celui-ci avait dû abandonner la direction de ce bureau d'études parisiens (le Monde du 28 septembre). Les documents expédiés aux douanes étaient notamment des relevés bancaires du compte suisse alimenté depuis quatre ans par les transferts clandestins de fonds provenant du BETEX et ayant transité par la société fictive C.C.E.

Ces pièces très compromettantes avaient été adressées à l'administration des douanes après que M. Larédo eut refusé de céder au chantage d'un inconnu qui, par le truchement d'une cassette, lui avait conseillé, dix jours auparavant, de déposer 5 millions de francs à l'aéroport de Genève s'il voulait récupérer ses documents qui lui avaient été dérobés deux jours plus tôt, dans son appartement, 14, square Duval à Paris-13<sup>e</sup>. Son coffre-fort, pesant 170 kilos et contenant uniquement des documents, avait en effet disparu de son appartement. Les cambrioleurs avaient dédaigné les objets de valeur. Opérant sans effraction, avec le propre trousseau d'écrous de M. Larédo, celui-ci avait perdu précisément ce soir-là, et retrouvé plus tard sur la portière de sa voiture. L'ancien gérant du BETEX avait déposé plainte à la 5<sup>e</sup> Bri-

gade territoriale pour la disparition de son coffre-fort et le chantage dont il était l'objet.

Après la dénonciation anonyme dont il a fait l'objet M. Larédo avait été convoqué par les enquêteurs de l'administration des douanes. C'est alors qu'il prit peur et quitta la France. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui depuis le 13 septembre dernier. Il pourrait, dit-on, s'être rendu au Maroc — sans doute via la Suisse — puis en Israël. Deux plaintes ont été déposées contre lui. La première le 27 avril dernier par la société Betex dont il était le gérant unique pour une escroquerie portant sur 6 millions de francs. La seconde, en septembre, par l'administration des douanes qui accuse M. Larédo d'avoir exporté illégalement en Suisse 30 millions de francs.

**Piano center**  
 vous offre  
 la location-test  
 Piano bail  
 EN CAS D'ACHAT  
 récupération totale des versements  
 (caution, transport, location)  
 Pianos, Orgues : Paris 12 - 22-23, 1<sup>er</sup> de Paris, 8200 MONTREUIL - Tél. 857.23.38

jusqu'au 7 octobre  
 offre spéciale  
 d'avant-saison  
**NICOLL**  
 COSTUME SUR MESURES  
 formule 1030F  
 industrielle 1180 F  
 avec gilet 1180 F  
 NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT  
 29, RUE TROCHET/PARIS 8<sup>e</sup>

**SEIKO**  
 Alarm chronograph  
 montre-calendrier  
 chronographe au  
 1/10<sup>e</sup> de seconde  
 signal sonore  
 programmable  
 éclairage du cadran  
 1532F

**“Quand je vends une montre à Quartz, je prolonge gratuitement de 2 ans la garantie du fabricant”**  
 SEIKO-OMEGA-LONGINES-TISSOT-etc.

Le Directeur  
  
**MP**  
 Paris  
 8, place de la Madeleine  
 135, rue La Fayette  
 86, rue de Rivoli  
 COLOMBES  
 65, rue Saint-Denis  
 Tél. : 260.31.44

**“CRÉDIT QUARTZ” 3 MOIS sans frais**  
 après acceptation du dossier et comptant légal

صكا من الامل